Ecole doctorale de droit de la Sorbonne

Département de droit international et européen

LA FONCTION PUBLIQUE MILITAIRE EN DROIT TURC A L'AUNE DES DERNIERES EVOLUTIONS POLITIQUES DES XX^{E} ET XXI^{E} SIECLES

Par BETÜL GÜRBÜZ

Thèse de doctorat de droit international et européen

Dirigée par Stéphane RODRIGUES

Maître de conférences (HDR) en droit public et en droit de l'Union européenne

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Présentée et soutenue publiquement le 19 décembre 2023

Devant un jury composé de :

CONAN Matthieu, Professeur de droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

KABOGLU Ibrahim, Professeur de droit à l'Université de Marmara (Istanbul), *rapporteur*

MOREAU Odile, Maitre de conférences (HDR) en histoire moderne et contemporaine, Université Paul Valéry Montpellier III, *rapporteur*

THOMAS-TUAL Béatrice, Professeure de droit public, Université Bretagne Occidentale

Sigles et abréviations

LISTE SPECIFIQUE AU DROIT SUPRANATIONAL

CrEHD : Cour Européenne des droits de l'homme

CEDH : Convention européenne des droits de l'homme

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord

ONU : Organisation des Nations Unies

OPEX : Opérations militaires extérieures

UE : Union Européenne

LISTE SPECIFIQUE AU SYSTEME FRANCAIS

C.Déf : Code de la défense

Cf : Confer (se reporter à)

CNRTL : Centre National de ressources Textuelles et Lexicales

In : Dans

QPC : Question prioritaire de constitutionnalité

Op.cit : opere citato

LISTE SPECIFIQUE AU SYSTEME TURC

AKP : Parti de la justice et du développement, *Adalet ve Kalkınma Partisi*

AYIM : Haute Cour Administrative militaire*, Askeri Yüksek Idare Mahkemesi*

CHP : Parti républicain du peuple, *Cumhuriyet Halk Partisi*

CUN : Comité d'Union nationale, *Milli Birlik Komitesi,*

DP : Parti Démocrate, *Demokrat Parti*

EMA : Genelkurmay

CEMA : Genelkurmay Başkanlığı

EMASYA, Protocole de la Police et de l'ordre public, *Emniyet ve Asayiş Protokolü*

GANT : Grande Assemblée nationale de Turquie, *Türkiye Büyük Millet Meclisi*

GATA : Académie de Médecins Militaire *Gülhane Askeri Tıp Akademisi*

MGK : Conseil de Sécurité Nationale, *Milli Güvenlik Kurulu*

MIT : Organisation Nationale de Renseignement, *Milli Istihbarat Teşkilatı*

ÖSYM :Centre de sélection et de placement des étudiants, *Öğrenci Seçme ve*

Yerleştirme Merkezi

PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan

TSK : Forces des armées turques *Türk Silahlı Kuvvetleri*

TRT : Radio- Télévision de Turquie, *Türkiye Radyo Televizyon Kurumu*

YAŞ : Conseil supérieur militaire, *Yüksek Askeri Şura*

SOMMAIRE

Introduction

Chapitre liminaire : Le rôle spécifique de l'armée et les évolutions politiques impactant la fonction publique militaire

Première partie : Les efforts de civilianisation de l'institution militaire

Titre 1- La diminution et la restriction du rôle politique de l'institution militaire

Titre 2- L'augmentation du contrôle du pouvoir civil sur les systèmes de l'institution militaire

Seconde partie :Les effets de l'ingérence civile sur la fonction publique militaire

Titre 1- Les nouvelles lectures et prises en compte des principes généraux du métier militaire

Titre 2- Les nouvelles logiques de professionnalisation

Conclusion générale

Résumé

L'évolution et la réforme juridique des pays ne sont pas indépendantes de leur histoire et de leur culture. La Turquie, est un pays dont l'armée marque l'histoire, depuis la période de déclin et de chute de l'Empire ottoman. Le rapport de force entre le pouvoir civil politique et le pouvoir militaire connaît des changements.

Cette thèse consiste à inventorier les changements effectués dans les domaines militaires et à analyser comment ces changements ont influencé l'organisation de l'armée turque notamment en impactant le droit de la fonction publique militaire. A l'origine destinée à répondre à une exigence de l'Union Européen, la civilianisation de l'armée turque aurait pour effet d'engendrer certains effets pervers et inavoués de nature à dénaturer en profondeur la spécificité de l'institution militaire, face aux mouvements politiques qu'a connus le pays tels que les événements de Gezi et la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2013. L'armée héritière des principes de Mustafa Kemal Atatürk, gardienne de la laïcité, ne pouvait plus démontrer officiellement son ardeur, ni s'opposer à la violation des principes de la laïcité. L'institution militaire fragilisée par les mouvements de civilianisation subit un renversement des équilibres à cause de l'autorité que détient dès lors le président de la République à la suite du changement de régime politique.

Mots clés : civilianisation, Gezi, 15 juillet 2016, tentative de coup d'Etat, institution militaire, laïcité, chute de l'Empire ottoman, coup d'Etat, constitution, régime présidentiel

Abstract

THE MILITARY PUBLIC FUNCTION IN TURKISH LAW IN THE CONSIDERATION OF THE POLITICAL EVOLUTIONS OF 20TH AND 21ST CENTURIES

The evolution and the juridical reform of the countries are not independent from their history and from their culture. Turkey being a country whose army delineates the course of its history since the decline and fall of the Ottoman Empire, the power relation between the civil political power and the military power undergoes many alterations.

This thesis intends to itemize the alterations made in the military domain and to analyze how these changes have acted upon the organization of the army, specifically by its impact

upon the military law. Initially intended to comply with the requirement of the European Union, the civilianization of the Turkish army would have an unpronounced purpose of creating wicked effects to deeply degenerate the character of the military institution, as a countermeasure to the political movements in the country, as Gezi protests and failed Coup of July 15th 2013. Although inheritor of the principles of Mustafa Kemal Atatürk and protector of the secularism, the Army could neither officially express its discontent nor dispute the violation of the principles of secularism. Debilitated by the civilianization process, the military institution sees the balance tilting to the side of the President of the Republic who holds the authority following the change of the political regime.

Key words : Civilianization , Gezi , July 15th 2013, failed Coup, military law , secularism , Fall of the Ottoman Empire , Coup d'Etat , constitution , presidential regime

INTRODUCTION

La volonté du gouvernement turc de relancer les négociations en vue de l'adhésion à l'Union européenne a été le point de départ de notre thèse.

Cependant, les évènements de Gezi et la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 ont ébranlé tout le régime institutionnel et judiciaire de la Turquie contemporaine, ce qui ajouté de nouveaux éléments à notre problématique de départ.

Notre travail ne consiste pas à examiner les conditions et les critères d'intégration ni les possibilités d'intégration de la Turquie dans l'Union européenne : il s'agit de délimiter le sujet aux conséquences concrètes de ces événements politiques sur le régime juridique relevant des militaires.

Notre thèse consiste à inventorier les changements effectués dans le domaine militaire et juridique et à analyser comment ces changements ont influencé l'organisation de l'armée turque, notamment en impactant le droit de la fonction publique militaire. À l'origine destinée à répondre à « une exigence de l'Union européenne », **la civilianisation[1] de l'armée turque** a eu pour effet d'engendrer certains effets pernicieux et inavoués qui ont dénaturé en profondeur la spécificité de la fonction publique militaire.

Pour ce faire, il nous a fallu exposer et analyser l'état des relations entre la Turquie et l'Europe. En effet ces relations sont instrumentalisées des deux côtés et ne sont pas indépendantes d'une histoire complexe (§1) dont les effets se font sentir jusqu'au XX^{e} et XXI^{e} siècle (§2).

§1- L'histoire complexe de l'Europe et de la Turquie

L'histoire des relations entre l'Europe et la Turquie a été très changeante au cours des siècles. Une des premières rencontres des Turcs avec l'Europe date du XIV^{e} siècle, marquée par une méfiance des Etats européens vis à vis des Turcs du fait de leurs visées expansionnistes (A). L'Europe du début du XVIII^{e} siècle est devenu un modèle de modernisation pour l'Empire ottoman dont l'l'influence s'est poursuivie dans la création de la République par Atatürk (B).

[1] Civilianisation, *déf.* Ouverture des forces armées à la présence, voire à l'ingérence de civils, https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/civilianisation, consulté le 30 octobre 2021

A- Des rencontres basées sur l'expansionnisme des Turcs

En effet, la première rencontre de l'Empire ottoman avec l'Europe eut lieu en 1353, à la demande de l'empereur byzantin Cantacuzène, qui était confronté aux attaques des Serbes bulgares à l'époque et qui offrit en contrepartie aux Ottomans une citadelle nommée *Cimpe*, dans le golfe de Gallipoli.[2] L'avancement des forces ottomanes vers d'autres villes entraîna la conquête en 1363 d'Edirne qui devint la capitale de l'Empire ottoman à la même date[3]. La logique d'expansion vers l'Europe fut continue jusqu'au XVII[e] siècle, plus exactement jusqu'à la défaite aux frontières de l'Autriche, à Vienne en 1683. Les pertes de territoire continuèrent tout au long du siècle, le gouvernement, ou plutôt les sultans de l'époque, entreprirent de rénover tout le système administratif et bureaucratique de l'empire dans le but de renforcer la proximité politique avec l'Europe. A partir du XVIII[e] siècle, suite à l'affaiblissement de l'Empire, une politique nourrie de l'admiration vis-à-vis de l'Europe, *Avrupa Hayranlığı*, s'installa dans les perspectives de gouvernement des dirigeants.

B- L'Europe conçue comme un modèle de modernisation

Au cours de cette même période, les sultans modernisent également l'armée et l'appareil bureaucratique. Cette époque est connue sous le nom de *Tanzimat* une nouvelle ère dite de réorganisations[4], un récit impérial daté du 2 novembre 1839 où les gouvernants reconnaissent les droits civiques des minorités non musulmanes et renforcent les relations militaires économiques et politiques avec les États européens[5]. C'est une entreprise d'occidentalisation dans le sens d'une modernisation à l'époque d'Atatürk qui considérait que les valeurs occidentales incarnées à ses yeux par l'Europe, comme étant les seules pouvant permettre à la Turquie de rentrer de plain-pied dans la modernité, avec des mesures radicales lors des premières années de construction de la République et des ruptures catégoriques opérées avec l'environnement culturel et géopolitique du pays[6]. Lors de la création de la République, le renouveau de l'ordre judiciaire de la Turquie se fit sous l'influence du système du droit civil de la Suisse, celui du droit pénal sur l'exemple de l'Italie, la réorganisation du système administratif sur le modèle de la France et la modernisation du droit du commerce fut calqué sur celui de l'Allemagne.

[2] Plus exactement il s'agit de la période du règne d' Orhan Bey, deuxième monarque de l'Etat ottoman. Le titre de sultan est accordé aux monarques suite à la conquête de l'Egypte en 1517.

[3] Information historique consultée sur, http://www.bilecik.gov.tr/osmanli-tarihi (consulté le 30 octobre 2022)

[4] BOZARSLAN Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, La Découverte, 3ème Edition, 2016, p.6

[5] SERVANTIE Alain, *Quelle Europe pour les Turcs* ? *in* confluence Méditerranée, l''Harmattan 2012/ 4 n°83, p.31 à 42 p.32

[6] BILLION Didier, *La Turquie, un partenaire incontournable*, Edition Eyrolles, 2021, p.161

§2- Des tensions fluctuantes dans les relations entre les pays d'Europe et la Turquie

Les tensions fluctuantes entre l'Europe et la Turquie dominent tout au long du XX^e^ et du XXI^e siècle^ : le XX^e^ siècle confère la reconnaissance politique de la Turquie au niveau européen tandis que le XXI^e^ siècle est marqué par des troubles politiques entre L'Europe et la Turquie.

A- Une reconnaissance politique de la Turquie au niveau européen au XX^e^ siècle

En 1948, l'adhésion de la Turquie à l'OECE- Organisation européenne de coopération économique - un volet du plan Marshall, considérée comme l'ancêtre de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, fut le premier pas d'une coopération internationale. En 1952, la Turquie devient membre de l'OTAN. Ces institutions sont les structures essentielles de l'Europe. Nombreux sont ceux qui pensent que l'ambition de la Turquie d'intégrer l'Union européenne débute dans les années 1990 (très exactement vers 1999 car elle était candidate depuis 1987). En réalité, les premières tentatives pour une intégration en Europe débutent en 1958, par la demande du Premier ministre turc de l'époque à la Communauté économique européenne : au cours de cette cérémonie de signature, Walter Hallstein, alors président de la commission de négociation, déclara que la Turquie faisait partie intégrante de l'Europe.[7] Ce processus s'est interrompu à la suite du mémento de 1971 et du débarquement de la Turquie sur l'île de Chypre en tant que garant des territoires chypriotes [8], et du coup d'Etat de 1980. Ces années sont des années de tension entre l'Europe et la Turquie, laquelle va persister jusqu'au début du XXI^e^ siècle.

Le Sommet d'Helsinki qui s'est tenu du 10 au 11 décembre 1999, fut un tournant dans l'histoire politique de la Turquie. Le Conseil européen s'est réuni afin d'arrêter un certain nombre de décisions marquant une nouvelle étape du processus d'élargissement[9]. Parmi les conditions exigées pour l'intégration de la Turquie à la communauté européenne, le respect des droits de l'homme et la civilianisation des juridictions[10] étaient centrales. La Turquie fit alors la promesse d'adapter son droit interne avant le 17 décembre 2004, date du sommet de

[7] BILLION *idem*

[8] Suite à l'article 3 de la Convention de Garantie signée en Zurich le 11 février 1959 https://www.mfa.gov.tr/garanti-antlasmasi-_zurich_11-subat-1959_.tr.mfa consulté le 30 octobre 2022

[9] Règlement CE n° 390/ 2001 du Conseil du 26 février 2001 concernant l'assistance à la Turquie dans le cadre de la stratégie de préadhésion et l'instauration d'un partenariat pour l'adhésion. Cité par ALEX Bastien, *L'euroscepticisme, le turcoscepticisme et la Turquie : une affaire de perceptions ? in* Confluences Méditerranée

[10] Le compte rendu des séances et des rapports publiés sur https://www.mfa.gov.tr/helsinki-zirvesi-10-11-aralik-1999.tr.mfa consulté le 30 octobre 2021

Bruxelles où l'Union déciderait ou pas de lancer officiellement les négociations d'adhésion de la Turquie.

Le premier pas de la Turquie fut de réviser son droit interne suite aux critères de Copenhague : une liste des conditions que doit réunir un pays qui souhaite présenter sa candidature pour adhérer à l'Union Européenne depuis 1993. La liste comporte des critères politiques, économiques et l'adoption des acquis communautaires. En ce qui concerne notre sujet, le critère politique reste le plus important à examiner à savoir : la présence /d'institutions stables garantissant la démocratie, l'Etat de droit et les Droits de l'Homme.

La Turquie annonça son plan de programmation des révisions législatives le 24 mars 2001[11]. Le plan prévoyait des changements dans divers domaines comme la révision des articles de la Constitution, du Code pénal et surtout la civilianisation de la politique de la Turquie.

Au cours des années 2001 à 2006, la Turquie a adopté des paquets de réformes dont 14 concernant les réformes constitutionnelles[12] et législatives[13] dont la plupart (6 paquets) concernent les relations entre le pouvoir civil politique et le pouvoir militaire pour en redéfinir les rapports[14]. C'est à partir de ce moment-là que les relations entre l'Europe et la Turquie se sont compliquées en raison de problématiques politiques antérieures.

B- Des relations fluctuantes en raison de problématiques politiques héritées du passé

Suites aux élections du 3 novembre 2002, une des premières ambitions de l'AKP fut la normalisation des relations avec L'Europe et la reprise des négociations avec l'Union européenne pour faire de la Turquie un membre de cette Union. Le cœur de ces négociations consistait en la civilianisation du pouvoir politique de la Turquie. L'AKP est un parti islamiste mais qui compte reprendre l'héritage occidental de la Turquie au lieu de le nier mais le caractère islamiste du parti face aux principes laïques est indéniable.

Les contestations étaient déjà apparues en Europe sur la demande d'adhésion de la Turquie en UE. Valery Giscard d'Estaing, lors d'une réunion sur la Constitution européenne,

[11] Le plan de programmations des révisions législatives publié au journal officiel n°24532, le 24 mars 2001

[12] Loi n° 4709 du 11 octobre 2001, loi n°4777 du 27 décembre 2002, loi n° 5170 du 22 juin 2004 portant des révisions des articles de la constitution.

[13] Il existe 9 paquets de lois sur divers domaines de droit : loi n° 4744 du 6 février 2002, loi n°4748 du 26 mars 2002, loi n°4771 du 9 aout 2002, loi n°4778 du 2 janvier 2003, loi n°23 janvier 2003, loi n°4928 du 15 juillet 2003, loi n°4963 du 30 juillet 2003, loi n°5218 du 14 juillet 2004 et loi du 9 avril 2006.

[14] Pour faire un point général, on peut dire que les premiers pas de civilianisation du Conseil de Sécurité Nationale fut accompli par les changements en 2002 suites à la promulgation des lois n° 4744, 4748 et 4771.

avait précisé que la Turquie n'était pas un pays européen, que sa capitale n'étant pas située en Europe, et voyait l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne *ipso facto* comme la fin de l'Union[15]. Nicolas Sarkozy, avait aussi instrumentalisé l'intégration de la Turquie dans l'Union lors de sa campagne électorale en 2007 pour sa position à la perspective de l'intégration de la Turquie avant de se prononcer avec la chancelière Merkel pour un statut de partenariat privilégié de la Turquie. Pendant cette période, divers hommes politiques et présidents des pays d''Europe ont manifesté de nombreuses hésitations en raison de problématiques concernant l'islam, la religion suivie par la Turquie, et le problème des relations persistant entre la Grèce et la Turquie sur plusieurs points comme les tensions au sein de la mer Egée et le problème de la souveraineté de l'île de Chypre.

Durant cette période, la montée en puissance de l'islam politique se concrétise partout dans le monde et spécialement en Europe par une série d'attentats terroristes : le 11 septembre 2001 à New York, les 15 et 20 novembre 2003 à Istanbul, le 11 mars 2004 à Madrid, le 7 juillet 2005 à Londres, les attentats de novembre 2015 à Paris étaient la preuve et la concrétisation du terrorisme lié à l'islam et combiné avec la haine de l'Europe de la part des islamistes.

Depuis la proclamation de la république le 29 octobre 1923, jusqu'à la prise du pouvoir de l'AKP au début des années 2000, la Turquie malgré ses revendications islamiques comportait un principe de laïcité. Aujourd'hui malgré l'existence de ce principe dans la Constitution[16], la mise en pratique de ce principe reste douteuse.

D'autre part, on voit plus explicitement la disparition de la laïcité qui était soutenue par les militaires de l'armée. Le respect et l'existence des principes de laïcité dans un pays comme la Turquie était une fierté comparée à d'autres pays musulmans et était exemplaire. Les Européens, entre autres, ont oublié le rôle de protection du principe de laïcité soutenu par l'armée en demandant la réduction du rôle politique de l'armée, parce que la réaction conservatrice – *irtica* -, dont l'armée turque se méfiait et accomplissait les coups d'Etat par peur de ce mouvement, était maintenant au pouvoir. Le principe de laïcité supprimé dans la pratique, le rapprochement avec le Moyen Orient et l'éloignement de la Turquie des principes européens, confirmés par les promesses non tenues par l'Union européenne furent des éléments d'accélération pour Erdoğan qui proclamait un certain autoritarisme en Turquie à la place de l'armée turque qui était critiquée par les Européens lors des négociations de l'intégration de la Turquie à l'Union européenne

[15] Cité par, BILLION Didier, *France- Turquie : entre tensions et normalisations… De la difficulté de parvenir à une relation apaisée, in* Confluences Méditerranée, p.73

[16] L'article 1er de la Constitution

Le comportement de l'Europe face à la prise du pouvoir de l'AKP fut dans une premier temps positif par ses premiers pas d'apparence démocratique: il s'agit des règlements comme la levée des obstacles juridiques à la liberté d'expression et l' autorisation de l'enseignement des langues locales (spécialement la langue kurde avec la création des nouvelles chaines de télé émettant en différents langues), et l'approbation par la Turquie du plan des Nations Unies concernant Chypre par Kofi Annan à l'époque, et l'approbation de la partie turque de l'île tandis que les Chypriotes grecs rejetaient le projet de réunification de l'île.

L'accélération des réformes qui en résulta entraîna une démilitarisation formelle mais dont les effets sociaux sont importants à examiner pour en mesurer la profondeur. La « normalisation » des relations entre le pouvoir civil et les militaires fut présentée à la fois comme la condition *sine qua non* de la démocratisation et un « impératif européen ». La planification de ces changements prévue par les exigences de l'Union européenne fut acceptée par la haute hiérarchie militaire sans grande opposition.

Le principe que l'armée est au service du pouvoir civil est inhérent à tout régime démocratique, pourtant il est le fruit d'un long combat pour plusieurs pays[17]. En effet le principe évite toute tentative du pouvoir militaire de s'imposer à la politique civile. Par contre la spécificité de l'armée turque a été souvent sa force de dominer et de guider la politique civile. Afin de s'adapter aux critères européens, la Turquie devait renouveler ses institutions militaires.

Il serait erroné de supposer que les changements juridiques suivent un ordre chronologique : la plupart d'entre eux ne sont pas la conséquence des « paquets » de lois élaborés pour remplir les critères de Copenhague, mais celle des événements marquants du pays. Ces lois ont d'ailleurs largement dépassé les objectifs initialement définis.

Problématique :

La civilianisation de l'armée turque est au centre de notre réflexion. Notre travail consiste d'une part à définir le mouvement de civilianisation dans l'armée et d'autre part en préciser les conséquences en droit en révélant comment se manifeste cette civilianisation entamée par l'ambition d'intégration à l'Union Européenne dans les années 2000 en Turquie mais détournée de ses objectifs initiaux dans les années récentes. Ces efforts combinés aux mouvements politiques du pays, sont en train de causer la perte de la spécificité militaire.

[17]COHEN Samy, « Le pouvoir politique et l'armée », *Pouvoirs*, 2008/2 (n° 125), p. 19-28. DOI : 10.3917/pouv.125.0019. URL : https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2008-2-page-19.htm consulté le 30 octobre 2021

Les événements de Gezi et la tentative de coup d'Etat, qui ont exacerbé la crainte du pouvoir et le rôle de l'armée ont accéléré les réformes parfois d'une manière détournée.

De nos jours, précisément depuis l'année 2013, les réformes de civilianisation de l'armée, conformes aux critères de Copenhague, par ambition de mettre l'armée au service et au contrôle du pouvoir civil, ont été détournées de leur fonction : on voit le recul des spécificités militaires en Turquie par l'instrumentalisation des exigences juridiques européennes, combiné aux évolutions marquant l'histoire du pays, pour des finalités politiques bien différentes. L'armée, héritière des principes de Mustafa Kemal Atatürk, gardienne de la laïcité en Turquie, ne pouvait plus démontrer officiellement « son ardeur » ni contester la violation des principes de laïcité : la pause de la prière du vendredi pour les fonctionnaires, le port du voile pour le personnel féminin, l'islamisation de l'éducation civile et militaire ont perturbé les relations entre l'armée et le gouvernement. L'institution militaire déjà fragilisée par les mouvements de civilianisation se voit ébranlée par le changement de régime : le régime parlementaire se transforme en régime présidentiel.

En 2017, suite à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, le président Erdoğan, a organisé un référendum prévoyant les changements des articles de la Constitution. Il s'agit d'un nouveau **« système présidentiel »,** qui abolit 85 ans de tradition parlementaire de la République Turque, où le chef de l'Etat concentre en sa personne l'essentiel du pouvoir sans mécanisme de contrôle. Dès lors, le système présidentiel, plutôt que parlementaire en Turquie, est privé de Premier ministre et le président de la République t à la fois le chef de l'Etat, de l'exécutif, le chef des armées[18] et le chef du parti politique gouvernant ayant aussi un pouvoir de dissolution de l'assemblée générale dont on voit le rôle s'affaiblir. Il s'agit d'une redistribution des rôles du régime, sans le principe de séparation des pouvoirs, pouvoir législatif et pouvoir exécutif plus spécifiquement. Par contre la puissance du président devient beaucoup plus importante, dans un système où le président exerce sa force dans un cadre « quasi-démocratique » fortement orientée et dirigée dans des logiques souvent autoritaires.

Ce renversement des équilibres en termes de séparation des pouvoirs a des effets directs sur l'armée turque et amoindrit sa spécificité. Cette idée constitue le cœur de notre travail.

[18] ANDLAUER Anne, Le Temps, « *En Turquie, Superdogan inaugure son régime présidentiel* », https://www.letemps.ch/monde/turquie-superdogan-inaugure-regime-presidentiel, consulté le 30 octobre 2021

Intérêt théorique et pratique :

Un double intérêt s'attache à la réalisation de notre analyse :

- Le premier intérêt pratique est de fournir aux réformateurs et aux décideurs, un ensemble d'éléments afin de leur permettre de revoir et même si possible d'améliorer leur manière d'appréhender la fonction publique militaire au regard de l'exemple turc. Depuis le début de nos recherches, nous avons recensé et analysé les ouvrages et les travaux traitant des questions relatives à la fonction publique militaire.

Ces recherches nous ont montré que le droit de la fonction publique militaire n'est pas véritablement constitué en tant que tel en droit turc. Contrairement au système français, le système de la Turquie concernant les militaires ne possède pas « un corpus commun unifié et codifié « mais un éparpillement de codes, de règlements et de circulaires ». Certains textes ne sont souvent pas disponibles ni cités dans des ouvrages existants. Une remise en ordre s'impose à l'évidence et mon travail de recherche à la prétention d'y participer.

- Le deuxième intérêt est bien destiné aux juristes car peu de travaux récents concernent « le statut des militaires ». En droit turc, le sujet est demeuré tabou jusqu'aux réformes de 2003. Aussi, ne trouve-t-on pas d'études sur le sujet. Les travaux existants analysent souvent le rôle politique des militaires en Turquie, à la recherche des causes, du sens ou des conséquences des différentes interventions militaires, dans le domaine de la sociologie ou des sciences politiques. Les tentatives d'un « renouveau » dans le domaine militaire ont toujours été d'actualité sans vraiment qu'en soient analysées les causes juridiques, tout particulièrement sous l'angle du droit constitutionnel et du droit des libertés fondamentales.

Démarche et méthodologie de la recherche :

Toute étude qualifiée, nécessite une bonne connaissance du droit en vigueur des Etats et aussi du droit international. Bien qu'au début de notre travail, la collecte de données et de matériaux juridiques n'ait soulevé qu'une faible difficulté, la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 a entraîné l'absence d'ouvrages actuels en droit de la fonction publique militaire en Turquie.

Cette démarche nous a conduit dans un premier temps, à recueillir les lois qui ne sont plus en vigueur comme les lois récemment promulguées qui subissaient des changements d'une période à l'autre. Dans un deuxième temps, il a fallu examiner le revirement de jurisprudence sur les divers sujets suite à la suppression de la Cour Suprême de droit administratif

des militaires (*AYİM*).[19] Ensuite nous avons ajouté à ces deux constituants, un certain nombre de rapports publiés par les institutions nationales et internationales et les sites officiels des Ministères concernées et de l'Assemblée Nationale (*GANT*) en Turquie. La plupart des sources documentaires numériques sont disponibles en ligne comme la banque de données officielles pour la diffusion des textes législatifs et réglementaires.

De plus, nous avons ajouté des annexes synthétiques à notre travail dans le but de fournir des renseignements pertinents : La première consiste en un tableau récapitulatif sur les lois, les règlements ou circulaires en vigueur ou abrogés afin de faciliter la lecture, la deuxième, une liste des articles de diverses lois traduites par nos soins, et en dernier lieu ; les grades des armées en France et en Turquie.

En somme, pour traiter notre problématique, nous procéderons à une analyse selon deux axes :

- Dans un premier temps, seront étudiés les processus de civilianisation de l'armée (Partie I) au regard tout autant de la diminution du rôle politique de l'institution militaire que de la prise de contrôle du pouvoir civil sur les institutions militaires en pleine croissance. La restriction des pouvoirs du Conseil de Sécurité Nationale (*MGK*), considéré comme une alternative au gouvernement civil, est accompagnée de la limitation de la mission de l'armée sur le territoire nationale sauf avis contraire du président de la République. Le placement de l'état-major sous l'autorité du /ministère de la défense, tout comme la civilianisation du système d'éducation et de la juridiction spécifique des militaires suite au coup d'Etat ont fortement ébranlé les rapports des forces.

- Dans un second temps, sera privilégiée l'étude des conséquences de ces mutations radicales sur l'essence même de ce qui est constitutif d'une fonction publique militaire au sens où elle peut et doit se différencier de la fonction publique traditionnelle (Partie II) : seront privilégiés ici les principes généraux liés au métier militaire. Le devoir de loyauté à la nation s'est transformé en loyauté envers le pouvoir politique et le président de la République plus spécifiquement ; la chaine d'obéissance hiérarchique s'étant reformulée en des termes incertains, le sacrifice potentiel du militaire s'est banalisé au profit des tendances autoritaires du pouvoir politique. Seront également appréhendées les nouvelles logiques de professionnalisation qui ont changé le profil des militaires recrutés dans le but, là encore, de fortifier le pouvoir personnel du président de la République.

[19] Askeri Yüksek İdare Mahkemesi, (*AYIM*), est la Haute Cour Administrative militaire. Créée le 4 juillet 1972 par la loi n° 1602, c'était le seul organe de décision en droit administratif des militaires. AYIM a été supprimé par le référendum du 16 avril 2017.

CHAPITRE LIMINAIRE

Notre chapitre liminaire consiste en une présentation du rôle spécifique de l'armée en Turquie, sa transformation et son fondement à la suite de la chute de l'Empire (Section 1), et en une démonstration des évolutions politiques qui ont impacté la fonction publique militaire tout au long du XXIe siècle (Section 2).

Section 1-Le rôle spécifique de l'armée en Turquie

La transformation de l'Empire ottoman défait en une république se fit grâce à Mustafa Kemal Atatürk, ancien commandant de l'armée ottomane, qui devint le président de la République. A l'origine militaire de carrière, Atatürk renonça à sa carrière militaire suite à la proclamation de la République en 1923 et choisit ses conseillers parmi ses anciens « frères d'armes » comme Ismet Inönü[20] et Fevzi Çakmak[21]. C'est pour cette raison que le rôle fondateur d'Atatürk a souvent été attribué à l'armée turque (§1) et accepté comme héritage « kémaliste » par l'armée turque elle-même (§2).

§1-Le rôle de fondateur de la nouvelle République sous le commandement de Mustafa Kemal Atatürk suite à la chute de l'Empire Ottoman

Période ottomane- Le rôle de l'armée, moteur de la modernisation ne date pas du XXe siècle. Dès le XVIIIe siècle, à la suite des défaites subies contre les forces occidentales et les Russes, les sultans avaient bien compris la nécessité de faire des réformes, en commençant par l'armée. Au cours de ces années, l'armée se trouva donc au cœur de divers débats et réformes, conduisant à la suppression du corps des janissaires[22] et l'organisation d'une armée

[20] İsmet Inönü, dit *Chef national* et *deuxième homme*, surnommé ainsi en référence à la préséance d' Atatürk était un homme politique d'origine militaire et le deuxième président de la République Turque à la suite du décès d'Atatürk. Il fut également le directeur de la délégation turque lors des négociations du Traité de Lausanne et le premier ministre jusqu'en 1938.

[21] Kazım Karabekir, ancien officier militaire et l'homme d'Etat de l'Empire ottoman et président de la GANT suite à la proclamation de la République.

[22] Le mot *janissaires* prononcé « *yeni-tcheris* » désigne les soldats d'élite de l'armée ottomane, signifiant « la nouvelle milice » . Le corps des janissaires a été créé en 1334 par le monarque Orhan. Ces soldats élites du passé, ont .perdu leur discipline et leur prestige au fil du temps .

moderne entraînée par des officiers occidentaux. En 1876, les militaires impliqués dans une réflexion sur la modernisation de l'Empire ottoman – *l'homme malade de l'Europe* -, participèrent à la contestation des jeunes Turcs, ce qui entraîna l'adoption de la première constitution de l'Empire et de la 1ère monarchie constitutionnelle (*1. Meşrutiyet*). Cette première constitution fut suspendue en 1878 par le Sultan Abdülhamit II, à la suite de la défaite dans la guerre contre la Russie. Les années 1878 à 1908 furent une période de répression, jusqu'à la révolte de 1908 qui força le Sultan à revenir à la constitution de 1876 et à déclarer la 2ème monarchie constitutionnelle (*II. Meşrutiyet*). Pourtant, certains groupes réactionnaires dans l'armée, se voyant menacés par les réformes commencèrent une révolte, ce qui provoqua l'intervention de *l'Armée de Mouvement* (*Hareket Ordusu*) et l'abdication forcée du Sultan Abdülhamid. Mustafa Kemal qui se trouvait parmi les officiers réformistes de cette armée et se vit dans l'obligation de jouer un rôle politique afin de sauver le pays.

Parmi les conséquences juridiques et historiques de la première guerre mondiale, la chute de l'Empire ottoman reste la plus importante dans l'Histoire. Jusque-là l'Empire ottoman qui combattait avec ses alliés allemands, n'avait connu de succès que dans les batailles des Dardanelles avec les armées commandées par Mustafa Kemal Atatürk) et avait perdu une partie importante de ses territoires. Suite à la Convention de Sèvres (signée le 10 août 1920) et le Traité de Versailles (le 28 juin 1919), certains des membres de haut commandement de l'Empire ottoman se sont engagés pour la Guerre d'Indépendance et pour la création de la République Turque sous le commandement de Mustafa Kemal. Pour ce faire, Mustafa Kemal fédéra les forces en présence afin de structurer un mouvement dont l'objectif était de libérer l'Anatolie et il rassembla des forces de l'armée régulière mais aussi des irréguliers [23]pour remporter la victoire. La guerre d'indépendance de la Turquie s'est conclue avec le Traité de Lausanne le 24 juillet 1923 et l'Assemblée nationale provisoire qui régnait depuis 1920 s'est transformée en Grande Assemblée Nationale de la République Turque (GANT) suite à la proclamation de la république le 29 octobre 1923.

Le rôle de l'armée, moteur de la modernisation ne date pas du XXe siècle. En 1876, les militaires étaient impliqués dans une réflexion à ce sujet afin de sauver l'Empire ottoman, et ils participèrent à la contestation des jeunes Turcs ottomans, ce qui entraîna l'adoption de la première constitution de l'Empire. L'année 1908 consacra la relève de l'opposition des

[23] MOREAU Odile, *L'Empire ottoman au XIXe*, Editions Armand Colin, 2020, p.266

« jeunes Turcs » en exil par les officiers radicaux : cette opposition contraignit Abdülhamid le Sultan à revenir à la constitution de 1876.

Après la proclamation de la République turque, le rôle de Mustafa Kemal Atatürk fut de créer et d'adapter les principes fondateurs de laïcité et de la démocratie afin de poser les bases d'un Etat républicain. L'armée turque devint le symbole et l'avant-garde de la nouvelle république et de la laïcité. Elu par les élections du 29 octobre 1923 à l'unanimité, Atatürk fut le président de la République jusqu'à son décès, le 10 novembre 1938.

Les militaires ont souvent été au premier rang des forces novatrices et le poids politique de l'armée a lourdement pesé sur la politique du pays. L'influence de l'armée turque fut la force motrice de la création de la république turque et l'acteur principale de la politique dans le but d'une transformation socio-économique et de la modernisation

§2-Le rôle prépondérant de l'armée : l'héritière protectrice de « la restitution de la démocratie » et « gardienne du principe de laïcité »

L'histoire politique de la République Turque est marquée essentiellement par trois coups d'Etat militaires : le coup d'Etat du 27 mai 1960, celui du 12 septembre 1980[24] et tout récemment la tentative du 15 juillet 2016 dont les effets ont profondément changé le droit constitutionnel de la Turquie. Contrairement à la doctrine persistante, l'avertissement de 1971 et le mémento de 1997 ne peuvent pas être considérés comme coups d'Etat dans le sens juridique étant donné que contrairement à ceux de 1960 et de 1980 l'armée a rendu le pouvoir aux civils. Il ne s'agit pas d'une continuité du pouvoir militaire à travers une dictature militaire permanente mais une législation qui privilégie l'institution militaire.

Par contre, il est indéniable qu'à la suite de chaque coup d'Etat, le rôle des militaires dans la vie politique civil fut plus important : le rôle prépondérant de l'armée turque et les militaires (surtout le haut commandement) se fit sentir dans des instances de décision comme le fondement du Conseil de Sécurité National, *Milli Güvenlik Kurulu*, *ci-après*, MGK- qui est souvent qualifié de « gouvernement militaire », ou dans le domaine de la justice, la création

[24] Les changements des constitutions en Turquie sont dus aux coups d'Etat qui les précèdent. La constitution de 1961 est promulguée après le coup d'Etat du 27 mai 1960 comme la constitution de 1982 promulguée après le coup d'Etat du 12 septembre 1980.

des Tribunaux de Sûreté de l'Etat, *Devlet Güvenlik Mahkemeleri ci-après* -DGM- ayant pour but de juger les personnes (civils ou militaires) commettant des infractions, des crimes et délits contre l'Etat.

L'expérience des coups d'Etat et les mémorandums militaires ont ébranlé, depuis 1923, le développement du système de la fonction publique militaire en Turquie. En droit turc, le sujet du statut des militaires était considéré comme un sujet tabou jusqu'aux réformes des années 2000. Aussi, ne trouve-t-on pas d'études juridiques sur le sujet. Les travaux présentés en France, analysent souvent le rôle politique des militaires en Turquie, les causes, le but ou les conséquences des différentes interventions militaires, dans une perspective sociologique sans traiter le sujet du statut juridique des militaires.

Section 2- Les évolutions politiques qui ont impacté la fonction publique militaire des années 2000

L'histoire politique de la Turquie à partir des années 2000 est marquée par le règne de l'AKP, présidé par Recep Tayyip Erdoğan (§1), les événements de Gezi (§2) et la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 (§3).

§1-La politique de l'AKP- parti politique de Recep Tayyip Erdoğan-

L'AKP, parti politique de tendance islamiste est arrivé au pouvoir en 2002. Erdoğan, premier ministre de l'époque, a mis en cause le pouvoir, les privilèges et même la légitimité qu'on peut qualifier d'« intouchable » de l'institution militaire en Turquie tout en éliminant le rôle politique qu'elle avait eu depuis la chute de l'Empire Ottoman et la fondation de la République par Mustafa Kemal Atatürk.

Et pour ce faire, l'AKP et Erdoğan reprirent l'objectif de l'adhésion de la Turquie et firent des ajustements législatifs pour « la normalisation -dans le sens de civilianisation- de l'armée » les présentant comme un objectif central et un impératif européen. C'est pour cette

raison que le pouvoir législatif et l'exécutif, à l'époque, ont mené un travail assez sérieux afin d'adapter « des paquets de reformes pour l'adhésion à l'UE » de 2003 jusqu'en 2011. Cette politique, qui à l'époque prétendait œuvrer à la démocratisation et à la pacification des relations avec l'Europe et avec les militaires, n'a pas produit les effets attendus pour les deux parties.

Du côté des militaires, la première attaque s'est concrétisée par les affaires *Balyoz* et *Ergenekon* dont les cibles étaient des opposants. L'affaire *Ergenekon*, sous l'influence du procureur de Zekeriya Oz à l'époque, était composé de plusieurs affaires contre les militaires, sous l'accusation de conspirer contre l'Etat et de préparer le renversement du gouvernement. Cette décrédibilisation des militaires et surtout de l'armée, avait touché l'image de l'armée pour la première fois par l'intermédiaire du pouvoir civil politique, l'image d'une armée forte et liée aux principes afin de protéger sa Nation. Les affaires se sont conclues en 2014 par de lourdes peines de prisons contre les 275 accusés, parmi lesquels se trouvaient l'ancien CEMA de l'armée tuque qui fut condamné à la prison à perpétuité pour avoir tenté de renverser le gouvernement, et en août 2012, le même tribunal, le tribunal de Silivri, a condamné plus de 300 officiers supérieurs à des peines de prison de 13 à 20 ans contre Erdoğan [25].

Du coté des relations avec l'Union européenne, le gouvernement turc semblait négocier avec la Commission européenne pour la vérification, validation des conditions politiques et les exigences de l'Etat de droit, économiques et juridiques requises pour l'adhésion. Ce début des négociations, bien qu'ils n'impliquent pas l'adhésion[26], n'ont jamais abouti à une vraie démarche pour l'intégration. Comme précisé par le ministère des affaires étrangères du premier ministre d' Erdoğan, l'Union européenne n'était et ne devrait plus être considérée comme une institution qui confirmera l'identité européenne et ou occidentale de la Turquie[27], et ce but ultime d'intégration pour la modernisation se transforma en un slogan pour admonester/ attaquer l'Europe devant ses partisans lors de divers meetings de propagande en vue des élections « *Eyy Avrupa*[28] ! » qui est devenu un slogan d'Erdoğan au long de sa carrière

[25] BOZDEMIR Michel, *L'armée Turque et la démocratie avant 2015*, in ESKA Maghreb- Machrek, n°233-234, 2017/3 p.78

[26] RODRIGUES Stéphane, *Négocier n'est pas adhérer*, publié in Tribune, mis en ligne le 4 octobre 2004, https://www.lemonde.fr/europe/article/2004/10/04/negocier-n-est-pas-adherer-par-stephane-rodrigues_381644_3214.html consulté le 4 octobre 2022

[27] Cité par OGUZLU Tarik, *Middle Easternization of Turkey's Foreingn Policy: Does Turkey Dissociate from the West,* Turkish Studies, vol.9, N°1 2008, p. 17

[28] Il s'agit d'une expression en langue turque, qui interpelle l'Europe de manière vulgaire

politique afin d'en conclure que la Turquie n'attendait plus rien de l'Union européenne qui la fait patienter à sa porte depuis 40 ans[29].

§2-Les évènements de Gezi (2013)

Les évènements de Gezi « *Gezi Olayları* » désigne le mouvement protestataire qui s'est déroulé en 2013 en Turquie et plus précisément à Taksim (Istanbul). Le mouvement fut initialement débuté par des écologistes qui s'opposaient à la destruction du jardin (la place et les arbres) Gezi, une des rares espaces verts d'Istanbul et qui est devenu à la suite des événements un lieu symbolique de la liberté. Les événements ont pris de l'ampleur le 28 mai 2013 par la participation des groupes publics, étudiants, politiques, et avocats à la suite de l'intervention des policiers sur les écologistes et sur tous les participants. Les évènements sont devenus dès lors une protestation contre le gouvernement du président Erdoğan.

Les évènements de Gezi sont considérés comme un point marquant de l'histoire non seulement à cause de leur ampleur, mais aussi par la diversité des participants. De plus, pour la première fois dans l'histoire, les militaires ont apporté leur aide aux protestataires ciblés et attaqués par la police nationale : l'ouverture de la porte de la caserne militaire à Taksim[30] pour la protection des manifestants et la prise en charge des soins des manifestants par l'Hôpital Militaire de Gümüşsuyu, a été aux yeux du gouvernement un motif pour attaquer les institutions militaires.

Dès lors par une loi promulguée[31] le 13 juillet 2013, soit 2 mois après les évènements de Gezi, l'article 35 de la loi n° 211[32] portant sur le service intérieur de l'armée turque[33] a été reformulé de façon à exclure la mission de l'armée turque sur le territoire national, sauf déci-

---

[29] BFMTV, Recep Tayyip Erdogan affirme que la Turquie n'attend plus rien de l'Union Européenne, https://www.bfmtv.com/international/moyen-orient/turquie/recepp-tayyip-erdogan-affirme-que-la-turquie-n-attend-plus-rien-de-l-union-europeenne_AD-202310010268.html, consulté le 2 octobre 2023

[30] La caserne nommée Halit Paşa Topçu Kışlası,

[31] Loi n°6496 du 13 juillet 2013, portant le changement de diverses dispositions de la loi n° 211.

[32] Loi n° 211 du 4 janvier 1961, sur le règlement intérieur des forces de l'armée turque.

[33] L'article 35 de la loi n° 211 précité, était considéré souvent comme « le fondement juridique des coups d'Etats ».

sion contraire du président de la République. De plus, par la même loi, l'article 43 de la loi n°211, il a été interdit aux militaires turcs de participer et de s'exprimer sur la politique[34].

§3-La tentative avortée du Coup d'Etat du 15 juillet 2016 :

Le parti politique AKP, à sa création le 14 août 2001, était la continuation de quatre partis issus du mouvement islamique, sous la double direction d' Erdoğan, et d'Abdullah Gül (qui a également été le président de la République entre les années 2007-2014). Dans leur ascension au pouvoir, Comme le précise M. Bozdémir, certaines communautés religieuses ont contribué à leur succès, parmi lesquelles se trouve la communauté de Fetullah Gulen[35], connu sous le nom de *cemaat*, la confrérie guleniste. En 2012, Fetullah Gulen et sa confrérie sont entrés en disgrâce aux yeux du président Erdoğan pour plusieurs raisons : les questions de politique intérieure et extérieures mais aussi en raison de leur rivalité dans la lutte d'influence sur les esprits[36]. En décembre 2013, plus exactement le 17 décembre 2013, Gulen dégénère en guerre ouverte que l'histoire turque appellera le *scandale de la corruption* des 17 et 25 décembre[37], avec une tentative de confiscation des biens des proches d'Erdoğan et de plusieurs fidèles.

Certains groupes dans l'armée turque passèrent à l'action dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016 pour « restaurer la démocratie ». Contrairement aux coups d'Etat antérieurs, cette action d'une petite partie des militaires turcs s'est soldée par un échec et par une reprise assez rapide

[34] Il sera essentiel également d'examiner la loi n° 6722 du 23 juin 2016 signée par le président de la République Erdoğan le 14 juillet 2016, soit une journée avant le coup d'Etat militaire. Les analystes turcs et étrangers se trompent souvent à ne pas examiner cette loi lors de leurs présentations. Cette loi citée ci-dessus prévoit des changements sur la fonction publique militaire : l'avancement dans la carrière, la mission de la gendarmerie et la responsabilité juridique des militaires.

[35] Fetullah Gulen, a été mis en cause devant les Tribunaux de sûreté de l'Etat (DGM) (à Ankara) en 1999 pour avoir tenté de renverser l'Etat et de créer un Etat islamique. Cette affaire, suite à la suppression de ces tribunaux spéciaux, a été traitée par le tribunal civil d'Ankara, qui a déclaré Fetullah Gulen non coupable et cette décision a été confirmée en 2008 par la Cour de Cassation.

[36] BALCI Bayram, *Les écoles de la mouvance Gulen en Afrique : Quel avenir après le coup d'Etat avorté en Turquie,* 2016, https://www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr/odr/les-ecoles-de-la-mouvance-guelen-en-afrique-quel-avenir-apres-le-coup-d-etat-avorte-en-turquie.html consulté le 22 décembre 2016

[37] Terme utilisé par MARCOU Jean, *Les multiples visages de l'AKP au pouvoir*, publié le 7 mai 2019, sur https://www.areion24.news/2019/05/07/les-multiples-visages-de-lakp-au-pouvoir/, consulté le 1er octobre 2023

du contrôle de la situation par la grande partie de l'armée fidèle à la démocratie et aux autorités politiques.

L'état d'urgence, adopté le 20 juillet 2016, (à l'issue de la réunion du Conseil de sécurité nationale dans un premier temps pour une durée de trois mois mais qui a perduré pendant près de deux années) a accordé des droits et pouvoirs accrus au gouvernement et aux préfets comme l'autorisation de prolonger la période légale de garde à vue, l'interdiction de manifestation pour certaines associations et le pouvoir d'agir à travers les décrets lois dans tous les domaines.

Depuis cette date, le gouvernement a pratiquement mis en suspens le pouvoir de l'Assemblée nationale et a publié *31 décrets lois* modifiant l'organisation des administrations étatiques et militaires. La plupart de ces décrets lois touchent la réorganisation de l'armée et les principes de la fonction publique militaire.

Le premier décret-loi publié le 25 juillet 2016[38] (soit 10 jours après la tentative de coup d'Etat), a touché le domaine principal de la fonction publique militaire et de son organisation : des lois concernant l'avancement et la carrière des militaires appartenant au haut commandement, le transfert du corps de la gendarmerie sous la tutelle du Ministère de de l'Intérieur, la fermeture des lycées militaires et la fusion des Académies de Guerres au sein de ministère de la Défense.

Le pouvoir civil en a vite décidé ainsi : la tentative de coup d'Etat était fomentée par la confrérie guleniste, et Fetullah Gulen qui était leur ultime frère jusqu'en 2013 ; *le vénérable Hodja*, *Hoca Efendi Hazretleri*, s'est transformé en chef terroriste tandis que la confrérie est devenue dès lors, le groupe terroriste, *Fetullahçı Terör Örgütü*, FETÖ[39].

Suite aux divers bouleversements politiques du XXI[e] siècle, l'organisation de la fonction publique militaire en Turquie se transforme. Il s'agit d'une redistribution des équilibres en termes de séparation et la requalification des pouvoirs sous prétexte de civilianisation. Notre travail consiste à démontrer comment ces transformations de civilianisation de l'armée

[38] Décret-loi n°669 du 25 juillet 2016

[39] *Cf*, dans ce sens, BALCI Bayram, *Islam et politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fetullah Gulen et le Parti de la justice et du développement de Recep Tayyip* Erdoğan, *in*, Revue Internationale de politique comparée, 2021/1 Vol.28 p.135 à 156.

ont été mises en œuvre en application des critères d'européanisation et instrumentalisées à des fins politiques.

L'armée turque et le droit de la fonction publique turc se voient réorganisés suite à tous ces événements : notre travail consiste à dégager combien et comment ces réformes réorganisent l'institution militaire (Partie I) et quels sont leurs effets au sein de la fonction publique militaire (Partie II) depuis le début des années 2000.

PREMIERE PARTIE: LES EFFORTS DE CIVILIANISATION DE L'INSTITUTION MILITAIRE

TITRE 1- LA DIMINUTION ET LA RESTRICTION DU ROLE POLITIQUE DE L'INSTITUTION MILITAIRE

La plus grande ambition du gouvernement civil, était certainement de restreindre le rôle politique des militaires dans les mécanismes de décision quel que soit le domaine. On remarque que les lois adoptées par le Parlement dans les années 2000 à 2007 ne touchent qu'une petite partie de l'ordre militaire. Mais puisque c'est pour la première fois dans l'histoire de la Turquie qu'un pouvoir civil décide de réduire le rôle politique de l'institution militaire. Ces lois pourraient être qualifiées de radicales et protéiformes, puisqu'elles touchent à de nombreux domaines de spécificités militaires.

En revanche, les lois à l'égard des militaires se durcissent à partir des événements de Gezi (2013) jusqu'à l'année 2021, soit cinq ans après la tentative de coup d'Etat. L'organisation du Conseil de Sécurité (*MGK*) a subi des changements au cours des années tandis que l'armée turque se voit presque incompétente sur le territoire national. Le mouvement de civilianisation exige dès lors des militaires de ne pas exprimer leurs idées politiques ni les divulguer en même temps que le principe de laïcité est remis en question au sein des forces de l'armée turque.

Chapitre 1 – La restriction des pouvoirs du Conseil de sécurité nationale (MGK)

L'histoire de la Turquie a été jalonnée de coups d'Etat dont le poids pèse encore lourdement aujourd'hui sur les institutions politiques et militaires.

Le Conseil de sécurité nationale de Turquie, *Milli Güvenlik Kurulu* , désigné ci-après par le sigle MGK, est au centre de multiples débats qui touchent à la vie politique du pays. Au cours des années 90, la vie politique turque est marquée par le MGK qui impose son autorité sur les gouvernements successifs. Le MGK est loin d'être un conseil de sécurité comme un autre : les réunions du MGK sont suivies par de nombreux journalistes nationaux et étrangers devant le bâtiment de l'Académie de guerre à Istanbul, pour rendre compte des dernières déclarations qui influencent le pays dans plusieurs domaines en particulier : la politique, l'économie ou encore les stratégies de défense nationale et internationale.

Depuis sa création en 1933 par Mustafa Kemal Atatürk[40], ce conseil est constitué par des militaires et des civils dont l'influence est variable selon la tendance politique au pouvoir (Section 1). A partir des années 2000, animé par l'ambition d'adhérer à l'Union européenne, le législateur turc procède à une transformation du MGK, laquelle connaît aujourd'hui son apogée sous l'influence de l'UE et de l'AKP (Section 2).

[40] La Haute Assemblée de la Défense et son secrétariat privé « *Yüksek Müdafaa Meclisi ve Umumi Katipliği »* furent créés par les décrets n°14443 et 14819 du 27 avril 1933.

Section 1 – Le MGK : une influence variable en fonction de la tendance politique

Depuis sa création en 1923, la République de Turquie [41] a connu plusieurs constitutions. La Constitution de 1924[42] est la constitution qui est restée en vigueur jusqu'en 1960. Suite au coup d'Etat de 1960[43], la Turquie s'est dotée d'une nouvelle constitution en 1961[44], restée en vigueur jusqu'au coup d'Etat de 1980[45].

La constitution actuelle date de 1982[46], elle est toujours en vigueur malgré les changements intervenus depuis cette date.

Ce découpage de l'histoire institutionnelle et constitutionnelle de la Turquie est le plus pertinent pour examiner l'importance de l'influence du MGK dans la vie politique et analyser l'évolution de cette influence. Ce découpage servira également à présenter chronologiquement les effets concrets entraînés par les changements législatifs qui ont influencé le MGK et à dépeindre l'avant et l'après de ces effets à partir des années 2000.

Le premier paragraphe de ce chapitre consiste à examiner deux aspects : le MGK en tant que conseil à valeur graduellement constitutionnelle dans le temps, doté d'une composition mixte de militaires et de civils (§1) et le deuxième paragraphe à examiner ses missions élargies mais fragiles au fil du temps (§2).

§1- Un conseil politico-militaire de composition mixte

Les premières tentatives pour constituer un Conseil chargé de la sécurité et des politiques de sécurité de la Turquie datent de 1922. De création initialement décrétale, le Conseil chargé de se prononcer sur les politiques de la défense et de la sécurité du pays, existe depuis

[41] Plus précisément le 29 octobre 1923, le jour de la proclamation de la République par Mustafa Kemal Atatürk

[42] Constitution de 1924, créée par la loi n° 491 du 20 avril 1924, *Teşkilat-i Esasiye Kanunu*.

[43] Le 27 mai 1960

[44] Constitution de 1961, créé par la loi n° 334 du 9 février 1961

[45] Le 12 septembre 1980

[46] Constitution de 1982, créée par la loi n°2709 du 7 novembre 1982

la fondation de la Grande Assemblée Nationale de Turquie[47] (*GANT*), mais change de statut au fil des années. Le Conseil, initialement prévu comme un moyen de contrôle de la part des hommes politiques civils sur les militaires, fonctionne après le coup d'Etat de 1960 avec une proportion supérieure de civils et ce jusqu'au coup d'Etat du 12 septembre 1980.

Comme son nom l'indique, le MGK est un Conseil composé d'hommes politiques et de militaires ayant pour but de garantir en principe, la sécurité nationale du pays. Créé par décret en 1922, le Conseil acquiert une valeur constitutionnelle à la suite du coup d'Etat de 1960. Dans un premier temps nous examinerons la genèse de cette institution au fil des années (A) dont la composition a fait l'objet de diverses critiques, à cause du ratio civils - militaires même si ce ratio a évolué au fil des années (B).

A- La genèse de l'institution d'un Conseil sur la sécurité nationale

Cette première séquence de notre examen se rapporte à une période où la République de Turquie ne connaît pas de coup d'Etat militaire alors que le pays est gouverné par Mustafa Kemal Atatürk et Ismet Inönü, les anciens commandants en chef de la Guerre d'indépendance turque. Cette période est la période de fondation d'un nouveau pays et de sa démocratie.

Le MGK actuel admet officiellement que l'apparition d'un Conseil sur la sécurité nationale date de 1933[48] bien qu'Atatürk ait créé par décret le 14 janvier 1922, le Comité de guerre, *Harp Encümeni Komisyonu* afin d'assurer un contrôle budgétaire sur les dépenses militaires et de travailler sous l'autorité du chef d'état-major général des armées. Selon MM. Öztürk et Yurteri[49], le projet de loi portant sur la création de ce Conseil était initialement prévu comme un mécanisme visant à restreindre le pouvoir illimité d'Atatürk et d'Inönü. Composé de députés chargés des commissions dans divers domaines, le décret d'Atatürk s'impose

[47] La date de la création de la Grande Assemblée nationale de la Turquie est le 23 Nisan 1920 bien avant la proclamation de la République le 29 octobre 1923.

[48] Le site officiel du MGK précise sa date de création en 1933. (Période de 1933 à 1962) - La première institutionnalisation de la sécurité nationale de la Turquie par un conseil eut lieu en 1933 par un décret publié sous le règne de Mustafa Kemal Atatürk comme président de la République. L'ancêtre du MGK actuel, la Haute Assemblée de Défense et son secrétariat général, ne trouvait pas sa place dans la Constitution de 1924. Ce décret fut complété à la mort d'Atatürk, par la loi n° 5399 du 3 juin 1949 pour en turquifier le nom et adapter certaines missions du conseil aux conditions de l'époque. https://www.mgk.gov.tr/index.php/kurumsal/hakkimizda, consulté le 20/01/2022

[49] ÖZTÜRK Saygi, YURTERI Kelam, « *Dünden bügüne Milli Güvenlik Kurulu* », Editions Dogan Egmont, 2011, Istanbul, p.18

et le Comité de guerre est ainsi composé de députés choisis au sein des commissions de la sécurité nationale, des affaires extérieures, des affaires intérieures, des travaux publics, de la santé et de l'économie. Cette commission se transforme en un « cabinet de guerre[50] » jusqu'en 1933. C'est parce que la procédure législative n'a pas été appliquée par le président de la GANT qu'aujourd'hui le MGK préfère faire débuter son histoire en 1933. Cette intervention d'Atatürk reste compréhensible puisqu'à l'époque, la Guerre d'indépendance de la Turquie[51] était encore en cours et la création de ce comité devait se faire dans les meilleurs délais pour le bon fonctionnement de son commandement.

À la suite de la Guerre d'indépendance, après la fondation de la République en 1923, la Turquie réorganise son système administratif et ses institutions y compris la révision du Comité de guerre. Le décret n° 14443 du 27 avril 1933, prévoit une composition en faveur des civils. Présidé par le Premier ministre, cet organe prend dès lors le nom de « Haute Assemblée de la Défense et son secrétariat général »[52] qui se compose du chef d'état-major général des armées, des membres du Conseil des ministres et du président de la République suite à sa volonté. Atatürk dans son Discours « *Nutuk*[53] » précise son importance[54]. Il s'agissait d'un mécanisme de contrôle par les civils (députés au sein de la GANT) sur les militaires afin d'examiner le fonctionnement et l'organisation de l'armée.

La loi n° 5399 du 3 juin 1949, reprend les principes du décret n°14443, avec certains changements. Toujours présidé par le Premier ministre, le Comité comprend les 9 ministres choisis par le Conseil des ministres[55], il s'agit des membres du Conseil de Défense natio-

[50] GÜRPINAR Bulut, *Milli Guvenlik ve Dış politika*, *in* Uluslararası Ilişkiler, n°10/39, p.77

[51] La Guerre d'indépendance de la Turquie, est une série de conflits menés par les anciens militaires de l'Empire ottoman sous le commandement de Mustafa Kemal Atatürk du 19 mai 1919 jusqu'au 11 octobre 1922.

[52] Yüksek Müdafaa Meclisi ve Umumi Katipliği

[53] Nutuk, est un discours préparé et récité par Mustafa Kemal Atatürk lors des séances de la GANT du 15 au 20 octobre 1927. Il y expose son récit de la fondation de la République de Turquie entre 1919 et 1923.

[54] On admet officiellement que l'apparition d'un Conseil sur la sécurité nationale date de 1933, pourtant la GANT a adopté par une loi du 14 Janvier 1922, un comité de guerre, « *Harp Encumeni Komisyonu »,* afin d'assurer un contrôle budgétaire des dépenses militaires.

[55] Le Conseil des ministres, par un décret n°3/9548 du 1 juillet 1949, énumère les ministres appelés à en faire partie : le ministre de l'Intérieur, le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Instances, le ministre des travaux publics, le ministre du Commerce, le ministre de Transport, le ministère de l'Agriculture et le ministre de l'Exploitation.

nale[56], avec la participation permanente du ministre de la Défense, du chef d'état-major général des armées et du Commandant général des forces de guerre de l'armée turque. La majorité du conseil reste à dominante civile.

Durant la période de 1922 et 1960, le Conseil est un moyen de contrôle des hommes politiques civils sur les militaires et de l'armée.

B- Le Conseil, objet de diverses critiques, à cause du ratio civils - militaires

A la suite du coup d'Etat de 1960, le législateur constituant intègre le MGK dans la Constitution de 1961. L'article 111 de la Constitution[57] prévoit dès lors la valeur constitutionnelle du MGK et l'appellation en langue turque de « Conseil de Défense nationale » se transforme en « Conseil de sécurité nationale ». En 1982, son rôle va figurer dans la Constitution, article 118[58], qui réorganise le MGK, malgré les changements importants de fond sur son fonctionnement, sa mission et sa composition à partir des années 2000.

Les coups d'Etat militaires de 1960 et 1980 ont ébranlé les relations entre les militaires et les gouvernements successifs. En 1962, la place du MGK a été fortifiée par l'intégration de son organisation dans la Constitution en vertu de l'article 111. Dans sa version initiale, la Constitution prévoit que les membres du MGK sont « *des Ministres indiqués par la loi, le Chef des états-majors et tous les représentants des états-majors. Le MGK est présidé par le président de la République ou le Premier ministre en cas d'absence* ». Les changements qui ont eu lieu en 1971, n'ont pas modifié la composition des membres du MGK.

Professeur Tanör[59] précise que sous la Constitution de 1961, la constitutionnalisation du MGK démontre que l'armée turque devenait un groupe de pression sur le pouvoir exécutif pour le Conseil des ministres de l'époque, mais en même temps un lien assurant la coordina-

[56] Milli Savunma Kurulu

[57] L'article 111 de la Constitution est complété par la loi n° 129 du 11 décembre 1962 portant sur le Conseil de sécurité nationale.

[58] L'article 118 de la Constitution est complété par la loi n° 2945 du 1 novembre 1983 portant sur le Conseil de sécurité nationale. Cette loi est abrogée suite au changement de régime politique de la Turquie en 2017 et remplacé par le décret présidentiel n° 6 du 15 juillet 2018. *Cf,* Sec.2, §2.

[59] TANÖR Bülent, « *Osmanli-Türk Anayasal Gelişmeleri* », Yapı Kredi Editions, 2001, Istanbul, p.399

tion entre les militaires et les civils ; le pouvoir exécutif avait donc deux têtes : le MGK d'un côté et le gouvernement de l'autre. Le professeur Akin qualifie cette période de *période de compromis* par l'intermédiaire du MGK, entre les gouvernants civil et militaire. Tout de même, un examen rapide de la composition du MGK nous démontre que malgré les critiques faites pour une exigence de « *civilianisation* », le Conseil reste « civil » dans sa composition et sa constitution.

§2- Les missions élargies et délicates du MGK

En dehors de sa composition, les missions du MGK prévues dans les constitutions et dans les lois méritent d'être examinées afin de pouvoir comprendre les critiques concernant cet organe. Bien que sa composition reste civile, les missions accordées au MGK restent incertaines et délicates au sein de la vie politique turque.

Comme son nom l'indique, le MGK est juridiquement un Conseil aux pouvoir divers. Ses ancêtres – Comité de guerre et Haute Assemblée de Défense - respectivement en 1922 et en 1933 - officiellement- sont considérés comme un moyen de contrôle du pouvoir civil sur les militaires. Au fil des années, le MGK « assiste, notifie, suggère, avise ou informe » le pouvoir politique (A) tandis que son domaine d'intervention reste flagrant avec une valeur politique plutôt que de juridique (B).

A- Un vocabulaire choisi minutieusement pour décrire les missions du MGK face au pouvoir politique

Afin de pouvoir examiner les missions du MGK, nous allons procéder à un examen approfondi des termes utilisés -*suggérer* et *conseiller* au lieu d'*informer* et *notifier*- (1) avant d'examiner la valeur politique des décisions du MGK (2).

Il est assez évident que l'organisation d'un Conseil de sécurité qui est supposé collaborer avec le pouvoir civil politique est prédéterminée par des textes juridiques. La mission du MGK est également déterminée par divers textes juridiques au fil du temps. On remarque que le vocabulaire est choisi minutieusement pour décrire la mission du MGK face au pouvoir politique.

1-Sous la Constitution de 1961 : « suggérer et conseiller » au lieu « d'informer et notifier »

Dans la première apparition du comité de Guerre**,** en 1922[60], on voit que sa mission consiste en « *un contrôle*[61] » de l'appareil militaire, concernant le financement et l'organisation lors de la Guerre d'Indépendance. Il est assez intéressant de voir qu'à cette période Atatürk, à l'origine militaire de carrière, était à la fois président de l'Assemblée nationale, Chef d'état-major et Commandant général des armées. Par conséquent le chef de l'exécutif politique contrôlait, en présence des députés, directement si l'on peut dire, le mécanisme militaire.

Le décret de 1933 précise que la mission de la Haute Assemblée de Défense est de « *déterminer* » les missions des ministres durant la période de mobilisation générale et de préparer les principes généraux applicables. La loi de 1947, complète la liste des missions de la Haute Assemblée de Défense, précisant que l'Assemblée doit déterminer la préparation des principes de la défense nationale, la présentation et le suivi des précautions prédéterminées par l'Etat. Cet avis ainsi préparé par l'Assemblée est envoyé au Premier ministre mais il n'est pas directement applicable, il doit être présenté au préalable au Conseil des ministres. Les deux périodes citées ci-dessus sont accentuées par le rôle de la Haute Assemblée qui reste purement consultatif et sous le contrôle de l'initiative civile, avec une mission bien établie et limitée, et un conseil technique en matière de Défense[62].

À la suite du coup d'Etat de 1960, on assiste à une sensibilisation à propos du rôle consultatif du MGK puisque le coup d'Etat est effectué par les militaires et l'existence de militaires au sein des décisions politiques irritait le pouvoir civil. En dehors de sa mission de préparation des principes de défense nationale, le MGK, sous la Constitution de 1961, se voit attribuer la mission « *d'informer, de notifier et d'assurer la coordination* » concernant les décisions fondamentales touchant à la sécurité nationale afin d'assister le Conseil des mi-

[60] La création du Comité de guerre le 14 janvier 1922

[61] AÇARAY Deniz, National Securty Council as a Constitutional Institution, Ankara Universitesi Hukuk Fakultesi Dergisi n°63-3, 2020, p.1304, ISIK Huseyin Murat, 1921 ve 1924 Anayasal Duzenlemeleri baglaminda askeri burokrasinin devlet teskilati icindeki yeri, Dicle Universitesi Hukuk Fakultesi Dergisi, n°7, 2003, p.78

[62] TUNÇ Hasan, DÖNER Ayhan, « MGK ve Milli Guvenlik Kavrami », Selçuk Universitesi Sosyal Bilimler Meslek Yuksekokul Dergisi, n°1, 1998 p.9

nistres.[63] Les missions du MGK sont élargies en 1971[64], elles se transforment en une obligation « *de conseiller et de suggérer les décisions fondamentales*[65] » concernant la sécurité nationale. Les manifestations des étudiants à partir des années 1970, la tension entre la Turquie et la Grèce en raison du problème de Chypre, l'embargo des Etats-Unis contre la Turquie, obligent le MGK à intensifier ses critiques vis à vis du gouvernement.

C'est à partir de 1961 que l'influence du MGK sur le Conseil des ministres a été vivement critiquée malgré la force non exécutoire des avis du MGK. L'annonce des avis du MGK et la façon de les présenter solennellement à la fin des délibérations faisaient sentir cette influence y compris aux journalistes : MM Yurteri et Ozturk, précisent que le Premier ministre de l'époque était largement critiqué par le MGK et le bilan qui était présenté à la presse soulignait « *la critique de son insuffisance politique*[66] ».

2- Sous la Constitution de 1980 avant les changements législatifs de 2001 : un condensé de tous les pouvoirs des précédents MGK

L'organisation des missions du MGK est une combinaison de toutes ses missions depuis sa création : au plan stylistique, la place accordée aux institutions – toujours mentionnées en début de phrase-, les majuscules utilisées pour les désigner révèlent la primauté des militaires sur les civils. Le contenu rédactionnel dans la constitution de 1982, nous révèle tous les détails de ses missions. L'article 118 de la Constitution stipule que le MGK ne se contente pas d'aviser et d'informer le Conseil des ministres : ses avis devront être pris en compte en priorité par le Conseil des ministres.[67] Promulgué en 1983[68], la loi n°2945 portant sur le MGK, le

[63] Article 111 de la Constitution de 1961– « Le Conseil de sécurité nationale est constitué des ministres indiqués par la loi, Chef des états-majors et représentants des états-majors. Le MGK est présidé par le président de la République ou le Premier ministre en cas d'absence. Le MGK informe le Conseil des ministres, pour assister, à propos des décisions fondamentales concernant la sécurité sociale et pour en assurer la coordination.» Traduit par nos soins

[64] La loi n°1488 du 20 septembre 1971

[65] L'article 111 de la Constitution de 1961, suite à son amendement par la Loi 1448 du 20 septembre1971, « Le Conseil de sécurité nationale (MGK) est constitué du Premier ministre, Chef des états-majors, des ministres indiqués par la loi et les commandants des états-majors. Le MGK est présidé par le président de la République ou le Premier ministre en cas d'absence. Le MGK informe le Conseil des ministres à propos des décisions fondamentales concernant la sécurité nationale et pour en assurer la coordination. » Traduit par nos soins

[66] ÖZTÜRK Saygi, YURTERI Kemal, « *MGK, Dünü ve Bugünüyle Milli Güvenlik Kurulu* » Doğan Egmont Edition, Novembre 2011, Istanbul, p.28

[67] Ce pouvoir du MGK sera limité en 2001, suite à l'adoption des paquets de lois dans l'objectif d'intégration à l'Union européenne, par la loi n°4709 du 3 janvier 2001.

législateur constituant, revalorise les avis du MGK sur les risques « portant sur l'existence de l'Etat, de son indépendance et la protection de la sécurité et de la sérénité ». L'existence même de cet article démontre que le MGK est l'unique décideur des stratégies de la politique de Défense nationale, sans laisser de marge de manœuvre au gouvernement au pouvoir[69].

L'expression et le vocabulaire utilisés par les lois, et surtout par la Constitution, nous montrent que le poids de la prise en compte des avis de MGK, sert à intensifier le poids du MGK sur la politique surtout à partir des années 1980. Ce n'est que dans les années 2000 que la Turquie et les gouvernements en place oseront discuter et changer le statut du MGK.

B- La valeur politique plutôt que juridique des décisions de MGK suites aux missions flagrantes autour des principes de sécurité nationale et de défense nationale

Par son statut juridique, le MGK, est un organe consultatif sans pouvoir d'exécution de ses avis (1). Mais la question est de comprendre comment ses avis qui ne semblent toucher que le domaine de la sécurité nationale pèsent si lourdement sur la politique (2).

1-Le statut des avis du MGK

Le statut juridique des avis rendus par le MGK reste au cœur du sujet puisque le MGK est souvent critiqué à cause de son intervention expansionniste dans les rapports établis par l'Union européenne. Ces derniers précisent que c'est par le biais du MGK que l'armée intervient la vie politique du pays[70] et que bien que les avis ne soient pas contraignants, ils ont des effets assez marqués sur la politique[71]. Ce constat de la Commission de l'Union européenne est récurrent jusqu'à la promulgation des lois portant sur la réorganisation du MGK en 2001.

---

[68] Loi n°2945 du 9 novembre 1983 portant sur le MGK et son secrétariat général

[69] GÜRPINAR Bulut, *Milli Guvenlik Kurulu ve Dışpolitika*, *in*, Uluslararasi Ilişkiler, n°39, 2013, p.82

[70] Les rapports de progrès concernant la Turquie, publié par la Commission européenne sur https://www.ab.gov.tr/ilerleme-raporlari_46224.html,consulté le 7 mars 2022

[71] La Commission européenne, le rapport de progrès concernant la Turquie pour l'année 1998, 1999,2000, respectivement sur les pages 9, 10 et 12.

Juridiquement, le MGK est un Conseil consultatif destiné à coopérer avec le gouvernement au pouvoir malgré l'évolution lexicale que l'on constate au cours des années dans la définition de ses missions.

Les articles de loi et les constitutions circonscrivent la portée des « avis du MGK. Ces avis ne risquent pas de lier juridiquement le pouvoir exécutif. Ils sont à communiquer au Premier ministre, au Conseil des ministres ou au président de la République pour leur donner une « traduction » juridique sans force exécutoire directe.

Ce principe est également confirmé en 2021 par la Cour Constitutionnelle dans un arrêt de 2021 afin de mettre fin aux discussions sur l'influence des avis du MGK. La Cour Constitutionnelle précise dans cet arrêt[72] qu'il serait impossible d'attribuer une valeur juridique aux avis du MGK sans la décision exécutive du président de la République.

2- Les domaines d'interventions du MGK au fil des années

Il est indéniable que les domaines d'intervention du MGK se sont élargies au fil du temps. Juridiquement, bien que les lois et la Constitution limitent le domaine de son intervention à la sécurité nationale, on remarque que la prise en compte de la notion de sécurité nationale ne se limite pas à la défense nationale du pays. C'est à partir des années 1980 que le MGK considère que son domaine d'intervention est plus large à la suite de la règlementation de son pouvoir dans l'article 118 de la Constitution. Dans leur analyse, les professeurs Tunc et Doner[73], précisent que le législateur préfère attribuer la mission de rendre des avis et un devoir de notifier au Conseil des ministres dans les domaines de la sécurité publique au sens large. Cette interprétation concerne tous les domaines touchant à la vie publique : la politique, l'économie ou le droit.

La loi n°2945 portant sur l'organisation et les missions du MGK[74] et son secrétariat, promulguée suite à l'article 118 de la Constitution de 1982, énumère dans son article 4 toutes les missions qui entrent dans le domaine de MGK : il s'agit de 9 alinéas, énumérés d'une fa-

[72] Cour Constitutionnelle, arrêt du 3 juin 2021, 2020/18E., 2021/38K.

[73]TUNC Hasan, DONER Ayhan, « MGK ve Milli Guvenlik Kavrami », Selcuk Universitesi Sosyal Bilimler Meslek Yuksekokul Dergisi, n°1, 1998 p.3 à 22

[74] Loi n° 2945 du 9 novembre 1983, l'article 4 dans sa version initiale.

çon assez détaillée qui ne laissent aucune marge à l'interprétation. Contrairement aux règlementations précédentes, s'ajoute des précisions quant aux précautions à prendre pour prévenir tout acte à l'encontre de la République laïque et des principes liés au kémalisme.

Cette précision du législateur constituante n'est pas sans raison. On remarque que le MGK à partir des années 1950, suite à la prise du pouvoir du parti politique *Demokrat Parti* de Menderes, était irrité en raison des tendances islamistes de ce dernier qui fut condamné à mort et guillotiné par décision des juridictions militaires. L'histoire politique de la Turquie est toujours marquée par les affrontements des militaires avec les hommes politiques à tendance islamique. Soutenir le principe de laïcité face à l'instrumentalisation de la religion par la politique est la cause principale de l'action des militaires en Turquie, qui par ce moyen cherchent à s'intégrer dans la vie politique civile.

C'est plutôt pour ces nouveaux domaines d'intervention que le MGK a été vivement critiqué lors des négociations de la Turquie pour son intégration dans l'Union européenne. Le gouvernement des années 2000 avait pour but de réorganiser l'institution et les missions du MGK juste avant la prise du pouvoir par Recep Tayyip Erdoğan.

Section 2- Le renouveau du MGK sous l'influence de l'UE et de l'AKP

C'est sous la Constitution de 1982 que l'institution MGK se voit réorganisée autour de divers événements politiques. Malgré la pesanteur du coup d'Etat du 11 septembre 1980 accablant le nouveau gouvernement, le législateur garde les principes essentiels de l'organisation du MGK régis par la loi n°129[75] et les durcit en faveur des militaires.

Par la déclaration de son plan de programmation des révisions législatives le 24 mars 2001, la Turquie a adopté des paquets de réformes qui concernent les relations entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire. La réorganisation du MGK était indispensable pour « normaliser » les relations et « renforcer » le caractère civil de la politique turque (§1). Les changements effectués suite à la tentative de coup d'Etat, amènent à une dissolution déguisée du MGK, le rendant obsolète (§2).

[75] Loi n° 129 du 11 décembre 1962, révisé par la loi n° 1488 du 20 septembre 1971.

§1- La nécessité d'une révision de l'organisation du MGK suite à la prise en compte des critères de l'Union européenne

La réorganisation du MGK sous l'influence des exigences européennes, se déroule dans deux domaines. Le premier touche à la nécessité de renforcer son caractère civil, avec une augmentation du nombre des membres civils qui l'intègrent (A) et d'autre part en une restriction de ses domaines d'intervention (B).

A- La « civilianisation » : l'exigence d'une présence accrue des civils

Le MGK voit ses articles juridiques subir une première modification en 2001[76]. Un premier pas est fait au niveau constitutionnel : l'article 118 de la Constitution sur le MGK est modifié ; il s'agit d'une augmentation du nombre des membres du MGK intégrant les conseillers du Premier ministre et le ministre de la Justice. Le ratio des civils augmente à 9, tandis que les militaires ne sont plus que 5. De plus, le législateur précise la portée des avis du MGK, qui devaient initialement être pris en compte en priorité sous l'ancien régime, se transforment en « recommandations». Ce changement reste plutôt symbolique et superficiel, et il est apprécié en tant que tel par la Commission européenne, qui reste méfiante dans son rapport de 2001[77] et précise qu'il faut tout de même suivre l'influence des avis de MGK.

B-Une restriction des domaines d'intervention du MGK

Au niveau des textes juridiques, la loi n°2945 a été modifiée en 2003[78]. Cette modification concernait les missions du MGK[79] parmi lesquelles celle de « *déterminer et constater les principes et en communiquer l'essentiel au Conseil des ministres* ». De plus toutes les ré-

[76] Loi n° 4709 du 3 octobre 2001 portant sur le changement de l'organisation du MGK.

[77] La Commission européenne, le rapport de progrès concernant la Turquie pour l'année 2001, https://www.ab.gov.tr/files/AB_Iliskileri/AdaylikSureci/IlerlemeRaporlari/Turkiye_Ilerleme_Rap_2001.pdf, consulté le 7 mars 2022

[78] Loi n° 4963 du 30 juillet 2003 portant sur le changement de l'organisation du MGK.

[79] Article 4 – (dans sa version modifiée du 30 juillet 2003-4963/24) Le MGK informe le Conseil des ministres à propos de la politique à suivre, des décisions à mettre en pratique, des mesures concernant la sécurité sociale et pour en assurer la coordination, dans le cadre de la sécurité nationale et les définitions au sujet de la politique de l'Etat. Les recommandations du MGK sont transmises par le Premier ministre pour la considération du Conseil des Ministres. Par consentement, un conseiller du Premier ministre peut être assigné pour la coordination et contrôle de la mise en œuvre des décisions.» (Traduit par nos soins)

férences liées au domaine de la laïcité et au principe du kémalisme ont été supprimées. Ces lois sont restées en vigueur jusqu'à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016. Selon M. Bozdemir[80], l'armée qui était restée sous l'autorité civile jusqu'en 1960 mais qui avait repris son rôle de tutelle à partir de 1960, a perdu son autonomie face à la politique à partir de 2002. Cette restriction du pouvoir du MGK semble être conforme aux normes européennes puisque les rapports des années 2014 et 2015[81], soit juste avant le coup d'Etat du 15 juillet 2016, ne prévoient aucune règlementation concernant l'ingérence du MGK.

§2- Vers une dissolution déguisée du MGK suite à la tentative de coup d'Etat ?

Les changements juridiques survenus à la suite de la tentative de coup d'Etat de 2016 sont nombreux. En ce qui concerne le MGK, on peut considérer que la modification de ce dernier intervient tardivement en comparaison avec les autres domaines. Ces changements sont progressifs. Il s'agit dans un premier temps de la modification des articles de la Constitution pour une adaptation des lois au nouveau régime du système présidentiel (A), avant que le président Erdoğan ne publie en 2018 un décret-loi qui abroge la loi n° 2945 du 9 novembre 1983 en laissant un vide juridique dans le domaine (B). Cette incertitude peut être en lien avec la création du « Conseil de sécurité et de politique extérieure », le MGK personnel, pourrait-on dire, du président de la République (C).

A- Les changements constitutionnels du MGK pour une harmonisation de la loi avec le nouveau régime.

Suite au référendum du 16 avril 2017, les 18 articles de la Constitution de 1982 se voient modifiés parmi lesquels se trouve le fameux article 118[82]. Dans le nouveau système présidentiel, privé de premier ministre, le président de la République remplace ce dernier dans toutes les références juridiques.

[80] BOZDEMIR Michel, *L'armée turque et la démocratie avant 2015*, sur https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2017-3-page-63.htm, consulté le 23 janvier 2022

[81] La Commission européenne, le rapport de progrès concernant la Turquie pour l'année 2014 et 2015 https://www.ab.gov.tr/files/ilerlemeRaporlariTR/2014_ilerleme_raporu_tr.pdf,https://www.ab.gov.tr/files/5%20Ekim/2015_ilerleme_raporu_tr.pdf, consulté le 23 janvier 2022

[82] Modification effectuée par l'article 16 de la loi n°9771 du 21 janvier 2017

Dès lors, les *conseillers* du président de la République sont intégrés dans la composition du MGK sans la présence de l'état-major de la gendarmerie. En plus le président de la République est doté du pouvoir d'organiser le fonctionnement du secrétariat général du MGK[83] par décrets présidentiels. Le nouveau décret abroge la loi n° 2945 sans la remplacer au sens juridique.

B-Le cas incertain du MGK face à la nouvelle règlementation

Le décret présidentiel n°6[84] portant sur l'organisation et la mission du secrétariat général du MGK, intervient en 2018 afin de remplacer la loi n°2945[85]. La doctrine turque reste ambivalente sur la question de légiférer la codification de l'organisation et les missions du MGK puisque le décret mentionné ci-dessus, porte sur le secrétariat général du MGK et non pas sur le MGK. Mme Açaray[86] précise qu'il serait convenable que la GANT publie une loi concernant l'organisation, le fonctionnement et l'organisation du MGK puisque la Constitution énumère dans une liste exhaustive les domaines de compétence sur lesquels le président de la République est apte à publier des décrets présidentiels. Elle suggère également l'intervention de la GANT en promulguant une loi propre pour en déterminer les principes juridiques.

Bien que la doctrine turque soit dans l'attente que le Conseil constitutionnel se prononce sur le sujet lors d'un examen de QPC, le 14 juillet 2021[87], le Conseil ne se prononce pas sur le vide juridique causé par l'abrogation de la loi n°2945. Actuellement le MGK assure ses missions (comme prévu par la loi n°2945) et il n'existe pas d'effort parlementaire pour la préparation d'une nouvelle loi.

[83] L'article 118/5 de la Constitution : « L'organisation et les responsabilités du Secrétariat Général sont régis par décret présidentiel ».

[84] Le décret présidentiel n° 6 du 15 juillet 2018

[85] Loi n° 2945 du 9 novembre 1983 est abrogé par le décret-loi n°703 du 9 juillet 2018

[86] AÇARAY *op.cit*., p.1316

[87] Cour Constitutionnelle, décision QPC du 14 juillet 2021, 2019/54E., 2021/54K. §30.

C-La nouvelle création d'un conseil par le président Erdoğan : le Conseil de sécurité et de politique extérieure (Güvenlik ve Dış Politikalar Kurulu)

Le président Erdoğan, dans son décret présidentiel n° 1 de 2018[88] annonce la création d'une nouvelle institution politique, le Conseil de sécurité et de politique extérieure. Les missions de ce conseil sont expliquées dans l'article 26 du décret précité. Il existe 9 autres conseils[89] fonctionnant au sein de la présidence de la République et dont les membres sont nommés directement par le président.

Le Conseil de sécurité et de politique extérieure est censé préparer les propositions dans le domaine des relations internationales, publier des rapports d'analyse sur les développements mondiaux, analyser et prendre en compte les menaces contre la Turquie et déterminer les mesures pour la prévention des catastrophes naturelles et pour les situations d'urgence. Le domaine d'intervention du nouveau conseil est pourtant celui du MGK depuis sa création. Les critiques qu'on pourrait formuler sont nombreuses ; on pourrait se demander pourquoi créer un conseil semblable au MGK tandis que le MGK pourrait intervenir dans les mêmes domaines tout en profitant de l'expérience et du savoir-faire des militaires ou pourquoi la nomination des membres du Conseil est-elle l'apanage du président de la République ?

[88] Le décret présidentiel n°1 du 10 juillet 2018

[89] Article 20 du décret *précité*

Chapitre 2 – La limitation de la mission de l'armée turque et sa redéfinition hors territoire national

L'histoire politique de la Turquie est marquée par plusieurs coups d'Etat perpétrés par l'armée turque : il s'agit d'interventions militaires sur les gouvernements civils. Bien que de courte durée, il s'agit de périodes durant lesquelles l'armée prend le gouvernement en main afin de « reconstituer la démocratie [90]» en Turquie.

Parmi les lois existant en Turquie, l'article 35 de la loi n°211[91] portant sur le service interne des forces armées reste le plus connu puisqu'il est réputé comme étant celui qui permet à l'armée de perpétrer un coup d'Etat. L'article fut révisé et reformulé en 2013[92] suite aux évènements de Gezi.

En vigueur depuis 1961, la version de l'article 35 abrogée en 2013 prévoyait :

> *« La mission des forces armées : la protection et la sauvegarde[93] de la Patrie et la République de Turquie déterminées par la Constitution.[94] »*

La mission de « protection et de sauvegarde » des forces armées est plusieurs fois mise en cause en raison d'une interprétation détournée de leur fonction visant à légitimer et à justifier les interventions militaires. Cette manipulation de la loi est la cause principale de sa reformulation en 2013 qui l'a vidée de son sens dans sa version en vigueur et n'a pas empêché la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 :

[90] La « restauration » de la démocratie ou la « reconstitution » de la démocratie sont des expressions employées par les militaires putschistes et utilisées pour la première fois par Alparslan Türkeş, dans son discours lors du communiqué du coup d'Etat du 27 mai 1960.

[91] Loi n° 211 du 4 janvier 1961 portant sur le service interne des forces armées.

[92] Changement et réécriture des articles par la loi n° 6496 du 13 juillet 2013, juste après les événements de Gezi.

[93] Parmi plusieurs traductions possibles de l'article 35 de la loi n°21, notre choix s'est porté sur le mot de « sauvegarde » plutôt que « surveiller » ou « superviser ». Ce choix de traduction sera détaillé dans la section 1er §1-B de notre travail.

[94] Extrait d'article traduit par nos soins.

« La mission des forces armées est de protéger la Patrie turque contre les menaces et dangers venant de l'étranger, de permettre la conservation et le renforcement de la puissance militaire afin d'être dissuasive, de remplir les missions à l'étranger décidées par la GANT et de contribuer à la paix internationale [95]».

Notre travail consiste d'une part à démontrer la mauvaise réputation de l'article 35 dans sa version abrogée (Section 1) tandis que dans sa version réorganisée, on remarque la redéfinition des missions de l'armée, les limitant aux opérations extérieures –ci-après les OPEX- (Section 2).

Section 1 – La mauvaise réputation de l'article 35 de la loi n° 211

Bien que l'usage de la force et des armes ne soient pas l'apanage des armées, la détermination de la mission et les cas d'utilisation de la force armée doivent être précisés par les lois. Face à la diversification des dangers pesant sur les Etats, les missions des armées se transforment et s'adaptent, mais leur priorité reste la protection du pays auquel elles appartiennent.

Il n'est pas anodin que la mission de l'armée turque soit définie dans plusieurs lois depuis sa création le 29 octobre 1923 avec la proclamation de la République. Contrairement à ceux qui pensent que la nécessité de légiférer les missions de l'armée est un phénomène lié au premier coup d'Etat, l'usage de la force et les missions de l'armée sont prescrits dans les lois depuis bien longtemps. La genèse de la détermination des missions essentielles remonte à 1928 (§1), durant la période du règne d'Atatürk en tant que président de la République mais la mauvaise réputation de l'article 35 a suscité de nombreuses critiques politiques et juridiques (§2).

[95] Citation traduite par nos soins

§1- La genèse de la définition des missions de l'armée

Les missions de l'armée turque sont pour la première fois définies par la loi n°2711 du 10 juin 1935 portant sur le Service interne de l'armée -*Ordu Dahili Hizmet Kanunu*-. A la suite du coup d'Etat du 27 mai 1960 -*Türk Silahlı Kuvvetleri Iç Hizmet Kanunu*-, le législateur constituant, les académiciens chargés d'élaborer une nouvelle Constitution et de rédiger diverses lois, ont repris les essentiels de la loi n° 2711 pour l'intégrer dans une nouvelle loi, la loi n°211 du 4 janvier 1961 portant le même nom mais avec une formulation beaucoup plus simple et courte : une mission de « protection et de sauvegarde » (A) qui resta en vigueur pendant soixante-dix-huit années, et a été manipulé suite aux divers coups d'Etat et interventions militaires (B).

A- Une mission de « protection et de sauvegarde » de l'armée

L'article 34 de la loi n° 2711, dans son article 34, prévoyait que « la mission de l'armée et la protection et la sauvegarde de la Patrie turque et de la République sont déterminées par la Constitution. L'armée est chargée d'apprendre et de faire apprendre l'art de la guerre ». Via cette formulation, on accorde à l'armée non seulement une mission de protection mais aussi la sauvegarde de la Patrie, dans le sens du « territoire » mais aussi une mission de sauvegarde de la République.

Cette précision concernant la protection et la sauvegarde de la République n'est pas sans raison. M. Celik[96] précise que le projet de loi signé par Ismet Inönü en 1934, le Premier ministre de l'époque prévoyait « une mission de protection de la Patrie et la République turque » sans référence à la Constitution ni à la mission de sauvegarde. Par contre la Commission de la Défense Nationale au sein de la GANT trouve « insuffisante » cette formulation et ajoute la référence à la Constitution.

Ces deux missions - sauvegarde et protection - sont complémentaires et renvoient à des « valeurs » de la République citées dans la Constitution : ces valeurs sont induites par les qualités et les valeurs intrinsèques de l'Etat turc : des valeurs républicaines, nationalistes, démo-

[96] SEYDI Celik, TSK Ic Hizmet Kanunu 35.Maddesi ve Ordunun Koruma ve Kollama Vazifesinin Serencami, *in*, Journal of Current Researches on spcial Sciences, volume 9-4, 2019, p.208 http://www.jocress.com/DergiTamDetay.aspx?ID=338&Detay=Ozet , ,consulté le 18 avril 2022

cratiques, laïques et évolutives[97]. Suite à la proclamation de la République en 1923, la politique essentielle du gouvernement est la transformation et l'adaptation du gouvernement monarchique de l'Etat en gouvernement démocratique et laïque ce qui suscite des révoltes au sein de la République turque dans le but d'affaiblir et de mettre en cause le pouvoir d'Atatürk[98]. Cette instabilité qui régnait au cours de la période d'adaptation nécessitait une intervention et un usage de la force de la part de l'armée, suite à la décision du gouvernement civil, afin de stabiliser les nouveaux principes de gouvernement.

Suite au coup d'Etat du 27 mai 1960, le législateur constituant a reformulé la mission des armées par l'article 35 de la loi n°211. Cette version de 1960 est restée en vigueur pendant cinquante-trois ans sans changement jusqu'à sa reformulation en 2013. Dans sa reprise de l'article 35, la formulation de l'article a été simplifiée et la référence à l'apprentissage de l'art de guerre a été codifiée dans un autre article[99]. De plus, le sujet de l'article qui était « l'armée » dans la version de 1935, a été rebaptisé « les forces de l'armée turque *Türk Silahlı Kuvvetleri* (TSK) ». La doctrine turque reste silencieuse sur ce changement d'appellation, pourtant nous pensons que dans le contexte de l'époque, les dirigeants de l'armée ont essayé de forger un sigle percutant « TSK » par la nature de ces consonnes de la langue turque[100], pour mettre en exergue la qualification « des forces » au lieu de l'appeler tout simplement « armée ». Leur mission reste « la protection et la sauvegarde » de la Patrie et la République turque déterminées par la Constitution. Bien que le contenu et le contexte général de l'article ne subissent aucun changement, le principe de protection et de sauvegarde est remis en cause par la doctrine.

[97] Les valeurs citées dans l'article 2 de la Constitution de 1924, sont les valeurs initiales déterminées par le législateur constituant. Par la suite, le Parti Républicain du Peuple ci-après CHP (Cumhuriyet Halk Partisi), fondé par Atatürk, a adopté ces valeurs dans sa politique en rebaptisant ces principes « les six flèches ».

[98] Rapport sur les révoltes de la période Atatürk (1924-1938), Atatürk Ansiklopedisi, https://Atatürkansiklopedisi.gov.tr/bilgi/Atatürk-doneminde-meydana-gelen-ayaklanmalar-1924-1938/ ,consulté le 18 avril 2022

[99] L'article 36 de la même loi, précitée

[100] En langue turque, les consonnes « k », « s », et « t » sont qualifiées des consonnes fortes -*sert sessiz harfler*- sur le plan phonétique.

B- La manipulation des missions de l'armée suite aux coups d'Etat

Le mot *manipuler* est défini par le dictionnaire comme le fait de « manier avec soin en vue d'expériences, d'opérations scientifiques ou techniques » et « de modifier de façon malhonnête[101] ». Dans cette partie de notre travail, nous allons plutôt nous baser sur la deuxième acception du verbe. En effet cette manipulation n'est pas anodine si l'on en juge par les commentaires et la traduction comme nous allons le voir plus bas.

Dans sa version de la loi n°211, le législateur prévoit une « mission de protection et de sauvegarde ». Si la mission de « protection » ne pose aucun problème d'interprétation, la notion de « sauvegarde » est ambigüe tant au niveau des commentaires que des interprétations qu'elle suscite.

M. Ünsaldı, traduit le mot turc *kollamak* par *surveiller* [102], tout en précisant que l'armée avait également une mission de sauvegarde et de garante de la pérennité de l'Etat[103] tandis que M. Billion traduit ce verbe par *surveillance* et *protection* de la République de Turquie, précisant que cette mission donne indirectement à l'armée un droit permanent de supervision de la gestion du pays et un droit qui se traduit dès lors par une militarisation du système politico-étatique[104]. Le verbe turc *kollamak* [105], en soi est défini comme l'action d'assurer la protection, la défense de quelque chose, ce qui nous amène à choisir le verbe français *sauvegarder* [106].

[101] Définition du dictionnaire Le Robert en ligne sur https://dictionnaire.lerobert.com/definition/manipuler consulté le 18 avril 2022

[102] ÜNSALDI Levent- Du rôle politique de l'armée en Turquie, in Revue Tiers Monde 2008/2 N° 194, p.276 consulté le 18 avril 2022, p.273 https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2008-2-page-261.htm, consulté le 18 avril 2022

[103] ÜNSALDI, *idem,* p.277

[104] BILLION Didier, *L'affaiblissement graduel du rôle politique de l'institution militaire en Turquie*, 20 Novembre 2013, consulté le 18 avril 2022, https://www.iris-france.org/notes/laffaiblissement-graduel-du-rle-politique-de-linstitution-militaire-en-turquie/ , consulté le 18 avril 2022

[105] Dictionnaire TDK, en ligne surhttps://www.tdk.gov.tr/, consulté le 18 avril 2022

[106]Dictionnaire Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL), https://www.cnrtl.fr/definition/sauvegarder, consulté le 18 avril 2022

Dans son énoncé, l'article 35 de la loi n°211 (et son prédécesseur l'article 34 de la loi n°2711) n'assigne pas à l'armée le devoir ou la mission de passer à l'action, tandis que les communiqués publiés suite aux coups d'Etat de 1960 et de 1980 manifestent le contraire.

Le communiqué du coup d'Etat du 27 mai 1960, cite « *Attention, attention, soyez à l'écoute, la voix des forces armées à qui vous faites toujours confiance va s'adresser à vous une minute. En raison de la crise politique dans laquelle notre démocratie s'enlise et afin d'empêcher une guerre civile de plus en plus éventuelle, les forces armées turques viennent de prendre le pouvoir. Avec cet engagement, les forces armées ont l'intention de résoudre les conflits politiques jusqu'ici insolubles et d'organiser le plus vite possible une élection libre et égalitaire sous son arbitrage objectif*[107] ».

De plus, le communiqué du coup d'Etat du 12 septembre 1980 va plus loin : *« En vertu de la loi interne sur les fonctions de l'armée, qui lui donne mission de sauvegarder la République turque, les forces armées turques ont pris le pouvoir ce matin à cinq heures pour préserver l'intégralité territoriale et l'unité nationale, enrayer la menace d'une guerre civile fratricide, restaurer l'autorité de l'Etat et faire disparaitre tous les obstacles qui empêchent le bon fonctionnement de la démocratie. Les forces armées turques demandent au pays d'avoir confiance en son armée, sortie de son sein*[108] *»* et le chef d'état-major général des armées de l'époque, Kenan Evren, se défend lors de son audition dans le cadre procédures de l'affaire du 12 septembre[109], en affirmant qu'il devait passer à l'action en vertu de la mission accordée à l'armée par l'article 35 de la loi n°211.

En effet, MM. Dorronsoro et Gourisse, détaillent et résument les raisons principales des interventions de l'armée turque en trois points : la lutte contre la réaction conservatrice – *irtica*–, en opposition aux acquis de la révolution kémaliste et celle des ennemis intérieurs

[107] ÜNSALDI,*op.cit*., p.277

[108] ÜNSALDI*„ op.cit., p*.277

[109] Les affaires du 12 septembre, est une série de procédures menées contre les anciens commandants du coup d'Etat du 12 septembre 1980.Les procédures ont débuté le 4 avril 2012 et à la suite du verdict de la 10ème Cour criminelle d'Ankara qui a condamné à perpétuité Kenan Evren qui est décédé le 9 mai 2015 et Tahsin Sahinkaya qui a décédé le 9 juin 2015 pendant que le verdict était pendant devant la Cour de cassation. Suite à des multiples renvoies du dossier entre le tribunal de première instance et la Cour de cassation, la Cour de cassation (3ème chambre criminelle) en décide sans fin dû aux décès de ces derniers. Décision du 21 avril 2022, 2021/1903 E., 2022/2231 K.

variables[110] selon la période. L'armée et le haut commandement de l'époque instrumentalisent l'article 35 et manipulent ses missions pour accroître son autonomie et légitimer son action. Cette manipulation de la loi ne peut jamais être protégée par le droit.

Par conséquent, le changement qui a eu lieu en 2013, n'a pas empêché la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, comme le précise le communiqué de presse publié sur la chaîne nationale turque -*TRT*-, saisie par les militaires putschistes dans la soirée pour faire la déclaration suivante mettant en cause le gouvernement au pouvoir :

« Les violations systématiques de la constitution et des lois constituant une forme de menace vis-à-vis de l'existence des institutions vitales y compris les forces armées turques, ces dernières sont remaniées par des idéologies – de caractère islamiste - et rendues incapables de remplir leur fonction. Le président de la République et les autorités du gouvernement, noyées dans la méconnaissance et la trahison ont offensé les droits et les libertés fondamentales tout en supprimant les principes de séparation des pouvoirs et de la laïcité ».

« Le comité de la paix dans la Patrie[111] », tout en restant fidèle au système unitaire de l'Etat, assurera dans les plus brefs délais la préparation d'une constitution qui intégrera toutes les sections de la société quelle que soit leur langue, leur religion ou leur origine ethnique. Le Conseil prendra toutes les mesures nécessaires pour l'établissement de l'ordre constitutionnel, basé sur les principes de droit laïque, démocratique, social et moderne[112]. »

La seule présence de cet article ne cause pas l'intervention militaire. Même en cas d'abrogation de cet article, on remarque que les putschistes utilisent le même prétexte. Cet article est détourné de sa fonction pour légitimer les interventions et la preuve de cette manipulation est la tentative de coup d'Etat qui a eu lieu en 2016, soit trois ans après l'abrogation de l'article 35.

[110] DORRONSORO Gilles, GOURISSE Benjamin, *L'armée turque en politique, autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises*, in Revue française de science politique, 20154, Vol 65 p.620 , https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2015-4-page-609.htm , consulté le 18 avril 2022

[111] Appellation du groupement des militaires putschistes qui ont tenté le coup d'Etat du 15 juillet 2016. En effet la phrase « Paix dans le pays, paix dans le monde » est un adage prononcé par Atatürk lors de son manifeste électoral en 1931.

[112] Traduit par nos soins

§2- Les critiques politiques et juridiques des missions des forces armées turques.

Les critiques qui concernent les missions des armées sont assez nombreuses vu la manipulation effectuée sur le contenu de l'article. D'une part, il faudrait critiquer les tentatives de légitimer et de justifier les interventions (A) tandis que les coups d'Etat sont également interprétés comme un moyen de résoudre les crises et les conflits que connaissent les milieux politiques (B).

A- Les critiques sur les tentatives de légitimer et de justifier les interventions

Bien que les tentatives de légitimer et de justifier les interventions des militaires sur la vie politique du pays paraissent insignifiantes, nombreuses sont celles qui s'adaptent au contexte de la tendance politique de l'époque.

Premièrement, l'existence même de l'article précisant la mission des armées est en même temps un moyen d'innocenter ceux qui ont réalisé les coups d'Etat. Cette interprétation biaisée fournit une protection légitime pour ces derniers sous couvert de mission de sauvegarde de la République. En effet il s'agit d'une convention tacite entre le peuple et l'armée : un principe d'obéissance à l'intervention de l'armée en contrepartie de la protection des valeurs républicaines et/ou kémaliste. Cette convention tacite se concrétise par l'intermédiaire des articles précités afin de légitimer cette intervention.

M. Seydi précise que les personnes qui fondèrent la République de Turquie en 1923, n'étaient pas les mêmes que ceux qui avaient soutenu la guerre d'Indépendance. Pour lui, il s'agit d'une petite partie des commandants dirigeants, Atatürk, Ismet Inönü et certains de ses frères d'armes, qui ont pris cette initiative de proclamer la république tandis qu'une grande partie du commandement de la guerre d'Indépendance avait pour seul but de sauver l'Empire ottoman de l'occupation des Etats européens.[113] En effet, suite à la démission de cette deuxième équipe qui n'appréciait pas le nouveau gouvernement démocratique, l'armée est devenue un moyen de faire accepter la démocratie et des idées réformistes de l'époque. Depuis, l'armée se voit en charge d'exiger sa mission de de contribuer à la modernisation du pays et d'éliminer tout ce qui est contraire à cette idée.

[113] SEYDI, *op.cit., p.*205-206

Deuxièmement, il est indéniable qu'une intervention militaire sur la politique outrepasse la compétence du domaine militaire. La protection et la sauvegarde des principes démocratiques sont une affaire politique qui doit être confiée à des délégués élus par le peuple. Dans les années qui suivent la fin de la guerre d'Indépendance et de la proclamation de la République une contribution de l'armée était nécessaire en soutien du pouvoir, mais sa persistance n'était pas la volonté du fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk. La GANT à l'époque, sur proposition d'Atatürk, promulgua une loi sur l'interdiction pour les militaires de faire de la politique et l'obligation de démissionner en cas de reconversion à la politique[114].

Dernièrement, il est certain que les militaires n'utilisent ce modèle d'intervention que pour une durée déterminée. M.Ünsaldı[115], confirme qu'aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'idéologie dominante en Turquie est une démocratie pluraliste et représentative. En conséquence, l'armée est dans sa légitimation d'améliorer la démocratie, de la renforcer voire de la protéger et non de l'anéantir ou de la détruire. Les coups d'Etat ont été courts, les militaires sont intervenus mais après ont cédé le gouvernement aux civils. Mais leur poids persiste à peser toujours sur la politique des gouvernements civils. Par contre, même si nous sommes de l'avis de M. Ünsaldı, il nous semble que l'influence et le poids de l'armée a longuement pesé sur la vie politique de la Turquie par d'autres moyens tels que les mémentos du 12 mars 1971, du 28 février 1997 et du 27 avril 2007.

B- Les coups d'Etat comme un moyen de résolution des crises

Les coups d'Etat et les interventions des militaires dans la vie politique du pays sont vus et vécus en même temps comme un moyen de résolution des crises. Bien que les atteintes à la laïcité et à l'héritage kémaliste soient le moteur commun à toutes les actions politiques de l'armée turque, ils ne sont pas en eux-mêmes « forts et convaincante »[116] pour faire un coup

[114] L'article 41 de la loi n° 2711 de 1935 et l'article 43 de la loi n°211 qui la remplace à la suite de son abrogation est toujours en vigueur, prévoit une interdiction de faire la politique pour les militaires de carrière ou contractuels.

[115] ÜNSALDI, *op.cit., p.*277

[116]MOYEUVRE Patrice, Turquie, *Echec d'un coup d'Etat mal préparé*, https://www.iris-france.org/notes/turquie-echec-dun-coup-detat-mal-prepare/ consulté le 25 juillet 2016,

d'Etat. L'impatience des gouvernements et les partis d'oppositions, une conviction de danger sur le territoire national, l'incapacité et l'insuffisance des autorités civiles sont parmi les raisons citées des interventions militaires. Le coup d'Etat de 1960 était la conclusion de la prise du pouvoir du gouvernement du Parti Démocrate à tendance politique islamique sous le règne d'Adnan Menderes[117], et celui de 1980 résultait de l'instabilité politique des partis politiques et la non-résolution des situations relatives à la sécurité nationale avec les manifestations des étudiants et du peuple de tendance radicale de gauche ou de droite. Il est indéniable que les événements ont dû se calmer suite aux interventions militaires. Le Professeur Karakartal, précise ce phénomène son article publié en 1977[118], soit dix-sept ans après le premier coup d'Etat, et trois ans avant le deuxième que l'armée ne passe à l'action contre l'autorité civile que très exceptionnellement, (…) lorsque les troubles ou les menaces qui affectent le régime dépassent un seuil critique au point de mettre en danger l'indépendance (…) les règles fondamentales du régime (…) et si le comportement de l'autorité civile apparaît comme très dysfonctionnel pour faire disparaître ces menaces ou encore si ce comportement fait accroître le stress ».

M. Benchenane indique que puisque la culture démocratique n'a pas réussi à s'enraciner[119], l'armée turque intervient par la prise du pouvoir afin de guider la politique du pays. La mission de l'armée devient également « une résolution des crises[120] « tout en suspendant la démocratie pour une certaine durée afin de restaurer le régime. Cette suspension éphémère se fait via l'intervention « de correction »[121] de l'armée dans les cas où l'autorité civile leur apparaît dysfonctionnelle dans le but de faire disparaître des menaces face à l'insuffisance de l'autorité civile.

---

[117] Adnan Menderes, homme politique et Premier Ministre de la République de Turquie entre les années de 1950 à 1960 jusqu'au coup d'Etat du 27 mai 1960. Suite aux procès de *Yassıada*, il a été exécuté le 17 septembre 1961.

[118] KARAKARTAL BENER Essaie de détermination des variables : le cas turc, Istanbul Üniversitesi Hukuk fakultesi Mecmuasi, 37/1-4,1977, https://dergipark.org.tr/en/pub/iuifm/issue/880/9772, consulté le 18 avril 2022

[119] BENCHENANE Mustapha, Turquie :Erdogan ou la revanche sur Atatürk, in Revue de Défense Nationale, 2017/9 n°804, p.104-110 https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2017-9-page-104.htm, consulté le 18 avril 2022

[120] Terme utilisé par M.DURSUN Davut, Turk Demokrasisinde kurumsallasma sorunu ve krizleri cozme yontemli olarak askeri darbeler, *in* Muhafazakar Dusunce Dergisi, 1(3), p.175-196 sur https://dergipark.org.tr/tr/pub/muhafazakar/issue/55994/770844, consulté le 18 avril 2022

[121] KARAKARTAL *op.cit*., p.232

Par conséquent, les coups d'Etat en Turquie quelle que soit leur raison, démontrent que le système démocratique reste malgré tout fragile et demeure non institutionnalisé.

Section 2- La redéfinition des missions de l'armée

L'idée d'une révision de l'article 35 de la loi n° 211, déterminant les missions des forces armées turques n'est pas nouvelle. Contrairement à ce que l'on peut penser, le gouvernement AKP et le président Erdoğan n'ont pas effectué sa reformulation juste après la prise de pouvoir en 2002 à la suite des élections du 3 novembre 2002. A la différence des gouvernements précédents, le parti politique AKP gouverne le pays sans s'appuyer sur des coalitions depuis cette date.

Il faudra attendre les événements de Gezi, qui débutent à Istanbul le 28 mai 2013 et s'achèvent le 4 juin 2013. Bien que cette date ne soit pas officielle, on considère qu'il s'agit du jour où le Vice-Premier ministre Bulent Arınç s'est excusé auprès du peuple turc pour l'usage disproportionné de la force par les forces de police contre les manifestants. Ce n'est que par la loi n° 6496 du 13 juillet 2013 que l'article 35 de la loi n°211 a été révisé par le législateur, tout en supprimant les anciennes références aux missions de sauvegarde et de protection de la République.

Afin de pouvoir examiner la redéfinition et la reformulation des missions de l'armée, nous allons dans un premier temps examiner la condition qui amène à ce changement brusque (§1) avant d'examiner les missions redéfinies des forces de l'armée turque (§2).

§1- La condition essentielle qui mène à la révision de l'article 35 : les événements de Gezi

Malgré l'existence de diverses critiques sur l'existence et l'organisation de l'article 35, il est intéressant de voir que les gouvernements présidés par Recep Tayyip Erdoğan, n'ont pas essayé de changer ni de réviser ledit article. Bien qu'il s'agisse là des conditions essentielles des négociations pour l'intégration de la Turquie à l'Union européenne, Erdoğan ne fait pas d'intervention pour changer l'article jusqu'en 2013. Par contre on voit quelques propositions de lois portant sur la révision ou le changement de l'article 35 par le parti d'opposition : le Parti républicain du peuple, CHP, qui le 27 juillet 2010 a déposé des propositions de lois vi-

sant la révision de divers articles de la loi n°211 dont l'article 35[122]. Cette proposition est caduque à la fin de la période législative[123] et n'est pas réitérée par le Parti républicain du peuple par manque de soutien de l'AKP.

Les évènements de Gezi marquent un point d'inflexion pour la reprise de l'idée d'un changement brusque de l'article 35 puisque pendant ces événements les militaires ont aidé les manifestants à se protéger des forces de police et leur ont prodigué des soins[124]. Les militaires de la caserne de l'hôpital militaire de Gümüşsuyu [125]ont procédé à la distribution de solutions antiacide, de divers médicaments, de masques de protection contre les gaz lacrymogènes utilisés par les forces de police. A l'époque, cette information n'a pas été publiée sur les chaînes de télévision à cause de la censure interdisant la publication de nouvelles concernant les événements de Gezi. De nos jours, certains des journaux en ligne citent l'information en omettant souligner son importance.

Lors des événements de Gezi, l'armée, avec son soutien aux manifestants, accomplissait sa mission de protection et de sauvegarde. Mais son intervention mettait en cause l'intervention de la police qui outrepassait ses compétences, avec la décision d'attaquer les manifestants hostiles au gouvernement.

Sans un examen approfondi des raisons de ce revirement, la GANT a adopté la proposition du changement de l'article 35 de la loi n°211, qui de l'avis de tous les partis politiques et de l'opinion publique était nuisible à la vie politique démocratique en Turquie.

---

[122] La proposition de changement de loi portant sur la révision de certains articles de la loi n°211 sur https://www5.tbmm.gov.tr/develop/owa/tasari_teklif_gd.sorgu_sonuc?taksim_no=0&kullanici_id=20173108&sonuc_sira=320&bulunan_kayit=1959&metin_arama=&icerik_arama= , consulté le 18 avril 2022

[123] La décision de caducité de la proposition de la loi sur, https://www5.tbmm.gov.tr/develop/owa/tasari_teklif_gd.onerge_bilgileri?kanunlar_sira_no=85698, consulté le 18 avril 2022

[124] Il s'agit d'informations récemment publiées dans divers journaux en ligne. En effet à cause de la censure appliquée par le gouvernement aux chaînes de télévision, il ne reste que certaines publications en ligne qui font état de l' aide apportée par les militaires aux manifestants. https://t24.com.tr/haber/gezi-parki-eyleminde-asker-toz-maskesi-dagitti,231070 consulté le 18 avril 2022 , https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/taksim-direniyor-424994,consulté le 18 avril 2022

[125] L'Hôpital Militaire de Gümüşsuyu est fondé le 4 octobre 1849, par le Sultan Abdlülmecid, près de la place de Taksim où les événements de Gezi se déroulèrent.

§2- Les missions redéfinies des forces de armées turques

Par l'adoption de la loi n° 6496 du 13 juillet 2013, l'article 35 se voit reformulé ainsi :

« La mission des forces armées est **de protéger la Patrie turque**, contre les menaces et dangers **venant de l'étranger**, de permettre la conservation et le renforcement de la puissance militaire afin d'être dissuasive, **de remplir les missions à l'étranger** décidées par la GANT et de **contribuer** à la paix internationale [126]». Cette partie de notre travail consiste à démontrer la démilitarisation du régime politique sur le territoire national (A) et la réorganisation de la mission de l'armée en vue de fortifier la diplomatie internationale turque (B).

A- La démilitarisation du régime politique sur le territoire national

La première lecture de la nouvelle version de l'article 35 de la loi n°211, nous permet de remarquer d'une part que les références à la mission de sauvegarde, à la constitution et à la République disparaissent. D'autre part, la mission de la protection de l'armée se limite à protéger la république « contre les menaces et dangers venant de l'étranger ».

1-La suppression des références à la mission de sauvegarde, à la constitution et à la République

C'est par la suppression des références de sauvegarde de la constitution et de la République – et à ses valeurs indirectement- que le législateur a essayé d'éliminer le risque des interventions militaires qui jusqu'à cette période argumentait et légitimait ses interventions en forme de mémento ou de coup d'Etat. En revanche, dans un pays démocratique les références à la Constitution et à la république restent au cœur du régime. En effet, cette énonciation exclut qu'en théorie l'armée protège le régime démocratique qui a été remodelé suite à la Constitution.

2-Une limitation des menaces et des dangers extérieurs au territoire national

A la suite de la prise de pouvoir de l'AKP, présidé par M. Erdoğan en 2002, la programmation du gouvernement était basée sur la doctrine qu'on appellerait « zéro problème avec les voisins » qui prévoyait le principe de règlement des problèmes à l'amiable avec les pays aux frontières du territoire turc. Cette doctrine a eu son échéance suite aux affrontements

[126] Traduite par nos soins

avec le PKK, la crise mondiale provoquée par Daech, l'intervention des Etats-Unis en Irak ont causé au fil du temps, des tensions entre les pays voisins transfrontaliers au point de mener une guerre froide avec eux. Cette suite d'événements a poussé M. Erdoğan à porter son attention sur les menaces extérieures et par conséquent à en faire la priorité de sa politique. D'une part, les tensions potentielles entre les voisins, d'autre par la volonté d'affaiblir le pouvoir de l'armée sur la politique intérieure.

La reformulation de l'article 35 de la loi n°211 dès lors présuppose que les menaces et les dangers ne viendront jamais de l'intérieur et par conséquent que les évènements qui se déroulent au sein du territoire national ne relèveront pas de la compétence de l'armée.

Les trois dangers essentiels précités par les communiquées de presses de putschistes, « la lutte contre la réaction conservatrice -*irtica*-, les idées opposées aux acquis de la révolution kémaliste et celle des ennemis intérieurs variables » sont dès lors exclus du champ d'intervention des militaires sauf si ces dangers et menaces proviennent de l'extérieur.

B- La réorganisation de la mission de l'armée pour l'appui de la diplomatie internationale

Cette réorganisation de la mission de l'armée turque nécessite et implique que le pouvoir politique puisse s'en servir dans des missions autres que sur le territoire national. Cette lecture simple de l'article nous fait remarquer qu'il s'agit d'une nouvelle et unique référence dans les missions de l'armée turque : celles effectuées en dehors du territoire national, y compris les OPEX.

L'armée turque effectue depuis des années 1950, avec la Guerre de Corée, plusieurs déploiements dans le cadre des contributions multilatérales comme l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour diverses raisons : le maintien de la paix, la protection des civils dans les zones à haut risque, des missions d'assistance ou de formation. De plus, depuis 1983, elle intervient dans son combat contre le Parti des travailleurs du Kurdistan - dès lors PKK-.

Il faut accepter que l'armée turque depuis 2013 soit plus active en dehors du territoire national : à partir de 2015, on compte une dizaine d'OPEX : l'opération de *Şah Fırat* en 2015,

le Bouclier de l'Euphrate en 2016, *le Rameau d'Olivier* en 2018, les opérations de *la Griffe du Tigre* et des *Serres d'Aigle*, *la Source de Paix* et *le Bouclier de Printemps* en 2019.

La question se pose : le président Erdoğan ne s'appuie-t-il par sur l'armée, qu'il distrait par les OPEX, pour déployer sa diplomatie internationale ?

Chapitre 3- Les atteintes portées au droit à la liberté d'opinion et d'expression des militaires

Les libertés d'opinion et d'expression sont des droits fondamentaux dont jouissent les citoyens des Etats démocratiques. Notions ambivalentes dans leur application, elles se voient restreintes par certains Etats, qui bien que démocratiques les limitent soit par des lois soit par leur pratique et ce pour de multiples raisons.

Par définition, la liberté d'opinion est la liberté pour tout individu de penser ce qu'il veut (liberté de pensée) et d'exprimer cette pensée. En effet, l'opinion c'est le point de vue, la position précise que l'on a dans un domaine particulier : social, religieux, politique ou intellectuel[127]. Il s'agit d'une conviction personnelle considérée non seulement comme un sentiment intime, mais aussi comme un avis déclaré qui, dans ce cas, se transforme en liberté d'expression.

Selon le rapport de la CrEDH, publié en 2021[128], la Turquie est le deuxième pays après la Fédération de Russie en ce qui concerne les multiples violations des droits fondamentaux citées par la CrEDH avec un taux de 21,70% des affaires pendantes devant la Cour, contre 24,20% pour la Fédération de Russie : la plupart de ces violations concernent la liberté d'expression[129].

Il serait assez superflu d'examiner le droit à la liberté d'opinion ou d'expression des citoyens turcs en soi puisque ces droits semblent être suspendus au vu des violations systématiques recensées par la CrEDH. Ces violations systématiques par l'Etat turc ont bien un impact sur les militaires.

Il n'est pas anodin que les Etats limitent les libertés d'opinion et d'expression pour certains statuts parmi lesquels les militaires. En France, l'article L4121-2 du code de de la Dé-

[127] Opinion, *déf*. Consulté https://www.cnrtl.fr/definition/opinion, consulté le 8 mai 2022

[128] Rapport Annuel de la Cour Européenne des droits de l'homme, 2021, p.198, https://www.echr.coe.int/Documents/Annual_report_2021_FRA.pdf consulté le 8 mai 2022

[129] Rapport de la Cour Européenne des droits de l'homme en faits & chiffres 2021, p.3 https://echr.coe.int/Documents/Facts_Figures_2021_FRA.pdf consulté le 8 mai 2022

fense[130] précise le périmètre de la liberté d'opinion et de croyances des militaires, liberté qui ne doit s'exercer qu'en dehors du service et avec l'obligation de réserve[131] exigée par le statut militaire. Le système turc ne consacre pas d'article spécifique à la liberté d'opinion des militaires. De plus, comme on va le préciser dans le chapitre suivant concernant la liberté d'expression, le militaire turc doit s'abstenir de divulguer ses idées politiques ou religieuses. Au cours de de notre analyse dans ce chapitre, nous allons cette fois nous appuyer sur le cas de la France, d'une part parce que les deux pays sont membres de la CEDH et de l'OTAN et d'autre part parce que la notion de laïcité, le relais le plus important de la liberté d'opinion, a pris naissance avec la Révolution française de 1789.

Pourtant l'exercice de la liberté d'opinion pour les militaires a changé depuis la prise du pouvoir du gouvernement par l'AKP, le parti politique du président Erdoğan. L'armée, qui était considérée comme un vecteur de laïcité et son protecteur, évolue dans sa composition et ses réactions politiques. En ce qui concerne la liberté d'opinion, on remarque une tolérance et un rapprochement avec la doctrine islamique sunnite tandis que la liberté d'expression est élargie en faveur de la propagande du gouvernement en cours.

Dans cette partie de notre travail, nous allons étudier dans un premier temps comment la liberté d'opinion des militaires a été impactée par la politique du président Erdoğan (Section 1), tandis que la liberté d'expression des militaires se limite à l'appui apporté à la politique du président Erdoğan (Section 2).

Section 1- L'impact de la politique sur la liberté d'opinion des militaires

En Turquie, l'essentiel de la notion de liberté d'opinion pour les militaires est en relation forte avec le principe de laïcité. Le principe de laïcité a été mis en place par la loi du 5 février 1937, suite à l'abolition du califat en 1924[132], lors de la fondation de la République par

[130]La France, C.Déf, art. L4121-2 : Les opinions ou croyances, notamment philosophiques, religieuses ou politiques, sont libres. Elles ne peuvent cependant être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire. Cette règle s'applique à tous les moyens d'expression. Elle ne fait pas obstacle au libre exercice des cultes dans les enceintes militaires et à bord des bâtiments de la flotte.

[131] THOMAS-TUAL Béatrice, Le droit de la fonction militaire, Edition Ellipses, Collection Mise au point, Paris 2004, p.73

[132] Loi n°431 du 3 mars 1924 portant sur l'abolition du califat, cette loi est également considérée comme les prémices du principe de laïcité en Turquie.

Atatürk. Au cours du XX^{e} siècle, la laïcité en Turquie a le plus souvent été imposée et rétablie par l'intervention répétée de l'Armée turque. Nos analyses consisteront premièrement à souligner l'importance de l'attachement de l'armée turque au principe de laïcité (§1) et nous analyserons ensuite comment l'armée a été impactée par les politiques anti-laïques du gouvernement actuel de l'AKP (§2).

§1- L'important attachement de l'armée turque au principe de laïcité

La liberté d'opinion est en relation forte en Turquie et spécialement pour les militaires, avec le principe de laïcité[133], principe établi en France par la loi de 1905[134]. Le principe français influence le système turc qui pose ses propres spécificités à la suite de la chute de l'Empire ottoman.

Ce principe marque l'histoire de la Turquie, puisque les coups d'Etat en Turquie ont été perpétrés afin de protéger la laïcité du régime démocratique, puisque la laïcité est aussi considérée comme la condition *sine qua non* de la modernité plutôt que de la démocratie[135].

Il est bien clair que la pratique du principe de laïcité ne s'applique pas de la même façon en France et en Turquie. M. Vinot [136]qualifie la laïcité turque, comme « loin d'être aussi complète que son modèle français » mais comparable à celle des républicains français entre 1880 et 1905. Le principe de laïcité en Turquie prévoit une subordination de la religion officielle de l'Etat laïque et pas une stricte séparation des pouvoirs. La présidence des Affaires religieuses -*Diyanet Işleri Başkanlığı* - en Turquie, mène des services religieux comme une partie du ser-

[133] Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat**.** Article 1 : La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public. Article 2 : La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1er janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes . Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons. Les établissements publics du culte sont supprimés, sous réserve des dispositions énoncées à l'article 3.

[134] Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat Elle est complétée par celles du 2 janvier et du 28 mars 1907 visant à améliorer les relations avec l'Eglise catholique.

[135] GÖLGE Nilüfer, La laicité républicaine et l'islam public, *in* Pouvoirs n°155, 2005 p.76

[136] VINOT Francois, « L'armée, laïcité et démocratie en Turquie » *in* Cahier d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien (CEMOTI), n° 27, 1999 p.80

vice public[137] et a été toujours subventionnée par l'Etat[138] depuis le 3 mars 1924 suite à l'abolition du califat. Contrairement à ce qu'indique son nom, la présidence mène des services religieux musulmans, uniquement d'obédience sunnite.

Dans la culture politique de la Turquie, l'armée se pose en garante de la laïcité comme le précise le Prof. Gürbüz dans son interview, [139] puisque pour l'armée turque, sans la laïcité, le républicanisme et le nationalisme n'auraient plus de sens en Turquie. Ces trois principes, considérée par l'armée comme le fondement du kémalisme, on peut toujours considérer que la laïcité occupe une place assez importante. « Si le principe n'est pas respecté d'une façon continue et vigilante, l'existence même de la république turque sera mise en péril et la société turque moderne sera de nouveau plongée dans l'obscurité médiévale[140] ». Une citation qui résume le point de vue général de l'armée turque face au principe de la laïcité, considéré par l'armée comme le fondement du kémalisme, occupant toujours une place à part. Les militaires en ce domaine sont très vigilants et même très sourcilleux en ce qui concerne la défense de la laïcité. La vie politique de la Turquie s'est souvent trouvée écartelée entre la laïcité et l'islam politique, jusqu'à la prise du gouvernement par l'AKP, présidé par Recep Tayyip Erdoğan en 2002.

§2- L'impact des politiques anti- laïques du gouvernement de l'AKP sur les militaires

Le respect de la laïcité se concrétise par le principe de neutralité des agents publics. En France, le principe de neutralité s'applique à l'ensemble des agents de droit public civil qu'ils soient ou non fonctionnaires, ce principe impliquant une stricte neutralité politique. Concernant l'armée française, « une exigence très stricte de neutralité renforce l'image de l'armée auprès de la population et favorise la cohésion des unités, comme précisé dans le rapport de la

[137] La Présentation de la Présidence des Affaires Religieuses en Turquie, https://www.diyanet.gov.tr/fr-FR/Institutionnel/d%C3%A9tail//1/institution-et-une-br%C3%A8ve-histoire consulté le 8 mai 2022

[138] Pour information générale, il faut préciser que le budget accordé à la Présidence des Affaires Religieuses en 2021 était de 13 milliards de livres turques avec un budget complémentaire de 16.1 milliard de livres turques, tandis que les budgets accordés au ministère de l'Intérieur, ministère de l'Extérieur, inistère du tourisme et inistère de l'Environnement restent en dessous de ce montant.

[139] Gürbüz Yaşar, « *L'armée turque et le laïcisme* », *in* Cahier d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien (CEMOTI), n° 19, 1999 p.231

[140] Cité par Gürbüz Yaşar, *op.cit.,* p.231, sur la déclaration de Sinan Bilge, le général du corps d'armée de l'époque

commission de révision du statut général des militaires, il ne suffit pas que les armées soient neutres ; il faut de surcroît que la neutralité soit au-dessus de tout soupçon[141] ».

Le cas de la Turquie actuelle peut être qualifié par une absence de reconnaissance d'autres religions que l'islam. En Turquie, le principe de neutralité même de l'Etat semble s'affaiblir suite à la prise du pouvoir par le mouvement AKP. D'une part les multiples lois et circulaires font primer la religion islamique sur les autres religions au nom de la liberté d'opinion (A) d'autre part l'institution des aumôneries musulmanes des armées est de retour (B) depuis leur suspension suite à la guerre de Corée.

A- La violation du principe de laïcité en faveur de l'islam

Parmi les multiples nouvelles lois et circulaires qui apparaissent contraires au principe de laïcité, on peut citer tout d'abord le port du voile pour les fonctionnaires de sexe féminin de l'Etat qui a été autorisé par un décret présidentiel du 8 octobre 2013[142] malgré les diverses affaires portées devant la CrEDH, qui a approuvé l'interdiction du voile pour les fonctionnaires. En 2013, les militaires, les juges et les procureurs de la république étaient exclus de cette liberté[143]. Dans le prolongement de ce changement brusque, un autre est intervenu concernant les militaires qui a marqué l'histoire de l'armée turque : le changement de la loi[144] portant sur les principes de l'uniforme dans les forces de l'armée turque, qui a instauré que les femmes militaires puissent porter le voile pendant leur service. Suite à ce changement, l'article dès lors précise que « les officiers de carrière ou contractuels et les sous-officiers de carrière ou contractuels de sexe féminin peuvent mettre l'habit - *giysiler*- (le mot « foulard » ou « voile » n'est pas utilisé dans le contenu de l'article) de façon à ne pas dissimuler leur

[141] Rapport de la commission de révision du statut général des militaires du 29 octobre 2003, présidé par M.Renaud Denoix de Saint Marc p.8

[142] Il s'agit d'un changement du règlementation n° 1303 du 25 octobre 1983 portant sur les costumes obligatoires portées par les fonctionnaires de l'Etat qui interdisait le port du voile dans les établissements publics de l'Etat. L'article 5 dudit règlement prévoyait une obligation d'avoir la tête nue pour les fonctionnaires de sexe féminin, a été supprimée afin de libérer son port dans le milieu du travail.

[143] L'article 5/c du dit règlement

[144] Loi du 22 février 2017 effectuant sur le règlement des uniformes au sein des forces de l'armée turque, effectue un changement pour son article 4/A portant sur le changement des uniformes des militaires

visage[145] ». Ce changement de règlement fut mené devant le Conseil d'Etat turc à des fins d'annulation parce qu'il était contraire au principe de laïcité et de neutralité du service public. Dans les décisions rendues[146], et ce malgré l'avis contraire du procureur, le Conseil d'Etat décida que ce nouveau règlement ne violait pas le principe de laïcité. En effet, dans les deux décisions rendues - décision identique pour les deux affaires-, le Conseil d'Etat faisait référence aux affaires de la CrEDH : l'affaire Lautsi et une autre contre l'Italie et l'affaire Leyla Sahin contre la Turquie. Dans ces deux décisions, la CrEDH précisait l'importance particulière donnée au rôle du décideur national, de statuer sur la manifestation ostensible d'une appartenance religieuse ou un signe discret de celle-ci, et il précisait qu'il n'y avait pas d'indice ou d'exemple dans le dossier démontrant une pression de la part des fonctionnaires voilées sur les autres citoyens ou sur les fonctionnaires non voilées[147].

De plus, les règles en usage dans l'armée turque ont radicalement changé en 2017[148] : le gouvernement a publié une circulaire concernant les armées : la prière d'avant le repas des soldats a changé. Selon les règles en vigueur dans l'armée turque, les militaires remercient Dieu avant de prendre leur repas. La notion de « Dieu » - *Tanr*ı - en langue turque a été remplacé par le mot arabe – *Allah* -. Bien que ces deux noms désignent le même concept d'Etre suprême, soient synonymes et employés dans la langue courante, les religieux ont toujours eu une prédilection pour la désignation arabe. Ce choix semble exclure les militaires non musulmans, créant une différence de traitement à leur égard.

En effet, il faut donner une explication sur l'importance des expressions différentes du mot. ; le mot turc désignant l'Etre suprême *Tanr*ı a pour origine le mot *Tengri* des Turcs de l'Asie centrale qui était employé pour désigner l'Esprit suprême dans le chamanisme. L'emploi de ce terme provoqua une colère chez les conservateurs islamistes. Il faut se rappeler que l'appel à la prière (*ezan*) qui se chantait en turc durant les vingt premières années de la

[145] Article du règlement traduit par nos soins

[146] Turquie, CE, 2ème Chambre, 2017/1671 E.- 2020/3436 K. et 2017/1012 E.- 20203433K. du 2 novembre 2017

[147] *Cf*, infra, Les femmes de l'armée, Partie II, Chapitre 1, La diversification des moyens de recrutement

[148] Circulaire du 21 novembre 2017, n°37927336-1000-2836551/PER, portant sur la prière des repas, n°JGY 278-1 (C), publié sur divers journaux en ligne dont une sur le changement des prières de repas https://www.diken.com.tr/askerin-yemek-duasi-degisti-tanrimiza-hamdolsun-yerine-allahimiza-hamdolsun/, consulté le 8 mai 2022

République turque fut converti à l'arabe par le Parti démocrate – de tendance conservatrice- qui arriva au pouvoir après les élections de 1950 et fut renversé par le coup d'Etat de1960.

D'autre part le mot *Allah* a pour origine "al-Lah , Eloe " qui veut dire "Esprit" dans les langues sémitiques (*cf*. Gabriel : "force du Dieu" , Michel /Mikael : "semblable à Dieu", Ariel : "lion de Dieu"). "Al-Lah du Coran est plus impersonnel que Yehowa et sans les pathos et les passions du Dieu biblique. [149]

Par conséquent, on peut dire que sous l'influence politique, l'armée ne respecte plus le principe de neutralité, bafoue et viole le principe de laïcité sous prétexte de respect des libertés individuelles, signe du durcissement des positions du gouvernement AKP au pouvoir.

B- Le retour de l'institution des aumôneries musulmanes des armées

Le fait que les libertés philosophique, religieuse et politique soient libres, n'interdit pas l'exercice d'un culte par le biais des aumôneries[150] au sein des armées.

En France, les aumôniers militaires ont pour mission d'assurer le soutien religieux du personnel de la Défense au sein des armées et formations rattachées ; le conseil au commandement relève du chef d'état-major des armées pour leur emploi et de la direction centrale du service du commissariat des armées pour leur administration et leur gestion[151]. Le personnel des aumôneries a un double statut puisqu'ils sont à la fois des hommes de foi et militaires et participent également aux OPEX. Lors de la cérémonie du 5 octobre 2016, - qui a marqué le

[149] ARMSTRONG Karen, A History of God –, Ballantine Books – New York 1993, p.96

[150] Loi de 1905- Article 2 : La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1er janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons.

[151] Arrêté du 15 juin 2021 portant organisation des aumôneries militaires, https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000026052467 , consulté le 8 mai 2022

30ème anniversaire du diocèse des armées - il a été indiqué qu'il existait 198 aumôniers militaires d'active et 70 de la réserve opérationnelle[152].

Les aumôniers militaires exercent en France pour les quatre cultes : catholique, protestant, israélite et depuis 2005, musulman. Leur organisation est la même : une aumônerie en chef, des aumôniers en chef adjoint, des aumôniers régionaux de zone de défense, et des aumôniers des forces.

Les différentes aumôneries militaires ont pour objectif de permettre aux militaires de pratiquer leur religion lors de leurs missions. Elles assurent un soutien moral, culturel et spirituel au profit des militaires. Souvent présenté comme un homme ou une femme de dialogue, d'écoute et de discrétion ; ils ont également le rôle de conseiller le commandement pour faire comprendre l'environnement religieux du théâtre où ils sont déployés et mènent des combats contre la radicalisation pour les armées françaises[153].

Le système turc possède également un statut d'aumônier militaire qu'on appelle « officier de religion » - *din subayları* - au sein des armées. En effet le statut de religieux ayant une formation militaire comme en France, n'a existé que pendant les périodes de guerre. Par contre, les postes sont demeurés inoccupés jusqu'à l'approbation du règlement du 17 novembre 2020 [154], qui vient de changer le règlement portant sur le classement des officiers des armées turques. Via l'intégration de la notion « des affaires de religions » dans l'article 3, §b et §d, il est possible de recruter des militaires, ayant le statut d'officiers, tant que des classes de supports sans avoir besoin d'une déclaration de guerre (les classes aidant au fonctionnement le service militaires « les hommes religieux » sans expliquer d'avantage leur rôle ou leur fonctionnement dans les armées). De plus, contrairement au système en vigueur en France, des *officiers de religion* n'existent que pour la religion musulmane et sont d'obédience sunnite. Les religions chrétienne et juive sont exclues de cette application.

[152] BERNARD Maximilien, Les 30 ans du diocèse aux Armées françaises, Riposte catholique, mise en ligne le 7 octobre 2016, https://www.riposte-catholique.fr/archives/132760, consulté le 8 mai 2022

[153] D'après Le DRIAN Jean-Yves, Jean-Yves Le Drian marque les dix ans de l'aumônerie musulmane aux armées,https://www.saphirnews.com/Jean-Yves-Le-Drian-marque-les-dix-ans-de-l-aumonerie-musulmane-aux-armees_a20559.html, consulté le 8 mai 2022

[154] Règlement du 17 novembre 2020 publié sur le JO n°31307

Tout récemment, en 2021, le milieu de la fonction publique militaire ne s'est pas étonné de voir un *officier de religion* conduire la prière dans en langue arabe, lors de l'ouverture du semestre pour les Ecoles de Guerre.

Section 2- Les limites de la liberté d'expression des militaires en matière de politique

En Turquie, le thème de la liberté d'expression pourrait faire l'objet d'une thèse de droit à part entière surtout en raison des pratiques intéressantes depuis la prise de pouvoir de l'AKP en 2002 et l'accès de Recep Tayyip Erdoğan au pouvoir en tant que président de la République de Turquie. La CrEDH, fait état, dans une affaire survenue en 2021, - l'affaire Sorli c.Turquie[155]- d'une violation du droit d'expression du requérant, sur diverses mesures pénales pour insultes au président de la République au sujet de publications jugées diffamatoires partagées sur les réseaux sociaux ; la CrEDH jugeant que la violation du droit d'expression n'est pas conforme à l'esprit de la Convention européenne des droits de l'homme, et demande la mise en conformité du droit interne pertinent avec la disposition précitée de la Convention, ce qui constituerait une forme appropriée de réparation qui permettrait de mettre un terme à la violation constatée[156].

Cette partie de notre travail porte sur les restrictions en matière de liberté d'expression chez les militaires. En effet, la liberté d'expression des militaires comporte des particularités par rapport à celle des citoyens civils et elle devient problématique lorsqu'elle touche à la politique ou à la mise en cause du système en lui-même.

Pour examiner le sujet, nous allons dans un premier temps expliquer en quoi la liberté d'expression des militaires qui est une spécificité commune mais délicate pour les militaires (1) avec certaines références au système de la fonction publique française avant de traiter la spécificité divergente du système turc à l'égard de la politique actuelle du gouvernement (2).

[155] CrEDH Affaire Sorlie c./ Turquie, du 19 octobre 2021, req.42048/19

[156] §54 de l'affaire précitée.

§1-La liberté d'expression des militaires- une spécificité délicate pour les militaires en France et en Turquie

La liberté d'expression des militaires constitue une spécificité commune (A) dans les deux pays avec des sanctions semblables (B).

A- La spécificité commune des militaires des deux pays

Par définition, la liberté d'expression se ramène au droit d'écrire et au droit de parler en public quel que soit le moyen d'expression employé, qu'il s'agisse d'écrits, de conférences ou d'exposés. A la différence de la liberté de conscience et de la liberté d'opinion, la liberté d'expression outrepasse une simple liberté de croyance, et nécessite une divulgation expresse de la part de l'intéressé [157].

En France le principe apparaît dans l'article L.4121-2[158] du code de la Défense : les militaires comme tous les fonctionnaires et agents publics, peuvent exprimer leurs opinions avec réserve et dans le respect des dispositions du statut général des militaires sans autorisation préalable[159].

Le système turc ne consacre pas d'articles juridiques à la liberté d'expression des militaires en Turquie. La loi n° 6413 du 31 janvier 2013 sur la discipline des armées, dans son

[157] COUTANT Pierre, la Fonction Publique Militaire, Le statut général des militaires de carrière ou engagés ou effectuant le service militaire, Edition Lavauzelle, Paris-Limoges, 1976, p.27

[158] C.Déf, art. L.4121-2 Les opinions ou croyances, notamment philosophiques, religieuses ou politiques, sont libres.
Elles ne peuvent cependant être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire. Cette règle s'applique à tous les moyens d'expression. Elle ne fait pas obstacle au libre exercice des cultes dans les enceintes militaires et à bord des bâtiments de la flotte.
Indépendamment des dispositions du code pénal relatives à la violation du secret de la défense nationale et du secret professionnel, les militaires doivent faire preuve de discrétion pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. En dehors des cas expressément prévus par la loi, les militaires ne peuvent être déliés de cette obligation que par décision expresse de l'autorité dont ils dépendent.
L'usage de moyens de communication et d'information, quels qu'ils soient, peut être restreint ou interdit pour assurer la protection des militaires en opération, l'exécution de leur mission ou la sécurité des activités militaires.

[159] En France, le principe se trouvait déjà dans l'article 7 de la loi du 13 juillet 1972 : l'ancien statut général des militaires prévoyait déjà un système d'autorisation préalable du Ministre, afin d'évoquer publiquement des questions politiques ou mettant en cause une puissance étrangère ou une organisation internationale. Ledit article prévoyait également une publication de l'instruction ministérielle - abrogé le 3 août 2006, qui posait le principe de la liberté d'expression mais sous condition du respect du devoir de réserve qui s'impose à tout agent de l'Etat, et les exigences du secret et l'obligation de discrétion professionnelle prévue dans l'article 18 de la loi du 13 juillet 1972.

article 17/D [160] énumère les violations de discipline méritant la sanction de suspension temporaire de la fonction militaire et cite que le non-respect de la discrétion mérite une sanction. De plus, l'article 20 de la même loi, traitant des violations de discipline méritant le licenciement des cadres des Forces armées turques,[161] ajoute parmi les infractions le fait de commettre des actes de nature à empêcher le déroulement du service, de divulguer des informations secrètes et de participer à des activités idéologiques ou politiques. En ce sens, la loi n°211 de 1961 sur le règlement intérieur des forces armées, dans son article 43[162] pose une interdiction totale concernant les déclarations et la rédaction d'articles par les militaires quel que soit le but de ces derniers.

Par conséquent, bien que les deux systèmes prévoient tous deux un traitement spécifique de la liberté d'expression chez les militaires, ce traitement diffère grandement : dans le système français, le principe de réserve et les dispositions du statut général des militaires constituent la limite à la liberté d'expression. Par contre, cette spécificité prend la forme d'une interdiction totale dans le système turc puisque celui-ci n'autorise en aucun cas de jouissance de la liberté d'expression pour les militaires. En effet, le droit à la liberté d'expression des militaires prend sa place dans la jurisprudence du Conseil d'Etat turc, mais le Conseil en dé-

[160] La loi du 31 janvier 2013, n° 6413 sur la discipline des armées
ARTICLE 17 – (1) Les violations de discipline méritant la sanction de suspension temporaire de la fonction sont les suivantes :
d- Le non-respect de la discrétion : révélation d'une information relative à la fonction, non confidentielle mais non convenable à déclarer, de façon à ce que les personnes non-concernées puissent apprendre cette information. (traduit par nos soins)

[161]Les violations de discipline méritant le licenciement des cadres des Forces armées turques
ARTICLE 20 – (1) Les violations de discipline méritant le licenciement des cadres des Forces armées turques sont les suivantes :
c) Commettre des actes de nature à empêcher le déroulement du service : Etre dans une tenue ou commettre des actes de nature à nuire à la dignité / réputation de l'Etat ou des Forces armées, ou commettre un crime ou une grave violation de discipline,
ç) Divulguer des informations secrètes : donner, envoyer ou déclarer les informations secrètes concernant la sécurité de l'Etat et ses intérêts politiques, à des personnes ou à des institutions sans autorisation.
d) Participer à des activités idéologiques ou politiques : se joindre aux partis politiques, participer aux activités idéologiques ou politiques, se comporter ou être dans une attitude de nature à compromettre la discipline pour des fins idéologiques ou politiques. (Traduit par nos soins)

[162] La loi n° 211 du 4 janvier 1961 sur le règlement intérieur des forces de l'Armée turque, l'article 43
Les membres des forces de l'Armée turque ne peuvent pas se mêler à des activités politiques. Pour cette raison, il est interdit à tout membre des forces de l'Armée turque d'être membre d'un parti ou d'une association politique, d'avoir des relations politiques, de participer à des manifestations et réunions politiques, de faire des déclarations ou d'écrire des articles.

duit une conclusion différente suivant le même raisonnement que la CrEDH. Le sujet sera approfondi ultérieurement dans le titre concernant la jurisprudence en droit comparé.

B- Des sanctions semblables mais dépassant les limites de la liberté d'expression des militaires pour le système turc

Seul un usage excessif de ce droit est de nature à justifier des sanctions, en cas de violation de l'obligation de réserve : les militaires n'ont pas le droit de mettre en cause publiquement les armées et ou le gouvernement. Le principe est de nature à justifier des sanctions et aussi, conformément à la loi, des poursuites judiciaires sur la violation du secret professionnel, action civile pour préjudice causé ou même moral ou simultanément une action pénale[163].

Ces limites sont similaires dans les deux systèmes en France et en Turquie. Le code pénal militaire turc[164], précise la possibilité d'une peine de prison de 6 mois à 3 ans pour toute personne faisant une déclaration, rédigeant un article ou s'exprimant sur un procès, organisation, opération ou une disposition militaire sans autorisation. En effet, il faut bien remarquer que le législateur précise cette interdiction pour toute personne et pas seulement pour les militaires. C'est pour cette raison, que cet article posant une limitation au droit d'expression, a été examiné par une Question Prioritaire de Constitutionnalité, -dès lors QPC- mené par la 1ère Chambre de la Cour de cassation Militaire, devant la Cour Constitutionnelle[165] qui a jugé cette interdiction conforme à la Constitution et à la Convention des droits de l'homme malgré les opinions dissidentes de 8 juges. La QPC en question, concerne un militaire qui critique sur son site internet personnel ; un système informatique -appelé MSYS- dont le but est d'assurer une vision complète des opérations en cours pour le haut commandement de l'armée turque. Dans cette décision, la Cour précise que dans les forces des armées turques qui ne doivent dépendre d'aucune tendance politique ni de critique, cette interdiction -quelle que soit sa na-

[163] BAUDE Florent, VALLEE Fabien, Droit de la défense, Edition Ellipses, 2012

[164] Code pénal militaire turc n° 1632, article 95 paragraphe 3

Article 95 – 3. Toute personne ayant fait une déclaration, rédigeant un article ou donnant une explication quelconque sur un procès, une organisation, une opération, une installation ou une disposition militaire, et qui aurait eu accès à ces informations du fait de de sa fonction ou de sa position, sans qu'il en soit autorisé, sera puni de six mois à trois années de prison à moins que son acte ne soit passible d'une punition plus sévère. (traduit par nos soins)

[165] Décision de la Cour Constitutionnelle, du 3 juillet 2014, 2014/25 E. et 2014/119 K. https://normkararlarbilgibankasi.anayasa.gov.tr/Dosyalar/Kararlar/KararPDF/2014-119-nrm.pdf, consulté le 8 mai 2022

ture- est directement en rapport avec la sécurité nationale et que la divulgation des informations risquerait de lui nuire. Les avis dissidents concernent d'une part, l'applicabilité de cet article de loi eu égard à tout le monde, les militaires et les civils, ce qui risque de nuire à la liberté d'expression des journalistes, puisque qu'elle viole le droit à l'information ou des experts militaires qui contribue à l'avancement de la technologie militaire.[166]

D'autre part, les critiques se cumulent dans la mesure où, les militaires qui sont déjà assujettis à la loi de discipline qui prévoit des sanctions. L'avis dissidente précise que dans les affaires similaires, les pays membres de la Convention se contentent d'une sanction disciplinaire, le fait d'essayer de punir le personnel par une sanction d'incarcération serait une mesure dépassant le but légitime de la limitation. En effet, pour les juges défendant cette idée, chaque communication concernant les informations militaires ne doivent pas être présupposées comme étant de nature à « nuire à la sécurité nationale » et que cette limitation n'était pas proportionnée suite au but suivi par la loi et surtout par la CrEDH.

§2-La jurisprudence spécifique sur les critiques de la politique

La liberté d'expression est un droit spécifique dont la pratique se développe par des jurisprudences. Pour un examen approfondi de la pratique, dans cette partie de notre travail nous allons traiter en premier lieu les affaires concernant la liberté d'expression des militaires la CrEDH (A), avant de traiter la jurisprudence sur la liberté d'expression incertaine des militaires en Turquie (B).

A- La liberté d'expression des militaires devant la CrEDH

L'article 10[167] de la CEDH dispose que toute personne a droit à la liberté d'expression. De multiples arrêts rendus[168] par la CrEDH, précisent en effet que les militaires n'échappent

[166] L'opinion dissidente de Hasim Kilic, Erdal Tezcan et Serruh Kaleli

[167] Article 10 du CEDH, Liberté d'expression 1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations. 2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

pas à cette liberté : l'application de la Convention ne s'arrête pas aux portes des casernes[169]. Bien que le paragraphe 2 de l'article 10 précise que la pratique de cette liberté peut avoir des limites, celles-ci doivent respecter la triple condition : être prévues par la loi ; viser un des objectifs énumérés dans la disposition et demeurer dans une société démocratique à la réalisation du but recherché.

Le paragraphe 2 de l'article 10 de la CEDH prévoit une limitation à l'application de la liberté d'expression qui possède aussi l'obligation de réserve puisqu'il s'agit de la sécurité nationale des Etats membres. Toutefois, la Cour précise que « le fonctionnement efficace d'une armée ne se conçoit guère sans des règles juridiques destinées à empêcher de saper la discipline militaire notamment pas des écrits[170]. »

La Cour a examiné, pour la première fois la question de la liberté d'expression des militaires dans l'arrêt Engel et Autres c. Pays Bas de 1976 [171]. Dans cet arrêt, la Cour se voit compétente vu que la sanction constitue une ingérence dans l'exercice de la liberté d'expression prévue par l'article 11 de la Convention[172]. De plus sur l'examen des fameuses critères de la Cour : la limitation doit être prévue par la loi[173], la limitation doit être nécessaire dans une société démocratique et à la défense de l'ordre. La Cour explique que « de la notion de l'ordre il ne faut pas seulement comprendre l'ordre public mais un groupe social particulier, comme le cas des forces armées, et le désordre dans ce groupe peut également avoir des incidences dans l'ordre de la société entier [174] « . L'importance de cette affaire se trouve dans la précision de la Cour concernant les responsabilités et le devoir des militaires. « Sans doute la Cour a-t-elle compétence pour vérifier, sous l'angle de la Convention, la manière dont le droit interne des Pays-Bas a été appliqué en l'espèce, mais il ne lui faut négliger à cet égard ni

[168] CrEDH, Grigoriades c.Grèce, 25 novembre 1997, n°24348/94 ; CrEDH, Engel et autres c.Pays Bas, 8 juin 1976, n°5100/71 ; CrEDH,Vereinigung Demokratiscer Soldaten Osterreichs et Gubi c.Autriche, 19 décembre 1994 n°15153/89, CrEDH, Matelly c. France, 15 septembre 2009, n°30330/4

[169] CrEDH, Grigoriades c.Grèce, 25 novembre 1997, n°24348/94

[170] CrEDH,Vereinigung Demokratiscer Soldaten Osterreichs et Gubi c.Autriche, 19 décembre 1994, n°15153/89

[171] CrEDH, Engel et autres c.Pays Bas, 8 juin 1976, n°5100/71

[172] CrEDH, précitée, § 95

[173] *Idem* §96

[174] *Idem* §97-98

les particularités de la vie militaire[175], les "devoirs" et "responsabilités" spécifiques incombant aux membres des forces armées, ni la marge d'appréciation que l'article 10 §2 [176] ».

Pourtant cette dernière précision n'a pas été faite dans l'arrêt Grigoriades [177] mais dans les décisions de la Cour qui précisent que la liberté ne s'arrête pas aux portes des casernes mais que l'Etat doit pouvoir imposer des restrictions à la liberté d'expression en cas de menace réelle pour la discipline militaire.

L'approche de la CrEDH reste dans la limite de laisser une marge de manœuvre aux Etats membres : la protection de la liberté individuelle s'arrête face à une menace réelle pour la discipline militaire.

B- Une jurisprudence marquant la liberté incertaine des militaires en Turquie

La liberté d'expression pour les militaires fait l'objet d'une jurisprudence abondante. D'une part il existe des affaires individuelles dûes à la critique de la politique (1). D'autre part, les affaires des militaires critiquant la politique des gouvernements, connue sous le nom de « communication des amiraux « étaient devant les juges suite à une annonce politique ayant critiqué la politique menée par le gouvernement (2).

1-Une jurisprudence dure face à la critique de la politique

La jurisprudence turque est marquée par des affaires contradictoires de la Cour Constitutionnel, sur la violation des libertés individuelles des militaires au sujet de la liberté d'expression.

Dans l'affaire d'Engin Kabataş, du 6 juillet 2017[178], la Cour Constitutionnelle décide qu'il n'y a pas de violation de la liberté d'expression du militaire du fait qu'il ait mené des réunions publiques sur les idées principales du kémalisme et sa pratique, Ce séminaire était autorisé et organisé par le haut commandement de l'armée : le militaire incriminé a critiqué

[175] *Idem* §54

[176] *Idem* §9100

[177] CrEDH, Grigoriades c.Grèce, 25 novembre 1997, n°24348/94

[178] Cour Constitutionnel, affaire Engin Karatas du 6 juillet 2017 n° 2014/18587

les membres du gouvernement de l'AKP ainsi que le port du voile chez les épouses des hommes politiques- Erdoğan et Gül, à cette époque. La Cour a considéré que le militaire, en s'exprimant sur le principe de laïcité et son application en cours, violait l'interdiction de faire de la politique, ce principe primant sur la liberté d'expression du militaire.

En 2018 dans l'affaire Adem Talas [179], la Cour Constitutionnelle juge que le fait d'exprimer son mécontentement par l'intermédiaire d'une pétition au sujet de son travail ne constitue pas une violation de la liberté d'expression. En revanche le requérant est poursuivi parce qu'il ne s'est pas exprimé dans le respect de la loi puisqu'exprimer son mécontentement est encadré par le code de procédure disciplinaire général des armées. En effet, le requérant se plaignait du fait que son travail n'était pas en adéquation avec ses capacités. Dans cette affaire, la critique qui porte sur le système de recrutement et de l'avancement ne prime pas sur la liberté individuelle du militaire. De plus, concernant l'affaire des militaires aux missions en Lybie (56 militaires dont les noms ne sont pas officiellement cités), le tribunal de première instance approuve la décision de la résolution des contrats militaires qui utilisaient eux aussi le droit à la pétition contre la violation physique et psychologique de leur commandant en OPEX[180]. L'affaire est toujours pendante devant la Cour Constitutionnel à l'heure où nous rédigeons la présente thèse.

2-Les affaires des militaires critiquant la politique des gouvernements en cours

L'affaire des 104 amiraux retraités, connue sous le nom de « communication des amiraux sur la Convention de Montreux » est un point marquant dans la vie politique de la Turquie, qui pour la première fois depuis les affaires *d'Ergenekon et de Balyoz* voit des amiraux placés en garde à vue suite une déclaration considérée comme étant de nature politique.

Le 4 avril 2021 a été marqué par un communiqué signé par 104 amiraux retraités des forces des armées maritimes. Ce communiqué contenait des notifications et des explications sur les multiples événements qui étaient en cours à l'époque, dont le plus important reste la suspension de l'application de la Convention de Montreux, une convention multilatérale qui

[179] Cour Constitutionnelle, décision Adem Talas du 16 novembre 2017 n° 2014/12143

[180] Le tribunal administratif d'Erzurum, concernant un des requérant a décidé à l'annulation de la décision, le 9 juin 2022

concerne les détroits turcs, les Dardanelles - Ç*anakkale Boğazı*-, la mer de Marmara - *Marmara Denizi*-, et le Bosphore -*Istanbul Boğazı* -. [181] La Convention est d'importance puisqu'elle établit un régime de liberté strictement règlementée par rapport aux types de navires, de guerre ou de commerce, par rapport à quatre situations : en temps de guerre ou en temps de paix, dans des conditions où la Turquie serait belligérante ou s'estimerait menacée par un danger de guerre imminent[182]. Cette Convention était mise en cause par les militaires suite à une annonce du président Erdoğan, qui précisait que le gouvernement pourrait effectuer les changements à cette convention (de nature à suspendre l'application de ladite convention). Les amiraux critiquaient cette mise en cause de la Convention qui violerait selon eux l'indépendance de la Turquie au profit des autres Etats en cas de guerre. L'importance de la Convention et la décision de non-suspension de cette application se remarque tout récemment lors de la guerre menée par la Russie en Ukraine. Certains de ces amiraux ont été arrêtées pour avoir critiqué le gouvernement. Il est indéniable que les amiraux critiquaient la politique du gouvernement en cours mais leur critique était bien fondée vu les événements qui se sont déroulés à la suite de cette annonce : Monsieur Erdoğan a instrumentalisé la Convention pour rester « neutre » aux yeux de ces alliés. L'affaire concernant ces militaires, a été rejeté par la 20ème Cour Criminelle d'Ankara le 20 décembre 2022.

[181] La Convention de Montreux est signée le 20 juillet 1936

[182] BILENER Tolga, Les droits, atout stratégique majeur de la Turquie, diplomatie. Gouv. fr, https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/51_Bilener.pdf consulté le 8 mai 2022

CONCLUSION DU TITRE 1

Le titre 1er de notre travail consiste à examiner la diminution du rôle politique de diverses institutions militaire : le MGK a été placé totalement sous l'autorité civile et est même devenue une chambre de la politique civile ; il ne s'exprime guère sur les politiques de la sécurité nationale ; à cela s'ajoute une limitation de la liberté d'expression qui est ressentie dans tous les domaines. D'autre part, les forces de l'armée turque sont pleinement engagées dans les OPEX surtout au Moyen Orient et en Méditerranée, avec le déploiement d'une présence militaire dans les zones de conflits, en mission de soutien au sein de diverses organisations internationales. La question se pose de savoir si le pouvoir civil politique essaie de tenir les militaires « occupés », afin de pouvoir s'en servir en vue de fortifier son pouvoir au sein du territoire national et sur scène internationale.

TITRE 2 – AUGMENTATION DU CONTROLE DU POUVOIR CIVIL SUR LES SYSTEMES DE L'INSTITUTION MILITAIRE

Suite à la tentative de coup d'Etat de 2016, le changement de régime politique a fortifié le pouvoir du président de la République par le référendum du 16 avril 2017 qui est un plébiscite portant sur le changement de certains articles de la Constitution. L'état-major général qui était un mécanisme à part, se place dorénavant sous l'autorité du ministère de la Défense et a perdu de son influence sur l'armée et sur la vie politique de la Turquie **(Chapitre 1)**. Concernant le système d'éducation militaire, il s'agit de la fermeture de certaines écoles militaire et la fusion des académies et les écoles de guerre qui dès lors pourraient être présidées par un civil. Ce changement est une mesure radicale dont les effets risquent d'aller au-delà de l'état d'urgence **(Chapitre2).** Quant au système des juridictions spécifiques militaires, la pratique est désavantageuse pour les militaires se trouvant devant les juridictions civiles qui ne sont pas formés et aptes à se prononcer sur les affaires militaires. Cette transformation détruit toute la jurisprudence dans le domaine de la fonction publique militaire qui avait commencé à se développer à partir des années 90 **(Chapitre3)**.

Chapitre 1 - Le placement de l'Etat-major sous l'autorité du ministère de la Défense

La vie politique de la Turquie pourrait être considérée comme bicéphale avant la prise de pouvoir de l'AKP puisqu' elle est menée d'une part par un gouvernement civil et d'autre part par une fraction militaire, autre versant de la vie politique turque. L'institution des états-majors des armées (ci-après EMA), *Genelkurmay*, et à leur tête le chef d'état-major des armées, *Genelkurmay Başkanı* (ci-après CEMA)[183] constituent ce versant militaire du gouvernement. Il faut pourtant rappeler que l'une des exigences de l'UE, était précisément la diminution du rôle politique des militaires au sein de la vie politique turque.

Depuis les négociations pour l'intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne, le changement de statut de l'état-major a été l'une des conditions exigées pour une civilianition convenable. Critiqué pour son rattachement hiérarchique et son statut relativement quasi-indépendant de l'EMA, il était considéré comme un acteur politique principal du versant militaire du pouvoir.

Le statut juridique et général de l' EMA et du CEMA n'a jamais fait partie des priorités du gouvernement de l'AKP jusqu'à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016. MM Keyman et Gürcan précisent dans leur rapport de novembre 2017, que même 15 mois après la tentative de coup d'Etat, le partage du domaine sensible commun entre le CEMA et le ministère de la Défense[184] restait à définir. Le gouvernement avait proclamé l'état d'urgence au lendemain du coup d'état, le 21 juillet 2016, par décision du Conseil des ministres, pour une durée de 90 jours reconduite le 19 octobre 2016 sur recommandation du Conseil de sécurité nationale. Le gouvernement a publié un décret-loi[185] prévoyant le rattachement des états-

[183] Dans cette partie de notre travail, il convient de préciser que nous avons fait le choix d'une traduction directe concernant l'utilisation du CEMA et de EMA tel qu'ils sont précisés dans les lois.

[184] KEYMAN E.Fuat, GÜRCAN Metin, 15 Temmuz'dan On Bes Ay sonra : Ordunun Reformu, devletin Donusumu, Istanbul Policy Center, Sabanci University, Novembre 2017

[185] Décret-loi n° 669 du 20 juillet 2016

majors au ministère de la Défense. Depuis cette date, on remarque que le rôle et le statut juridique de l'EMA diminuent graduellement, suivant les suggestions de l'Union européenne et en gage de sa civilianisation.

Dans cette partie de notre travail, nous allons dans un premier temps nous pencher sur l'importante influence en tant qu'acteur politico-militaire de l'EMA sur le gouvernement de la Turquie (Section 1), avant sa restructuration qui a causé la refonte dissimulée suite à la tentative de coup d'Etat par le président Erdoğan (Section 2).

Section 1- L'EMA : un acteur politico-militaire imposant

En tant qu'institution militaire, l'EMA est une chambre du ministère de la Défense *Harbiye Nezareti*, une création de l'Empire ottoman, durant le règne du sultan Abdlülmecid en 1860 : cette institution est composée de 7 départements chargés respectivement de la mobilisation et de l'organisation de l'armée, du renseignement, des opérations, des chemins de fer, de l'art militaire et la cartographie, des lois et du personnel[186]. L'institution fut révisée par Atatürk lors de la guerre d'Indépendance turque et remaniée au cours des années à tel point que l'EMA est considéré comme une institution politico-militaire. L'institution est marquée par son indépendance à sa révision lors de la guerre d'Indépendance (§1), suite à la mort d'Atatürk et la chute d'Ismet Inönü, son prédécesseur, à partir des années 1940 ; elle a eu un rôle politique flagrant jusqu'à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 (§2) : c'est une institution politisée qui constitue le versant militaire de la vie politique en Turquie.

§1- Une institution indépendante dont Atatürk a évité la politisation

A la suite de la fondation de la GANT le 23 avril 1920, sont apparues les deux institutions par la loi du 2 mai 1920 : le ministère de la Défense - *Milli Mudafaa Vekaleti* - et le ministère de la Guerre (qui se transformera en EMA actuelle) *Erkan-i Harbiyeyi Umumiye Vekaleti* [187], qui ont été les institutions chargées de commander les armées pendant la guerre

[186] EMA publication, (Ataturk donemindeki Kurulusu, teskilat Yapisi ve Gorevleriyle ilgili Gelismeler https://ataturkansiklopedisi.gov.tr/bilgi/genelkurmay-baskanligi-ataturk-donemindeki-kurulusu-teskilat-yapisi-ve-gorevleriyle-ilgili-gelismeler/ consulté le 5 juillet 2022

[187]Il faut préciser que la traduction directe du titre de cette autorité est « ministère relatif aux principes généraux de la Guerre ».

d'Indépendance Fondée au niveau ministériel à sa création (A), l'institution devient une présidence autonome à part à la fin de la guerre d'Indépendance (B).

A- L'organisation de guerre d'indépendance à deux niveaux ministériels

Les deux ministères avaient des missions bien différentes l'un de l'autre : Le ministère de la Guerre assurait les missions des opérations militaires, l'éducation et les services de renseignement tandis que le ministère de la Défense était chargé du service du personnel, de la mobilisation et des services de l'administration et du ravitaillement[188].

Ces ministères ont été coordonnés par le commandant en chef, Mustafa Kemal Atatürk à l'époque, auquel a été accordé un pouvoir de commandant en chef par la GANT le 5 août 1921[189], pouvoir qui a été reconduit plusieurs fois à ce poste durant la guerre. L'accord du titre de commandant en chef, l'état-major général de l'armée (CEMGA), *Başkomutanlık* , a été vivement critiqué à l'époque par certains députés en raison de leur méfiance vis-à-vis d'une possible transformation de ce pouvoir en sultanat avec un probable retour à la monarchie[190].

B- Le statut autonome de l'EMA

A la fin de la guerre d'Indépendance par le traité de Lausanne signé en 1923, débuta le renouveau de l'administration en Turquie auquel n'échappa pas l'organisation du ministère de Guerre. En 1924, loi n° 429 [191] supprime le ministère de la Guerre et crée la présidence des états-majors[192], *Erkani harbiyei umumiye riyaseti,* qui est l'état-major des armées aujourd'hui.

[188] Rapport d Premier Ministre Suleyman Demirel, portant sur le projet de loi de révision des missions et des compétences du 17 janvier 1970, p.1
https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/MM__/d03/c006/mm__03006104ss0132.pdf, consulté le 5 juillet 2022

[189] Ce pouvoir « spécial » accordé par la GANT a été reconduit par des lois du 31 octobre 1921, du 4 février 1922 et du 6 mai 1922

[190] YAMAN Ahmet Emin, *Başkomutanlık* Kanunu, *in* Ataturk Yolu Dergisi, Ankara Universitesi, Turk Inkilap Tarihi Enstitusu , n° 3/9, p.58-100, 1992, p.96

[191] Loi n°429 du 3 mars 1924 portant sur la suppression du ministère de la Guerre par son article 8

[192] Loi n° 429 précitée par son article 9 sur la création de la Présidence de l' EMA

Il faut savoir qu'en langue turque ottomane[193], il ne s'agit pas d'une simple modification de vocabulaire en tant que titre puisque, *Erkani harbiyei umumiye vekaleti* était un ministère tandis que la nouvelle création *Erkani harbiyei umumiye riyaseti* est une présidence, qui n'a pas le même statut juridique qu'un ministère.

Cette séparation, déjà existante au niveau ministériel, il est clair cette fois, que le statut de l'EMA, est maintenu à part et supra-politique. A part, puisqu'à sa création il n'est pas intégré au sein du ministère de la Défense, ce qui le rend indépendant mais aussi supra-politique puisque les changements au niveau ministériel devraient à priori rester neutres face à l'organisation de l'EMA. Ce choix, était un choix politique de la part d'Atatürk qui voulait un statut autonome et loin de des disputes politiques.

Dans son discours lors des discussions portant l'EMA au sein de la GANT[194], Atatürk compte d'une part sur l'importance de l'indépendance de l' EMA et du CEMA et d'autre part sur son apolitisme.

Sur l'indépendance de l'EMA, Atatürk précise que le ministre de la Défense et le CEMA n'auraient pas pu avoir les mêmes missions bien que les anciens gouvernements (monarchies et sultanat) eussent pour ambition de guider la défense et le commandement de l'armée. Par contre pour lui, la mission essentielle d'un CEMA était la création et l'organisation technique de l'armée et la gestion des moyens de défense. Dans cette conception, les missions du ministère de la Défense, étaient alors de nourrir et d'habiller l'armée suite au plan du CEMA sans s'immiscer dans le commandement

Sur la neutralité politique du CEMA, Atatürk, suite aux contestations d'un risque de la prise du pouvoir des CEMA à brève échéance, précise que la responsabilité des CEMA était

[193] La langue Ottoman, ou Turc ottoman est différent de la langue actuelle turque. L'ancienne langue turque est graduellement influencée par des langues arabe et perse et s'écrit en alphabet arabe.. Suite à la fin de la guerre d'Indépendance Mustafa Kemal Ataturk, a également révolutionné la langue turque, pour une écriture en alphabet latin, et la *turcification* de la langue. La *turcification* consiste en effet en une adaptation de la langue turque à l'alphabet latin, une nouvelle création qu'on considère une réforme créé par Mustafa Kemal Atatürk, qui a créée lui-même sur cette adaptation : cette réforme a été légiférée par la loi n° 1353 du 1 novembre 1928 portant sur la pratique et l'adoption de l'alphabet latin.

[194] Mustafa Kemal ATATÜRK, Genelkurmay baskani'nin Bakanlar Kurulunda bulunmasi hususunda, *in* Ataturk Ansiklopedisi, Ataturk kultur, Dil ve Tarih Yuksek Kurumu, https://www.atam.gov.tr/ataturkun-soylev-ve-demecleri/genelkurmay-baskaninin-da-bakanlar-kurulunda-bulunmasi-hakkinda, consulté le 5 juillet 2022

limitée aux sujets militaires, et que son indépendance impliquait son apolitisme. Les CEMA étaient par conséquent responsables vis à vis de la GANT concernant l'organisation administrative des sujets militaires et la défense de la Nation.

En effet, la pratique conçue et mise en œuvre par Atatürk, prévoyait une mission d'organisation et le planning technique pour les CEMA limitée aux sujets de la défense sous l'autorité seule et unique de la GANT.

A cette phase, le rôle du ministère de la Défense reste le service du personnel, le ravitaillement, et l'organisation administrative de l'armée[195]. Durant cette période, le général de l'armée Ismet Inönü [196] et le maréchal Fevzi Cakmak, les deux frères d'armes d'Atatürk et les grands commandants de la guerre d'Indépendance, ont mené les missions du CEMA des forces de l'armée turque jusqu'en 1944 où le rôle des CEMA deviendra flagrant jusqu'à nos jours.

§2- Le rôle politique flagrant de l'EMA à partir des années 40

Ce n'est qu'à partir de l'année 1944 que le statut indépendant de l'EMA a changé et qu'il a été rattaché au Premier ministre : suite au coup d'Etat du 27 mai 1960, il a été rattaché au ministère de la Défense. Ensuite, la loi de 1970 portant sur son organisation a été vivement critiquée par l'Union européenne dans ses rapports mais est restée en vigueur jusqu'à l'intervention du président Erdoğan suite à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016. Afin de mieux analyser ces périodes qui ne sont pas indépendantes des événements politiques de l'époque, nous allons dans un premier temps examiner la période de rattachement du CEMA au Premier ministre et par la suite au ministre de la Défense dans les années 1944 à 1960 (A) avant d'examiner le statut spécifique en 1970 accordé au CEMA avant la tentative de coup d'Etat de 2015 (B).

[195] Rapport du Premier Ministre Suleyman Demirel, *ibid*, p.2

[196] Le règne d'Ismet Inönü en tant que le CEMA s'étend du 3 mai 1920 au 10 novembre 1921 et celui de Fevzi Cakmak du 3 avril 1921 au 31 août 1922 et du 31 août 1922 au 12 janvier 1944. https://www.tsk.tr/Sayfalar?viewName=GenelkurmayBaskanlari, consulté le 5 juillet 2022

A- Le rattachement instable du CEMA selon les tendances politiques à partir des années 1940

A la suite de la mort d'Atatürk en 1938, Ismet Inönü devint le président de la République, connu pour ses choix plus libéraux et respectueux de l'ordre civil[197]. C'est pendant cette période, suite à la loi n° 4580 du 5 juin 1944, portant sur les missions et les pouvoir du CEMA que ce dernier est rattaché et est devenu responsable vis-à-vis du Premier ministre qui est lui-même responsable juridiquement envers la GANT. Le CEMA n'ayant plus le pouvoir de s'informer via les correspondances par l'intermédiaire du Premier ministre, sa procédure de nomination était dès lors faite à la demande du Premier ministre et approuvée par le gouvernement. Bien qu'elles n'aient pas duré longtemps, ces nouvelles procédures, pourraient être considérées comme un pas sérieux vers la civilianisation et l'accroissement du pouvoir politique civil sur les militaires[198].

Juste après la fin de la deuxième guerre mondiale en 1949, le statut du CEMA se transforme à nouveau, par la loi n°5398 du 30 mai 1949 qui prévoit son rattachement au ministre de la Défense. La nomination étant faite sur proposition du ministère de la Défense, suivi par la décision du conseil des ministres[199]. Le CEMA fonctionne comme une sous-chambre du ministère de la Défense avec le secrétariat conseiller du ministre. Le ministre, dans les domaines du personnel, du renseignement, des opérations, de l'éducation, de la mobilisation et du ravitaillement travaille en coordination avec le CEMA tandis que dans les domaines autres que celles citées, il les suit par son secrétariat. Cette tentative de soumission du CEMA n'a pas évité l'action de l'armée, qui a pris le pouvoir politique dans la matinée du 27 mai 1960, le premier coup d'Etat de la république de Turquie.

B- Le statut spécifique en 1970 accordé au CEMA

L'assemblée constituante qui a pris le pouvoir parlementaire suite au coup d'Etat, a statué sur l'organisation et la responsabilité du CEMA au niveau constitutionnel (1), sans abro-

[197] Il ne faut pas oublier que Ismet Inönü, est également l'homme politique qui a transformé la vie politique de la Turquie à une démocratie pluraliste, par son incitation à Celal Bayar et Adnan Menderes à fonder le Parti Démocrate en 1946.

[198] GUNES Faruk, Genelkurmay Başkanının Türk Silahlı Kuvvetlerinin Komutanı Olarak Hukukî Konumu . Liberal Düşünce Dergisi , n°83 p.131-152 2016, p.134
https://dergipark.org.tr/tr/pub/liberal/issue/48153/609203, consulté le 5 juillet 2022

[199] L'article 3 de la loi n° 5398 du 30 mai 1949

ger la loi n° 5398 [200]. D'après le principe de la hiérarchie des normes, les articles constitutionnels se superposent aux lois en vigueur, la Cour constitutionnelle, tout récemment fondée suite au coup d'Etat de 1960, a abrogé certains articles de la loi précédente. Le Gouvernement de Suleyman Demirel est intervenu en 1970[201], pour l'adoption et la promulgation d'une nouvelle loi, qui dominera l'histoire politique de la Turquie jusqu'à son abrogation (2).

1- L'organisation du CEMA au niveau constitutionnel

Le statut et l'organisation du CEMA, sont déterminés par l'article 110 de la Constitution de 1961, prévoyant une nomination du CEMA par le président de la République sur proposition du Conseil des ministres avec une responsabilité envers le Premier ministre. Le même article dans son alinéa 5, stipule que les missions et les pouvoirs du CEMA seront décrétés par la loi. Cette nouvelle exigence constitutionnelle concernant la nomination et la responsabilité hiérarchique du CEMA, posaient des problèmes vis à vis des principes de la loi n° 5398 qui étaient toujours en vigueur. Par le moyen du contrôle de constitutionnalité, les articles concernant les missions réparties entre le ministre de la Défense et le CEMA, et la nomination du CEMA[202] sont portés devant la Cour constitutionnelle turque, fondée pour la première fois, avec la Constitution de 1961[203]. Par sa décision du 14 avril 1966, la Cour constitutionnelle annula les 3 articles de la loi n° 5398, ce qui accéléra la procédure de l'adoption d'une nouvelle loi conforme à la Constitution de 1961.

2- Le renouveau du CEMA « responsable » envers le Premier Ministre mais indépendant quant à ses missions

La loi n° 1324 du 31 juillet 1970 portant sur les missions et les pouvoirs du CEMA, et la loi n° 1325 de la même date portant sur les missions et les pouvoirs du ministère de la Dé-

[200] Loi n° 5398 du 30 mai 1949 *précitée*

[201] Projet de loi signé par Suleyman Demirel, le Premier Ministre de l'époque, le 17 janvier 1970.

[202] L'article 1 er de la loi n°5398 prévoyant le fonctionnement et la place hiérarchique du CEMA sous le ministère de la Défense, l'article 2 prévoyant les missions du ministère de la défense, le personnel, le renseignement, les opérations, l'éducation, la mobilisation et le ravitaillement et l'article 3 sur la nomination du CEMA par la demande du ministre de la Défense et par la décision du conseil des ministres.

[203] La Cour Constitutionnelle Turque est une création de la Constitution de 1961 dans ses articles 145 à 152, et par la loi n° 44 du 22 avril 1962 portant sur la création et les procédures La Cour Constitutionnelle. qui, à sa création avait qu'une mission de contrôle de constitutionnalité des lois. https://www.anayasa.gov.tr/tr/mahkeme/tarihi/1/, consulté le 5 juillet 2022

fense marquent l'histoire et la vie politique de la Turquie depuis sa création. Ces deux lois précitées, combinées avec la loi n° 1612[204], sont considérées comme les trois piliers du pouvoir militaire dans le milieu juridique concernant le système et de l'organisation militaire.

La loi n° 1324 est une synthèse de la pratique de l'ère d'Atatürk, qui est restée en vigueur jusqu'en 1944, combinée avec une responsabilité symbolique du Premier ministre. Dès lors, le ministre de la Défense n'ayant qu'un rôle auxiliaire puisque le CEMA avait la mission de préparation de la guerre pendant la période de guerre et de la paix, sur le personnel, le renseignement, les opérations, l'organisation, l'éducation et en vue de déterminer les principes et les priorités et les grandes lignes de la Défense, sans l'intermédiaire du Premier ministre, rédiger les correspondances officielles nécessaires en collaborant avec le ministre de la Défense. A la différence des lois qu'on a examinées, il est clair qu'un partage des missions n'est pas prévu entre le ministre de la Défense et le CEMA. Par contre l'exposé des motifs du rapport de Demirel, précise que la gestion générale du service des armées qui est le versant politique, juridique, social et budgétaire serait à gérer par le ministère de la Défense, qui doit suivre les projets et les programmes déterminés par le CEMA.

Avec l'accroissement des missions et des pouvoirs du CEMA, la Turquie a essuyé des critiques pour la première fois lors des négociations pour l'intégration de la Turquie à l'Union européenne. Parmi les tentatives de civilianisation de la politique turque, le statut du CEMA n'a trouvé sa place que lors des révisions en urgence toute de suite après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016.

Section 2- La restructuration pour la refonte du CEMA

L'état d'urgence décrété le 21 juillet 2016 par décision du conseil des ministres, permet à ce dernier de prendre des décrets ayant force de loi. Une procédure exceptionnelle, réglementée dans les articles 119 à 122 de la Constitution, dans le cadre de l'article 120 de la Constitution, en cas d'apparition d'indices sérieux d'extension d'actions violentes visant à renverser l'ordre démocratique libre instauré par la Constitution[205].

[204] Loi n° 1612 du 17 juillet 1972 portant sur la création et les missions du Conseil supérieur militaire, *Yüksek Askeri Şura (YAŞ)* est traité à la 2ème partie de notre travail

[205] MONCEAU Nicolas, KABOĞLU Ibrahim, AYDIN Abdullah « Turquie : quelles conséquences après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 ? », *in*, Constitutions. Revue de droit constitutionnel appliqué, 4, octobre-décembre 2016, p. 575-585.

La restructuration du CEMA a été organisée par les moyens des décrets-lois dans le cadre de l'état d'urgence. En effet, le conseil des ministres, présidé par le président Erdoğan et son Premier ministre Binali Yildirim, ont plusieurs fois changé le statut du CEMA durant de courtes durées sur le statut juridique du CEMA et sa hiérarchie avec une restructuration (§1) et par la suite de nombreux lois ont assuré un transfert des compétences du CEMA au ministère de la Défense (§2).

§1- La restructuration du statut du CEMA

La restructuration du statut du CEMA consiste en un changement de la place hiérarchique du CEMA (A) et sa refonte symbolique (B) vis-à-vis des institutions civiles.

A- La place hiérarchique du CEMA

La place hiérarchique du CEMA consiste à assumer un rôle de dirigeant dans l'armée (1) et sa nomination via des nouvelles normes (2).

1- Le rôle d'influence du CEMA en déclin au sein des forces de l'armée turque

Les hésitations et les incertitudes du gouvernement liés au nouveau statut du CEMA se concrétisent via les deux décrets lois, les décret-loi n° 669 et n°671[206]publiés avec un intervalle de 20 jours : le CEMA, déterminé comme le commandant des forces des armées turques en temps de guerre et de la paix dans l'organisation précédente, la référence faite « en temps de guerre et de paix » a été supprimée par le décret-loi n°669 avant la réapparition de la référence « en temps de guerre » dans le décret-loi n°671. Enfin par la publication du décret-loi n° 703, la loi n°1324 portant sur les missions du CEMA a été abrogée partiellement pour être remplacée par le décret présidentiel n°1[207].

De plus, le décret-loi n°669, prévoit une subordination et un rattachement des chefs des états-majors des trois armées au ministère de la Défense sous son commandement, et en même temps sous le commandement du Premier ministre et du président de la République dans le but de rompre le lien des états-majors avec le CEMA. Ce changement a bouleversé la chaîne de commandement, qui sera davantage bouleversée suite au changement de régime

[206] Le décret-loi n°669 du 25 juillet 2016 et le décret-loi n°671 du 15 août 2016

[207] Le décret présidentiel n°1 dans ses articles 336 à 351 réorganise les missions du ministère de la Défense.

parlementaire en régime présidentiel avec la suppression du statut du premier Ministre dont toutes les missions sont rattachées au président de la République, donc à M. Erdoğan.

2- Une nomination via de nouvelles normes

Les nominations des CEMA se font dès lors par les décrets présidentiels décrétés par le président Erdoğan. Il ne s'agit pas des lois promulguées suivant les procédures au sein de la GANT, mais d'une procédure spécifique propre au régime présidentiel de la Turquie. Le principe de nomination du CEMA a été rénové dans un premier temps par le décret-loi-n°669[208] avec la suppression de la condition d'effectuer le service pour les CEMA avant leur nomination des états-majors de l'armée de terre, de la marine ou de l'air. Cette condition a été reprise dans l'article 3 du décret présidentiel précité.

B- La refonte du statut symbolique du CEMA

Le statut du CEMA a diminué dans la pratique par les lois, il faut également parler de la refonte de son statut symbolique. Pour ce faire, c'est par le décret-loi du lendemain de la tentative de coup d'Etat, que le gouvernement AKP a transféré les garnisons militaires en dehors des villes dans le but de protéger le siège des pouvoirs civils. Dans les décrets publiés à partir du mois de septembre 2016, les garnisons militaires se trouvant à Istanbul et à Ankara ont été transférées en dehors des villes. De plus, par la décision de cette réorganisation, la localisation du ministère de la Défense a été déplacée dans le quartier des ministères à Ankara, afin de signifier que le pouvoir politique n'est plus sous le contrôle de l'armée. Enfin, lors des cérémonies afin de commémorer la fête de victoire, le 30 août, le CEMA s'est placé derrière le Diyanet[209].

§2-Le transfert des compétences du CEMA au ministère de la Défense

Ce n'est pas du jour au lendemain que les pouvoirs et les missions du CEMA furent transférés au ministère de la Défense. Malgré de multiples changements visant la civilianisation de la politique en Turquie, la réorganisation du CEMA se fit au fur et à mesure suite au rattachement des états-majors des trois armées au ministère de la Défense.

[208] L'article 27 du décret-loi précité

[209]GAZETEM, Protokol siralamasi degisti, https://www.e-gazetem.com/protokol-siralamasi-degisti/14772/, consulté le 8 août 2022

Il s'agit d'une liste non exhaustive par la publication de la loi n°7281 du 8 février 2021, prévoyant des changements dans de multiples lois concernant le droit de la fonction publique militaire. Dès lors, il n'appartient plus au domaine du CEMA, le calcul de service des militaires et le suivi des taux des colonels[210] au sein des forces de l'armée turque, le taux des juristes officiers à recruter[211], la détermination des cadres des sous-officiers[212], la permission des mariages des militaires avec un(e) personne de nationalité étrangère[213], l'organisation des congés des officiers et des sous-officiers[214], les décisions de décoration et les mérites[215] suivant le changement de la loi n°926 portant sur le personnel des forces de l'armée turque.

Toujours par la même loi, il s'agit également des changements sur la loi n°211 portant sur le service interne des forces de l'armée : la détermination et l'autorisation du personnel militaires à des associations[216], la détermination de remplacement des garnisons militaires[217], les centres d'éducation et de la pratique militaire[218], les centres de réhabilitation militaire[219], les moyens de transport[220], la décision de l'utilisation des moyens militaires par les civils[221].

Par ces changements, le rôle pesant du CEMA a changé au profit de la partie civile mais vu les domaines précités dont la décision des compétences ont été transférées, on se demande ce qui reste pour la compétence du CEMA et du EMA et pourquoi on garde l'institution puisqu'elle est dénuée de compétence même en matière militaire.

[210] L'article 41/II de la loi n°926
[211] L'article 46 , de la loi *précitée*
[212] L'article 89 de la loi *précitée*
[213] L'article 112 de la loi *précitée*
[214] L'article 126 de la loi *précité*
[215] Les articles 196 et 200 de la loi *préciteé*
[216] L'article 43 de la loi *précité*
[217] L'article 46 et l'article 50 de la loi n°211
[218] L'article 99 de la loi n°211
[219] L'article 102 de la loi *précitée*
[220] L'article 108 de la loi *précitée*
[221] L'article 116 de la loi *précitée*

Chapitre 2- La civilianisation du système d'éducation militaire

La plupart des militaires de carrière[222] sont recrutés suite à leur formation au sein des écoles militaires de Turquie. Leur réorganisation après la tentative de coup d'Etat, en gage de civilianisation, a tendance à bouleverser le système militaire. Notre travail n'est certes pas d'évaluer la qualité et les effets concrets de ce changement sur les forces de l'armée turque puisque comme le précise[223] le professeur Kaboğlu, la réorganisation des écoles militaires figure « parmi les mesures susceptibles d'exercer leurs effets à long terme, la fermeture des écoles militaires est une des mesures tellement radicales qu'elle exercera ses effets au-delà du calendrier de l'état d'urgence ».

C'est par le décret-loi n° 669 du 25 juillet 2016[224], (*ci-après décret-loi n°669*) soit 10 jours après la tentative de coup d'Etat, que le gouvernement a tracé les grandes lignes de la réorganisation : fermeture des écoles militaires actuelles et création d'une nouvelle université administrée par les civils et rattachée au ministre de la Défense.

Bien que ce changement ne soit pas une nécessité d'origine dictée par l'Union européenne, le gouvernement d'AKP a réorganisé le système d'éducation militaire dans le but de le civilianiser (Section 1) par des décrets-lois dont le statut reste discutable au niveau de leur portée démocratique (Section 2).

Section 1- Une réorganisation de fond en comble du système d'éducation militaire

La civilianisation du système d'éducation militaire a été initialement réorganisée par le décret-loi n°669. Le remodèlement du système prévoyait d'une part un renouveau dans

[222] La spécificité des militaires contractuels est examinée dans la partie II, Titre 2, Chapitre 1er , Diversification des moyens de recrutement.

[223] MONCEAU,KABOĞLU,AYDIN , *op.cit,*

[224] Décret-loi n°669 du 25 juillet 2016 publié au journal officiel le 31 juillet 2016

l'organisation des institutions (§1), d'autre part une civilianisation dans l'administration du système d'éducation militaire (§2).

§1- Le renouveau dans l'organisation des institutions de l'éducation militaire

Le renouveau du système d'éducation militaire s'est fait avec la fermeture immédiate de toutes les institutions d'éducation avant la réouverture de certaines d'entre elles sous un même toit. Bien qu'il puisse paraitre anodin, l'article 104 du décret n°669, prévoit la fermeture « des Académies de Guerre[225], des lycées militaires et (…) » (A) et les articles 5 et suivants prévoient la création d'une université spécifique militaire, *Milli Savunma Universitesi*, l'Université de Défense Nationale (B).

A- La fermeture définitive des académies de Guerre et les lycées militaires

La fermeture définitive des académies de Guerre et des lycées militaires en Turquie a ébranlé le système d'éducation des militaires. Les académies de Guerre devaient leur importance au fait qu'elles fournissaient des officiers parés pour des études spécifiques de guerre, équivalentes du Brevet d'études militaires supérieures, BEMS[226], *kurmaylık*, (1) tandis que les lycées militaires devaient leur importance à l'éducation militaire dès leur plus jeune âge (2).

[225] L'article 104 de l'article 104/II, abroge la loi n°3563 du 24 mai 1989 sur les académies de Guerre

[226] *Kurmaylık,* par son équivalence en France ressemble au BEMS, *Brevet d'études militaires supérieures* existant en France. Afin de faciliter la lecture et la compréhension, on choisit utiliser l'équivalence en France tout en précisant qu'il ne s'agit pas du même diplôme dans les deux pays.

1-Spécificité de Kurmay (BEMS), banalisé pour les militaires de carrières par la fermeture des académies de Guerre

La création de l'institution, *Erkan-i Harbiye*[227], s'est faite sous l'influence de Claude Alexandre, comte de Bonneval, officier français refugié au sein de l'armée ottomane[228] dans le but d'un renouvellement de l'armée lors du 18ème siècle. *Kurmay*[229], par définition est la qualification d'un officier ayant terminé ses hautes études au sein d'une académie de guerre. En effet les académies de guerres sont les institutions destinées aux militaires qui étaient désireux d'avancer et d'approfondir leurs études sur la guerre. Il serait important de noter que le nombre des officiers expulsés des armées par des décrets-lois suite à la tentative de coup d'Etat était très élevé : 59% des officiers expulsés étaient dotés d'un BEMS, soit 1119 sur 1894 officiers dotés de BEMS. En effectif, 55% des officiers de l'armée de terre (617/921), 26% des officiers de l'armée de l'air, (295 sur 545) et 19% des officiers de l'armée de mer (207 sur 428) ont été expulsés de l'armée ce qui a causé un déficit d'officiers dans les rangs du commandement[230].

Afin de remplir ce vide, le Conseil des Ministres par le décret-loi du 14 novembre 2016[231] a modifié le système : suite à la fermeture des académies de Guerre, il s'agit de la création des instituts qui prennent en charge la délivrance des BEMS, suite à un enseignement d'une année pour les officiers ayant des grades de 6 à 23 ans au sein des forces de l'armée turque. Cette fourchette d'âge était auparavant, pour des officiers à partir du grade de lieutenant (ayant accompli 3 années de service) jusqu'au grade de capitaine (ayant accompli ses 3 années dans ce grade). Concernant la réussite de ces enseignements, il nous est impossible de

[227] L'ancien appellation des académies de guerre sous la règne de l'Empire Ottoman, l'appellation de ces académies sous de divers nom, "*Mekteb-i Fünun-u Harbiye-i Şahane Erkân-ı Harbiye Sınıfları*", de 1899 à 1909, "*Erkân-ı Harp Namzet Sınıfları",* de 1909 à 1923 , "*Erkân-ı Harbiye Mektebi*", de 1923 à 1924, "*Mekteb-i Âli-i Askerî*", de 1923 à 1927 "*Erkân-ı Harbiye Mektebi*", de 1927 à 2016 "*Harp Akademisi*".

[228] Sur l'influence de Compte Boneval, rebaptisé Humbaraci Ahmet Pacha, https://ataturkansiklopedisi.gov.tr/bilgi/erkan-i-harbiye-mektebi/?pdf=3678 , consulté le 5 septembre 2022

[229] *Déf* sur TDK, https://sozluk.gov.tr/ , consulté le 5 septembre 2022

[230] Chiffres publiés sur NTV, TSK'da kurmaylık sistemi değişti, https://www.ntv.com.tr/turkiye/tskda-kurmaylik-sistemi-degisti,TOYbeYPKiU6WabkhNdDCEw ,consulté le 5 août 2022

[231] Décret-loi du 14 novembre 2016, 2016/9522

déterminer les conséquences concrètes, mais l'élargissement de cette fourchette devrait être limité dans la durée, ce qui empêcherait sa banalisation.

2-La disparition de l'éducation militaire précoce avec la fermeture des lycées militaires

Dans l'ancien système d'éducation militaire turc avant la tentative de coup d'Etat on comptait quatre lycées militaires : trois pour l'armée de terre[232], un pour la marine [233]. L'armée de l'air n'avait aucun lycée militaire. Cependant il existait des concours spéciaux pour l'armée de l'air puisque la source de recrutement provenait exclusivement des lycées civils.

Le diplôme d'un lycée militaire n'était pas une condition *sine qua non* pour être un militaire de carrière. Pourtant leur importance selon nous est indiscutable, puisque l'état militaire demande une exigence stricte de « la pensée militaire », une notion qu'on doit apprendre dès le plus jeune âge

L'éducation d'un cadet au sein des lycées militaires est souvent marquée par un programme basé sur la discipline militaire. L'importance des lycées militaires vient du fait que dès leur plus jeune âge, ils peuvent s'adapter plus facilement à la discipline, à la pensée et au mode de vie militaire.

La pratique avantageuse des lycées militaires est décrite par Prof Celal Şengör [234], historien turc, comme indispensable : il précise que le métier militaire, est bien différent des métiers civils. Le principe du métier militaire c'est l'honneur et la mort pour et au nom de la patrie si besoin. Pour lui, ces notions de l'honneur et la mort pour la patrie sont à apprendre dès le plus jeune âge, avec certains rituels comme les cérémonies spéciales qui préparent le jeune cadet psychologiquement à cette pensée militaire qui est difficile à cerner pour un civil.

---

[232] Kuleli Askeri Lisesi à Istanbul, Işıklar Askeri Lisesi à Bursa et Maltepe Askeri Lisesi à Izmir

[233] Deniz Lisesi à Istanbul sur les iles de princes-Heybeliada

[234] SENGOR Celal, historien turc, entretien sur la chaine Haberturk , le 26 novembre 2017, à propos de la fermeture des lycées militaires en Turquie. https://www.haberturk.com/prof-celal-sengor-den-onemli-aciklamalar-1729416,consulté le 5 aout 2022

Le gouvernement prévoit la suppression des lycées militaires qu'il explique en raison des risques de forte influence qui s'intensifie dès le plus jeune âge des cadets. La suppression est un choix radical qui garantit l'absence de risque quant à la survie de la Nation[235].

De plus, il s'agit de conférer au cadet un caractère unique et précieux, par une éducation spéciale, distincte du reste de la population civile et lui inculquer les principes militaires en l'intégrant le plus tôt possible dans le milieu militaire[236]. Par conséquent le cadet comprend s'il est apte pour le métier, s'habitue ou pas à ses exigences et d'autre part les autorités, les enseignants, le haut commandement ont aussi l'occasion d'examiner le cadet pour déterminer s'il est apte à assumer les exigences de ce métier.

En effet la Turquie avait déjà connu le désavantage qu'a fait naitre la suppression de l'éducation des forces de l'ordre par l'expérience de la fermeture des lycées de police en 2015[237] et l'éducation spécifique qui a été retirée au niveau universitaire. Depuis cette date, l'opinion publique ne s'étonne pas de voir les nouvelles des suicides des policiers. En début de 2022, le député M. Turkan, a présenté une procédure de questions[238] au ministre de l'Intérieur en l'interrogant sur les raisons des suicides de policiers, question qui est restée sans réponse [239]. Le 6 octobre2022, cette fois le député M. Kabukcuoglu a présenté une résolution dans le but de créer une commission d'enquête portant sur les suicides des policiers, proposition qui a été rejetée par les groupes de députés appartenant à l'AKP et du MHP. De plus les chiffres sur les suicides nous restent inconnus[240]. Pour nous, une des raisons les plus plausibles reste la non-adaptation des policiers suite à leur intégration au système assez tardivement au niveau universitaire.

---

[235] Terme utilisé par SEREN Merve, dans son article sur la discussion des fermetures des lycées militaires, http://www.aljazeera.com.tr/gorus/askeri-liseler-tartismasi,consulté le 5 août 2022

[236] SAHIN Hakan, Democracy Course into the Curricula Proposals, The Authenticity of Political Socialization in Military Schools in Turkey, Education Science Society Journal, volume 14 n°53, 2016, p.46-67

[237] La suppression des écoles de niveau lycée est effectuée par la loi n° 6638 du 4 avril 2015, par son article 47

[238] Motion n° 7/57834 du 31 janvier 2022 portant sur les raisons de suicides de policiers

[239] La réponse officielle du Ministre non accessible sur le site officiel de la GANT, mais publiée sur https://ajans09.net/iyi-partili-lutfu-turkkan-in-sorusuna-bakin-ne-cevap-geldi/1568/, consulté le 5 août 2022

[240] Le président du syndic Emniyet-Sen syndicat de police liquidé) précise qu'à leur savoir 47 policiers depuis le début de l'année 2021 HALK TV, Polis intiharlarındaki artış Meclis gündeminde https://halktv.com.tr/gundem/halktv-com-tr-gundeme-getirmisti-polis-intiharlarindaki-artis-meclis-gundeminde-464315h, consulté le 5 aout 2022

Contrairement à nos conclusions qui restent sans appréciation sur l'attribution des brevets BEMS, l'exemple actuel de l'ancien chef des états-majors des armées, le ministre de la Défense, Hulusi AKAR[241] en Turquie, nous éclaire sur la nécessité de l'éducation militaire dès le plus jeune âge : lors des débats parlementaires sur le coup d'Etat M.Akar, conteste à un parlementaire civil qui critique son enlèvement : « *Et que feriez-vous à ma place avec une arme sur la tête* ?[242] ».

B-La création de l'Université de Défense Nationale

L'Université de Défense Nationale, une création du décret-loi n°669[243], est un ensemble qu'on peut appeler « le chapeau [244]», de divers instituts d'éducation militaire au niveau universitaire et plus[245]. Ce n'est que 4 mois après la publication du décret-loi n°669 que l'administration des unités, l'organisation de l'Université de Défense Nationale est déterminée par la décision du Conseil des Ministres[246] et la phase d'organisation s'acheva par le décret-loi n° 694 du 25 août 2017, soit 13 mois après la tentative de coup d'Etat. L'inauguration officielle fut à l'aide de transfert des étudiants des autres universités civiles des classes intermédiaires. Le nouveau système prévoit comme l'ancien, des formations au niveau universitaire et hautes études jusqu'au niveau du doctorat pour les officiers, des écoles polytechniques

[241] Hulusi Akar est le chef d'état-major des forces de l'armée turque du 18 août 2015 au 9 juillet 2018, occupait la mission du Ministre de la Défense en Turquie du 10 juillet 2018 à 5 juin 2023. Il est comme son prédécesseur Necdet Ozel, des rares chefs d'état major n'étant pas diplômé de lycée militaire mais son intégration au sein de l'armée se fait au niveau universitaire, les Ecoles de Guerre. Il a été enlevé par les militaires putschistes lors du coup d'Etat du 15 juillet 2016 et n'a été libéré que quatre jours après.

[242] Débat entre Ozgur Ozel, et Hulusi Akar lors des discussions du budget le 18 décembre 2018 Gercek Gundem Özgür Özel'den Bahçeli'ye jet yanıt, Hulusi Akar'a da mesaj www.gercekgunem.com/siyaset/59104

[243] L'article 5 du décret-loi n°669

[244] Le site internet de la présentation de ladite université, précise qu'elle est reconstituée des unités d'enseignements. Nous pensons qu'il faudrait utiliser le terme « le toit des institutions d'enseignement », une traduction directe de la langue turque, « Catı Üniversite » mais nous adaptons l'utilisation d'expression dans la langue française : « le chapeau ».

[245] Dans le même décret on remarque une nouvelle création de l'Académie de Gendarmerie et de Garde Côtière qui est rattaché dès lors au ministère de l'Intérieur suite à l'abolition du commandement des écoles de la gendarmerie, L'Académie de gendarmerie et de garde côtière est établie par le décret-loi n°669 édité du journal officiel 31 juillet 2016 en ajoutant l'article 13/A à la loi essentielle 2803 relative aux missions et aux compétences de gendarmerie. Dans ce cadre, les élèves officiers seront formés désormais au sein du centre de formation des officiers (CFO) et la Faculté http://fr.jsga.edu.tr/historique, consulté le 5 août 2022

[246] Décision n° 2016/9522 du Conseil des Ministres du 14 novembre 20196

pour les sous-officiers et des écoles d'application rattachées au rectorat de l'Université au lieu des états-majors de l'ancien système.

§2- La Civilianisation de l'administration des institutions d'éducation militaire

C'est depuis la promulgation du décret-loi n°669 que le gouvernement d'AKP avait prévu une civilianisation du système militaire en augmentant le rôle du ministère de la Défense sur ce dernier (A) et son rattachement au profit de la primauté des civils dans l'administration (B).

A- L'accroissement du rôle du ministère de la Défense sur le système d'éducation militaire

L'accroissement du rôle du ministère de la Défense sous-entend naturellement la diminution des rôles du CEMA et des Etats-Majors sur le système d'éducation militaire. Il s'agit d'un transfert de compétence du pouvoir militaire aux civils dans divers domaines.

Il serait opportun de préciser que parmi ces changements qui sont purement politiques : le décret-loi par son article 53 change l'appellation des écoles de Guerre, qui portaient le nom complet officiellement « des écoles de Guerre des Forces de l'Armée Turque[247] », *Türk Silahlı Kuvvetleri Harp Okulları ,* en supprimant l'élément « des forces de l'armée turque » et dès lors leur utilisation officielle c'est « les Ecoles de Guerre ». En effet le but de ce changement d'appellation est purement politique : il vise à rompre leur lien symboliquement avec l'armée turque sans le dire. Bien sûr l'appellation « écoles de Guerre » en soit faite toujours allusion à des écoles de guerre pour les forces des armées turques, sans citer officiellement leur appartenance.

Le ministère de la Défense est désormais compétent en matière de décision de création des instituts pour les hautes études dans les écoles de Guerre, leur organisation qui appartenait au CEMA sur la proposition des états-majors concernés[248] comme la détermination des cadres des enseignants et de l'administration[249] et leur contrôle[250].

---

[247] Les articles 1er et 2ème portant sur le but et le contenu de la loi n°4566 du 11 mai 2000 sur les Ecoles de Guerres

[248] Art.78 du décret n°669

[249] Art.55 *idem*

[250] Art.74 *idem*

B- La primauté des civils dans le système d'éducation militaire

La deuxième phase de la civilianisation du système d'éducation militaire consiste à augmenter le rôle des civils face au personnel militaire. Les institutions du système des écoles militaires comportent du personnel civil et du personnel militaire. C'est par le décret-loi n° 694 du 15 août 2017, après 1 an et 1 mois suite à la tentative de coup d'Etat, que le statut du personnel civil en nombre est favorisé par rapport au personnel militaire, changement décrété par le gouvernement suite à la réunion du Conseil des ministres : il s'agit d'une réorganisation de la hiérarchie entre le recteur, le doyen et le commandant de l'Ecole de Guerre de terre, de la marine ou de l'air.

Le nouveau système prévoit une séparation stricte de la liaison hiérarchique entre le doyen et les commandants des écoles de Guerre par l'article 95 du décret-loi n°694 tout en précisant que leur grade était au même niveau équivalent, que le doyen est attaché au recteur dont la nomination relève du seul président de la République[251]. De plus, sur le statut du rectorat et des doyens la référence à la loi n°926 portant sur le personnel militaire a été supprimé. Il n'est dès lors plus obligatoire que le rectorat et le doyen des Ecoles de Guerres soient choisis parmi les militaires. Actuellement, la direction des écoles de Guerre n'est pas assurée par des militaires contrairement aux commandants des écoles dont le statut militaire a été maintenu par l'article 94 du décret-loi n°694.

Section 2- La civilianisation du système d'éducation militaire exigée par les décrets-lois

Les multiples changements sur le système militaire et leur civilianisation du système d'éducation militaire sont le fruit de divers décrets-lois prises dans le cadre de l'état d'urgence. Bien que la tentative de coup d'Etat des militaires ait été écartée, il n'est pas anodin de dire que les changements suivant la tentative ont ébranlé surtout le système constitutionnel qui a également causé le changement de régime politique de gouvernement, un passage d'un régime parlementaire à un régime présidentiel où les relations entre civils et mili-

[251] La règlementation de la nomination du recteur, dans la version du décret-loi n°669 art.5§3, appartenait au président de la République parmi les 3 candidats proposés par le ministre de la Défense et approuvé par le Premier Ministre. Le décret-loi n°703 du 2 juillet 2018 dans son article confie cette mission seule au président de la République.

taires ont tendance à civilianiser par monopolisant[252] la force politique du président de la République.

Ce n'est pas un hasard si le système d'éducation militaire a été entièrement rénové par les décrets-lois pris dans le cadre de l'état d'urgence. Ces décrets-lois pris dans le cadre de l'état d'urgence, selon le Prof KABOĞLU ne peuvent être classés dans une catégorie juridique et ne peuvent être qualifiés que d'anomalie juridique[253]. A ce stade, il sera opportun d'examiner cette civilianisation du système d'éducation militaire dans le cadre de l'état d'urgence (§1) avant d'examiner des cadets expulsés dans le cadre de l'état d'urgence (§2).

§1- La civilianisation dans le cadre d'état d'urgence

Il est clair que les mouvements liés à la civilianisation du système politico-militaire n'ont pas débuté après la tentative de coup d'Etat. Il est moins probable que cette idée de réorganisation d'envergure totale soit prise du jour immédiatement après le coup d'Etat dont le premier décret n°669 qui commet des nouveautés au sein de l'organisation d'éducation est daté du 25 juillet 2016, soit 40 jours après la tentative de coup d'Etat.

Bien que l'ordre juridique et la règlementation constitutionnelle de l'époque permettent une possibilité de décréter en cas d'état d'urgence, la question reste de savoir si la révision débutée par les décrets lois est compatible avec le but réalisé (A), et comment la Cour Constitutionnelle a examiné le revirement de jurisprudence sur les contrôles de décrets-lois (B).

A- Un système révisé par les décrets-lois d'état d'urgence

L'article 120 de la Constitution turque permet au Conseil des ministres, sous la présidence du président de la République de proclamer l'état d'urgence et selon l'article 121 de la Constitution, il est possible pour le Conseil des ministres réuni sous la présidence du président de la République d'édicter des décrets-lois dans les matières rendues nécessaires par l'état d'urgence. Ces décrets-lois, élaborés et édictés par les soins de l'exécutif, sont soumis à

[252] GURCAN Metin, Never Again ! But How ? State and the military in Turkey after July 15, Istanbul Policy Center at Sabanci University, sur https://ipc.sabanciuniv.edu/Content/Images/Document/never-again-but-how-state-and-the-military-in-turkey-after-july-15-fbdf9a/never-again-but-how-state-and-the-military-in-turkey-after-july-15-fbdf9a.pdf, consulté le 17 avril 2019

[253]KABOĞLU Ibrahim, Suppression du régime parlementaire sous l'état d'urgence : Remarques sur la modification constitutionnelle « approuvée » par le referendum du 16 avril 2017, La Revue des droits de l'homme, Actualités Droits-Libertés, sur https://journals.openedition.org/revdh/3168, consulté le 17 avril 2019

l'approbation du législateur[254]. Il est ainsi parmi des compétences extraordinaires du Conseil des Ministres, afin de prendre des mesures requises par la situation dans l'objectif de la proclamation de l'état d'urgence conforme et face « aux actions violentes visant à renverser l'ordre démocratique instauré par la Constitution [255] ». Par conséquent, il ne nous paraît pas légal qu'une réorganisation d'un système entier soit effectuée par moyen des décrets lois. Ce qui conviendrait plus, c'est la suspension des activités des institutions dont on voulait réviser sa réorganisation par les lois sans passer par le moyen d'édicter des décrets.

Ensuite, suite à l'article 121 de la Constitution, les décrets lois élaborées et édictés par les soins de l'exécutif sont soumis immédiatement à l'approbation du législateur : il est indéniable que certains changements effectués par les décrets-lois leur donnent force de loi, ce qui implique qu'ils soient présentés devant la GANT afin qu'ils aient la forme d'une loi. Le décret-loi n° 669 du 31 juillet 2016, qui organise les principes de base est transformé en loi le 9 novembre 2016 par la loi n°6756, soit 2 mois après sa publication sans vraiment permettre aux députés de revoir les bases du système.

Sauf que lors de la rectification du décret-loi n° 669 par la loi 6756 portant sur l'approbation des règlements des décrets-lois de l'état d'urgence, cette modification fut acceptée par le vote de 206 députés sur 550[256], un pourcentage moindre que le total des députés de la GANT. Ce résultat prouve le refus de ce renouveau par les députés.

[254] Traduction des articles de la Constitution, reprise de Prof. Kaboğlu *in*, MONCEAU *op.cit*.

[255] Traduction des articles de la Constitution, *idem*

[256] Le registre de la session du 9 novembre 2016, https://www5.tbmm.gov.tr/tutanak/donem26/yil2/ham/b22745oylama.htm , consulté le 17 avril 2019

B- Le revirement de jurisprudence politique de la Cour Constitutionnelle

La question du contrôle de constitutionnalité des décrets-lois pris pendant l'état d'urgence ne se pose pas en vertu de la disposition de la Constitution[257]. Par contre dans certaines de ces décisions, la Cour Constitutionnelle avait précisé certaines conditions sur la personne, la période, le sujet et le territoire concerné par le décret-loi et avait émis un contrôle restreint sur les décrets lois décrétés en temps d'état d'urgence.

C'est par l'arrêt de 1991[258], que la Cour précise qu'elle n'était pas liée par la qualification juridique du pouvoir auteur du règlement présenté devant elle. Par conséquent dans le cas concrète, la qualification du décret-loi d'état d'urgence, ne le reliant pas juridiquement la Cour constitutionnelle fait un contrôle des conditions afin de requalifier le règlement dont le contrôle de constitutionnalité est demandé. Dans cette affaire qui est devenue par la suite une jurisprudence constante sur les décrets lois de l'état d'urgence. La Cour Constitutionnelle exerce un contrôle sur les 4 éléments concernant la détermination du caractère du règlement en question : un critère de l'auteur de décret : il s'agit d'un examen procédural concernant la réunion du Conseil des Ministres, présidé par le président de la République. Le deuxième critère serait l'examen du critère de territoire, et de savoir si le règlement décrété concerne les territoires où l'état d'urgence est proclamé. En troisième lieu, la Cour examine également la condition de nécessité par l'état d'urgence : il s'agit de déterminer si les règlements prévus par le décret sont compatibles ou justifiables par les conditions d'état d'urgence et en dernier lieu le critère de durée où la Cour examine la période où le décret va être en vigueur. Si le règlement en question ne répond pas aux critères de la jurisprudence, la Cour Constitutionnelle, change la nature du règlement.

La Cour Constitutionnelle a abandonné sa jurisprudence constante, la Cour cette fois, a refusé d'exercer le contrôle sur les décrets lois n° 668 et 669[259], en reniant sa jurisprudence du

[257] L'article 148 de la Constitution, dans sa version en vigueur à l'époque des évènements, prévoyait qu'il était impossible de procéder à la demande d'annulation des décrets-lois des cas d'urgence devant la Cour Constitutionnel.

[258] Décision de la Cour Constitutionnelle du 10 janvier 1991, n°1991/25 E., 1991/1 K

[259] Les décisions de la Cour Constitutionnelle rejetant la demande de contrôle de constitutionnalité de divers décrets lois, arrêts du 12 octobre 2016, n°2016/166 E., 2016/159 K et n°2016/167 E., 2016/160 K et les arrêts du 2 novembre 2016, n°2016/171 E., 2016/164 K, n°2016/172 E., 2016/165 K

10 janvier 1991[260], et du 2003[261] et a refusé d'exercer le contrôle sur tous les décrets lois publiés de l'état d'urgence, affirmant que qu'elle n'était pas reliée par la qualification juridique de règlement en cause mais l'adoption des critères stricts pour sa détermination, la Cour serait en mesure de dépasser sa compétence suite à l'article 148 de la Constitution précitée.

§2- Le cas spécifique des cadets expulsés par des décrets-lois du milieu militaire

Suite à la publication des décrets lois, sans même attendre leur approbation par la GANT, les cadets militaires, les élèves qui sont dans les premières années d'études dans l'enceinte militaires, ont été réintégrés dans d'autres universités civiles, suite à leurs résultats au concours de l'année de leur intégration, et pour ceux qui étaient en dernière année en cours de promotion, ils ont été expulsés des écoles militaires. Ces deux catégories de cadets se sont retrouvées également privés de réintégration dans le système militaire au sein de nouveaux établissements.

Les 134 députés appartenant au parti d'opposition CHP, ont demandé l'annulation des multiples articles adoptés parmi lesquels se trouve l'article 104 concernant la fermeture des écoles militaires et de l'article 105 portant sur l'expulsion des cadets militaires dans les établissements civils de la loi n° 6756 devant la Cour constitutionnelle.

Dans sa demande, le parti CHP, a demandé d'une part la fermeture des lycées militaires, qui étaient l'essentiel du système d'éducation des forces de l'armée turque, les écoles de préparation des sous-officiers et des académies de guerre, sans prendre en considération les droits acquis des cadets, et leur transfert dans les écoles civiles seraient contre le principe d'égalité de traitement établi par la Constitution.

Par sa décision du 25 juillet 2019[262], la Cour constitutionnelle statue que la tentative de coup d'Etat est bien la preuve que les cadres militaires étaient mus par les pensées idéologiques des terroristes qui ont tenté le coup d'Etat, et afin de mener un combat efficace contre

[260] Décision de la Cour Constitutionnelle du 10 janvier 1991, *précitée*

[261] Décision de la Cour Constitutionnelle du 22 mai 2003, n°2003/28 E., 2003/42 K.

[262] Décision de la Cour Constitutionnelle du 25 juillet 2019 n° 2017/18 E., 2019/66 K.

cette pensée, il fallait réviser et réorganiser le système d'éducation militaire. Concernant le principe d'égalité au droit d'éducation, la Cour prévoit le non-lieu de la violation du principe d'égalité puisque afin de protéger la sécurité nationale, et la protection de l'ordre constitutionnel, ce n'était pas une mesure disproportionnée.

Par conséquent, on remarque par ces affaires que la Cour Constitutionnelle outrepasse les raisons juridiques et ses jurisprudences constantes afin de se prononcer politiquement au-delà du cadre de la loi.

Chapitre 3 - La suppression de la juridiction spécifique des militaires

L'augmentation du contrôle du pouvoir civil se fait également sentir dans le domaine de la justice militaire suite à des réformes. Ces réformes ne datent pas de la prise de pouvoir de l'AKP ; il s'agit de réformes initiées suite aux critiques faites aux juridictions militaires depuis leur constitutionnalisation, lors de l'adoption de la Constitution de 1961, qui a été promulguée suite au coup d'Etat du 27 mai 1960, consolidée suite au coup d'Etat du 12 septembre 1980 et de la Constitution de 1982 adoptée par la suite. La juridiction militaire était une spécificité dans le système judiciaire de la Turquie (Section 1).

Certaines des réformes entreprises en cours des années avaient déjà commencé à affecter le pouvoir militaire dans le domaine de la justice, d'une part dans le but de l'intégration à l'UE, d'autre part en conséquence des affaires menées devant la CrEDH. Quelle qu'en soit la raison, la juridiction militaire avait déjà subi des réformes pour sa civilianisation jusqu'à sa dissolution quasi-totale en 2017, par le référendum constitutionnel du 16 avril entraînant le transfert des compétences des juridictions militaires aux civils (Section 2).

Section 1- La spécificité de la juridiction militaire, dans le système judiciaire de la Turquie

Les juridictions militaires ne sont pas une création de la République turque, mais leur constitutionnalisation date de la promulgation de la Constitution de 1961. Cette valeur accordée à ces juridictions persiste sous la Constitution de 1982 qui malgré divers changement reste en vigueur jusqu'aux années 2000. Certes, par sa spécificité, la juridiction militaire a essuyé des critiques principalement en raison de son existence constitutionnelle au sein du système judiciaire (§1) et par les violations des droits humains dans une société démocratique (§2).

§1- L'attribution d'une valeur constitutionnelle aux juridictions militaires

Ceux qui considèrent que les juridictions militaires sont instrumentalisées par les militaires eux-mêmes, prétendent que l'existence de ces juridictions à valeur constitutionnelle est un moyen de fortifier leur place indépendante et privilégiée dans la vie politique de la Turquie[263]. En effet les critiques principales faites aux juridictions militaires touchent d'une part leur organisation (A) et d'autre part leurs missions dans le système juridique (B).

A- L'organisation des juridictions militaires dans le système juridique de la Turquie

Avant les réformes, la juridiction militaire, est organisée en deux ordres : la justice administrative (1) et la justice judiciaire (2) selon le type de conflit à traiter.

1- La justice administrative militaire

En matière de justice administrative il existe un seul tribunal, qui est compétent en premier et dernier ressort : la Haute Cour administrative militaire[264], *Askeri Yüksek Idare Mahkemesi*, concerne les litiges des personnes militaires suivant la procédure administrative.

La Haute Cour administrative militaire fait son intégration dans le système juridique de la Turquie par un ajout[265] à l'article 140 de la Constitution de 1961 portant sur le Conseil d'Etat qui a donné lieu à un transfert de certaines compétences du Conseil d'Etat à la Haute Cour administrative militaire. Cet article trouve également sa place dans la Constitution de 1982, mais reformulé dans un article indépendant, l'article 157. C'est sous la Constitution de 1982 que la Haute Cour administrative est citée parmi les hautes juridictions du système juridique turc. Parmi ces hautes juridictions se trouvent également la Cour Constitutionnelle[266] et

[263] ERDEM Fazil Husnu, COSKUN Vahap, *Askeri Yargi ve Askeri Vesayet*, Siyaset, Ekonomi ve Toplum Arastirmalari Vakfi, Juillet 2019, http://file.setav.org/Files/Pdf/askeri-yargi-ve-askeri-vesayet.pdf

[264] Dans cette partie de notre travail, notre choix de traduction de La Haute Cour Administrative militaire, *AYIM*, fut celle de la version utilisée par le CrEDH. En dehors de cette utilisation, il existe aussi la traduction le Tribunal administratif militaire supérieur, voir dans ce sens, Boz-Acquin Elise, *op.cit.*

[265] Loi n° 1488 du 20 septembre 1971 portant sur les changements de la Constitution

[266] L'article 146 de la Constitution

la Cour de cassation[267], le Conseil d'Etat[268] et le tribunal des conflits[269]. Juste par son existence dans les Constitutions, la Haute Cour administrative militaire est conçue comme un « Conseil d'Etat militaire » pour le pouvoir militaire qui a assoupli le système de la juridiction administrative tout en créant une juridiction administrative à deux têtes[270], ce qui démontre également une exigence de la bureaucratie militaire sur le système politique et judiciaire de la Turquie.

2- La justice judiciaire militaire

Dans l'ordre judiciaire, il existe des tribunaux pénaux militaires et des tribunaux disciplinaires en premier ressort et la Cour de cassation militaire, *Askeri Yargitay*, qui est une juridiction de cassation, connaissant les jugements rendus par les différents tribunaux militaires, et sur certaines affaires, elle est compétente en premier et dernier ressort[271].

Bien qu'une référence constitutionnelle ne soit pas critiquée sur les tribunaux militaires et les tribunaux disciplinaires, l'appellation de « tribunaux » du législateur, a fait couler beaucoup d'encre dans la doctrine turque jusqu'à une décision de la Cour Constitutionnelle en 1970. Par sa décision du 4 juin 1970, la Cour précise que les tribunaux militaires et les tribunaux disciplinaires sont également conçus comme des tribunaux malgré la présence d'un juge sans aucune qualification ni expérience en matière juridique. L'avis dissident du juge Omerbas critique cette décision, bien que la Constitution appelle ces institutions « tribunaux » il ne fallait pas les accepter comme des juridictions existantes et qu'il fallait les considérer comme « des conseils de discipline » appliquant une procédure de juridiction différente comparée aux tribunaux[272]. Cette appréciation reste le point clé pour la qualification des tribunaux militaires lors de leur réorganisation dans les années 2010.

[267] L'article 154 de la Constitution

[268] L'article 155 *ibid,*

[269] L'article 158 *ibid,*

[270] ALTUNOK Hatice, GEDIKKAYA Fatma Gul, Turkiye'de darbeler ve Askeri Yargi Kurumlari, in International Periodical for the Languages, Literature and History of Turkish or Turkic, Vol 12/16, p.65-82, Ankara, p.75

[271] BOZ-ACQUIN Elise, La réforme des institutions militaires en Turquie, Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), septembre 2018, p.9

[272] BOZKURT Argun, BOZKURT Hatice, Askeri Ceza Yasamizin Bir Incelemesi TBB Dergisi, v6, 1989

Quant aux critiques faites à la Cour de cassation militaire qui fait aussi partie des Hautes juridictions du système de la juridiction turque[273] à partir des changements de constitution en 1971[274], elle est considérée par son existence comme un moyen de créer une administration de juridiction à deux têtes, dans le domaine du droit pénal, nuisant de ce fait à l'unité du système de juridiction pénale[275].

Par conséquent, l'existence même d'une juridiction militaire à part dans la Constitution en soi est critiquée par la doctrine depuis sa référence constitutionnelle puisque l'organisation d'une juridiction dans le domaine militaire, démontre le caractère autonome du pouvoir militaire au sein du système administratif et politique de la Turquie[276]. Nous pensons qu'une attribution constitutionnelle pour les juridictions militaires à l'époque, était une nécessité sur la légalité de leur existence et par les missions qu'elles menaient à l'époque. Cette existence remplit la condition de l'établissement de tribunaux par la loi et la légalité des juridictions concernées[277], principe prévue par la CrEDH[278].

B- Les missions des juridictions militaires

L'article 138 de la Constitution de 1961 portant sur les juridictions militaires précise la mission de la juridiction militaire : « assurée par les tribunaux militaires et les tribunaux de discipline militaires, ces tribunaux sont chargés d'examiner les procès relatifs aux infractions commises par des militaires qui ont le caractère d'infraction militaire ou qui sont commises soit contre des militaires, soit dans des locaux militaires, soit dans le cadre du service militaire

[273] L'article 141 de la Constitution de 1961 reprise dans la Constitution de 1982 dans son article 152

[274] Loi n° 1488 du 20 septembre 1971 précitée.

[275] DEMIRDAG Fahrettin, Anayasal Bir Kurum olarak Askeri yargi ve Anayasa Onerileri, Turkiye Barolar Birligi Dergisi, n°75, 2008, p.210-266, Ankara, p.211

[276]UNSAL Ahmet Faruk et ARIMAN Serife Gul, (dir), . Evrensel Hukuk olceginde askeri yargi sorunu ve cozum onerileri, Insan Haklari ve Mazlumlar icin Dayanisma Dernegi, 1 décembre 2013, https://www.raporlar.org/wpcontent/uploads/2020/04/EVRENSELHUKUK%C3%96L%C3%87E%C4%9E%C4%B0NDE.pdf

[277] Il s'agit des lois n° 353 du 25 octobre 1963 portant sur l'organisation et le contentieux des tribunaux militaires, n°477 du 16 juin 1964 sur la création de tribunaux disciplinaire, loi n°1602 du 4 juillet 1972 sur la Haute Cour Administrative militaire, loi n°1600 du 27 juin 1972 portant sur la Cour Suprême militaire

[278] L'article 6 de la Convention Européenne des droits de l'Homme, droit à un procès équitable

et missions ou des services qui s'y rapportent » [279] avec une précision[280] sur la possibilité de juger les civils dans certains cas : « les tribunaux militaires sont chargés de connaître les infractions commises par des personnes civiles qui sont des infractions militaires énoncées dans la loi spécifique, soit pendant l'accomplissement des fonctions déterminées par la loi ou dans les locaux militaires déterminés par la loi ». Cette reformulation a été reprise dans l'article 145 de la Constitution de 1982.

Les missions des juridictions militaires ont vivement été critiquées dans la doctrine principalement sur deux axes : la compétence des juridictions militaires de prendre des décisions à l'égard des civils et d'autre part, par le risque de dissimulation des crimes par ces juridictions spécifiques militaires.

1- La compétence des juridictions militaires de prendre des décisions à l'égard des civils

Dans sa version initiale l'article 138 de la Constitution de 1961, précitée, prévoyait une possibilité de juger les civils que dans des cas exceptionnels : Les tribunaux militaires sont également chargés de connaître des infractions commises par des personnes civiles qui sont des infractions militaires énoncées par une loi particulière. Il s'agit d'une référence au Code pénal militaire[281], concernant les affaires pénales militaires et les infractions qui pourrait être également commises par les civils tel que l'espionnage militaire, dérober un objet militaire etc.

En 1971, le paragraphe 2 de l'article a subi un changement constitutionnel et se transforma ainsi [282]:

> *Les tribunaux militaires sont également chargés de connaître des infractions commises par des personnes civiles qui sont des infractions militaires énoncées par une loi particulière ou qui ont été commises contre des militaires, soit pendant l'accomplissement de fonctions déterminées par la loi, soit dans des locaux militaires également déterminés par la loi.*

[279] Traduction fait par nos soins

[280] §4 de l'article 138 de la Constitution de 1961

[281] Loi n° 1632 du 22 mai 1930, Code Pénal militaire

[282] L'article 38 de la Constitution, suite au changement constitutionnelle par la loi n°1488 du 20 septembre 1971

Ce changement a concerné l'élargissement du champ de compétences des juridictions militaires sur les civils bien qu'il puisse paraitre anodin. Le changement de 1971, repris dans la constitution de 1982 a apporté des modifications aux lois spécifiques portant sur les différentes juridictions jusqu'aux années de 1990.

2- Le risque de dissimulation des crimes par ces juridictions spécifiques militaires

L'autonomie accordée par le législateur aux juridictions militaires a vivement été critiquée par la doctrine dans la considération qu'il peut y avoir un risque de dissimulation des crimes par les juridictions spécifiques militaires par les autorités militaires. Cette idée d'un probable risque de dissimulation des crimes apparaît juste avant les grandes affaires militaires *Balyoz* et *Ergenekon* sous plusieurs aspects. Tout d'abord dans l'affaire Semdinli[283], les 2 sous-officiers ont été jugés par la Cour d'assises, condamnant les sous-officiers à 39 ans 5 mois et 10 jours de prison de ferme, le dossier envoyé en cassation fut amené devant la Cour de cassation, qui considéra à son tour que la Cour d'assises de Van n'était pas la cour compétente puisque les suspects étant des militaires, l'affaire devrait être traitée devant les tribunaux militaires. Le tribunal du corps d'armée - *kolordu* - de Van a libéré les sous-officiers. Ensuite, dans les affaires concernant Dursun Cicek[284], le colonel de la marine a été plusieurs fois inculpé dans de nombreuses affaires pour des infractions et crimes contre l'Etat. Bien que la justice militaire ait décidé en 2009 que les arguments et les preuves dans le dossier étaient faux et n'ait pas donné suite à l'enquête, le colonel, sur la même affaire reprise par les juges civils, s'est vu condamné à 16 ans de prison. Ceux qui prétendent et soutiennent comme MM. Erdem et Coskun[285], qu'il y a un risque de dissimulation et qu'il existe une protection des

[283] Les affaires Semdinli, sont l'ensemble des affaires survenues à partir du 9 novembre 2005 à la suite d'un attentat à l'explosif contre une librairie dans certaines affaires liées à ces événements les militaires aussi ont été emmenés devant de divers juridictions dont 2 dans le grade de sous-officiers.

[284] Le colonel Dursun Cicek est un officier au sein du EMA, accusé d'avoir signé un rapport portant sur un plan d'action contre les forces réactionnaires, *Irtica ile Mucadele Eylem Plani*, qui prévoyait l'organisation d'un coup d'Etat contre le gouvernement. Malgré les contestations du colonel sur la signature du document, le magistrat militaire ne donna pas suite faute de preuves et classa l'enquête sans suite. Le colonel fut amené devant le juge civil.

[285] ERDEM Fazil Husnu, COSKUN Vahap, Askeri Yargi ve Askeri Vesayet, Siyaset, Ekonomi ve Toplum Arastirmalari Vakfi, Juillet 2009, http://file.setav.org/Files/Pdf/askeri-yargi-ve-askeri-vesayet.pdf

militaires par les militaires, on se rend compte qu'ils n'ont pas eu raison mais qu'il s'agit d'un préjugé et du reflet de leur haine politique contre les militaires : leur rapport date de 2009 et en 2017 que la juridiction civile conclut à un non-lieu.

§2- La violation des principes démocratiques par l'existence des juridictions militaires

L'existence des tribunaux militaires est critiquée comme une violation des principes démocratiques principalement par la présence des juges au sein des juridictions militaires : dans un premier temps, il s'agit des critiques sur leur qualification de « juges juristes » (A) d'autre part sur leur impartialité et leur indépendance est mise en cause (B).

A- La qualification des juges militaires

La qualification des juges militaires marque une différence entre la constitution de 1961 et celle de 1982. L'article 138 de la Constitution de 1961 dans son paragraphe 4 prévoit la nécessité de la présence de juges juristes au sein des juridictions militaires dont la composition est favorable et obligatoire aux juges juristes. Contrairement à l'article 145 de la Constitution de 1982 cette exigence n'a plus sa place. Ce manque de précision sur la qualification des juges militaires essuie de nombreuses critiques au sein de la doctrine. Par contre les lois spécifiques concernant chaque juridiction militaire déterminaient la qualification, le nombre de militaires et des juges militaires qui doivent siéger au sein de la juridiction concernée. La CrEDH précise dans un arrêt de 2015[286] que « le manque de formation juridique des membres de la Cour qui étaient des officiers de carrière, la participation des juges non professionnels dans les tribunaux en tant que telle est contraire à l'article 6 de la Convention. Et dès lors l'absence de formation juridique des officiers de carrière siégeant au sein de la Haute Cour n'entrave pas en soi l'indépendance où l'impartialité de cette juridiction[287] ».

B- L'impartialité et l'indépendance des juges militaires

L'impartialité et l'indépendance des juges militaires sont également mises en cause par la doctrine turque. Les juges militaires ayant le même grade que le statut d'un officier, ils res-

[286] CrEDH Tanisma c./la Turquie du 17 novembre 2015 req.n°32219/05

[287] Dans le même sens, CrEDH Irfan Bayrak c./ la Turquie du 3 mai 2007 req. n°39429/98, §35

tent au service de l'armée : ces derniers sont régis toutes les questions liées à leur rémunération, leurs droits sociaux et leur promotion dans l'administration militaire. Ils ne bénéficient pas exactement des mêmes garanties constitutionnelles pour les autres membres qui sont des juges militaires. En effet il faut préciser que leur recrutement et le règlement relatif à leur discipline ne sont plus de la compétence des chefs d'état-major, et sont confiés au ministère de la Défense nationale. De plus, le fait que les membres des tribunaux disciplinaires n'aient pas de statut de magistrat, ni de formation juridique, qu'ils soient désignés par le commandement de l'organisation militaire et qu'ils soient placés sous les ordres de cette hiérarchie militaire suscite des doutes quant à l'indépendance et l'impartialité des tribunaux[288].

Section 2- Les reformes réalisés autours de la juridiction militaires pour sa civilianisation

Les réformes réalisées autour de la juridiction militaire avaient déjà commencé au début des années 2000 et répondaient *à priori* à toutes les exigences des critiques de la doctrine nationale et internationale via les arrêts de la CrEDH. Les adaptations des paquets de réformes pour se conformer aux exigences européennes avaient eu pour conséquence une diminution du rôle des militaires dans les juridictions militaires avant la tentative de coup d'Etat en 2016 (§1). Ce n'est que par la suite des publications des décrets-lois d'état d'urgence que le mouvement de civilianisation de la juridiction militaires s'est transformé en leur suppression quasi-totale (§2).

§1- La diminution du rôle des militaires dans les juridictions avant la tentative de coup d'Etat en 2016

Le rôle des militaires a diminué du fait de diverses lois promulguées entre 2003 et 2010. D'une part, la compétence des juridictions militaires a diminué (A) tandis que le système juridique du droit disciplinaire a été recrée par le législateur (B).

[288] CrEDH Irfan Bayrak c./ la Turquie, *précitée*, §38-39 et A.D c./Turquie 22 décembre 2005, req.29986/96, §22

A- La diminution de la compétence des juridictions militaires.

La diminution de la compétence des juridictions militaires s'est faite dans deux domaines majeurs : d'une part, il s'agit de la réduction de la compétence des juridictions militaires (1), et d'autre part, des changements effectués concernant les justiciables. (2)

1- La réduction de la compétence des juridictions militaires

La compétence des juridictions militaires a été réduite avec l'adaptation de diverses lois. En premier lieu, le 7 août 2003, la compétence de juger les civils devant les juridictions militaires a été supprimée[289] : en matière pénale, la dissuasion d'accomplir le service militaire[290] qui était considérée comme une infraction relevant de la compétence de la juridiction pénale militaire pour les civils a été transférée à la compétence des tribunaux pénales civils. Deuxièmement, par la loi du 29 juin 2006, ressortent de la compétence de la juridiction militaire 17 infractions qui étaient en même temps considérées comme infractions au sens du code pénal (civil)[291].

2- Les changements effectués concernant les justiciables

Ce sont vraiment les changements effectués concernant la qualification des justiciables en 2009 qui ont changé l'histoire politique de la Turquie. Il s'agit de la promulgation de la loi n° 5918 [292], qui prévoit une interdiction de jugement des civils devant les tribunaux militaires. La loi précitée prévoyait également que les militaires soient amenés à être jugés devant les tribunaux civils concernant des infractions spécifiques parmi lesquelles se trouvent la violation de la Constitution, les infractions commises contre le président de la République, le législateur et le gouvernement, l'espionnage, les infractions contre l'Etat[293]. Avec cette dernière modification effectuée par les lois, les fameuses affaires *Balyoz* et *Ergenekon,* qui ont été le moyen essentiel des humiliations à l'égard du haut commandement, lors desquelles le CE-

[289] Le paquet de réformes, loi n° 4963 du 7 août 2003 portant des changements apportés à diverses lois, prévoyant un changement l'article 11 de la loi n°353 du 25 octobre 1963 sur l'organisation et le contentieux des tribunaux militaires

[290] L'article 58 de la loi n° 1632 du 22 mai 1930 sur le code pénal militaire

[291] Le code pénal turc, loi n° 5237 du 26 septembre 2004

[292] Loi n°5918 du 26 juin 2009 portant sur des changements apportés à diverses lois, dans son article 6 prévoit l'ajout d'un paragraphe supplémentaire sur l'article 3 du code de procédure pénale civile

[293] COSKUN Vahap, Askeri Sivil Yargi*, in* Turkiye Siyasetinde Ordunun rolu, Heinrich Boll Stiftung, Istanbul 2010, p.47 consulté sur www.boell-tr.org

MA[294] des forces de l'armée turque a été arrêté le 5 janvier 2012, ont été menés devant la justice civile pour une série d'affaires qui ne se concluront qu'après la tentative de coup d'Etat.

B - La recréation d'un système disciplinaire pour les militaires

Bien que le développement et l'historique des règlements portant sur la discipline militaire soit ancienne (1), la réorganisation du système militaire disciplinaire de la Turquie est sous l'influence des critiques doctrinales et du CrDH(2).

1-Le développement et l'historique du règlement disciplinaire en Turquie

Parmi les premiers règlements de la discipline dans les forces de l'armée ottomane, on peut citer deux codes distincts qui datent de 1837[295]. Les codes possédaient des articles concernant la discipline dans les armées[296].

De plus en 1869, le système juridique de l'Etat ottoman, a adopté un nouveau code qui reprenait les articles du Code pénal militaire français de 1857. Cette reproduction concernait seulement la typologie des sanctions mais pas la procédure. [297] Suite à la proclamation de la République en 1923[298]le système disciplinaire de l'armée est régi par le code pénal militaire[299] et le code sur la discipline militaire[300] combiné avec la loi sur le service intérieur des

[294] Mehmet Ilker Basbug, le CEMA des forces de l'armée turque du 28 août 2008 au 27 août 2010

[295] Le code des armées de Muhammed, « Kanunname-i Asakir-i Mansure-i Muhammediye », et le code pénal des armées de Muhammed, « Kanunname-i Ceza-i Askeriye » . il s'agit de la création d'une armée moderne créée sous l'influence des armées des pays de l'Europe, avec une organisation différente comparée aux Janissaires,- les anciens militaires de l'Empire ottoman.

[296] Articles n° 347 à 369 sur la discipline, prévoyant le pouvoir du supérieur hiérarchique dans le domaine de la discipline des forces de l'armée, DEGIRMENCI Olgun, TANRIVERDI Battalgazi, Turk Silahli Kuvvetleri Disiplin Kanunu Serhi, Seckin Yayinlari,, 3ème Edition, p.63

[297] DEĞIRMENCI Olgun, Turk Silahli Kuvvetleri Disiplin Kanunu Serhi,p.64

[298] La proclamation de la République en Turquie, 29 octobre 1923

[299] Loi n° 1632 du 22 mai 1930, le code pénal militaire

[300] Loi n° 477 du 16 juin 1964, le code des tribunaux disciplinaires

armées[301] et le code du personnel[302]. Il s'agissait d'un système éparpillé dans les différents codes et procédures qui régnaient dans le domaine de la discipline militaire.

Avec la nécessité d'un nouveau règlement dans le domaine disciplinaire des forces de l'armée, le législateur a promulgué le code de la discipline des forces de l'armée turque : la loi n° 6413 du 31 janvier 2013, la loi sur la discipline des armées turques.

Ce changement est dû à différentes raisons dont la plus importante semble être les condamnations de la Turquie par la Cour européenne des droits de l'homme dans différents arrêts.

2-La réorganisation du système militaire disciplinaire de la Turquie est sous l'influence des critiques doctrinales et de la CrEDH

La Turquie a été longtemps sanctionnée par les décisions de la CrEDH, puisque la décision sur la discipline militaire était hors champ du pouvoir administratif ou juridictionnel. En 2010, avec un changement de l'article 129 paragraphe 3[303] de la Constitution turque, la voie de recours juridictionnel et administratif a été rendue possible pour les sanctions concernant les militaires. Pourtant il ne s'agit pas d'un droit de recours pour toutes les sanctions. L'article 43 de la loi n°6413 sur la discipline des forces de l'armée turque prévoit un droit de recours contre la sanction de la révocation, la privation de toute rémunération et la pratique de DISKO[304] (équivalente aux arrêts dans le système du droit disciplinaire en France c'est à dire placer le militaire en cellule et le surveiller). A part ces sanctions la voie de recours n'existe pas pour les sanctions disciplinaires.

a-Le problème des arrêts en droit turc

Contrairement à l'application de la France, le système turc prévoyait une application différente des arrêts qui ont été sanctionnés par la CrEDH dans multiples affaires. Sous le règne de l'ancien régime disciplinaire, il s'agissait d'une application « DISKO » -chambre de

[301] Loi n° 211 du 4 janvier 1961 la loi sur le service intérieur de l'armée

[302] Loi n° 926 du 26 juillet 1967 la loi sur le personnel des forces de l'armée turque

[303] Loi n° 5982 du 7 mai 2010

[304] Initiales des chambres de discipline qu'on appelle en langue turque :, *Disiplin Koğuşu*

discipline – qui prévoyait le placement en détention de l'intéressé dans une cellule vide comme un prisonnier militaire. Cette pratique a changé avec la nouvelle loi de discipline sous l'influence de diverses affaires qui condamnent la Turquie depuis des années. De nos jours, la mise aux arrêts signifie la même pratique qu'en France sauf la pratique de DISKO trouve sa place concernant le personnel militaire au bord d'un navire pendant le temps de guerre et de paix[305].

Ces affaires mettaient en cause les procédures et la typologie des sanctions disciplinaires dans les anciens codes disciplinaires des militaires.

b-L'apparition récente des conseils de discipline militaire en Turquie

Avec l'adoption de la loi n°6413 sur la discipline des militaires, le système juridique de la Turquie se dote d'une nouvelle institution : le conseil de discipline militaire. En effet il ne s'agit pas d'une nouvelle création mais seulement d'un changement d'appellation des tribunaux disciplinaires militaires.

Le rôle des conseils de discipline militaire se déclenche si l'autorité ayant le pouvoir disciplinaire décide de l'intégrer dans la procédure disciplinaire. Sinon l'intégration de ces conseils n'est pas obligatoire. En effet si l'autorité ayant le pouvoir disciplinaire décide d'intégrer le conseil disciplinaire, ce dernier par la demande de l'une des parties ou si lui-même trouve nécessaire fonctionne comme un tribunal. (D'où l'ancienne appellation de « conseils de discipline »).

§2- La civilianisation des instances de juridiction militaires par leur suppression quasi-totale

Le mouvement de la civilianisation de la juridiction militaire a causé leur suppression quasi totale. La Cour de Cassation Militiare et la Haute Cour Administrative militaire supérieur ont été rattachés à l'administration centrale du ministère de la Défense avant d'être sup-

[305] CrDH, Darici c./ la Turquie du 22 décembre 2005, req n°29986/96 ; CrDH, Polatli c./ la Turquie de 2011, req n°xxx, CrDH, Bayrakci./ la Turquie de 2007, req n°39429/98 , Ciraklar et Okutan c./ La Turquie du 28 octobre 1998 req.n°43995/98

primée et de disparaître du milieu juridique militaire[306]. Mme Boz [307]précise dans son article que cette réforme n'était qu'un prélude à la réforme constitutionnelle qui viserait à dissoudre définitivement les structures de la justice militaire : en effet les recours à la justice militaire et sa pratique a subi de nombreuses modifications et de restriction. En temps de paix il reste que des tribunaux militaires de discipline avec une interdiction totale des juridictions militaires ne pouvant être instaurés en temps de guerre bien que leur compétence soit réduite aux actes et à des infractions commises par les militaires.

A- Le maintien possible omise de la juridiction militaire

Dans cette partie, notre travail de recherche consiste à analyser la possibilité d'un maintien possible de la juridiction militaire dans les cadres de préparation de renouveau constitutionnel au sein du système juridique de la Turquie. La Turquie au début des années 2000 plus exactement en 2007 commence à travailler sur un projet de constitution de la République turque, datant du 8 juin 2007 à la demande faite par le président Erdoğan aux nombreux professeurs dans le domaine du droit constitutionnel.[308] Avant cette date l'Union des barreaux de Turquie[309] aussi pour leur part, avaient préparé une proposition de constitution afin de pouvoir présenter en 2011 et cette dernière proposition de la Constitution par l'Union des barreaux de Turquie dans l'ordre des avocats a été annoncée publiquement le 12 septembre de la même année, à commémoration du coup d'état du 12 septembre 1980[310].

Ces projets de constitution possédaient également une partie consacrée à la juridiction militaire réorganisée pour une reprise d'une juridiction militaire adaptée aux exigences de l'Union européenne et de la CrEDH.

Ces deux projets comportent aussi des articles concernant les juridictions militaires, organisés au niveau constitutionnel, avec une diminution de compétence pour ces derniers que

[306] Loi n° 6771 par son article 16 du 21 janvier 2017

[307] BOZ-ACQUIN, *précitée,*

[308] Il s'agit d'une esquisse de Constitution, réparée par un comité présidé par le Professeur Ergun Ozbudun, appelé également « projet Özbudun » .
http://www.tuerkei-recht.de/downloads/verfassung_entwurf_oezbudun.pdf consulté le 5 juillet 2015

[309] Turkiye Barolar Birligi en langue turque, *TBB*

[310]La deuxième esquisse de Constitution appartient à la Commission créée par l'Union des barreaux de la Turquie, appelé également « projet TBB », http://tbbyayinlari.barobirlik.org.tr/TBBBooks/tcao-423.pdf , consulté le 5 juillet 2015

dans les affaires concernant les militaires c'est-à-dire dont le justiciable reste le militaire. La version d' Özbudun supprime la Haute Cour administrative militaire tandis que la version l'Union des barreaux de Turquie, maintient les juridictions prévues dans la Constitution de 1982 tout en précisant qu'une spécialisation et une professionnalisation dans le domaine de la juridiction militaire et de la fonction publique militaire étaient une valeur à garder en faveur du maintien des juridictions spécifiques militaires[311].

B- La disparition d'une jurisprudence spécifique de l'état militaire

Un maintien de la jurisprudence et l'accès à la jurisprudence ancienne devraient rester autorisés, puisque l'accès à la jurisprudence des tribunaux administratifs et militaires ont été interdits à partir de leur suppression en 2017.

Le système de juridictions spécifiques des militaires dans le domaine pénal et administratif est désavantageux pour les militaires puisque les sujets se trouvent devant les juges civils qui ne sont pas aptes à se prononcer sur des affaires militaires. La suppression de la Cour suprême administrative militaire (AYIM), dont l'existence même a été amenée devant la CrEDH qui a validé sa légalité d'existence à travers divers arrêts, détruit le domaine de la fonction publique militaire. L'accès à l'ancienne jurisprudence de la Cour suprême administrative militaire disparaît du milieu juridique tant pour les praticiens juristes que pour les citoyens civils.

[311] L'exposé des motivations sur le maintien d'une juridiction spécifique militaire, cité par DEMIRDAĞ, *idem*, p.247

CONCLUSION DU TITRE 2

Bien que le titre 2 de notre travail soit l'augmentation du contrôle du pouvoir civil sur les systèmes de l'institution militaire, il apparaît bien concrètement que cette augmentation du contrôle des civils a dépassé les buts initiaux du gouvernement de l'AKP: les 3 institutions citées dans le titre 2, le CEMA, les écoles militaires et les juridictions militaires sont « disparus » du système juridique et politique de la Turquie. Plus concrètement, l'élan militaire a perdu toutes ces spécificités dans cette démarche de civilianisation au point de s'effacer du milieu juridique et politique.

DEUXIEME PARTIE : LES EFFETS DE L'INGERENCE CIVILE SUR LA FONCTION PUBLIQUE MILITAIRE

TITRE 1 – LES NOUVELLES LECTURES ET APPROCHES DES PRINCIPES GENERAUX DU METIER MILITAIRE

La réorganisation de l'institution militaire et sa civilianisation ont dès lors eu un fort impact sur la fonction publique militaire. Cet impact a touché d'une part les principes généraux du métier militaire car il est clair que de nouvelles lectures et approches en ont résulté. D'autre part, la gestion du personnel militaire a subi plusieurs changements en raison de nouvelles logiques de professionnalisation.

Le renouveau de l'institution militaire nécessite dès lors une nouvelle lecture des principes généraux du métier militaire. La réorganisation des rapports de forces entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire se concrétise par divers changements de législation et les juges civils essaient de faire émerger une nouvelle jurisprudence.

La notion de loyalisme militaire **(Chapitre 1)** qui complète le principe de loyauté est mise à l'épreuve dans les périodes de crises lors des tentatives de coups d'Etat. Plus récemment, il s'avère nécessaire de réexaminer l'obligation de loyalisme et de loyauté des militaires sous l'influence des lois en vigueur qui prévoient une obligation de loyalisme et de loyauté envers « la Patrie et la Nation », notion vague dans l'acception du gouvernement turc.

En Turquie bien que le devoir d'obéissance **(Chapitre 2)** semble avoir une valeur constitutionnelle, le législateur mettait hors champ son application pour les militaires. Le dilemme se pose également après le coup d'Etat concernant la notion d'obéissance : faut-t-il conserver la spécificité des militaires et maintenir le devoir d'obéissance absolue de manière à supprimer le moindre doute sur « l'incertitude de la décision prise par les supérieurs ».

Le système sanitaire spécifique aux militaires a également subi des changements suites aux changements de loi après la tentative de coup d'Etat de 2016. Ce changement a affecté la prise en compte du sacrifice militaire **(Chapitre 3)**. A partir de cette date, il n'existe pas d'hôpital spécifique pour les blessures reçues et les maladies contractées en temps de guerre après que l'académie des médecins militaires - GATA[312] a été placée sous le contrôle du ministère de la Santé. L'hôpital perd toute sa spécialisation pour le traitement et les soins propre aux militaires. De plus les statuts de « martyr » et « vétéran de guerre » se sont banalisés suite à la suppression de diverses lois et la promulgation des nouvelles lois qui se superposent aux anciennes.

[312] L'acronyme « GATA », Gulhane Askeri Tip Akademisi désigne l'académie de médecins militaire à Gülhane : il s'agit d'une institution créée en 1898 par Abdulhamit II, bien avant la fondation de la République turque.

Chapitre 1- Le loyalisme militaire

Le loyalisme constitue l'un des éléments essentiels qui caractérise l'état militaire et qui distingue le militaire du mercenaire : la différence la plus significative réside dans la loyauté envers la cause défendue. Il est coutume de considérer qu'en général le soldat-citoyen est loyal à l'égard de sa cité alors que le mercenaire peut aisément trahir le camp qu'il sert[313]. Le militaire diffère du mercenaire, sert une autorité légitime, agit au nom de cette dernière au-delà des intérêts particuliers. Ce principe en lui-même constitue une garantie contre l'instrumentalisation de la force armée.

Outre le fait qu'elle interdit la trahison de l'armée contre la Nation, cette notion acquiert un poids beaucoup plus important au sein de la fonction publique de la Turquie par conséquent le loyalisme des militaires pourrait être mis à l'épreuve, au moment où l'armée devient un acteur politique et surtout dans les périodes des crises. L'existence de ce principe est davantage valorisée lors des coups d'Etat où le pouvoir politique est totalement constitué des militaires qui malgré tout cède leur place à un pouvoir politique civil mais tout en gardant un contrôle en sous-main jusqu'aux années de 2000, où l'AKP accède au pouvoir.

Bien que la notion de loyalisme en soi soit sujette à interprétation, elle tient une place tout à fait particulière au sein des relations politico-militaires : le principe de loyalisme est en soi une notion à géométrie variable **(Section 1)** et il est également mis à l'épreuve de l'histoire politique de la Turquie à partir des années de 2000 **(Section 2).**

Section 1- Le principe de loyalisme une notion à géométrie variable

La valeur de loyalisme est délicate à cerner puisque les lois n'en déterminent pas le contenu exact aux plans juridique et sémantique. Sa lecture dans diverses lois et codes de la fonction publique militaire ne permet pas d'en déterminer la teneur exacte. En France, le code de la Défense utilise le terme de « loyalisme » dans son article L 4111-1 « L'état militaire exige

[313] COUVENHES Jean- Christophe « Mercenaires et soldats-citoyens dans le monde grec à l'époque hellénistique » *in* ROMER Jean Christophe, HENNIGER Laurent (dir.), *Armées privées, Armées d'Etat, Mercenaires et auxiliaires d'hier et d'aujourd'hui*, IRSEM, 2008, p.19

en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité. » Sans vraiment en définir le sens : le loyalisme est-il un « esprit » parmi d'autres principes cités qui sont en effet la base de la condition militaire ou un constitutif de l'état militaire.

Eu égard au silence de la doctrine de la fonction publique civile et militaire de Turquie à ce sujet, nous avons mené nos recherches dans la doctrine française. Le principe de loyalisme marque son exigence dans la culture militaire dans les deux pays comme une condition sine *qua non* par de nombreuses considérations classiques (§1). En France, utilisé souvent indifféremment avec le terme de *loyauté,* la différenciation du terme reste anodine pour la Turquie dont la fonction publique militaire exige la coexistence de l'obligation de loyalisme et de loyauté (§2).

§1- Le loyalisme, principe sine qua non de la culture militaire

L'importance du principe de loyalisme dépend de ce qu'il recouvre par l'intermédiaire de diverses définitions.

La notion de loyalisme *(sadakat)* se confond souvent avec la notion de loyauté *(bağlılık)* lors même que ces deux notions ne renvoient pas exactement au même objet. Les deux notions bien qu'étant des obligations déontologiques distinctes et complémentaires (A) incombant aux militaires, affectent le lien entre le pouvoir gouvernant et les militaires surtout dans le cas spécifique de la Turquie (B).

A- Le loyalisme et la loyauté : des obligations bien distinctes mais complémentaires

Cette confusion est répandue dans plusieurs domaines : le dictionnaire du Centre National de ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL) définit le loyalisme comme la « fidélité à son souverain ou au régime et aux institutions établis, fidélité et attachement à une cause ou à un parti politique et l'attitude d'une personne fidèle à ses engagements ». Cette troisième définition, fait naître la confusion avec la notion de loyauté qui est une fidélité manifestée par la conduite aux engagements pris, au respect des règles de l'honneur et de la probité ». Le mot

« *leial* », étant une déformation de *legalis*, relatif aux lois, conforme à la loi, la loyauté exige plus ne pas tromper, de ne pas mentir mais d'adopter une attitude cohérente qui permette à autrui de déterminer avec confiance sa propre conduite[314].

Le Conseil d'Etat en France, dans une affaire traitée en 2004[315], utilise indistinctement le terme de loyauté[316], et la définit comme une obligation déontologique ; Par conséquent, la loyauté est une obligation générale de « comportement honnête »[317], mais ce terme vague rend cette obligation à géométrie variable.

Il est indéniable que l'obligation de loyauté s'avère avoir des liens avec l'obligation de réserve, l'obligation du devoir d'obéissance, l'exigence de neutralité et la liberté d'expression dans le sens où l'obligation de loyauté suscite des interdits mais ne justifie jamais de droit puisque le droit permet la réparation des déloyautés mais non la réalisation de la loyauté[318]. Il est évident que ces notions semblables citées ont une base commune : la confiance. En effet, l'allégeance à l'Etat impose non seulement un certain loyalisme mais suppose également la loyauté de l'agent à l'égard de l'administration[319].

B. Quaglierini précise[320] beaucoup plus clairement la différence entre les deux notions : au-delà de la simple obligation de loyauté exigée des fonctionnaires de la fonction publique civile, le loyalisme se définit comme une fidélité au régime établi ou à une autorité reconnue comme légitime.

Dans le système de la fonction publique militaire de la France, l'article de référence du code de la Défense en France utilise le terme du « loyalisme » dans son article L 4111-1

[314] AYNES Laurent, L'obligation de loyauté, Archives de philosophie du droit, n° 44, 2000 http://www.philosophie-droit.asso.fr/APDpourweb/11.pdf, consulté le 08/12/2020

[315] Conseil d'Etat Français, affaire du 15 mars 2004 n°255392

[316] BEDUSCHI-ORTIZ Ana, La notion de loyauté en droit administratif, AJDA n°17, 2011, p.3

[317] MONGOIN David, Rapport introductif, *in* FERRARI Sébastien, HOURSON Sébastien (dir), *La Loyauté en droit public,* Institut Universitaire Varenne, 2018, p.23

[318] MONGOIN *op.cit.,* p.32

[319] BOUISSON Stéphane, L'agent public entre l'allégeance et la tentation d'Antigone : la soumission à l'Etat, AJFP 2003 p.44

[320] QUAGLIARINI Bertrand, *Le militaire : entre citoyen, agent public et soldat*, thèse de doctorat, Avignon, Université d'Avignon, 2017, 426 p.

« L'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême, discipline, disponibilité, loyalisme et neutralité. ». Bien que le code utilise le terme de « loyalisme » le ministère des Armées en France[321] reprend dans ses documents de présentation la notion de **loyauté** au profit de la notion de loyalisme et la définit comme la fidélité aux engagements pris, au respect des règles de l'honneur et de la probité. Selon ces termes, cette qualité morale se différencie du loyalisme qui se réduit à l'attachement à un régime ou à des institutions. Par contre, cette définition du ministère des Armées aussi est aussi ambigüe puisque d'une part, la notion de loyalisme se confond avec la notion de loyauté et d'autre part, il faut préciser que dans la manière dont est rédigé l'article 4111-1, le législateur prévoit « un esprit (…) de loyalisme ». Il ne s'agit pas proprement dit « d'une obligation » et il ne laisse pas de choix à désigner cet esprit sous un autre nom.

Par conséquent, la loyauté semble ainsi renvoyer à une obligation générale de fidélité des fonctionnaires envers les institutions et d'adhésion aux valeurs fondamentales de l'ordre constitutionnel[322] alors que le devoir de loyalisme implique de manière prosaïque un comportement intègre et l'acceptation de l'autorité hiérarchique[323].

Cette obligation se rapproche du principe de neutralité des militaires[324] qu'il s'agisse de la liberté d'expression [325]ou de l'obligation de réserve[326] des militaires.

[321] Ministère des armées, L'exercice du commandement dans l'armée de terre, dossier sur la loyauté, https://www.defense.gouv.fr/terre/mediatheque/documentations/l-exercice-du-commandement-dans-l-armee-de-terre/l-exercice-du-commandement-dans-l-armee-de-terre, consulté le 06 décembre 2020

[322] ROBERT Catherine, *Le fonctionnaire français*, Sirey, p.130 cité par, DORD Olivier, *Droit de la fonction publique*, Thémis droit Edition PUF 2ème édition, p.242

[323] PECH Laurent, La liberté d'expression des agents publics, Juris classeur Fonctions publiques, Fasc.115, p14

[324] LE BOT Olivier, dans son commentaire de QPC du CC le 28 novembre 2014 n°2014-432, précise « l'indépendance de l'élu tenu des devoirs de discipline et de loyalisme pesant sur les militaires », AJDA 2014.2337

[325] ERBLAND Brice, *Baïonnette au bâillon, MM de BERGERAC*, in La revue Inflexions, Europe contre la Guerre, Inflexions civiles et militaire, Pouvoir dire, n°33, Paris. « Loyauté n'est pas loyalisme aveugle. Ou alors fermons nos études de formation et ouvrons les chaînes de productions de robots-soldats ! (…) . Dès lors que changerait le fait qu'il soit libre de s'exprimer si son engagement est assuré par son devoir de loyauté ».

[326] GOHIN Olivier, lors de son discours lors de la commission de la défense nationale et des forces armées, mercredi le 12 novembre 2014, compte rendu n°21, précise : « l'obligation de loyalisme à laquelle sont tenus certains fonctionnaires, est plus exigeante que l'obligation de réserve. Pour les militaires il s'agira de loyalisme vis-à-vis du gouvernement en place ».https://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cdef/14-15/c1415021.asp, consulté le 17 janvier 2021

B- Le loyalisme comme lien de fidélité dont l'objet varie selon les gouvernements

Contrairement à la loyauté qui est en lien avec une obligation morale qu'on s'impose à soi-même (cela concerne une déontologie, une qualité personnelle) de l'agent, l'obligation de loyalisme est un lien de fidélité et d'attachement à l'Etat de la part de l'agent.

La détermination de ces institutions bien que variable selon les définitions, la question se pose de savoir à qui l'agent doit ce lien de fidélité.

Dans son dictionnaire de vocabulaire juridique, le professeur Cornu définit le loyalisme comme une obligation et un lien de fidélité « une obligation qui vise les agents publics à l'égard de la Nation et à l'égard du gouvernement pour ceux de ces fonctionnaires occupant un emploi à la discrétion de ce dernier et comme une fidélité, au moins passive, au régime politique établi dans un Etat ».[327] D'après cette définition, l'agent exerce son loyalisme à l'égard du régime politique de l'Etat.

Selon l'expression du professeur Dord[328], « le loyalisme est le lien de fidélité et d'obéissance absolue qui peut exister entre l'agent public et l'Etat ou celui qui l'incarne. » Cette définition nous semble incomplète pour pouvoir expliquer l'exigence de loyalisme : en effet le loyalisme doit être davantage qu'un lien, plutôt proche d'une obligation. Et redéfinir le loyalisme avec le lien de fidélité et d'obéissance vide le sens du mot « loyalisme » qui avec cette définition reprend la forme d'un mélange de fidélité et d'obéissance. Ce lien de fidélité, par définition de Professeur Dord relie l'agent non seulement à l'Etat mais aussi à « celui qui l'incarne ». Par cette définition on constate que le devoir de loyalisme n'est pas dépendant de l'existence d'un Etat.

MM Baude et Vallée,[329] apportent pour leur part une définition plus précise : le loyalisme pour eux signifie fidélité au roi, aux souverains, à la République, mais également aux pouvoirs publics en place et ce, quelles que soient les opinions politiques du sujet. Cette approche envisage entre autres le loyalisme comme un lien de fidélité, à un souverain, -qui n'a pas forcément sa place dans un système démocratique-, sans exigence démocratique, et géné-

[327] CORNU Gérard, Vocabulaire juridique, Edition Puf, 2011

[328] DORD Olivier, *Droit de la fonction publique*, Thémis droit Edition PUF 2ème édition, p.242

[329] BAUDE et VALEE, *op.cit.,* p §992

ralise le fait que l'agent doive son obligation de loyalisme envers les pouvoirs publics en place quelle que soit leur nature.

Dans sa définition, tirée de son ouvrage *Le fonctionnaire français* Robert Catherine, distingue 3 formes d'expression d'obligation de loyalisme : le loyalisme personnel, le loyalisme gouvernemental et le loyalisme à l'égard des institutions républicaines ». En effet bien que le loyalisme personnel ait disparu en France, il est bien évident qu'en Turquie la question se pose, à savoir à qui l'agent civil ou militaire doit son loyalisme dans le sens où le gouvernement n'existe plus au sens juridique depuis le changement de régime par le référendum constitutionnel de 2017 et les institutions républicaines restent fragiles.

§2- La coexistence de la notion de loyalisme et de loyauté dans le corpus juridique turc

Bien que la doctrine de la fonction publique militaire et civile de la Turquie reste silencieuse à ce sujet, il s'agit d'une double obligation de l'obligation des notions de loyalisme et de loyauté dans les deux domaines. Il s'agit d'une volonté politique d'origine de la période d'Atatürk nécessitant la coexistence du loyalisme et de la loyauté pour les militaires (A). Cette double obligation est a réapparu par la suite du premier coup d'Etat en 1960 (B).

A- Une volonté politique d'origine de la période d'Atatürk nécessitant la coexistence du loyalisme et de la loyauté pour les militaires

La loi n° 211 portant sur les militaires, bien que s'agissant d'une loi promulguée suite au coup d'Etat de 1960, son ancêtre la loi n°2771 du 10 juin 1935 consacre des articles sur l'obligation de loyalisme et de loyauté (1),. Les notions et les reformulations ont été reprises par le législateur constituant en 1960 (2).

1- L'obligation de loyalisme et de loyauté bien déterminé pour les militaires sous le règne d'Atatürk

La loi n°2771 sur le service intérieur de l'armée turque est la première loi promulguée qui comprend diverses lois qui étaient éparpillées depuis la période l'Empire ottoman. En ef-

fet cette loi est le fruit de mouvement de *turcification*[330] de la langue nationale dans le domaine militaire dont Atatürk a été le fer de lance. Dans son courrier du 16 février 1935[331], adressé au Premier Ministre de l'époque, Ismet Inönü,, il rappelle l'importance de l'adaptation et de l'utilisation de la langue turque concernant les termes du domaine militaires et des grades[332]. Bien qu'on n'ait pas accès aux travaux préparatoires du projet de loi, les comptes rendus de la session précisent que le projet de loi a été préparé avec la collaboration du CEMA, le Général Kazim Karabekir, l'ancien frère d'armes d'Atatürk. Par conséquent on peut admettre que chaque terme de vocabulaire et notion de cette loi a été assez réfléchi et examiné. A l'issue de ce mouvement, la loi sur le service intérieur de l'armée qui a été votée le 10 juin 1935 a été acceptée sans changement ni contestation par la GANT[333].

La loi n° 2771, dans son article 34 intitulé, prévoit la mission de l'armée turque comme « la protection et la sauvegarde de la Patrie et la République de Turquie déterminée par la Constitution », avec le serment à prêter dans sa même reformulation dans l'article 35 et une précision de mission basée sur la protection la République de Turquie. Il s'agit de la période de la reconstruction de la Turquie sous le règne d'Atatürk et parmi les missions de l'armée, le législateur de l'époque a prévu une mission pour les militaires basés sur la protection de la République de Turquie par l'intermédiaire de loyauté à la Nation et à la République et un loyalisme envers la République

2- La reprise du loyalisme et de loyauté par le législateur constituant du coup d'Etat de 1960.

Le coup d'Etat du 27 mai 1960 est important dans l'histoire politique de la Turquie dans la mesure où il est le premier coup d'Etat de la République et aussi bien que cela puisse paraître contradictoire, il ouvre la voie à l'établissement d'une Constitution et un corpus juridique qui a débouché sur l'un des régimes politiques les plus libéraux que la Turquie

[330] V, Titre 2, Chapitre 1,§1-B sur le mouvement de *turcification* de la langue nationale

[331] AYDIN Erdal, The Source and the Process of Making New Rank Names Derived in the Republic Period, BSEU Journal pf Social Sciences,) https://doi.org/10.33905/bseusbed.1032465 , consulté le 07 juillet 2022

[332] Avant cette date, la GANT avait adopté en 1926, par la loi n°863 du 29 mai portant sur les nouvelles appellations des grades en langue turque qui supprimait le règlement du 1870 portant sur les grades, *Terfi-i Rutbe Nizamnamesi*, décrété du période d'Empire Ottoman.

[333] Le compte rendu de la session n°36 du 10 juin 1935 https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/TBMM/d05/c004/tbmm05004036.pdf ,consulté le 07 juillet 2022

n'ait jamais connu[334]. Le législateur constituant de l'époque intervient dans une période de transition entre le règne militaire, qui s'auto-désigne sous le nom de Comité d'Union nationale (dès lors CUN), *Milli Birlik Komitesi*, qui s'est emparé du pouvoir par le coup d'Etat. Le CUN par un décret du 12 juin 1960 n°1[335], se déclare comme étant le pouvoir législatif de cette période de transition, et partage ce pouvoir soit 6 mois après cette déclaration[336], avec une Chambre des Représentants, *Temsilciler Meclisi*, avant de se retirer du pouvoir avant le 29 octobre 1961, l'anniversaire de la Proclamation de la République[337]. Parmi les lois promulguées par le CUN se trouve également la loi n°211 *précitée* , qui est toujours en vigueur. Le rapport et la proposition de loi présentés par le membre Selahattin Ozgur[338], précisent que les notions concernant le loyalisme et la loyauté militaire ont été reprises par la loi 2771, sans changement.

B-Des obligations de loyalisme et de loyauté apparues avec le premier coup d'Etat

L'obligation de loyalisme et de loyauté des fonctionnaires dans le système turc apparaissent dans les lois dès lors depuis le coup d'Etat de 1960. Le législateur constituant promulgue des lois concernant les fonctionnaires civils et militaires qui malgré divers changements, sont toujours en vigueur en Turquie.

Ces notions ont été intégrées dans la fonction publique militaire (1) avant leur apparition dans la fonction publique civile (2).

---

[334] MARCOU Jean, « Turquie : la constitutionnalisation inachevée », Égypte/Monde arabe, 2 / 2005, mis en ligne le 08 juillet 2008, , https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/TBMM/d05/c004/tbmm05004036.pdf consulté le 07 juillet 2022

[335] Bien que la doctrine turque parle de la loi n°1 du 12 juin 1960, nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'une loi au sens propre puisque c'est par ce décret que le CUN s'autorise à se mettre à la place du GANT

[336] Loi n° 157 et n°158 du 13 décembre 1960 portant sur la constitution d'un conseil constituant

[337] TANOR Bulent *ibid.*, p.369

[338] Rapport de Ozgur Selahattin, Membre du CUN présenté à la Présidence le 9 décembre 1960, https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/MBK_/d00/c004/b058/mbk_000040580027.pdf , consulté le 07 juillet 2022

1-Loyauté et loyalisme dans la fonction publique militaire

Des obligations de loyalisme et de loyauté des militaires sont citées dans la loi n° 211 du 4 janvier 1961 dans ses articles 35 (par sa version du 1961 avant son abrogation en juillet 2013[339]), 37 et 39. La lecture combinée de ces articles permet de définir et d'apporter des précisions sur les notions de loyauté et de loyalisme dans la fonction publique militaire.

L'article 35[340], dans sa version abrogée détermine la mission de l'armée turque comme la protection et la sauvegarde de la Patrie et la République de Turquie déterminée par la Constitution. Cette mission déterminée par le législateur constituant en 1960 précise la mission de l'armée et prévoit par conséquent la protection des valeurs républicaines de la Turquie. L'article 37 [341]de la même loi, qui n'a subi aucun changement depuis sa promulgation, prévoit le serment que chaque militaire doit prêter en rejoignant l'armée pour « servir à la nation et à la république avec loyauté » et une obligation de loyalisme à la République dans son article 39[342].

2-Loyauté et loyalisme dans la fonction publique civile

La loi n°657 du 14 juillet 1965 sur les fonctionnaires civils dans 2 articles mentionne expressément l'obligation de loyalisme et de loyauté : L'article 6 de ladite loi précise que « Les fonctionnaires de l'Etat doivent être loyaux à la Constitution de la République et les lois au service de la Nation. »[343]. Cette obligation de loyauté est complétée par son article 7 dont le titre est : « l'obligation de neutralité et de loyalisme » des fonctionnaires[344].

---

[339] Changement et réécriture de l'article 35 portant sur les missions des forces des armées turques par la loi n° 6496 du 13 juillet 2013

[340] L'article 35 *précité*e, *Cf*,. Chapitre 2- La limitation de la mission de l'armée turque et sa redéfinition hors territoire national

[341] Article 37 de la loi n°211 – Chaque soldat qui se joint aux Forces Armées doit prêter serment comme suit : « Je jure sur l'honneur que je servirai ma nation et ma république en toute loyauté et amour, j'obéirai au service, aux lois , aux règlements et à mes supérieurs, je considérerai l'honneur militaire et la célébrité de l'étendard turc plus saints que ma vie et en cas de besoin je sacrifierai ma vie pour la patrie, la république et le devoir ; en période de paix ou de guerre, sur la terre , sur la mer ou dans les airs. (Traduit par nos soins)

[342] Article 39 de la loi n°211 – « Dans les Forces Armées, côte à côte avec l'éducation militaire on attribue un grand soin à élever l'éthique et la morale et à fortifier les sentiments nationalistes. Loyale (loyalisme-fidélité) à la République, amour de la patrie, bonne morale, obéissance au supérieur, persévérance, effort, courage et hardiesse, insouciance de sa propre vie si nécessaire, se porter en harmonie avec ses camarades d'arme, solidarité, ordre et bonne tenue, se méfier de ce qui est interdit, soigner sa santé et garder les secrets sont les devoirs de chaque soldat. » Traduit par nos soins

[343] La loi n°657 du 14 juillet 1965 sur les fonctionnaires, article 6 traduit par nos soins.

L'écriture de ces articles n'est pas un hasard : parmi les obligations de responsabilité et les devoirs des fonctionnaires turcs cités dans la loi n° 657[345], ces deux articles sont également révisés à la suite d'un autre coup d'Etat en 1980[346] . Le législateur a pris le soin de préciser ces deux obligations d'une façon distincte et précise. Par conséquent on peut admettre qu'il s'agit d'une double obligation pour le fonctionnaire : une obligation de loyauté à la Constitution et aux lois d'une part et un loyalisme envers l'Etat d'autre part [347].

Ce changement de l'article 6 §2 en 1982 impose également aux fonctionnaires civils, -comme celui des militaires- une obligation de prêter serment et cite le serment qu'un fonctionnaire doit jurer sur certaines valeurs parmi lesquelles se trouve le loyalisme envers la Constitution, les principes et les réformes d'Atatürk[348] et le nationalisme turc défini dans la Constitution.

Quant à l'article 7 de la loi n°657, il est également révisé en 1982 : la version initiale de l'article prévoyait le devoir de neutralité des fonctionnaires et leur interdiction d'adhésion à un parti politique tandis qu'en 1982 l'obligation de « loyalisme envers l'Etat « a été intégrée dans la loi avec un paragraphe additionnel qui prévoit une obligation de protection des intérêts nationaux et les principes d'interdiction de tout acte mettant en cause l'indépendance, l'intégralité et la sécurité de la République.

Ces deux articles précités n'ont subi aucun changement à la suite de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016.

---

[344] En effet l'article 7 de la loi n° 657 du 14 juillet 1965 sur les fonctionnaires parle de l'interdiction d'adhérer à un parti politique des fonctionnaires. L'article en vigueur aujourd'hui est intégré à la loi n° 657 par la loi 2670 du 12 mai 1982, suite au coup d'Etat de 1980.

[345] De l'article 6 à 16 de la loi n° 657 du 14 juillet 1965 sur les fonctionnaires concerne les devoirs et les obligations des fonctionnaires.

[346] La loi n° 2670 du 12 mai 1982 modifiant l'article 6 et la loi n° 2671 du 12 mai 1982 modifiant l'article 7 de la loi n°657.

[347] La version initiale des articles 6 et 7 de la loi n°657 était beaucoup plus courte et moins détaillée comparée à la version actuelle. La version initiale de l'article 6 citait l'obligation de « loyauté » tandis que le changement de l'article ajoute l'expression « au service de la Nation ». De plus avec un paragraphe ajouté, le serment à prêter pour les fonctionnaires est également intégré dans la loi.

[348] Le serment prêté par le fonctionnaire, cité dans le paragraphe 2 de l'article

Section 2- Le principe de loyalisme à l'épreuve de l'histoire politique à partir des années de 2000

Le loyalisme militaire en Turquie fait couler beaucoup d'encre surtout lors des périodes de coup d'Etat. [349] Nombreux sont les sociologues et les juristes français et turcs à traiter des relations politico-militaires et des effets des coups d'Etat en Turquie[350].

Dans cette partie de notre travail nous n'allons pas traiter de l'histoire des coups d'Etat ni des raisons qui les ont motivés. Cependant on peut s'interroger sur la manière dont le loyalisme et la loyauté des militaires turcs sont mis à l'épreuve par les coups d'Etat.

Parmi les coups d'Etat qui ont changé la face de l'histoire politique de la Turquie, on voit que les militaires ayant mené des coup d'Etat n'ont pas manqué de justifier leurs actes en instrumentalisant leur obligation de loyalisme et le loyauté (§1). Ces principes dans les années 2000, changent d'objet et se transforme pour un avenir incertain de ces obligations (§2).

§1- Le loyalisme et la loyauté instrumentalisés pour justifier les coups d'Etat

L'obligation de loyalisme et de loyauté envers la République et la Nation prévus par les lois, n'ont pas empêché que des coups d'Etat aient eu lieu au cours de différentes périodes. De

[349] La République Turque, a subi deux grands coup d'Etats depuis sa création officielle en 1929. Le premier coup d'Etat a eu le 27 mai 1960 et le deuxième le 12 septembre 1980. En effet contrairement aux historiens qui citent quatre coups d'Etats dans l'histoire de la Turquie, les événements de 1971 et 1997 ne peuvent pas être conçus comme des coups d'Etat pour un juriste. En effet, les coups d'Etat de 1960 et 1980 se sont achevés par la prise du pouvoir gouvernemental et parlementaire par les militaires et des changements de constitution tandis que les événements de 1971 et 1997 peuvent être considérés/vus comme un avertissement de la part de l'armée turque.

[350] Dans ce sens, voir BILLION Didier, l'affaiblissement graduel du rôle politique de l'institution militaire en Turquie, in *Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*, Iris, Novembre 2013, BALANS Jean-Louis, Armée et politique en Turquie ou la démocratie hypothéquée, Pouvoirs, n°115, 2008, p.55-72., VERNIER Bernard, L'armée turque et la république néo-kémaliste, *in* Politique étrangère, n°3, 1965, p.259-279. DUMAN Mehmet Zeki, Relation between Army and Politics in Turkey and Ideological Origins of Military Coups (article en langue turque), publié par Insan&Insan, n°20, 2019, p.145-164, ULUCAKAR Mustafa, Civil-Military Relations in Turkey : A Critical Evaluation, Guvenlik Stratejileri, N°28, 2018, p.187-227, ERDEM Tevfik, M'histoire des interventions et les coups d'Etats en Turquie, Institute of Strategic Thinking, 2019 https://www.sde.org.tr/tevfik-erdem/genel/turkiyede-darbe-ve-mudahalelerin-kisa-tarihi-kose-yazisi-10443 (consulté le 23/01/2021) , UNSALDI Levent, Le militaire et la politique en Turquie, Edition Harmattan Paris 2005

plus, il s'agit d'une relecture idéologique et politique du devoir de loyalisme et de loyauté par les militaires bien forcée afin de justifier ces coups d'Etat (A). Cette considération n'a même pas été traitée ni questionnée dans les affaires, qui à partir des années de 2000 ont éclaté suite aux changements des lois portant sur la civilianisation des juridictions ayant la compétence de juger les militaires (B).

A- Une relecture idéologique et politique du devoir de loyalisme par les militaires

La relecture idéologique et politique du devoir de loyalisme dans le domaine du droit en Turquie a eu lieu de deux façons différentes et réciproques : d'une part les putschistes des coups d'Etat, les militaires ont accusé les gouvernements civils de l'époque en 1960 et en 1980 de violer les droits de loyalisme et de loyauté (1) et d'autre part, le gouvernement d'Erdoğan, en 2020, a annulé la décision de condamnation des gouvernements civils qui les ont mené à une exécution capitale (2).

1- La revendication des militaires sur les gouvernements civils de non-loyauté

Bien que les notions de loyalisme et de loyauté traitées dans ce chapitre figurent parmi les devoirs des militaires, ces notions ont également été instrumentalisées par les militaires putschistes de 1960 qui tentaient de justifier leurs actes par le manque de loyauté des gouvernements civils (a) tandis que les putschistes de 1980 parlaient d'un défaut de loyalisme indirect (b) afin de justifier leurs actes.

a- Une tentative de justification des putschistes de 1960 via le principe de manque de loyauté

Parmi les coups d'Etat qui ont eu lieu dans l'histoire politique de la Turquie, le coup d'Etat de 1960 est le plus marqué par une tentative de justification de l'action des militaires dans le but de légitimer leur intervention. Pour ce faire le CUN s'appuie sur 3 actes[351] : En premier lieu, il publie un rapport[352] établi par les enseignants de l'UFR DSP d'Istanbul pour constater le manque de loyalisme et de loyauté du gouvernement vis-à-vis de la Constitution.

[351] TANOR Bulent *ibid*, p.366

[352] Le rapport du 28 mai 1960 des principes déterminées par la commission de préparation de la Constitution

En deuxième lieu, le décret n°1 du 12 juillet 1960[353] prévoit que les forces de l'armée turque ont dû intervenir en vertu de leur mission de sauvegarde de la République et la Nation, précisée dans l'article 34 de la loi n°2771, portant sur le service intérieur. En dernier lieu, le préambule de la constitution cite que « La Nation turque a mené une Révolution contre un gouvernement qui a perdu sa légitimité[354] », par conséquent, le législateur constituant de l'époque, par une interprétation forcée, essaie de légitimer son intervention.

b- Une accusation indirecte de défaut de loyalisme des putschistes de 1980

Les putschistes du coup d'Etat de 1980 pour leur part n'ont pas cherché à le justifier juridiquement. Le Général Kenan Evren qui commandait le coup d'Etat du 12 septembre 1980, dans son communiqué relatif au coup d'Etat, précisait que l'intervention de l'armée s'était faite dans le but de « préserver l'intégrité territoriale et l'unité nationale, d'enrayer la menace d'une guerre civile fratricide, de restaurer l'autorité de l'État ainsi que de faire disparaître tous les obstacles qui empêchent le bon fonctionnement de la démocratie [355]». Bien qu'on puisse considérer que cette accusation envers le pouvoir civil d'une négligence sur la préservation de l'intégralité territoriale et de l'unité national viole le devoir de loyalisme, cette expression ne comporte pas de référence directe à ce principe.

2- La revanche d'Erdoğan sur les militaires putschistes dans les années 2000

La revanche d'Erdoğan sur les militaires putschistes, s'est faite en deux temps : dans un premier temps, il s'agit d'un règlement de comptes politique avec les militaires putschistes de 1960 (a) tandis que le règlement de comptes avec les putschistes de 1980 reste purement symbolique (b).

[353] Loi n°1 du 12 juin 1960, précitée

[354] Traduit par nos soins

[355] ÜNSALDI, *op.cit*., p.277

a- Une décision politique des putschistes du coup d'Etat de 1960

Ce n'est qu'en 2020, que les députés liés à Erdoğan ont accepté une loi[356] au sein de la GANT pour demander l'annulation de la loi n°1 du 12 juin 1960 qui était considérée comme la base juridique des juridictions des civils par les militaires. Il s'agit d'une loi ayant une portée purement symbolique mais illégale et vidée de son sens, puisque cette loi n'était plus en vigueur. En faisant cela, les députés d'Erdoğan, « ont à nouveau assassiné la chose (le bien) qui avait déjà été assassinée[357] ».

b- Un règlement de comptes symbolique avec les putschistes du coup d'Etat de 1980

Il s'agit des affaires connues sous le nom du « 12 septembre » faisant allusion à la date du coup d'Etat du 12 septembre 1980, commandé par le général Kenan Evren ; le chef d'État-major de l'époque et devenu président de la République suite au passage au gouvernement civil. L'enquête judiciaire a été mené par le procureur de la République à Ankara devant la Cour Pénale -Chambre 12- qui a condamné Kenan Evren à une peine de prison à perpétuité[358], peine qu'il n'a pas effectuée en raison de son décès[359]. On peut considérer qu'il s'agit d'une vengeance politique et symbolique puisque Kenan Evren fut le deuxième ancien président de la République condamné à perpétuité après l'ancien président Celal Bayar, qui régnait lors du coup d'Etat de 1960. Par ailleurs les juges de ces affaires de 12 septembre ont été chassés à la suite de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016.

C- La relecture politique non questionnée lors les affaires des coups d'Etats

À la suite d'affaires de renouvellement des jugements contre les militaires putschistes, à la grande surprise des juristes en Turquie, dans les affaires et les contentieux liés à la tentative de coup d'Etat menés contre les militaires, la principale accusation envers les militaires arrêtés fut le crime envers l'Etat (et pas la Nation) et la Constitution sans se baser sur le principe de loyalisme. Les lois promulguées suite au référendum du 12 septembre 2010, ont permis

[356] Loi n° 7248 du 23 juin 2020 portant sur l'annulation de la loi n°1 du 12 juin 1960

[357] GÖZLER Kemal, « Yururlukte olmayan bir kanu yururlukten kaldirilabilir mi ? 23 Haziran 2020 tarih ve 7248 sayili kanun hakkinda elestiriler », Turk Anayasa Hukuku Sitesi, (traduit par nos soins) sur https://www.anayasa.gen.tr/7248-sayili-kanun.htm consulté le 23/01/2020

[358] Décision du tribunal pénal date le 18 juin 2014.

[359] Kenan Evren est décédé le 9 mai 2015, pendant que l'affaire était pendante devant la Cour de cassation

aux juridictions civiles de mener des affaires contre les militaires. Cela a causé une série d'affaires menées contre les militaires, d'une part les anciens putschistes du coup d'Etat de 1980, et d'autre part une série d'affaires *Balyoz et Ergenekon* qui sont considérées comme les affaires qui ont bouleversé les relations du gouvernement civil contre les militaires. Les militaires ont été accusés non seulement d'une tentative de coup d'Etat, mais aussi de vouloir faire basculer le pays dans le chaos afin de justifier une intervention de l'armée[360] et l'ancien chef de l'état-major Ilker Basbug a été condamné à la prison à perpétuité. Ces accusations ont été classées sans suite dans les affaires liées à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 puisqu'il a été jugé que les acteurs de la tentative ont également inventé à l'époque des fausses preuves pour la condamnation des militaires. Ces affaires pourraient être exemplaires pour créer la jurisprudence concernant les affaires semblables pour enrichir la fonction publique militaire sur les notions de loyalisme et de loyauté militaire.

§2- Transformation du loyalisme et de la loyauté pour un avenir incertain

L'omission d'un enrichissement de la doctrine sur la fonction publique civile et militaire par des affaires citées ci-dessus, n'est pas une opportunité manquée mais en même temps, accroît l'incertitude autour des obligations principales de la fonction publique militaire. D'une part se pose la question de savoir si les obligations de loyauté et de loyalisme ont été impactées (A) et d'autre part, comment le gouvernement présidé par Monsieur Erdoğan a tiré des profits par l'intermédiaire du Conseil d'Etat afin de notifier les fonctionnaires de la République turque (B).

A- L'obligation de loyauté et de loyalisme sont-ils impactés par les affaires concernant les militaires ?

L'obligation de loyauté et de loyalisme des militaires, juridiquement n'a subi aucun changement depuis la promulgation de la loi n°211 sauf l'article concernant les missions de l'armée turque qui a été réécrite de façon à exclure la missions des armées turques dans le territoire national sauf décision contraire du président de la République[361].

[360] KAYA Sumbul, Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'Etat du 15 juillet 2016, in La Découverte, Mouvements, 2017 n°90 p.19 à 29, p.22

[361] *Cf,.* Chapitre 2- La limitation de la mission de l'armée turque et sa redéfinition hors territoire nationale

La consolidation du pouvoir d'Erdoğan ne s'est pas faite du jour au lendemain. Certes les affaires concernant les jugements des anciens militaires putschistes ont augmenté la confiance du peuple civil, envers le président Erdoğan. Mais la transformation du régime politique et la centralisation du pouvoir autour de la personne du président Erdoğan qu'à travers la redéfinition des relations entre institutions militaires et judiciaire [362] en faveur du pouvoir civil a un effet concret sur la loyauté et le loyalisme attendu au niveau des fonctionnaires, civil ou militaire. Dès lors l'obligation de loyalisme et de loyauté s'articulent autour d'une personne : le président lui-même.

B- Le rapport du Conseil d'Etat Turc « rappelant » l'obligation de loyauté et de loyalisme suite à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016

En 2017, une année après la tentative de coup d'Etat, le conseil d'Etat turc a publié un rapport annuel[363] qui contient également un dossier spécifique sur l'obligation de loyauté et le loyalisme des fonctionnaires turcs [364] en traitant des exemples de décisions du CrEDH et des différents systèmes de la fonction publique civile parmi lesquelles se trouve celle de la France. Ce rapport peut être considéré comme le seul et unique document qui traite du sujet de loyalisme et de loyauté des fonctionnaires. Malheureusement le dossier n'est pas approfondi par les récits historiques et politiques afin de concrétiser les notions de loyalisme et de loyauté surtout dans le domaine de la fonction publique.

[362]BENHAIM Yohanan, KAYA Ugur, YANKAYA Dilek, « La Turquie post-coup d'Etat ; une présidentialisation autoritaire', in Confluences Méditerranée, L'Harmattan, 2018/4 n°107 p 9 à 14, p.10

[363] Conseil d'Etat Turc, Danistay ve Idari yargi gunu, 149.yil Sempozyumu, Colloque du 149ème anniversaire du Conseil d'Etat Turc et de la juridiction administrative, n° 93, 11 mai 2017, Ankara. En effet bien que le rapport dans sa version en ligne soit daté du 11 mai 2017, le colloque a eu lieu le 22 juin 2018 juste 2 jours avant les élections nationales https://www.danistay.gov.tr/assets/pdf/yayinlar/sempozyum/08_02_2019_015819.pdf consulté le 11 janvier 2021

[364] L'organisation de cette conférence a été vivement critiquée par les membres du parti d'opposition CHP au motif que la publication de ce rapport relevait des doutes sur des propagandes des élections de 24 juillet https://www.sondakika.com/haber/haber-danistayin-kamu-gorevlilerinin-sadakat-yukumlulugu-10975227/, consulté le 11janvier 2021, https://odatv4.com/kamu-gorevlilerinin-sadakat-yukumlulugu-22061825.html, consulté le 13 janvier 2021

Contrairement à ce qu'on attendait d'un colloque scientifique au sein du Conseil d'Etat, suite à la tentative de coup d'Etat, la présentation du professeur Akyilmaz [365] ne concernait pas spécifiquement les militaires mais une précision sur l'obligation de loyauté et de loyalisme de « tout fonctionnaire » juste avant les élections nationales. Ce rappel contenait une précision sur l'obligation de loyauté à la Constitution et les lois et un loyalisme à l'Etat.

Par contre à la fin de sa présentation, le professeur Akyilmaz répond à une question sur l'intégration des partisans d'AKP au sein de l'administration et la violation du principe de loyalisme et de neutralité, précisant que le seul fait que ces personnes soient partisanes d'AKP ne constitue pas de violation au principe de loyauté puisqu'ils ne seront pas concernés par cette obligation jusqu'au moment où ils deviennent « fonctionnaires [366]« .

Quelle que soit la valeur accordée à la notion de loyalisme et de loyauté, il est évident que ces principes mettent en relief l'attachement des militaires à des valeurs essentielles de la gouvernance. En effet, la Turquie bien qu'elle ait eu des opportunités de remplir le vide juridique et de développer une jurisprudence, aurait pu améliorer les liens entre la politique civile et militaire tout en gardant le respect de la démocratie et le lien d'entre de gouvernement civil et les militaires.

[365] AKYILMAZ Bahtiyar, *L'obligation de loyauté des fonctionnaires envers l'Etat en droit turc, Rapport du Conseil d'Etat », in* Rapport du Conseil d'Etat Turc n° 93, 11 mai 2017, Ankara, p.15

[366] AKYILMAZ Bahtiyar, *op.cit.,* p.61

Chapitre 2- L'obéissance militaire

L'obéissance est une des obligations essentielles de l'agent de l'Etat qu'il soit militaire ou civil. L'obligation certes n'est pas l'apanage des membres de l'armée, mais l'obligation d'obéissance s'affirme avec plus de rigidité dans l'armée puisque le bon fonctionnement d'une armée nécessite une confiance réciproque qui garantit l'unité d'action.

Le devoir d'obéissance, pilier essentiel de la discipline militaire, se développe et évolue au cours des années. D'un principe strict d'obéissance qu'on peut qualifier d'absolue, on passe à une période où les militaires ne sont plus considérés comme « *perinde ac cavader* [367]» mais comme « des baïonnettes intelligentes » c'est-à-dire qu'ils sont responsables de leur action comme de leur inaction[368].

En France, dont l'histoire est marquée par la seconde guerre mondiale et la guerre d'Algérie[369] le législateur intègre en 1966 la notion d'ordre illégal dans le règlement de discipline générale de l'armée[370] et ouvre ainsi la voie à un devoir d'obéissance qui responsabilise le subordonné. L'histoire avait fait vite remarquer le danger du devoir d'obéissance dans sa version classique qu'on appellera l'obéissance absolue. Par contre la Turquie, et c'est la raison essentielle pour laquelle la Turquie a eu du retard dans la perception de cette notion, bien qu'elle n'adopte pas la version stricte de l'obligation absolue d'obéissance pour les militaires, ne s'éloigne pas de son application et reste dans la pratique sur l'approche d'une obéissance absolue pour les militaires.

En Turquie, bien que le devoir d'obéissance ait une valeur constitutionnelle (voir *infra*), son application reste incertaine pour les militaires. Ce dilemme se pose suite à la tentative de

[367] « A la manière d'un cadavre » en latin, BENEDICENTI, Limiti Giuridici del dovere di Obbendienza dell'Inferiore Gerarchino, Les limites juridiques du devoir d'obéissance du subordonné, in Archivio Giuridico cité par GUNAL Yilmaz, Amirin Emrini Icrada, Emrin Mesruiyetini Kontrol Meselesi, Ankara Universitesi Siyasal Bilimler Fakultesi yayinlari -AUSBF-, 1965 Ankara,p.636.

[368] BAUDE VALLEE *op. cit*., p.516.

[369] Pour plus d'information, *cf,* RADIONOFF Loris Marius, *Désobéir en guerre d'Algérie, La crise de l'autorité dans l'armée française*, Edition Seuil, 2023.

[370] Décret n°66-749 du 1er octobre 1966 portant règlement de discipline générale dans les armées en France.

coup d'Etat de 2016 et sur la notion d'obéissance lors des affaires concernant les militaires et les cadets ayant été sur place lors de la tentative. Il est clair que lors de la rédaction de cette partie de notre travail, nous n'arrivons pas à nous empêcher de mentionner l'exemple concret concernant les militaires turcs : l'image des militaires de rang et des cadets militaires qui malgré l'ordre de tirer sur les civils lors de la tentative de coup d'Etat, sur le pont Bosphore, ont été lynchés par la population civile pour les arrêter malgré leur désobéissance. Certaines de ces affaires concernant les cadets militaires sont toujours en cours devant la Cour de cassation tandis que l'Etat turc d'abstient de toute communication concernant les militaires et les cadets lynchés sur place.

Dans la pratique, et lors de ces affaires, on voit que le législateur et les juges ne veulent plus appliquer la notion d'obéissance dans sa version classique et absolue qui est la version de la fonction publique militaire turque (Section 1) tout en essayant de se dirigeant vers l'obéissance active et souhaitée, basée sur la responsabilisation du militaire (Section 2).

Section 1- La version classique de l'obéissance en droit de la fonction publique militaire turque

L'obéissance, élément structurant essentiel de la discipline militaire, était souvent considéré comme un pilier intangible. En revanche la notion d'obéissance a subi des changements au cours de l'Histoire. L'évolution du devoir d'obéissance s'est construite progressivement au gré des évènements de l'histoire des pays.

L'obéissance, dans sa définition classique, signifie se soumettre -à quelqu'un- en se conformant à ce qu'il ordonne ou défend[371] et exécuter ses ordres[372]. Au-delà de sa définition classique, le général Irastorza qualifie l'obéissance comme « un sentiment positif et instinctif, né de la confiance réciproque entre le chef et ses subordonnés[373] », qui oblige également l'intéressé à se comporter non seulement conformément aux ordres reçus mais démontre aussi un élan d'affection filiale qui crée un lien entre le supérieur hiérarchique et le subordonné.

[371] *Déf.*, REY Alain, Le Petit Robert Micro, Editions le Robert, 2012.
[372] *Déf.*, https://academie.atilf.fr/9/consulter/obéir?page=1 (consulté le 2 mai 2023).
[373] Le général IRASTORZA Elrick, *in* JUIN Alphonse, *Trois siècles d'obéissance militaire* (1650-1963), Edition L'esprit du Livre, Collection Stratégie et Défense, 2009, p. 5.

Le principe d'obéissance militaire dans sa version classique est une obligation absolue (§1) avec une prise en compte de la sensibilité du pouvoir de commandement (§2).

§1- La version classique de l'obéissance : l'obéissance absolue

Le principe de l'obéissance dans sa forme classique est une obéissance qu'on qualifie d'absolue : elle déresponsabilise le soldat en le privant de toute initiative[374]. Cette version classique est toujours en vigueur avec quelques changements nuancés dans le système turc.

Il s'agit d'une obéissance absolue quand le soldat devient « un simple exécutant irresponsable » dans le système militaire. Le soldat doit exécuter l'ordre « sans hésitation ni murmure »[375]. D'une façon pure et simple, l'autorité qui donne l'ordre est la seule responsable et la réclamation du subordonné n'est permise qu'une fois l'ordre exécuté [376].

M. Quaglierini qualifie cette version classique comme « une soumission traditionnellement exigée excluant toute insubordination[377] », ce qui est l'avantage de ce système. Aucune désobéissance n'est tolérée et le responsable est l'autorité qui demande l'exécution de l'ordre. L'exécutant ne risque rien, il ne doit pas s'interroger sur les détails de l'ordre et accomplir sa mission. La formulation du général Juin se référant à son expérience de soldat, reflète entièrement ce principe : « *J'ai obéi quand l'obéissance allait de soi, mais j'ai également obéi dans des circonstances où beaucoup estiment, ou ont estimé qu'il aurait fallu désobéir* [378]« .

Bien que le devoir d'obéissance ait valeur constitutionnelle en Turquie (A), cela crée une ambiguïté sur la législation de la fonction publique militaire concernant l'obéissance (B).

[374] BAUDE VALEE, *op. cit*. p.510.

[375] CORDONNIER Le Général, *L'obéissance aux Armées*, Edition Charles-Lavauzelle, 1924, Paris, p. 5.

[376] CORDONNIER, *Ibidem.*

[377] QUAGLIERINI, *op. cit*., p.272.

[378] JUIN Alphonse, *op. cit*., p.14.

A- L'obéissance est un devoir à valeur constitutionnelle en Turquie

L'obligation d'obéissance est un devoir à valeur constitutionnelle dans les constitutions successives promulguées en Turquie.

Bien que la Constitution de 1876[379] ne soit pas celle de la République turque mais de l'Empire ottoman, il est intéressant de voir la volonté du législateur à l'époque, *Cemiyet-i Mahsusa*, un conseil spécial[380], de décréter une interdiction portant sur les ordres de nature arbitraire, précisant que certains ordres peuvent être de nature illégale. M. Degirmenci[381] précise que l'article 41 de la Constitution prévoyait que le subordonné ayant exécuté un ordre illégal serait responsable à l'instar de son supérieur[382]. Ce principe de non-applicabilité des ordres illégaux n'a pas trouvé sa place dans la Constitution éphémère de 1921[383] mais réapparaît dans les constitutions de 1924[384], de 1961[385] et de 1982[386].

L'article 125 de la Constitution de 1961 et l'article 137 de la Constitution de 1982 sont rédigés de la même façon :

« Tout agent public, quels que soient son rang et sa fonction, considérant que l'ordre qu'il a reçu de son supérieur n'est pas conforme au règlement, au décret présidentiel, à la loi ou à la constitution ne doit pas exécuter l'ordre et en informer son supérieur.

---

[379] La Constitution de 1876 (*Kanuni Esasi*) promulguée par Abdulhamit II, est conçue comme la première tentative d'une monarchie constitutionnelle de l'Empire ottoman, qui est restée en vigueur (avec quelques interruptions) jusqu'à la promulgation de la Constitution de la République turque en 1924.

[380] TANOR Bulent, *op. cit*., p.133, Cemiyet-i Mahsusa est un conseil crée pour la préparation de cette constitution, composé de 2 militaires et de 16 bureaucrates civils (dont 3 appartenant à la religion chrétienne) et 10 personnes de *uléma,* titre pour les docteurs de la loi musulmane, https://www.cnrtl.fr/definition/uléma, consulté le 22 mai 2023

[381] DEĞIRMENCI Olgun, Turk Ceza Hukukunda kusurlulugu kaldiran neden olarak amirin emrini ifa, *The Execution of Superoor's Order as an excuse in Turkish Criminal Law*, TAAD, Année 3, n°10- Juillet 2012, p.467.

[382] Traduit par nos soins.

[383] La Constitution de 1921, loi n°85,(*Teskilati Esasiye Kanunu*) promulguée le 20 janvier 1921, peut être conçue comme la première constitution de la République turque. En effet il s'agit d'une constitution qui est créée suite à l'ouverture de la GANT (*TBMM*) le 23 avril 1921. Comme cette période est marquée par la Guerre d'Indépendance.

[384] La Constitution de 1924, loi n°491 du 20 avril 1924.

[385] La Constitution de 1961, loi n°334 du 9 juillet 1961.

[386] La Constitution de 1984, loi n°2709 du 18 octobre 1982.

Dans le cas où le supérieur insiste pour l'accomplissement et renouvelle l'ordre par écrit, l'ordre est accompli et dans ce cas celui qui l'exécute n'est pas tenu pour responsable.

Un ordre qui porte sur un crime n'est en aucun cas accompli et celui qui l'accomplit n'est pas délivré de sa responsabilité.

Sont exclues les missions d'ordre militaire, les exceptions indiquées par la loi portant sur l'urgence, la protection de l'ordre public et de la sécurité publique ».[387]

Cependant ces deux articles prévoient une exception dans leur troisième paragraphe : la règle générale de non-applicabilité des ordres illégaux exclut les lois concernant les militaires et les lois d'urgence sur l'ordre et la sécurité publique. En effet, il est remarquable que la constitution n'ouvre pas la voie à un droit de désobéissance, mais à une règlementation différenciée concernant les militaires.

B- Un corpus juridique ambigu sur l'obéissance absolue pour les militaires turcs

L'obligation du devoir d'obéissance pour les fonctionnaires et pour les militaires trouve sa place dans de nombreuses législations. L'obligation à valeur constitutionnelle, est citée dans la constitution, la loi n° 211 portant sur le service intérieur des forces de l'armée turque, la loi n°1632 du code pénal militaire et la loi n° 6413 sur la discipline militaire.

Comme toute la législation concernant les militaires en Turquie, diverses règles concernant l'obéissance hiérarchique sont éparpillées dans différentes lois. Le point commun de tous ces articles c'est qu'ils parlent d'une obligation d'obéissance d'absolue des subordonnés.

Pour le législateur turc, le principe d'obéissance absolue est le fondement essentiel de la discipline des armées : « La discipline est définie comme l'obéissance absolue du subordonné aux lois, aux règlements et aux ordres du supérieur [388]». Le principe d'obéissance absolue est prévu par l'article 14 de la loi précitée[389] : « Le subordonné doit respecter ses supérieurs en toute conformité avec les coutumes générales et les usages militaires, avec une obéissance

[387] Traduit par nos soins

[388] L'article 13 de la Loi n°211 du 4 janvier 1961 portant sur le service intérieur des forces de l'armée turque, traduit par nos soins.

[389] Loi n°211 du 4 janvier 1961 portant sur le service intérieur des forces de l'armée turque.

absolue comme indiquée dans les lois et les règlements. Le subordonné doit accomplir à temps l'ordre reçu sans le modifier et sans dépasser les limites fixées.[390] ».

Le principe est complété par le règlement de service intérieur[391], qui définit l'obéissance : « Le fondement de la hiérarchie militaire est l'obéissance absolue. L'obéissance est définie comme accomplissement par le subordonné de l'ordre qu'il a reçu de son supérieur, sans la moindre hésitation, mais avec ténacité, sans violer les lois et les règlements et en se méfiant de commettre les actes qui sont interdits. Une obéissance complète et cordiale est assurée par la confiance et la dévotion que le supérieur impose[392] ».

Le choix pour lequel a opté le législateur turc concernant l'obéissance militaire reste absolu puisque le lien hiérarchique est beaucoup plus strict dans l'armée que dans le milieu civil[393]. La raison essentielle c'est la motivation de ce choix qui est précisée dans le même règlement[394] : « Chaque subordonné doit s'assurer que ses supérieurs sont plus expérimentés, qu'ils ont davantage servi le pays, qu'ils sont bienveillants et qu'ils vont le protéger. Ce sont les bases de l'esprit d'obéissance ». Le choix du législateur reste au cœur du dilemme militaire dans son organisation spécifique sur son devoir d'obéissance.

§2- La sensibilité du pouvoir de commandement

L'obéissance et le commandement sont un couple indissociable au cœur de la fonction publique militaire. Dans son rôle d'encadrement, le chef a la spécificité d'exercer une autorité sur ses subordonnés. Le chef joue un rôle principal dans la hiérarchie militaire. Son pouvoir est perçu comme légitime avec « la dimension affective de pouvoir de sanction, de récompense, de compétence, de référence[395] ». Le chef qui incarne l'autorité, agit et fait agir par les ordres soit en temps de guerre soit en temps de paix. En effet dans ce travail, nous avions précédemment évoqué la notion de chef et de supérieur entre le pouvoir civil et le pouvoir mili-

[390] Traduit par nos soins.

[391] Règlement de service intérieur, publié au journal officiel le 6-7-8 septembre 1961.

[392] Traduit par nos soins.

[393] GUNAL Yilmaz, Amirin Emrini Icrada, Emrin Mesruiyetini Kontrol Meselesi, Ankara Universitesi Siyasal Bilimler Fakultesi yayinlari -AUSBF-, 1965 Ankara, p.637.

[394] L'article 5 du Règlement de service intérieur publié au journal officiel le 6-7-8 septembre 1961, traduit par nos soins.

[395] SOURBIER-PINTERLINE, *Obéir et se faire obéir*, Armée de terre, Edition Inflexions, 2006/1, n°2, https://www.cairn.info/revue-inflexions-2006-1-page-139.htm, consulté le 22/05/2021

taire et le lien de commandement au sein de la haute hiérarchie militaire entre les états-majors des armées. Il s'agit dans ce sens d'un empiétement de compétence et de l'autorité suite aux derniers changements intervenus après la tentative de coup d'Etat de 2016 avec le rattachement du CEMA, jouissant d'un statut presque indépendant, au ministère de la Défense[396]. Afin d'éviter une répétition, dans cette partie de notre travail nous allons nous intéresser au lien entre les militaires, plus précisément entre le supérieur de la hiérarchie militaire, le chef et le subordonné. Dans la pratique de la fonction publique militaire en Turquie comme dans tous les systèmes de divers pays, le commandement crée un rapport de force inégal entre le supérieur et le subordonné, une considération basée sur la notion de père bienveillant (A) tandis que sa légitimité discutée risquera de nuire au lien de confiance (B).

A- Le commandement : un rapport de force inégal basé sur la notion de père bienveillant

L'univers militaire pour M. Dufoulon[397], a incarné l'archétype de l'autorité hiérarchique avec la subordination incontestable à des ordres énoncés par le supérieur comme le représentant mandaté de l'institution : le chef. Les responsabilités et les devoirs du chef dépendent de sa place dans la hiérarchie militaire[398].

Le système turc, par l'article 9 de la loi n° 211,[399] définit le chef comme *« la personne possédant le pouvoir d'ordonner conformément à sa position hiérarchique* » et détermine les missions du chef dans les articles 15 à 18 de la même loi. De la même manière, le chef turc a le droit de sanctionner son subordonné si les conditions l'exigent.

Le dilemme du subordonné découle de ce rapport de force entre le chef et le subordonné dans des conditions inégales au moment où le subordonné ne respecte pas à l'ordre de son chef quelle que soit la portée du refus. Tenu par la figure de père bienveillant, suite à l'article

[396] *Cf*, Chapitre 1er, Le Placement de l'Etat-major général sous l'autorité du ministère de la Défense.

[397] DUFOULON Serge, *L'armée comme lieu de promotion sociale ? Le cas des nouvelles catégories d'officiers issus des filières universitaires*, in François GRESLE (dir.), *Sociologie du milieu militaire : les conséquences de la professionnalisation sur les armées et l'identité militaire*, Paris, L'Harmattan, 2005.

[398] Cette hiérarchie générale des militaires est codifiée dans les lois des deux pays. En France, article L.4131-1 du code de la défense, énumère les galons militaires par ordre croissant comme l'article 3 de la loi n°211 du 4 janvier 1961 portant sur le service intérieur des forces de l'armée dans le système turc.

[399] Loi n°211 du 4 janvier 1961 portant sur le service intérieur des forces de l'armée dans le système turc, traduit par nos soins.

5 du règlement de service intérieur *précité*, le supérieur est considéré comme étant plus expérimenté. Ce point de vue n'est pas propre aux appelés du service militaire. Dans ce système, l'officier qui est considéré comme un père, reste si nécessaire sévère mais considéré juste et attentif au bien de ces hommes[400].

Cette force que le supérieur hiérarchique possède, ou l'arme du supérieur hiérarchique[401], dans sa version sévère peut influencer la carrière entière d'un subordonné. En cas d'exercice abusif de la force, le subordonné peut se sentir harcelé et sanctionné en cas de désobéissance. Comme le dit M. Cochet, « La désobéissance devient une vertu quand elle est pratiquée par les grands chefs. Alors que le simple soldat désobéissant se voit taxer de mutin et se trouve passible de la peine de mort[402] ».

B- Le commandement et le lien de confiance

Le rôle et le pouvoir d'un chef dans l'armée sont spécifiques : il s'agit de commander des hommes dont la mission est de tuer ou de se sacrifier si nécessaire. Dans un état où la question de vie et de mort dépend du chef, le sentiment de confiance reste l'élément essentiel pour le commandement. La singularité de l'action militaire nécessite la mise en place des liens spécifiques et cohésifs sans équivalent[403] pour se soucier de la survie des frères d'armes.

Ce lien de confiance, primordial pour le bon fonctionnement des armées semble parfois difficile à construire mais plus facile à détruire. Quoi qu'il en soit, la mise en cause d'une décision de l'autorité peut nuire à ce lien de confiance. L'article précité du règlement reste intéressant car il insiste sur la présomption de confiance dans ses supérieurs de la part des subordonnés et accentue le choix de l'obéissance absolue dans la fonction publique militaire en Turquie. M. Unsaldi, dans ses témoignages, reflète l'impression que les commandants ont sur les soldats : Le soldat est considéré comme un enfant, supposé donc implicitement irres-

[400] Voir dans ce sens UNSALDI, *ibid,* p.183.

[401] Expression utilisée par MATELLY Jean-Hugues, *in*, « *Je refuse* ! » : le subordonné face à l'ordre illégal, Les champs de Mars, 2000/2 N°8, La Documentation française, p.133.

[402] COCHET François, *Expérience combattante XIXè- XXIè siècle, Obéir et commander au feu*, tome II, Riveneuve Editions, 2011, p.25.

[403] WEBER Clause, *Réflexions sur les formes d'autorité et l'obéissance à un ordre illégal*, *in* COCHET Francois, *Expérience combattante XIXè- XXIè siècle, Obéir et commander au feu*, tome II, Riveneuve Editions, p.32.

ponsable, il ne serait pas possible de prévoir son comportement et il faudrait s'occuper de tout. Ces témoignages concluent que à l'opposé de l'officier censé digne de confiance, le soldat est plutôt supposé irresponsable, peu fiable, et motivé dans l'accomplissement de son devoir par la peur de punition et souligne que les soldats craignent leurs officiers davantage que l'ennemi[404].

En conséquence, on peut considérer que les lois sur l'obéissance militaire en Turquie prévoient le principe d'obéissance absolue basée sur ce raisonnement. Pour en revenir aux militaires qui se trouvaient face aux civils lors de la tentative de coup d'Etat et auraient dû être jugés tout en prenant en considération ces principes et des articles cités en vue de leur grade et statut. Pourtant les jugements et les échanges suite à ces affaires ont montré une hésitation sur les exceptions, si on peut les qualifier comme telles, prévues par les lois et la jurisprudence, qui ouvrent la voie à une obéissance tempérée, ce qui sera le sujet de notre prochaine section.

Section 2- Obéissance souhaitée : la responsabilisation du militaire

Le principe d'obéissance absolue dans les armées est vivement critiqué vers le dernier tiers du XXe siècle. En Turquie, la notion d'ordre illégal, qui avait déjà sa valeur constitutionnelle depuis la Constitution de 1924, trouve à s'appliquer dans les jurisprudences concernant les militaires mais avec des précautions qui persistent encore aujourd'hui.

Un détournement essentiel du principe d'obéissance dans les armées, avec une obligation de désobéissance dans certaines conditions, se transforme et évolue vers une obéissance qu'on peut qualifier de « tempérée » mais sans obligation de désobéissance. En effet, le nouveau principe édicté pat les juges dans la pratique des affaires liées à la tentative de coup d'Etat est un effort forcé qui n'adoucit pas seulement le principe d'obéissance absolue mais met en cause aussi les valeurs existantes, et nuit au lien de commandement. Ce détournement mérite un examen critique du principe et des problèmes qui en découlent.

[404] UNSALDI *op.cit,* p.184, note de bas de page n°294.

Pour ce faire nous allons dans un premier temps nous intéresser aux débats idéologiques autour de la responsabilisation du militaire, qui devient acteur du système (§1) en s'appuyant sur la notion d'ordre illégal (§2).

§1- Le militaire acteur du système

L'évolution vers une idéologie des « baïonnettes intelligentes », apparaît dans la deuxième partie du XX^{e} siècle par multiples raisons : La remise en question de l'obéissance a été opérée selon un certain nombre de paramètres : la mutation de la nature des opérations militaires, l'internalisation croissante des conflits, la décentralisation du commandement et surtout les changements socioculturels[405] avec la prise en compte du haut niveau d'instruction des militaires. Il s'agit d'une responsabilisation des militaires par la notion d'obéissance active (A), cette responsabilisation pose un certain nombre de difficultés dans la pratique (B).

A- Les raisons de la responsabilisation d'une obéissance active

Contrairement à une obéissance absolue et passive qui considère le militaire comme « *perinde ac cavader* »[406] c'est-à-dire qui agit aveuglement, accorder un droit de désobéissance entraîne une obéissance active qui tend à responsabiliser le militaire dans le système.

La responsabilisation des militaires par une obéissance active rend le militaire acteur du système. Ainsi la discipline doit-elle être considérée comme un cadre fixant des limites, en permettant au soldat à conserver une autonomie pour qu'il ne se sente pas prisonnier mais acteur du système[407]. Le militaire n'est plus un exécutant mais un subordonné qui, pour MM Baude et Vallée, s'il n'a pas le choix des fins, a néanmoins le choix des moyens à employer pour satisfaire ces fins, de la manière la plus efficace [408].

---

[405] BRYON-PORTET Céline, *L'essor de la communication interne dans les armées et ses limites : du commandement au management*, publié sur https://communicationorganisation.revues.org/645, consulté le 19 mai 2021.

[406] BENEDICENTI, *op.cit.,*p.636.

[407] LA MAISONNEUVE Eric, *op.cit*.p.15.

[408] BAUDE et VALEE , *op.cit*.,p.515.

Du point de vue du général Cordonnier,[409] pour obéir à des ordres rédigés, le subordonné doit étudier, discuter et interpréter le document que lui a envoyé le chef, puisque dans la plupart du temps, le chef est loin et une explication ne peut être demandée. De la même façon, M. La Maisonneuve souligne qu'il ne s'agira dès lors en aucun cas d'une robotisation, ni d'une uniformisation[410].

En Turquie, un devoir de désobéissance pour les militaires n'est prévu par aucune loi[411], à l'exception de la loi n°657 portant sur les fonctionnaires qui prévoit un système spécifique pour les fonctionnaires civils. La fonction publique civile turque prévoit une obligation de demander l'application des ordres, qui pour eux semblent illégaux, par écrit. Dans les cas où le supérieur ordonne l'accomplissement de l'acte, le subordonné civil a le droit de demander l'ordre par écrit pour pouvoir se déresponsabiliser. Cette pratique n'est pas valable pour les militaires.

B- Les critiques et les problèmes concrets du système de responsabilisation du militaire

La responsabilisation du soldat n'est pas une notion facile à gérer. Elle exige du militaire de maitriser les diverses règles de droit et la capacité de les interpréter et les contester si nécessaire. Le système dysfonctionne dans plusieurs cas de figure :

Dans un premier temps, le système se base sur une hypothèse de la maîtrise du militaire sur différents sujets, plus spécifiquement sur le droit. Le législateur considère que le subordonné connaît parfaitement le droit[412]. De plus par exemple, pour le législateur français, il ne s'agit pas d'une simple considération de connaissance du droit interne mais aussi du droit

[409] CORDONNIER, *op.cit*., p.9.

[410] LA MAISONNEUVE Eric, *Le métier de soldat*, Edition Economica, Paris, 2002, p.15.

[411] L'article 10 de la loi portant sur la mission des supérieurs précise que « le supérieur ne peut pas donner des ordres en contradiction avec les lois et les décrets présidentiels » et dans son article 11 portant sur les devoirs et responsabilités des fonctionnaires, « les fonctionnaires sont tenus responsables vis-à-vis de leur supérieur de se comporter selon les principes déterminés par les lois et les règlements et d'accomplir leur mission comme il le faut. Dans le cas où le fonctionnaire se rend compte que l'ordre donné par son supérieur n'est pas conforme au règlement, au décret présidentiel, à la loi ou à la constitution, il n'accomplira pas cet ordre et en informera son supérieur. Dans le cas où le supérieur insiste pour l'accomplissement et renouvelle l'ordre en écrit, l'ordre est exécuté et dans ce cas celui qui l'exécute n'est pas tenu responsable. » Traduits par nos soins.

[412] WEBER Clause, *Réflexions sur les formes d'autorité et l'obéissance à un ordre illégal*, *in* COCHET Francois, *Expérience combattante XIXè- XXIè siècle, Obéir et commander au feu*, tome II, Riveneuve Editions, p. 35.

international : « *aux lois, aux coutumes de la guerre et aux conventions internationales* [413]». Considérant que cet apprentissage prend une période assez longue, même pour un étudiant en droit, (et même dans le cas de soldat dit *augmenté*) ; il semble assez difficile d'atteindre cette maîtrise pour des militaires appartenant à diverses cultures et éducation.

Ensuite, le système qui met le militaire au cœur du système, considère que le militaire en tant qu' être humain, « doit refuser d'obéir à son chef s'il doit aussi obéir à sa conscience[414] ». La plupart des ordres donnés aux militaires surtout en temps de guerre ou sous le feu, consiste à tuer ou neutraliser l'ennemi. Le militaire, donc le subordonné ayant reçu l'ordre de neutraliser l'ennemi peut avoir un petit moment d'hésitation avant de tirer sur un ennemi. Ce petit moment d'hésitation peut causer des préjudices irréparables.

En dernier lieu, réagir dans l'armée nécessite un lien de confiance et une garantie de l'unité d'action. En temps de guerre plus encore qu'en temps de paix, la guerre est une affaire de relations humaines dans laquelle la confiance réciproque est un élément nécessaire à tout bon commandement[415]. Cette notion de confiance a également un rôle sur la garantie de l'unité de l'action. C'est la raison pour laquelle l'autorité militaire peut être mise en cause.

§2-Notion d'ordre illégal en droit militaire

La constitution turque, consacre son article 137/II, à la notion d'ordre dont le contenu constitue une infraction. Malgré l'existence des articles 13 et 14 de la loi n°211 portant sur le service intérieur des armées, les opinions de la doctrine turque se basent sur l'article de la Constitution et l'article 41 du code pénal militaire en s'appuyant sur sa lecture combinée avec l'article 8 de la loi n°211. Il s'agit d'une obligation de contrôle que le militaire doit effectuer en deux phases (A), sans se voir condamner par les sanctions disciplinaires prévues par la même loi (B).

---

[413] C.Déf, art L.4122-1.

[414] Cité par VERHAEGEN Jacques, *Le refus d'obéissance aux ordres manifestement criminels- pour une procédure accessible aux subordonnés*, RICR Mars, Vol.84 N°845, 2002, p.35 sur l'audience du 27 aout 1946, Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international de Nuremberg, Nuremberg, 1949, Office of Chief of counsel, t.XXII, p.97.

[415] D'ANDURAIN Juile, *Les généraux de la Grande Guerre, entre obéissance et désobéissance*, in COCHET Francois, *Expérience combattante XIXè- XXIè siècle, Obéir et commander au feu*, tome II, Riveneuve Editions, p. 309

A-Un contrôle limité à deux phases de l'ordre illégal pour le militaire turc

En Turquie, la Constitution[416] prévoit une interdiction pour exécution des ordres illégaux tout en réservant au législateur la possibilité de prévoir des exceptions pour les lois concernant les militaires. Ces exceptions sont à effectuer en deux temps : s'interroger sur l'ordre (1) et de s'interroger sur la légalité de l'ordre (2).

1- La notion d'ordre en droit de la fonction publique militaire

La loi n° 211 *précitée*, dans son article 8, définit la notion d'ordre : « L'ordre c'est l'expression écrite ou orale d'une demande ou d'une interdiction concernant le service de l'armée[417]». Avec cette définition tous les ordres qui ne s'appliquent pas strictement au service de l'armée sont exclus et il incombe au subordonné de vérifier si l'ordre concerne le service de l'armée ou non[418]. Dans un deuxième temps il faut un contrôle du chef en personne[419] par le militaire : » - Le subordonné recevant l'ordre doit également vérifier si le chef est apte à donner cet ordre [420]. Ce contrôle nécessite un savoir sur l'article 9 de la loi n°211, qui prescrit la hiérarchie des galons des militaires. Ce contrôle formel de l'ordre nous paraît d'autant plus impossible et irréel : vu le nombre de textes de lois et des règles et même parfois des conventions internationales, un subordonné face à un ordre doit faire une analyse assez approfondie de tout le corpus juridique dont il est censé être responsable.

2- Sur la notion de la légalité de l'ordre

La notion d'ordre illégal (concernant les militaires) n'est citée que dans le code pénal militaire[421]. « Dans le cas où un ordre relatif au service de l'armée constitue un crime, celui

[416] Turquie, Constitution, art.137 sur les ordres illégaux.
[417] Traduit par nos soins.

[418] Décision de la Cour de cassation militaire, qui considère que l'interdiction concernant de ne pas écouter de la musique sans une précision de temps et de lieu n'est pas concernée par le service, 29 décembre 2004, E2004/1536 et K.2004/1530, et l'ordre de courir torse nu tout en portant leur fusils sur le dos n'est pas considéré comme un ordre concernant le service, décision du 18 novembre 2014, E 2014/0776 K.2014/0774.

[419] DEĞIRMENCI Olgun, Turk Ceza Hukukunda kusurlulugu kaldiran neden olarak amirin emrini ifa, The Execution of Superior's Order as an excuse in Turkish Criminal Law, TAAD, Année 3, N°10- Juillet 2012, p.473.

[420] Contrairement à l'idée de M. DEĞIRMENCI qui prévoit qu'il s'agirait d'un contrôle caduc puisque l'article 15 de la loi prévoit que le chef peut ordonner à tous les militaires sous son commandement, nous pensons que ce critère est important afin de pouvoir déterminer le responsable face à l'ordre illégal.

[421] Loi n° 1632 du 22 mai 1930 portant sur le code pénal militaire (Askeri Ceza Kanunu), art.41/3.

qui a donné l'ordre en est responsable. « et « le subordonné sera puni de complicité que s'il a dépassé les limites de l'ordre reçu et s'il est conscient que l'ordre donné par son supérieur est assimilable à un acte criminel[422]». Il s'agit d'une règlementation de détermination de la responsabilité mais qui ne détermine pas le style de comportement et la procédure face à l'acte illégal.

Il s'agit alors trois qualités que le militaire doit posséder [423] : aptitude à détecter un ordre qui contrevient à une règle supérieure, la capacité de juger cet ordre manifestement illégal et le courage de s'opposer à la décision du supérieur hiérarchique et d'assumer le cas échéant les conséquences disciplinaires et/ou pénales pour désobéissance.

Dans un système de droit national et international, il s'agira souvent des actes ou ordres flagrants où le subordonné doit se comporter comme un juriste spécialisé dans ce domaine. Cette idée ne nous paraît pas équitable surtout en considérant l'exemple d'un acte qui doit être accompli sous le feu et que c'est parfois en termes de secondes que se joue la vie des militaires et des civils sur les champs de bataille.

De plus, l'exemple le plus évident sur la notion d'ordre illégal, c'est le fait de « tirer sur l'ennemi ». Dans la mesure où le militaire intervient sur le théâtre opérationnel, par la nature de ses actes, on peut considérer a priori, que c'est une partie de sa mission. Dans l'affaire des cadets militaires qui ont participé à la tentative de coup d'Etat[424], plusieurs militaires inculpés précisent que leur commandant avait donné l'ordre de tirer « en cas d'attaque [425]». Le fait que leur commandant de l'époque les ait avertis dans le bus qu'il existait une attaque terroriste à Istanbul, et ait donné l'ordre de tirer sur les personnes en cas d'attaque, est le point culminant de cette affaire, en ce qui concerne les cadets, et reste à ce stade assez ambigu pour en juger avec les lois existantes.

---

[422] Traduit par nos soins

[423] DOARE Ronan, *Ordre légal, ordre illégal*, in François LECOINTRE (dir.), *Le soldat XX-XXIe siècle*, Gallimard, 2018 p.120-134.

[424] L'affaire concernant les cades militaires déplacés par leur supérieur lors de la tentative du coup d'Etat par les bus, ont été arrêté par les policiers et par les civils à Sultanbeyli , district d'Istanbul sur la route qui les emmenât sur le pont Bosphore. Affaire du 28ème Chambre Criminelle d'Istanbul, 2017/204 E., 2018/91 K. du 25 mai 2018, affaire non publiée.

[425] Les cadets militaires prétendent d'avoir eu l'ordre de tirer sur les civils en cas d'agitement et de contestation dans un premier temps considérant qu'ils sont des ennemis et pas des civils.

B- La sanction disciplinaire prévue pour le militaire turc

Le droit de refus pour un militaire face à un ordre illégal n'est pas reconnu dans le système de la fonction publique militaire turque. De plus, contrairement au droit de refus, le militaire qui se limite à contester un ordre ou à une décision de son supérieur, risque d'être sanctionné suite à plusieurs articles de diverses lois.

Dans un premier temps, l'article 15 [426]de la loi sur la discipline générale[427] prévoit que sur un ordre conformément donné, objecter ou critiquer ouvertement son supérieur sous prétexte que l'ordre ne serait pas conforme, incorrect ou irréalisable nécessite une sanction d'avertissement. Par contre, jusqu'à la décision du supérieur, exprimer son opinion ou expliciter que l'ordre serait illégal ne serait pas considéré comme une infraction disciplinaire.

Ensuite, suite à l'article 33 de la loi n° 211 » les ordres doivent concerner l'accomplissement du service et ne doivent pas violer les lois et les règlements ».

Mais le subordonné doit exécuter l'ordre même s'il ne le considère pas compatible avec les lois et les règlements (sauf les cas précisés par le paragraphe b de l'article 41 du code pénal militaire), avant de présenter une réclamation.

Si l'ordre rentre dans le champ d'application de l'article 41[428] précité l'ordre ne devrait pas être accompli et le supérieur hiérarchique doit en être informé dans les meilleurs délais.

[426] L'article 15 de la loi, n° 6413 du 31 janvier 2013 portant sur la discipline des forces de l'armée turque, discuter l'ordre fait partie des cas d'indiscipline nécessitant une sanction d'avertissement.

[427] Loi n° 6413 du 31 janvier 2013 portant sur la discipline dans les forces de l'armée turque.

[428] Article 41- 1- Dans le cas de complicité dans des crimes et délits militaires, on applique les articles 64 à 67 du Code Pénal Turc.

2- Dans le cas où un ordre relatif au service constitue un crime, celui qui a donné l'ordre en est responsable.

3- Dans les cas ci-dessous mentionnés l'agent sera puni de complicité :

A – Si l'agent a dépassé/franchi les limites de l'ordre reçu.

B – S'il est conscient que l'ordre donné par son supérieur fera l'objet d'un acte criminel

Dans ce cas, toutes les conséquences dues à l'accomplissement de cet ordre appartiennent au subordonné. [429] »

En cas de violation du devoir d'obéissance absolue, le militaire est assujetti à des sanctions disciplinaires et à des sanctions pénales. Le dilemme du militaire turc semblerait persister jusqu'à une nouvelle intervention du législateur dans ce domaine.

En conclusion de ce chapitre, l'obéissance hiérarchique militaire reste à définir parmi les devoirs et obligations des militaires. De plus, avec les affaires liées à la tentative de coup d'Etat de 2016, qui sont toujours en cours devant la Cour de Cassation au moment de l'écriture de cette partie de notre travail, « l'obéissance absolue des militaires à leur supérieur » comme prévu dans les lois spécifiques à l'état militaire, n'a pas empêché de mettre les cadets en prison, lesquels à la date des évènements n'avaient que 15 ou 16 ans. Jugées par les juges civils devant les tribunaux civils, ces affaires révèlent que l'ambigüité augmente en ce qui concerne le respect de la hiérarchie militaire sans avancées concrètes en la matière.

[429] Traduit par nos soins.

Chapitre 3- Le sacrifice militaire

L'exercice des armes est une des particularités du métier militaire : les militaires « acceptent les conséquences de leur engagement, ils en attendent en retour la reconnaissance de leur singularité par les autorités et les citoyens [430]». M. Le Gal[431] définit la notion de *sacrifice militaire* de la manière suivante : « un sens de renoncement voire de destruction de ce qui est sacrifié, et l'esprit de sacrifice pour un militaire conduit alors très vite, sous l'expression *sacrifice suprême* au consentement à risquer et à perdre sa vie au combat «. En effet, la notion de sacrifice, qui par nature ne possède pas de définition juridique n'envisage pas seulement le sacrifice suprême mais aussi d'autres formes de sacrifice. Plus concrètement, le sacrifice ne peut se limiter à la perte de sa vie. Mais il faut également prendre en compte le « caractère subjectif » du sacrifice : tout acte de renoncement d'une intention pour se consacrer à une mission dont la nature varie selon les cas.

Le sacrifice, *fedakarlık* , désigne généralement « l'offrande rituelle à la divinité, caractérisée par la destruction réelle ou symbolique, ou l'abandon volontaire de la chose offerte » comme « le renoncement ou privation volontaire dans une intention religieuse ou morale[432] ». En effet le mot sacrifice vient du mot « sacré » et se réfère au divin. Mais le sacrifice militaire n'a pas de contours clairement définis. Contrairement au dévouement, *adanmışlık* « disposition à servir, aptitude à se dévouer avec plus ou moins d'abnégation [433]« , dont le sens reste semblable dans le contexte général, le sacrifice reflète potentiellement ou concrètement le renoncement voire la mort.

Bien que cette sujétion ne soit pas clairement définie dans le système juridique turc, elle fait objet d'une attention particulière de la part de l'opinion publique. Deux exemples illustrent la dévalorisation de ce sacrifice par le pouvoir politique.

---

[430] Le Haut Comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM), 13*ème* *Rapport thématique sur la mort, les blessures, la maladie*, Juillet 2019 p.29

[431] LE GAL Patrick, L'esprit de sacrifice dans l'armée professionnelle aujourd'hui, *in* Christian BENOIT, Gilles BOETSCH, Antoine CHAMPEAUX, Eric DEROO (dir.), Le sacrifice du soldat, Paris, CNRS Editions 2009, p.57

[432] REY Alain, Le Petit Robert Micro, Edition le Robert, 2012.

[433] *Déf.* consultée sur https://www.cnrtl.fr/definition/d%C3%A9vouement ,consulté le 30 avril 2023

En 2007, Recep Tayyip Erdoğan, qui était le Premier ministre de l'époque, avait été jugé et condamné à verser des dommages et intérêts aux familles des victimes [434]. Cette condamnation du tribunal de première instance pour dénigrement public faisait suite aux paroles qu'il avait prononcées au sujet des militaires tués dans des combats contre le PKK, lors de l'entretien accordé à une chaîne de radio, à Melbourne (Australie) le 14 janvier 2000[435].. Dans cet entretien le Premier ministre avait qualifié les militaires de *kelle,* équivalent péjoratif de « têtes de bétail[436] ».

En 2012, le porte-parole du gouvernement de l'AKP, M. Huseyin Celik avait déclaré que la GANT ne se réunirait pas pendant les vacances d'été pour « quelques Mehmetcik[437] » tués dans un bombardement du PKK[438]. Cette déclaration avait été blâmée par l'opinion publique et par des politiques, considérant que le porte-parole sous-estimait le sacrifice militaire lié à la lutte contre le terrorisme.

Ces deux évènements ont marqué il y a quelques années la fonction publique militaire turque pour la sous-estimation du sacrifice militaire qu'ils représentaient. Dans cette partie de notre travail, nous avons voulu consacrer un chapitre au sacrifice militaire afin de montrer si cette notion a perdu de sa valeur eu égard aux nouvelles tendances politiques nationales et internationales.

La question est de savoir comment le sacrifice militaire turc s'articule avec le culte musulman (Section 1), malgré une tendance à la banalisation du sacrifice militaire par les autorités politiques (Section 2).

---

[434] L'utilisation de cette expression de « kelle » citée par Recep Tayyip Erdogan, a été amenée devant le juge par un avocat représentant plusieurs familles des militaires tués dans des affrontements avec le PKK. Dans cette affaire suivie devant le tribunal de première instance de Kartal (district d'Istanbul), le juge a condamné Erdogan, à la demande des requérants, à verser la somme de 3 centimes de livre turque qui est un montant symbolique pour l'indemnisation du préjudice moral.

[435] Bianet- Erdogan zatminat odeyecek ; https://m.bianet.org/kurdi/siyaset/103579-erdogan-kelle-sozunden-uc-kurus-tazminat-odeyecek consulté le 30 avril 2023

[436] Le terme *kelle* désigne habituellement une tête de bétail. L'expression d'usage « de s'emparer des têtes de bétail « *kelle almak* », en langue turque désigne tuer « une chose » avec un sens péjoratif. Se référant aux civils et aux soldats tués par PKK, Erdogan proclama qu'Abdullah Ocalan devrait payer pour « les têtes qu'il a prises », expression familière, un peu péjorative qu'on emploie pour désigner les personnes tuées ou exécutées.

[437] Le nom générique donné aux militaires turcs sans différenciation de grade

[438] La déclaration de Huseyin Celik sur https://www.odatv4.com/siyaset/birkac-mehmet-sehit-oldu-diye-meclisi-toplayamayiz-1308121200-25360 consulté le 30 avril 2023

Section 1 – Le sacrifice du militaire et ses relations avec le culte musulman

L'armée turque, est appelée de nos jours « foyer du Prophète –Mohammed » héritage de l'Empire ottoman, bien qu'officiellement[439] sa création date des années 209 av. J.-C.[440]par Mete Han, l'Empereur de l'Etat Hun, le premier Etat turc, une période où l'islam n'existait pas. Suite à l'islamisation des Turcs dès le X^{ème} siècle, le vocabulaire spécifique à l'état militaire aussi est resté sous l'effet des croyances islamiques et même le mouvement de *turcification* de la langue turque suite à la proclamation de la République en 1923 n'a pas réussi à éviter l'utilisation d'une appellation religieuse au sein de la fonction publique militaire. Par conséquent, les notions et les statuts liés à la désignation du sacrifice militaire ne sont pas indépendants de l'islam (§1), tandis que la pratique juridique et les références textuelles juridiques oscillent entre des termes dénués ou pas de connotation religieuse (§2).

§1- La désignation du sacrifice militaire par des termes appartenant à l'islam

Les références au sacrifice des militaires varient selon la culture du pays : en Turquie le sacrifice est corrélé à la religion musulmane et le sacrifice ultime des militaires s'exprime par le terme religieux *şehit* qui signifie « martyr[441] » tandis que les blessures reçues lors des combats et entraînant une incapacité physique ou mentale confèrent au militaire le statut de *gazi* c'est à dire « vétéran de guerre », une autre référence religieuse à l'islam (A) dont l'utilisation fait l'objet de subtilités juridiques (B). L'importance de ce terme reste symbolique et leur octroie un statut spécifique et honorable indépendamment des dommages et intérêts auxquels les victimes pourraient avoir droit.

[439] Présentation de l'armée turque sur le site du ministère de la Défense consulté sur https://www.kkk.tsk.tr/tarihce.aspx, consulté le 30 avril 2023

[440] Contrairement aux informations officielles du ministère de la Défense, Le colonel Erendor précise qu'il serait irrespectueux et de sous-estimer cette date comme la création de l'armée turque en vue des guerres qu'ils avait menées antérieurement à cette date, ERENDOR Metin, Turk Ordusu Tarihi, Otuken'den Ankara'ya, Edition Bilgeoguz, Istanbul 2019, p. 99

[441] Le mot *martyr* en langue turque « *şehit* »

A- Les termes religieux désignant le sacrifice militaire

L'utilisation du mot *sacrifice*, est souvent accompagnée des notions religieuses de *Şehit* (*martyr)* ou de *gazi* (*vétéran de guerre)* lors des annonces faites par les autorités militaires sur l'état d'avancement ou la fin d'une opération ou d'une attaque et dans le langage courant et journalistique.

Le mot « *şehit* » (*martyr)*, selon l'institution de la langue turque, *TDK*, définit la personne qui meurt pour un but ou une croyance sacrée, sans faire de distinction de religion ou de croyance[442]. Ce terme *şehit*, provient du mot arabe, *sahid* ou *chahid* [443], un martyr pour l'islam.

Par contre le mot *« gazi »,* qui désigne le vétéran de guerre a plusieurs acceptions selon la *TDK*: dans le premier sens, est qualifié de *gazi* le musulman qui mène une guerre contre l'ennemi, tandis que dans un autre sens ce terme qualifie la personne qui revient vivante de la guerre[444]. La deuxième acception n'a pas de connotation religieuse tandis que la première acception est clairement un terme islamique. « *Gazi* « en langue arabe, provient du mot *« gaza »* qui signifie faire la guerre pour des motifs religieux, et qui a la même définition qu'en langue turque dans laquelle il désigne soit la personne qui mène un combat au nom de la religion, soit la personne blessée ou ayant participé à une guerre, et le commandant qui mène la guerre avec les militaires, d'où vient l'appellation de *Gazi* Mustafa Kemal Atatürk en tant commandant des troupes dans plusieurs guerres.

B- Les subtilités juridiques de l'interprétation des termes islamiques

Les subtilités juridiques liées à l'interprétation de ces termes islamiques donnent lieu à de nombreux problèmes dans plusieurs cas dans la mesure où le statut de martyr n'est pas accordé à certains militaires. L'attribution de ce statut est conditionnée à certains critères variables selon les décisions de justice (1), et les cérémonies d'enterrement des militaires morts en sont des preuves symboliques (2).

---

[442] *Déf de* « *sehit* » consultée sur https://sozluk.gov.tr/

[443] Sur les définitions et les étymologies des mots en arabe, YEGIN Abdullah, *Islami, Ilmi, Edebi, Felsefi Yeni Lugat*, Hizmet Vakfi Yayinlari, Istanbul, 2004.

[444] *Déf.* de « gazi » consultée sur https://sozluk.gov.tr/

1- L'attribution des statuts par décisions de justice

Jusqu'à l'année 2017, l'attribution de statut de martyr était effectuée par la Haute Cour Administrative militaires (AYIM)[445] qui avait formulé sa propre jurisprudence dans le domaine. En effet, l'AYIM dans ses décisions, suivait une logique bien déterminée suivant un contrôle en plusieurs étapes : La Cour justifiait et motivait ses décisions d'une part par la décision d'interprétation du 29 janvier 1936 n°927 de la GANT[446] et d'autre part sur la directive du ministère de la Défense *n° MSY 439-1(A)*. Bien que la Cour Constitutionnelle et la Haute Cour Administrative militaires dans leurs décisions précisent qu'elles n'étaient pas juridiquement liées par cette directive[447], les conditions déterminées par ces juridictions étaient en parallèle avec ladite directive. Il s'agit d'une liste non exhaustive : si le décès survient au combat en temps de guerre, pendant l'hospitalisation des militaires blessés, au cours de leurs missions de sécurité intérieure, lors de combats livrés contre le terrorisme, de troubles à l'ordre public ou enfin lors des entraînements militaires[448].

Suite à la suppression de la Haute Cour Administrative militaires en 2017, ce sont les tribunaux administratifs civils qui sont chargés de traiter les affaires et la juridiction compétente en dernier ressort devient le Conseil d'Etat tuc. La suppression de cette juridiction a causé une grande perte d'informations et la jurisprudence qui s'y trouvait. De nos jours les tribunaux administratifs essaient de reprendre la jurisprudence de l'AYIM, mais la procédure devient plus complexe pour les juges en raison de leur manque de compétence dans le domaine de la fonction publique militaire. En plus, les décisions exemplaires de la jurisprudence sur l'attribution des statuts qui étaient publiés sur le site internet officiel de la Cour Suprême ainsi que sur le site du ministère de la Défense, ont été ainsi supprimées du corpus juridique. Cette spécificité sur les attributions des statuts disparait et le droit en fonction publique militaire risque de se banaliser par l'intermédiaire des juges civils.

[445] *Cf,* Partie I, Chapitre 3, Les juridictions militaires

[446] Décision d'interprétation du GANT sur la loi n° 1683 sur les retraites des militaires et des administrations, par l'interprétation de l'article 45.

[447] Décision AYIM, 2ème chambre, du 8 novembre 1995, E.1995/2 et K.1995/802

[448] Décision AYIM, 3ème chambre, du 4 décembre 2003, E.2003/733, et K.2003/195

2- Les cérémonies d'enterrement des militaires

La question s'est posée dans les années 2000 afin de s'interroger sur la nature du sacrifice ultime des militaires non musulmans suite à une question du colonel Ismail Ozdilek, reconnu pour ses ouvrages sur la guerre des Dardanelles[449], à la présidence des Affaires religieuses -*Diyanet Işleri Başkanlığı* - en Turquie, sur l'attribution de statut des martyrs aux militaires et citoyens morts au combat lors de la guerre de Dardanelles en 1914 [450]. Plusieurs journalistes s'emparèrent de la question[451] et le débat auquel cette question occupa une large place dans la presse. Lors d'un entretien accordé au journal Hürriyet, le professeur Ilber Ortayli, précise que les troupes du côté ottoman, étaient constituées de personnes de diverses origines religieuses telles que des Juifs et des Chrétiens[452]. Comme il n'existe pas de décision, d'arrêté ou de décret qui permette de trancher juridiquement la problématique, la solution se trouve dans la pratique de l'armée turque en ce qui concerne les cérémonies d'enterrement des militaires souvent tués lors de leurs missions.

Les procédures et rites d'enterrement sont précisés par le décret portant sur les cérémonies et protocoles[453] dans ses articles 73 à 86 qui détaillent l'organisation des cérémonies d'enterrement des militaires. Ces articles ne prévoient en aucun cas, que les cérémonies de funérailles soient organisées dans des lieux précis appartenant à une religion ou des lieux de rites prédéterminés.

[449] La guerre des Dardanelles, appelée aussi la bataille de Gallipoli du 18 mars 1915 au 9 janvier 1916, voit s'affronter des troupes de l'Empire Britannique et de la France, contre les troupes ottomanes commandées par Mustafa Kemal Atatürk.https://www.museedelagrandeguerre.com/histoire-grande-guerre/gallipoli-dardanelles/ consulté le 30 avril 2023

[450] Sur l'historique du débat sur les martyrs non musulmans, https://www.hurriyet.com.tr/gundem/gayrimuslim-sehitlerimiz-4102588 consulté le 9 aout 2020

[451] Sur le débat le sacrifice ultime et la notion de martyr, YILDIRIMKAYA Gulin, Gayrimuslimler de sehit olur mu ?, Haberturk https://www.haberturk.com/polemik/haber/729647-gayrimuslimler-de-sehit-olur-mu YILMAZ Ozlem, Vatani icin olen gayrimuslim askerlere sehit denir mi ?, Haberturk https://www.haberturk.com/polemik/haber/775086-vatani-icin-olen-gayrimuslim-askerlere-sehit-denir-mi consulté le 9 aout 2020

[452] L'interview du Professeur Ortayli, https://www.hurriyet.com.tr/gundem/canakkalede-70-bin-suriyeli-sehit-iddiasi-40140107, consulté le 30 avril 2023.

[453] Décret n°4/7346 du 30 mai 1956 portant sur les cérémonies et les protocoles militaires

Par contre dans les faits ; on observe que les militaires de haut rang, qui *à priori* devraient être présents lors des cérémonies d'enterrement des militaires tués lors des opérations[454], ne participent qu'aux célébrations qui se déroulent dans les mosquées [455].

De nombreuses pratiques démontrent[456] qu'une cérémonie propre au statut de martyr nécessite le cumul de deux conditions : tout d'abord que le militaire appartienne à l'islam, ensuite qu'il soit d'obédience sunnite, excluant de fait toute autre secte de l'islam. Malgré cette pratique non officielle, les exceptions sont à signaler : en 2015, une cérémonie d'enterrement[457] a eu lieu pour un militaire du rang appartenant à l'alévisme[458].

§2- Les références textuelles juridiques oscillant entre laïcité et islam

Bien que l'utilisation de termes d'origine religieuse pour qualifier le sacrifice soit propagée dans la pratique, le corpus juridique portant sur la fonction publique militaire ne manque pas de termes sans connotation religieuse pour cela. En effet l'article 2 de la Constitution turque prévoit que « La république de Turquie est un Etat de droit démocratique, laïc et social … ». le caractère laïc de l'Etat est officiel depuis 1937[459]. La plupart des références textuelles dans les lois semblent écarter la dimension religieuse des statuts tandis que les notes

[454] Concernant le déroulement des funérailles, Mme Kaya précise que les proches des martyrs ont droit à des funérailles à la caserne d'affectation du soldat et le rapatriement par les forces armées turques, du corps du soldat à la mosquée de son domicile : dans la pratique, le plus souvent le corps du soldat est rapatrié à la mosquée de son domicile, KAYA Sumbul, *Le retour des conscrits, vecteur de construction d'un régime de sécurité nationale en Turquie,* in Nathalie Duclos, L'adieu aux armes, 2010, p.102

[455] L'article 76 du décret précité, stipule que les cérémonies pour les officiers ayant une nationalité autre que la nationalité turque se font comme celles célébrées pour leurs homologues turcs sauf ordre contraire

[456] Voir dans ce sens, https://haber.sol.org.tr/toplum/genelkurmay-devlet-cenazesi-camide-olur-deyip-cemevine-gelmiyor-127647 consulté le 23 avril 2023

[457] Voir dans ce sens l'enterrement d'un militaire alevi, https://www.sozcu.com.tr/2015/gundem/cemevinde-askeri-toren-1006750/ , consulté le 23 avril 2023

[458] La naissance de l'alévisme comme branche à part de l'islam sunnite fait suite au décès du prophète Mahomet. En effet lors du sermon fait avant sa mort en 632, Mahomet avait annoncé avoir choisi son beau-fils Ali pour lui succéder comme calife Malgré cette déclaration Ali ne put succéder à Mahomet vu les rapports de force entre les Hachémites (clan du prophète et gardien de la Mecque) et les Omeyyades (tribu prestigieuse et puissante qui, dans les années à venir, dominera le monde islamique). A la suite des attentats contre les califes Omar et Osman, des combats sanglants entre les partisans d'Ali et ceux de Mu'awiyah des Omeyyades, l'assassinat d'Ali et plus tard de ses fils Hassan et Hussein, la division entre les Chiites (mot arabe pour *partisan, suiveur*) et Sunnites (suiveurs de la tradition et des pratiques de Mahomet) s'est établie définitivement. L'Alévisme est dérivé du Chiisme, qui se rattache aux douze imams (successeurs de Mahomet) et à Haci Bektas Veli, sage philosophe turc, qui eut un rôle très important dans l'islamisation de l'Anatolie et des Balkans..

[459] Loi du 5 février 1937, portant sur l'intégration de la notion de laïcité dans la Constitution.

d'information officielles de l'Etat montrent des hésitations entre appellations laïques et religieuses.

La notion de sacrifice est autant plus importante dans sa dimension émotionnelle que sa dimension juridique. Cette dimension juridique découle de la valeur accordée au sacrifice militaire par l'Etat pour qui il rend service dans la mesure où il reconnait le sacrifice militaire. Cette reconnaissance s'effectue par l'intermédiaire des lois, avec des privilèges spécifiques à l'état militaire.

La reconnaissance du sacrifice de ces citoyens a une valeur constitutionnelle : l'article 61 de la Constitution[460], en vigueur stipule que l'Etat protège les veuves et les enfants des martyrs[461] de guerres et de missions comme les anciens combattants et les invalides de guerre et leur assure une vie décente[462]. Cette reformulation ne limite pas la reconnaissance du sacrifice aux militaires, mais inclut également les forces de l'ordre et dans certains cas les civils qui ont été blessés suites à certains évènements. Conformément à cet article de la Constitution, le législateur promulgue des lois spécifiques en faveur de ces catégories de personnes vulnérables.

La notion de sacrifice militaire, revêt plusieurs formes dans les codes et les lois du système turc. Le sacrifice désigné comme une obligation écarte la dimension religieuse des statuts (A), tandis que l'attribution de ce statut permet la reconnaissance du sacrifice (B).

A- Le sacrifice militaire comme une obligation dans la fonction publique militaire

Le sacrifice militaire apparaît sous la forme d'une obligation essentielle de l'état militaire. La loi n°211 portant sur le service intérieur des forces de l'armée turque fait référence dans plusieurs articles à une obligation stricte de sacrifice. L'article 37 intitulé « Devoirs et

[460] Le titre de l'article étant *Personnes que l'Etat doit spécialement protéger au niveau de la sécurité sociale*

[461] La traduction citée sur le site en ligne de Digitèque MJP, est erronée, en effet, on lit : « L'État protège les veuves et les orphelins des victimes tuées à la guerre et en accomplissant leur devoir ». Or le mot utilisé dans le texte constitutionnel est « *sehit* », qui a un sens différent de celui de « victimes tuées à la guerre».
https://mjp.univ-perp.fr/constit/tr1982.htm consulté le 30 avril 2023

[462] Traduit par nos soins

obligations générales des militaires », qualifie le sacrifice militaire de « sacrifice de la vie pour la patrie, la République et le devoir[463] ».

De plus l'article 39 de la même loi prévoit que les missions de chaque militaire s'effectuent « au mépris de sa vie », si nécessaire[464]. La notion de sacrifice est également présente dans le règlement de service intérieur dans son article 86, qui prévoit les qualités morales et spirituelles qu'un militaire doit posséder : sacrifier sa vie contre tout danger de l'intérieur et de l'extérieur de la patrie[465]. Le terme « sacrifice » s'utilise dans sa version turque sous forme de sacrifice suprême, c'est-à-dire perdre la vie. Cette formulation exclut un sacrifice de moindre importance et sous-entend la mort si nécessaire.

B- Le statut comme une reconnaissance du sacrifice militaire

Bien que le statut des militaires qui se sacrifient pour leur mission soit qualifié de « *sehit* » et de « *gazi* », il existe aussi des termes alternatifs ayant la même valeur mais dans leur version laïque. Contrairement à des notions aux références religieuses qui n'ont pas de définition dans le corpus juridique, les lois définissent ces statuts sans connotation religieuse: le *sehit* et le *gazi* trouvent leur qualification généralisée sous le nom de « *vazife malulu*[466] » « invalides de guerre et de mission », Bien que le système du droit de la fonction publique ne prévoie pas de différence de traitement selon l'appartenance religieuse des militaires, ces qualifications ouvrent la voie à des indemnités et/ou des dommages et intérêts pécuniaires.

---

[463] Loi n° 211 du 4 janvier 1961 précité, art 37 – Chaque soldat qui se joint aux Forces Armées doit prêter serment comme suit : « Je jure sur l'honneur que je servirai ma nation et ma république en toute justesse et amour, j'obéirai au service, aux lois , aux règlements et à mes supérieurs, je considérerai l'honneur militaire et la célébrité de l'étendard turc plus saints que ma vie et en cas de besoin je sacrifierai ma vie pour la patrie, la république et le devoir ; en période de paix ou de guerre, sur la terre , sur la mer ou dans les airs. » (traduit par nos soins)

[464] Loi n° 211 du 4 janvier 1961 précité, art 39 – « Dans les Forces Armées, avec l'éducation militaire on attribue un grand soin à élever l'éthique et la morale et à fortifier les sentiments nationalistes. Fidélité à la République, amour de la patrie, bonne morale, obéissance au supérieur, persévérance, effort, courage et hardiesse, insouciance de sa propre vie dans le nécessaire, se comporter en harmonie avec ses camarades d'arme, solidarité, ordre et bonne tenue, se méfier de ce qui est interdit, soigner sa santé et garder les secrets sont les devoirs de chaque soldat. » (traduit par nos soins)

[465] Le règlement de service intérieur du 8 septembre 1961, art 86 – « Un soldat doit posséder un bon esprit moral pour pouvoir accomplir les devoirs qu'on attend de lui. Les qualités morales et spirituelles que chaque soldat doit posséder sont les suivantes : a. Amour et attachement à la République, au Pays et à la Nation : la République, le Pays et la Nation sont des notions sacrées du soldat. Chaque soldat doit les défendre, au point de sacrifier sa vie contre tout danger de l'intérieur ou de l'extérieur ». (traduit par nos soins)

[466] Les termes utilisés dans cette partie de notre travail, sont les traductions strictes, et ils n'ont certes pas dans la plupart du temps, la même notion utilisée en France. En terme général « martyr » est la traduction de sehit, et gazi peut se traduire comme « vétéran de guerre » ou « ancien combattant » selon les circonstances.

La détermination de ces statuts est régie par différentes lois. La détermination du statut du militaire et la réparation du préjudice subi par le militaire ainsi que sa famille s'effectuent sur plusieurs critères : la mission de ce dernier constitue la base de détermination de la loi applicable comme les caractéristiques de l'évènement qui ont causé les préjudices. Les pensions accordées aux militaires ou à leurs proches en cas de décès ou d'invalidité sont régies essentiellement par la loi n° 5510 sur la sécurité sociale[467] la loi n° 2330 concernant l'indemnisation des préjudices[468] avec la lecture combinée de la loi n° 5434 sur la caisse des militaires retraités[469] . Une partie de la loi n° 5435 est abrogée suite à l'adoption de la loi n°5510 dont les articles concernant la détermination des statuts restent toujours en vigueur. Certains de ces lois se superposent.

Cet éparpillement des textes constitue un vrai *mur*[470] administratif qui contraint le militaire ainsi que sa famille, qui dans la plupart du temps n'arrivent pas à engager de démarches auprès de l'administration sans le soutien d'un consultant juridique, dont les honoraires ne sont pas pris en charge par l'Etat. En effet, malgré l'existence du règlement portant sur les proches des martyrs et des vétérans[471], de création assez récente, l'application de ces articles restent incertaine dans la mesure où la Cour Constitutionnelle rejette les procédures de demande d'aide à l'assistance- bien que cela puisse être considéré comme une violation du droit à un procès équitable, et du droit d'accès à un tribunal (au sens de l'article 6 de la CEDH)-. Ce rejet est justifié par le fait que les requérants n'ont pas pu prouver qu'ils pouvaient bénéficier d'une aide judiciaire[472]en raison de leur situation économique.

[467] Loi n° 5510 du 31 mai 2006 sur la sécurité sociale- *Sosyal Sigortalar ve Genel Saglik Sigortasi Kanunu*

[468] Loi n° 2330 du 3 novembre 1980 portant sur l'indemnisation des préjudices, *Nakdi Tazminat ve Aylik Baglanmasi hakkinda Kanun*

[469] Loi n° 5434 du 8 juin 1949 portant la caisse des militaires retraités, *Emekli Sandigi Kanunu*

[470] Terme utilisé par le rapport HCECM *précitée*

[471] Règlement du 25 octobre 2017 publié sur le Journal Officiel n°30221

[472] Décision de la Cour Constitutionnelle du 28 novembre 2019, Israfil Simsek et les autres req.n° 2016/10673, §63 et suivants

Section 2 – Vers une banalisation du sacrifice militaire ?

Le sacrifice militaire, a subi des évolutions surtout depuis la deuxième partie du XX^{e} siècle tout comme le métier militaire en soi. Par contre les dommages subis par les militaires et surtout la mort restent une partie indéniable du métier militaire, qu'il s'agisse de militaires professionnels ou de militaires citoyens pour des pays qui appliquent le service militaire obligatoire comme la Turquie. Contrairement à la précision de M. Duthu[473] qui prétend pour la France que les Français sont habitués à vivre au sein d'une Union européenne en paix, puisque les opérations militaires sont menées hors du territoire national, l'armée turque mène des combats dans les zones situées près de sa frontière sud-ouest avec le PKK depuis les années 1990 : et le risque de mourir au combat n'est pas moins grand qu'avant. Il est bien clair qu'on ne peut pas s'habituer aux morts des militaires. Par conséquent, la réalité du sacrifice militaire bien qu'il puisse paraître éloigné, reste une vérité du métier malgré les périodes sans conflit.

Par contre le sacrifice militaire dans sa dimension politique se voit infléchie selon la politique nationale et internationale, à tel point qu'on peut se demander s'il s'agit d'une tendance internationale vers la banalisation du sacrifice militaire avec l'exemple du cas français, qui sur son territoire national ne subit pas d'attaques constantes (§1) avant de nous intéresser au sacrifice du militaire turc qui a été banalisé par des courants purement politiques (§2).

§1- Le changement de la perception de la réalité du sacrifice militaire : l'exemple du cas français

La réalité du sacrifice militaire devient une caractéristique de la politique en cours. Cette réalité change de dimension suite à la professionnalisation des armées, ce qui implique que de simples citoyens ne soient plus en mission de protéger la Nation, mais que cette mission soit confiée à des personnes qui ont opté pour la carrière militaire.

L'exemple français, lors de la préparation du projet de loi sur le statut général des militaires élaboré en 2003, reflète cette hésitation bien que la notion de sacrifice soit assez an-

[473] DUTHU Julien, « Militaire : un métier comme un autre » *in* Revue de Défense Nationale n°727 février 2010, p.104-108

cienne, figurant déjà à l'article premier du statut des militaires de 1972 [474] : « l'état militaire exige en toute circonstance discipline, loyalisme et *esprit de sacrifice* ».

Cette notion a failli disparaitre en 2005. En effet, le projet de loi de ce statut général des militaires, élaboré en 2003, éliminait cette référence tout en maintenant l'énumération d'autres valeurs essentielles : loyalisme, neutralité, discipline et disponibilité[475].

Cette disparition a été vivement contestée et déplorée par des cadres de l'armée de terre, des associations, comme le président de la Saint-Cyrienne- exprimant son inquiétude à l'occasion dans son discours en 2003. Patrick Le Gal précise ainsi, « M. le président de la République a réaffirmé qu'au cœur du métier des armes il y a l'esprit de sacrifice, caractéristique de l'engagement militaire, qui s'inscrivent dans des discours adressés à la communauté militaire et non au grand public, auquel il serait cependant utile de rappeler ces principes pour favoriser le lien armée-nation [476]».

Les débats parlementaires révèlent les contestations militaires, qui insistent pour garder la notion de sacrifice dans l'article 1er du statut des militaires. M. Le Gal précise également l'amendement de M. Charles Cova, qui lors de la séance de l'Assemblée nationale du 14 décembre 2004 cite son avis pour le maintien de la notion de sacrifice suite à ses entretiens avec les militaires [477].

---

[474] Loi n°72-662 du 13 juillet 1972 modifiée par la loi n°75-1000 du 30 octobre 1975 portant statut général des militaires

[475] LE GAL Patrick, *L'esprit de sacrifice dans l'armée professionnelle aujourd'hui, Le sacrifice du soldat*, CNRS Editions 2009.

[476] Précision de M.LE GAL Patrick en note de bas de page « Ainsi, le président de la Saint Cyrienne exprima son étonnement et son inquiétude à l'occasion de son discours pour le 2 S, en 2003, puis dans un article du Casoar de janvier 2004. »

[477] La citation de M. Charles Cova concernant le maintien de la notion du sacrifice, - Les précédents orateurs ayant décrit avec minutie l'architecture de ce projet, je n'y reviendrai pas, préférant m'attarder sur l'état d'esprit de nos soldats au moment où nous délibérons d'un statut qui pourrait bien leur être appliqué, comme le précédent, pendant trente années ! En 2000, rapportant sur la professionnalisation, M. Grasset et moi-même nous étions fait l'écho de leurs inquiétudes. Personnellement, j'avais mis l'accent sur le sentiment qu'ont ces militaires d'être mal aimés du pouvoir politique et trop peu défendus par leur hiérarchie. Les militaires et anciens militaires avec lesquels je suis en contact ont donc étudié le présent projet avec un intérêt tout particulier : si leur avis est plutôt favorable dans l'ensemble, ils ont approuvé plusieurs amendements de la commission et, en premier lieu, à l'article premier, celui qui porte reconnaissance de cette spécificité qu'est le consentement au sacrifice suprême. -http://www.assemblee-nationale.fr/12/cra/2004-2005/100.asp#P130_36528- consulté le 05/02/2020

L'idée de la suppression du sacrifice fut vite écartée, et est réapparue dans le statut adopté en 2005 : cette notion fait désormais partie intégrante de l'état militaire.

Pour M. Le GAL, ces hésitations sont compréhensibles en raison de la professionnalisation des armées, qui transforme « les appelés » en militaires « choisissant ce métier » parmi tous les autres choix. Il précise également que le sacrifice en tant que valeur suprême se justifiait par la patrie et de sa défense et à la suite de la guerre froide, les notions et les valeurs ont changé et la défense de la patrie s'est transformé en défense de la paix et de la liberté des peuples.

Cette nouvelle perception de sacrifice est liée aux valeurs défendues par les militaires : les militaires qui protègent leur territoire national sont de nos jours censés protéger la sécurité internationale par l'intermédiaire des OPEX (A) et l'influence du développement d'une idéologie tel que *zéro mort* remet en cause le sacrifice militaire (B).

A- Une perception liée aux valeurs défendues par les militaires : le sacrifice dans les OPEX

Au regard du nombre d'opérations extérieures que mènent les armées sur la scène internationale, on peut considérer que les combats livrés à l'extérieur du territoire sont les plus nombreux. La Turquie pour sa part, mène des combats aux frontières de pays du Moyen Orient et participe également aux opérations menées par des pays membres de l'OTAN comme la France.

La question de la légitimité du sacrifice se pose surtout de nos jours suites aux opérations menées par des armées en dehors de leur territoire national. M. Boutinaud[478], parle d'un transfert de responsabilité du sacrifice demandé au soldat en vertu de la légitimité de l'engagement par une résolution de l'ONU ou par un mandat confié à une alliance militaire comme l'OTAN. Il précise que dans ce contexte le soldat agit non plus seulement comme combattant de son armée mais aussi comme représentant de son pays mis à la disposition d'une entité reconnue par la communauté international et que cette nouvelle façon le soldat tend à le dénationaliser dans la mesure où « il n'est qu'un pion humain mis à la disposition de la communauté internationale ».

[478] BOUTINAUD Philippe, *Vers la banalisation du sacrifice du soldat* Tribune du Cid n° 2014 p.139.

La perception du sacrifice des militaires turcs n'est pas la même selon la nature de l'opération. Suite et lors des opérations de 2018 de l'armée Turque sur Afrin[479], une partie du peuple a publié sur les réseaux sociaux leur mécontentement en précisant que les soldats, les enfants du pays ne mourraient pas pour la protection de la Nation ni de la patrie mais pour le bénéfice du gouvernement. Les critiques ne se concentraient pas sur les risques des « métiers d'armes » mais plutôt sur les raisons politiques de cette intervention.

En conséquence la perception qu'a la société du sacrifice militaire devient dépendante de la perception militaire. Il s'agit en effet d'une notion non pas réellement juridique mais plutôt politique.

B- L'idéologie du « zéro mort »

La notion de *zéro mort*, qui exprime l'intolérance aux pertes, concerne la préservation des vies des militaires qui s'engagent dans une bataille, une crise ou la gestion post-conflit. [480] La notion de *zéro mort* est utilisée par les stratèges américains à la fin du XX^{ème} siècle et reflète la volonté de préserver les vies sous l'impact de la technologie en matière d'armement et les transformations des enjeux de la guerre. MM Baude et Vallée de leur côté, précisent que[481] « la mort de soldats est d'autant moins admise qu'il n'y a plus de menace militaire sur le territoire national ». Pourtant de nos jours il ne faut pas oublier que la notion de menace a changé de périmètre, il s'agit d'une notion hybride[482] : la notion de menace s'est transformée au cours des siècles et tout récemment les risques et les menaces lointaines sont considérés également comme relevant de « la protection du territoire [483]».

[479] L'Opération Zeytin Dalı (branche d'olivier), lancée le samedi 20 janvier 2018, dans le secteur d'Afrin (au nord de la Syrie), dans le but de lutter contre l'ensemble des organisations terroristes, sans distinction, à l'extérieur comme à l'intérieur des frontières de la Turquie.

[480] Définition de CEREMS (Centre d'études et de recherche de l'enseignement militaire supérieur), dans le rapport « le concept de « zéro mort » publié en septembre 2005
https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/1339/Concept%20de%20zéro%20mort%20-%202005.pdf (consulté le 3 mai 2020)

[481] Baude et Valée, *op.cit.,* p.510 §978

[482] Assises Nationales de la Recherche Stratégique (VIII ^{èmes}, Paris 2017), *Entre Instabilité et Chaos*, actes du colloque organisé par CSFRS en collaboration avec l'IHEDN et l'INHESJ, 30 novembre 2017

[483] Dans ce sens, De SAINT-VICTOR Jacques, GAYRAUD Jean-François, *Les hybrides : la nouvelle perspective stratégique*, *in*, Entre Instabilité et Chaos, Les cahiers de la Revue Défense Nationale

M. Demoulin critique cette idéologie précisant qu'il s'agissait « d'un slogan journalistique issue de la vision simpliste et relative des frappes de précision de la guerre du Golfe, mais où l'accent fut mis sur la faiblesse des pertes de la coalition face à l'armée de Saddam Hussein »[484], tandis que pour Maurice Dayan, il s'agit d'un message pour montrer la puissance des Etats-Unis[485].

On doit admettre que cette idéologie n'exige pas en réalité un taux de *zéro mort*, mais il s'agit d'une volonté de refus de sacrifier la vie des militaires. Quelles que soient les idées sur le point de départ de la création de cette théorie, le slogan de *zéro mort* semble d'une part être encourageant et pour les militaires et pour le peuple : les militaires de leur côté seront convaincus que l'Etat les protège et le peuple semble soulager avec l'idée qu'il y aura moins de militaires morts pour la protection des intérêts communs. Il s'agit d'une approche de soulagement, qui à notre avis reste une idéologie. D'autre part on ne peut renier la vision critique du peuple et de la Nation sur les OPEX : cette vision change le regard vis-à-vis du sacrifice du militaire.

§2- Le sacrifice instrumentalisé et banalisé autour de la politique en cours du président Erdoğan

Il est indéniable que la reconnaissance et la réparation des préjudices sont importantes surtout pour l'attribution d'une valeur spécifique aux militaires qui sont les forces protectrices d'un Etat. Mais il est aussi important de soigner ces personnes qui sont assez vulnérables dans la mesure où l'intégrité physique et psychologique des militaires sont davantage soumis à des risques en comparaison avec d'autres métiers. Bien que cela puisse paraitre pervers ou choquant, le sacrifice militaire a été instrumentalisé par les politiques en cours suite à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016. Sous couvert de civilianisation du domaine militaire, le gouvernement d'Erdoğan a supprimé les hôpitaux militaires (A) par un décret-loi promulgué les jours qui ont suivis le coup d'Etat, juste avant d'accorder des droits spécifiques aux civils (B).

[484] DEMOULIN André, *Le « zéro-mort » : entre le slogan et le concept*, Edition Armand Colin, Revue internationale et stratégique, 2001/4 n°44, p.17

[485] DAYAN Maurice, Zéro mort, guerre infinie, Editions Eres, in Le Coq-héron, 2003/4 n°175 p.101

A- La civilianisation du système sanitaire militaire

Le système sanitaire spécifique aux militaires a subi des changements suite aux changements de loi après la tentative de coup d'Etat de 2016. Ce changement a affecté la prise en compte du sacrifice militaire. Le sujet est d'actualité depuis cette date où des militaires ont été blessés dans le sud-est de la Turquie, lors des opérations menés contre le PKK comme dans d'autres opérations internes ou externes.

A partir de la publication du décret-loi n° 669[486], il n'existe dès lors aucun institut sanitaire spécifique pour les blessures et les maladies de guerre des militaires suite au placement de la GATA[487] (académie des médecins militaires) sous le contrôle du ministère de la Santé. Ce mouvement de « civilianisation » cause une perte de toute sa spécialisation pour le traitement et soins propre aux militaires. En effet, la création de GATA, avait pour but non seulement de traiter les maladies contractées par des militaires mais aussi pour la prendre en charge l'éducation des médecins qui travaillaient dans ce domaine. Il s'agit d'une centaine de docteurs spécialisés dans les traitements des militaires qui quittèrent le système : Le général Dolarslan précise[488] qu'une centaine d'enseignants docteurs ont quitté GATA avant la tentative de coup d'Etat à cause des pressions politiques : plus 60 enseignants médecine et 40 médecins spécialisés dans le domaine ont été expulsés de GATA à la suite des purges consécutives à la tentative de coup d'Etat comme les 40 médecins qui ont démissionné de leur propre gré (volontairement), soit une départ de 240 spécialistes qui ont disparu du système sanitaire.

Ces départs ne sont pas de simples statistiques : les médecins du système de santé spécialisés dans l'exercice de leur métier dans le domaine militaire sont absolument nécessaires puisque chaque armée nécessite un système spécifique pour les blessures de guerre qui doivent être traitées par des médecins et dans les pires des cas par des chirurgiens ayant l'habitude de cette pratique spécifique. Ces médecins ont deux statuts : d'une part ils sont militaires et d'autre part ils sont médecins. Ce sentiment rassure le militaire tout en constituant également un soutien et un sentiment de confiance de la part des militaires qui sont en

[486] Décret-loi n°669 précitée du 31 juillet 2016, l'article 106

[487] Souvent appelée « GATA », *Gülhane Askeri Tip Akademisi*, L'académie de médecins militaire à Gülhane, est une organisation crée en 1898 par Abdulhamit II, bien avant la fondation de la République Turque.

[488] Général DOLASLAN Mehmet, GATA *Mutlak Ihtiyac, in Birlik Dergisi*, n°214, octobre-décembre 2016, p.40

mission avec un soulagement et de confiance envers le système et l'Etat[489]. De plus, les problèmes des militaires ne se limitent pas à des blessures physiques : une spécialisation en psychologie des militaires aussi constitue la spécialité la plus consultée du système sanitaire militaire surtout pour les traitements des traumatismes post guerre. Une demande de reconstitution de la GATA et de ses institutions rattachées spécialisées dans la réhabilitation des forces des armées turques a été proposée par un projet de loi le 17 octobre 2016, qui a été rejeté au sein de la GANT[490].

C- L'attribution des statuts spécifiques aux civils

Connu sous le nom de « loi de martyr civil », *sivil şehitlik yasas*ı, le statut de martyr n'est pas l'apanage des forces de l'ordre (police ou militaire) sous le gouvernement de l'AKP. Suite aux attentats de Reyhanlı [491] en 2013, qui ont causé la mort de 52 civils dans des attaques terroristes, il est considéré que les civils ayant été blessés ou tués dans des attaques terroristes sont également considérées comme « martyrs ou vétérans » suite à un changement d'article de la loi n° du 12 avril 1991 portant sur la lutte antiterroriste. Ce changement d'article a un double effet : il s'agit d'une part d'élargir la notion de « martyr ou vétéran » et d'autre part d'inclure dans l'application de ladite loi les civils, en leur accordant des dommages et intérêts. Cette intégration des civils à l'attribution des statuts appartenant aux métiers d'armes a connu une deuxième vague d'élargissement suite à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 par le décret-loi n°667 précité dans son article 7, qui accorde des droits et des indemnisations à des civils, suite à la tentative de coup d'Etat, qu'ils aient été blessés ou tués.[492] En effet cette loi stipule que les personnes ayant subi une perte de 40% de leur capacité physique méritent une indemnisation de leur préjudice suite à une explosion, un tir par balle, ou une chute lors de l'accomplissement de leur mission. Cette condition de pourcentage de 40% a été supprimée pour les personnes civiles ayant subi des blessures lors de la tentative de coup d'Etat de 2016. Ce dernier point est important dans la mesure où concernant les militaires, lors du traitement du militaire si l'administration sanitaire ou l'hôpital n'indique au-

[489] Intervention du professeur Ali Sehirlioglu, cité dans Général DOLASLAN *ibid*

[490] Proposition de loi du 17 octobre 2016, déposé à la GANT le 27 octobre 2016 par le député Murat Bakan.

[491] Sur les attentats de Reyhanli, https://www.bfmtv.com/international/attentats-meurtriers-a-la-voiture-piegee-a-reyhanli-en-turquie_AN-201305110047.html, consulté le 2 mai 2023

[492] L'article 7 de loi n° 6749 du 18 octobre 2016, précise que ces civils méritent la réparation des préjudices subis tel que le stipule l'article 21 de la loi n°3713.

cune précision sur le déroulement des faits, à priori, l'administration considère que les préjudices ont été fait hors mission tandis que les procédures pour être accepté comme invalide du 15 juillet 2016, une procédure spécifique n'est pas demandée. Cette décision d'attribution est accordée par le ministre de l'Intérieur. Une proposition de loi portant sur le changement de procédures et de supprimer des différences entre les statuts de victimes du terrorisme[493] a été rejetée.

Par conséquent, le sacrifice militaire est loin de jouir d'un statut honorifique : de nos jours : ce sacrifice se transforme en un moyen d'instrumentalisation des gouvernements et ce cas n'est pas spécifique à la Turquie. Mais cette sous-estimation du sacrifice militaire est beaucoup plus marquée dans la mesure où, *in fine*, elle devient le reflet de la haine et de la vengeance du président Erdoğan envers les militaires.

[493] Proposition de loi signée le 7 décembre 2016, déposé à la GANT le 14 décembre 2016 par MM les députés Ismail Faruk Aksi et Mustafa Kalayci

CONCLUSION DU TITRE 1er

Le titre 1er de notre travail, consiste à examiner les nouvelles lectures et les différentes approches des principes généraux du métier militaire : le loyalisme, l'obéissance et le sacrifice en sont les piliers essentiels. Le principe de loyalisme, qui restait un principe inséparable du métier militaire, était invoqué par les militaires qui avaient perpétré des coups d'Etat à partir de la deuxième moitié du XXe siècle. La mise en cause des militaires putschistes par les juridictions civiles pourrait être une opportunité pour la fonction publique militaire turque de développer une jurisprudence spécifique pour mettre en évidence une détermination du principe en soutien aux principes démocratiques indépendamment des influences politiques en cours.

Le respect de ces principes serait également un moyen pour réformer l'obéissance militaire, qui était dégradée par la réorganisation de la chaîne du commandement à la suite de la promulgation des décrets lois qui a suivi la tentative de coup d'Etat de 2016.A part cet ajout qui a compliqué le système entier de commandement, une disharmonie préexistante entre les articles de diverses lois avec des effets contradictoires dans la pratique militaire, n'ont pas permis aux juges civils de conclure/ trancher lors de ces affaires sur le principe de l'obéissance souhaitée. En effet, on pourrait se poser la question de savoir si, dans le cas où les juridictions militaires existaient encore, elles seraient capables de trancher les affaires sans se laisser influencer par la politique en cours.

Cette négligence générale des spécificités militaires a également montré ses conséquences sur le principe de sacrifice militaire qui d'une part était toujours liée à l'islam d'autre part a été instrumentalisé le pouvoir politique pour se venger sur les militaires.

TITRE 2 – LES NOUVELLES LOGIQUES DE PROFESSIONNALISATION

Bien que les tentatives de professionnalisation des armées datent des années 1990, avec la création de divers statuts, la tentative de coup d'Etat en 2016 a changé la logique des recrutements dans les armées. Avec la fermeture des lycées militaires et le fusionnement des académies de guerre, le taux des militaires de carrière est en baisse. Avec l'adoption de la nouvelle législation concernant le recrutement des militaires il existe dès lors cinq différents moyens de recrutement de l'armée turque. Bien que cette diversité semble être à l'avantage, les incertitudes et l'égalité de traitement des candidats sont un des problèmes.

L'intégration des diplômés des écoles religieuses, au sein de l'armée était une question fondamentale avant la tentative de coup d'Etat de 2016. La gestion RH de l'armée turque a essayé d'augmenter le taux des militaires contractuels afin de remplir le vide des cadres des militaires expulsés de l'armée suite à la tentative de coup d'Etat. Par conséquent, on voit les taux des militaires contractuels augmenter, tandis que le taux des militaires de carrières est en baisse **(Chapitre 1)**.

Le service militaire obligatoire, une forme de participation du citoyen à la défense de son pays est un devoir à valeur constitutionnelle en Turquie. Rare cas en l'Europe qui maintienne cette application, la législation de la Turquie concernant le service militaire obligatoire a subi des changements radicaux pour ébranler le système entier qui est centré sur une contrepartie financière **(Chapitre 2).**

YAŞ (*Yükek Askeri Şura*- Conseil militaire suprême), chargé du processus de nominations et des promotions aux fonctions militaires les plus élevés, qui était jusqu'à alors à l'apanage des militaires eux-mêmes par l'entremise du conseil suprême est désormais étroitement contrôlé par le pouvoir civil en la personne du président. En effet l'idée du rétablissement de l'autorité civile sur le système de nomination des militaires, est considérée comme un moyen d'encadrement militaire, une ingérence insupportable avec la promulgation de la loi en 2013 qui prévoyait une approbation des décisions du conseil par le président de la République. A partir de ce moment-là, on peut dire que la politique de la civilianisation de l'armée se transforme en politisation de l'armée dans la fonction publique militaire en Turquie **(Chapitre 3)**.

CHAPITRE 1 – La diversification de moyens de recrutement

Bien que les tentatives de professionnalisation des Forces armées turques datent des années 1990, par la création de divers statuts en dehors des militaires de carrière et des appelés du contingent, la tentative de coup d'Etat de 2016 a changé les logiques de recrutement dans les armées. De nombreuses expulsions exécutées en application dès le premier décret-loi[494] promulgué 2 jours après la tentative de coup d'Etat, ont concerné des personnes au sein de la fonction publique à laquelle n'échappe pas la fonction publique militaire[495]. Une grande partie de la refonte des moyens de recrutement concerne la gestion du personnel militaire expulsé à remplacer et d'autre part, une réorganisation de l'armée.

Les nouvelles logiques des recrutements sont mixtes : il s'agit en effet de maintenir certains principes adoptés sous le gouvernement de l'AKP avant la tentative de coup d'Etat et de réorganiser le recrutement des militaires dont l'idéologie est conforme à celle du pouvoir civil actuel (Section 1) tout en conservant une politique de méfiance par crainte d'une nouvelle perte de contrôle sur l'armée (Section 2).

Section 1- Des moyens de recrutement conformes à l'idéologie du pouvoir civil actuel

La Turquie a une histoire particulière avec la laïcité et l'armée turque a eu un rôle politique en tant que garante de cette laïcité. Au cours des années 1990, le rôle de l'armée n'a fait que se renforcer à l'instar des décennies antérieures au cours desquelles la démocratie avait été suspendue par les coups d'Etat de 1960 et de 1980. Cette image d'une armée interventionniste dans le jeu démocratique a été progressivement remplacée par celle d'une armée considérée comme le dernier recours de la patrie en danger et garante de son régime laïque menacé [496]. C'est à partir du début des années 2000 qu'on remarque de forts débats sur l'influence

[494] Ces décrets-lois sont souvent annexés d'une liste des personnes exclus de la fonction publique civile et militaire

[495] KABOĞLU Ibrahim, « *Suppression du régime parlementaire sous l'état d'urgence : Remarques sur la modification constitutionnelle "approuvée" par le référendum du 16 avril 2017* », *in* La Revue des droits de l'homme Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 03 juillet 2017, consulté le 30 avril 2019.

[496] BOZARSLAN, *op.cit.,* p.87

croissante du pouvoir civil, dans le cas concret de l'AKP, la tendance politique au sein des Forces armées subit des changements. En dehors des exemples qui se concrétisent autour de la notion de sacrifice militaire et la prise en compte de la laïcité, on observe aussi une influence croissante de l'islam au sein des Forces armées. M. Billion qualifie dès lors cette évolution de reformatage de l'Etat turc qui devient de plus en plus un « Etat AKP »[497], en raison d'une politisation toujours persistante des armées cette fois en faveur de l'idéologie de l'AKP et par conséquent d'Erdoğan à laquelle les Forces armées turques n'échappent pas. L'armée turque s'adapte et se réorganise avec un nouveau rôle, au service de la politique menée par l'AKP.

L'idéologie du pouvoir civil actuel montre ses effets principalement dans les deux domaines : le premier concerne le cas des femmes militaires, effectifs négligés de l'armée (§1) et le deuxième concerne la diversification des diplômes acceptés au sein de l'armée turque (§2).

§1- Les femmes militaires dans l'armée turque

Le cas des femmes militaires dans l'armée est un des sujets les moins traités en droit. Bien qu'en Turquie, la place des femmes dans la société soit croissante dès la proclamation de la République en 1923, ce mouvement a accéléré la participation des femmes dans la vie sociale en 1934, avec un changement de constitution[498], qui accorda le droit de vote et d'être élu dans la vie politique[499]. La place des femmes dans les armées ne doit pas être analysée indépendamment de l'évolution des sociétés. Bien que les femmes aient eu une mission de soutien[500] au cours de la Guerre d'Indépendance sans avoir véritablement de statut militaire[501] dans la hiérarchie, le mouvement d'accélération de l'intégration de la femme dans la société turque après la guerre n'a pas été abouti jusqu'à l'intégration des femmes militaires dans

---

[497] BILLION Didier, Un an après le putsch raté, où va la Turquie, IRIS Analyses, mis en ligne 18 juillet 2017, https://www.iris-france.org/97274-un-an-apres-le-putsch-rate-ou-va-la-turquie/ ,consulté le 30 avril 2019.

[498] Loi du 5 décembre 1934 portant sur le changement de l'article 10 et 11 de la Constitution de la Turquie

[499] ÖZER Sevilay, "*Reflections of giving right to elect and be elected to women on Turkish public opinion*," Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi n° XXIX 2013 p. 131-168

[500] KORKMAZ Erdal, "*The Status of Woman in the Turkish Army an Evaluation from a Historical Perspective*", Guvenlik Stratejileri Dergisi n°18-43, 2022, p.665-682

[501] SARISMAN Sadik, "*Birinci Ordu, Birinci Kadın Işçi Taburu*" Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi n°8, 1997, p.695-723

l'armée, à l'exception de Sabiha Gökçen, fille adoptive d'Atatürk, qui fut la première femme turque, pilote d'avion de chasse. Son parcours reste atypique, puisque c'est par l'intermédiaire d'Atatürk qu'elle suivit des formations de pilote de chasse et qu'elle devint la première pilote de chasse issue de l'Ecole de l'Air à Eskişehir[502]. Les femmes durent attendre 1955, sous l'influence de l'OTAN[503] pour être intégrées pour la première fois dans les Ecoles de Guerres ; cette intégration fut interrompue en 1960, suite au coup d'Etat, et ne reprit qu'en 1992.

Depuis cette date, il ne s'agit pas d'une féminisation de l'armée turque dans le vrai sens du terme mais plutôt de l'intégration progressive des femmes dans l'armée.

Les armées sont souvent le reflet de la société du pays auquel elles appartiennent. Le changement que connaît la société civile concernant les femmes affecte également le personnel militaire au sein de l'armée. Afin de traiter la place des femmes dans l'armée turque, nous allons dans un premier temps examiner le règlement purement politique portant sur le port du voile des femmes militaires (A) avant d'examiner la diminution du taux de femmes au sein des Forces armées turques (B).

A- Le port du voile chez les femmes militaires au sein de l'armée turque

L'armée qui était d'une ardeur fervente sur le principe de laïcité, se posait comme le garant et le protecteur des valeurs républicaines, depuis la proclamation de la République : elle était donc contre le port du voile dans l'espace public. Il n'était pas rare d'ailleurs jusqu'à la prise du pouvoir de l'AKP sur les gouvernements civils de voir expulsés de l'armée des militaires dont l'épouse et/ou un membre féminin de la famille proche était voilé.

[502] AKKAYA YARALI Aysun, « *An assessment on Sabiha Gokcen as the Female Military Symbol of Turkish Modernization*", International Journal of Society Researches n°18, v.11, juin 2019

[503] KORKMAZ, *op. cit*. précise que la publication dans les journaux concernant des femmes militaires américaines venues en Turquie pour y passer leurs vacances a eu également un effet sur la prise en compte de l'idée de femmes militaires dans l'opinion publique, p.667

Le règlement portant sur les costumes du personnel des Forces armées[504], a été modifié par un autre règlement approuvé par le ministère de la Défense le 15 février 2017, ce qui a entraîné un changement radical sur l'uniforme porté par les militaires.

La dernière conquête du pouvoir civil fut de « libérer « le port du foulard au sein de l'armée depuis 2017, une décision plus politique que pragmatique. L'article 4/A dudit règlement prévoit que le personnel militaire appartenant à toutes les Forces armées, les officiers, les sous-officiers, les cadets militaires et les contractuels de sexe féminin peuvent au-dessus de leur couvre-chef porter un « habit[505] », de même couleur que celle de leur uniforme, de façon à ne pas couvrir ou dissimuler le visage.

Ce règlement a été contesté devant le Conseil d'Etat[506] en vue de son annulation pour violation du principe de de laïcité prévu par l'article 2 de la Constitution en vigueur et de violation du principe de neutralité et d'impartialité du fonctionnaire, ce qui constituait une argumentation qui n'était pas fondée sur une raison assez précise : en effet l'argumentation du requérant ne s'appuyait pas sur la spécificité militaire mais n'était qu'une répétition de stéréotypes sur le port du voile par des femmes qui travaillent au sein de la fonction publique[507]. Le requérant précisait que « porter le même uniforme instaurant un sentiment d'unité, d'harmonie et de cohésion était un principe essentiel et les différences que le personnel arborerait sur leurs uniformes à l'exception des mérites, nuiraient à ce sentiment nécessaire pour l'unité des armées [508]». En effet, dans cette affaire, il serait mieux de se positionner sur la spécificité du métier militaire, les activités potentielles menées par le personnel militaire en précisant que le port du voile risquerait de nuire à l'accomplissement de tels actes et ne serait pas compatible avec le métier où, comme dans le cas d'une pilote de chasse, avec tout l'équipement et le matériel que la pilote doit porter, le port d'un voile pourrait entraver l'accomplissement des missions et impacter l'intégrité physique du militaire. Dans tous les

[504] Règlement publié sur le Journal Officiel le 2 juin 1989, ancien décret du conseil des ministres du 7 juin 1963 et 6/1835

[505] L'utilisation du mot générique *habit*, « *giysi* », évite l'utilisation du mot voile dans le règlement précité reste assez ambigu.

[506] Décision du Conseil d'Etat, le 19 novembre 2020 2ème Chambre, 2017/1671 E., 2020/3436 K.

[507] L'interdiction du port u voile dans la fonction publique civile était annulé par le changement de l'article 5 du règlement portant sur les costumes des fonctionnaires du 25 octobre 1982, le 1er octobre 2013, publié sur le Journal Officiel le 8 octobre 2013

[508] Affaire *précitée*, le résumé de l'argumentation de la partie requérante traduite par nos soins, *p.1*

cas, il faut admettre que le Conseil d'Etat a rejeté le recours en annulation du règlement précisant que « le voile est une routine de la vie majoritairement acceptée au sein du peuple turc. Les personnes portant le voile et celles qui ne le portent pas vivent même dans une même famille sans problème[509] », argument qui n'est en aucun cas acceptable pour motiver une décision juridique.

B- ***La diminution de la proportion de femmes dans l'armée turque***

Le cas de la Turquie sur ce point ne ressemble guère au cas de la France. Bien que l'armée turque ait pris la décision d'un passage aux armées professionnelles, le service obligatoire militaire basé sur la conscription des hommes uniquement n'a pas été supprimé *(voir infra).* C'est une des raisons probables qui expliquerait le faible taux de la féminisation en Turquie comparé à la situation en France qui dans sa loi de programmation concernant la période 1997-2002 prévoyait, une quasi-stabilité du nombre des officiers, une réduction du nombre des postes de sous-officiers ou officiers mariniers, une forte augmentation du nombre des militaires du rang engagés et la disparition des appelés[510]. Afin de combler la disparition des conscrits, l'armée française a fait appel au volontariat d'hommes et de femmes pour les emplois militaires, par des contrats d'engagement spécifiques à chaque armée, pour une durée d'un an, renouvelable quatre fois.

Comparé à la situation de la France actuelle, la France est considérée au premier rang des armées européennes avec un taux de féminisation assez élevé : La France détient en 2003 le record de féminisation avec un pourcentage de 11,2% parmi les douze pays européens appartenant à l'OTAN,[511] en 2022, suite à l'augmentation de la féminisation depuis 2007, la féminisation de la fonction militaire s'accroit à un rythme régulier : le taux de féminisation s'élève à 11,2 % dans l'armée de terre, 15,8 % dans la marine, 23,2 % dans l'armée de l'air et de l'espace, 20,3 % dans la gendarmerie, 33,4 % au sein du service du commissariat des ar-

[509] Traduit par nos soins

[510] Avis et Rapports du Conseil Economique et Social, Place des femmes dans la professionnalisation des armées, présentée par Michèle MONRIQUE, Notes d'IENA, n°184, 2004, p.2

[511] *Ibid.*

mées et 62 % dans le service de santé des armées[512]. Le pourcentage des femmes militaires en Turquie reste largement inférieur comparé à celui de la France.

Le ministère de la Défense en Turquie, explique dans sa réponse parlementaire du 3 janvier 2013, que le nombre des femmes sous-officiers représente 0,034% des effectifs de l'armée turque tandis que le pourcentage des femmes officiers s'élève à 0,004%[513]. En 2017, soit 1 an après la tentative de coup d'Etat, la proportion des femmes diminue dans la mesure où le personnel de la gendarmerie ne figure plus parmi les effectifs de l'armée turque.

[512] Haut Comité d'Evaluation de la Condition Militaire, 16ème rapport, Revue annuelle de la condition militaire Décembre 2022 p.41

[513] La réponse parlementaire du 3 janvier 2013 concernant la question de Hurşit Güneş, député du parti d'opposition CHP, sur le nombre des femmes militaires dans les armées. (Réponse envoyée à l'auteur à son courriel personnel)

GRADE		2012				2017			
Armée de rattachement		***T***	***M***	***A***	***G.***	***T***	***M***	***A***	
Sous-Officiers	Adjudant *başçavuş*	-	-	-	2				
	Sergent-chef ancien principal *kıdemli üstçavuş*	-	-	-	6				
	Sergent- chef *üstçavuş*	-	-	-	111	15	1		
	Sergent principal *kıdemli çavuş*	16	-	-	105	20	-		
	Sergent *çavuş*	2	-	-	123	26	-		
total	**127**					**61**			
Officiers	Général de brigade								
	Colonel *albay*	55	22	9	4	80	7	16	
	Lieutenant-colonel *yarbay*	85	17	23	3	90	34	27	
	Commandant *binbaşı*	197	75	67	19	118	72	60	
	Capitaine *yüzbaşı*	140	72	108	19	77	44	73	
	Lieutenant *üsteğmen*	107	47	81	24	153	42	40	
	Sous-lieutenant *teğmen*	111	24	29	5	69	17	10	
total	1,343					1,091			
S+o total	1,713				1,292	1,080			

Tableau 1- Les effectifs féminins

Dans le tableau ci-dessus, on remarque que les chiffres concernant les effectifs féminins de la gendarmerie ne sont plus pris en compte dans le personnel militaire féminin. De plus après la purge, le taux des officiers féminins dans le grade de commandant, de capitaine et de sous-lieutenant a fortement diminué.

A ce jour, aucune femme dans l'armée turque n'a jamais eu le grade de général à l'exception d'une femme possédant ce grade, en gendarmerie, suite à la réunion du YAŞ de 2023 : c'est le seul cas dans toute l'histoire de la République turque[514].

Si l'on observe une tendance au recul de la représentation des femmes dans les Forces armées, il faut souligner que le taux de militaires femmes n'était pas très élevé avant la prise du pouvoir de l'AKP. Elles n'apparaissent dans aucun rapport officiel publié publiquement par les autorités sauf en cas de demande expresse. Le travail le plus récent de Mme Sunar[515] sous-officier de la gendarmerie, en 2019, portant sur les femmes militaires en Turquie, collecte les informations parues dans la presse nouvelles qui témoignent de leur existence. De plus, les chiffres ne sont pas prometteurs : il s'agit de 32 personnels féminins intégrés au sein des Forces armées turques, ce qui ne dépasse pas 5% des effectifs généraux. Analysant ces informations, elle en déduit que bien que le taux des femmes reste faible, leurs domaines de missions et d'intervention sont variés : les officiers assurent des missions de juristes et de membres au sein de la Cour de Cassation militaire (avant sa suppression), de membres de commandos sur les terrains d'opérations de haute intensité ou de pilotes de chasse tandis que les sous-officiers sont plutôt nombreux au sein de la gendarmerie dans des missions de surveillance dans les prisons spécifiques des femmes, dans les laboratoires criminels et avec les civils, en tant que responsables des familles des *şehit* ou en mission de protection des personnes vulnérables, comme les enfants et les femmes. Les effectifs féminins de la gendarmerie restent plutôt basés sur des recrutements de contractuels[516].

En 2017, l'Université de la Défense Nationale, lors de sa première annonce de recrutement par voie d'examen avait annoncé que les femmes auraient désormais la possibilité de présenter leur candidature d'étudiant uniquement pour l'armée de terre, sans qu'aucune demande ne soit possible pour la Marine, l'armée de l'air ni aucune école de sous-officiers (terre, mer ou air). Il s'agit d'une tentative de *quota* déguisé pour les candidatures féminines.

[514] YILMAZ Özlem, qui assumera les missions de vice-présidente de l'Académie de la Gendarmerie et des Gardes- Côtes à partir du 30 août 2023.

[515] SUNAL Aysegul, Representation of Female Soldiers in Media in the Context of Gender, Mémoire de master, Antalya, Université d'Akdeniz, 2019

[516] SUNAL, *Ibidem,* p.85

Cette annonce suscita de nombreux contestations civiles[517] et une résolution parlementaire[518] ; elle fut retirée par l'ÖSYM[519], à la demande de Fikri Işık, le ministre de la Défense de l'époque, le 7 février 2017.

Depuis leur intégration dans l'armée, il n'y a pas d'autre avancée sur le statut des femmes militaires, excepté la seule obstination du port ou non du voile, qui s'est instrumentalisée autour de la politique civile. Parmi les lois en vigueur, il n'existe aucun règlement qui prévoit une spécificité des femmes militaires. Les questions de discrimination restent incertaines mais il est évident qu'il ne s'agit pas non plus d'une discrimination positive à leur égard. La loi n°926 ne prévoit pas de procédure différente pour les effectifs féminins pour leur promotion et leur avancement.

Lors de nos recherches pour ce travail, suite à plusieurs rencontres avec des femmes militaires, nombreuses sont celles qui ne voulaient pas parler de leur statut au sein de l'armée, précisant qu'il était difficile d'être une femme militaire dans un milieu où règnent toujours les hommes, et leur situation ne s'améliore pas comme c'est le cas pour les droits des femmes en Turquie[520].

§2- La diversification des diplômes acceptés au sein des forces de l'armée

Dans son ouvrage, M. Bozarslan cite l'éditorialiste du journal Hürriyet, en précisant que ce dernier avait eu « la joie de constater » le 15 janvier 1999, que même si la politique s'écroulait, les institutions fondées par l'armée resteraient debout[521].

[517] Parmi les contestations civiles, la plus importante reste celle qui a été lancée par CERAV Tuba, qui-demandait une pétition pour sa sœur, (31.813 signatures) le 3 janvier 2017 https://www.change.org/p/hava-harp-okulu-na-kız-öğrenci-alınmama-kararı-iptal-edilsin , https://www.hurriyet.com.tr/amp/gundem/kadin-asker-tartismasi-30-bin-imza-toplandi-40333701 consulté le 21 août 2022

[518] Par NAZLIAKA Aylin, députée du parti CHP, le 9 janvier 2017

[519] ÖSYM (Centre de sélection et de placement des étudiants) est le Conseil de l'enseignement supérieur qui organise le processus de sélection et de placement des candidats dans des établissements pour les hautes études, et spécialement pour les universités.

[520] Témoignage de Mme L.Y, officier enseignant à la retraite

[521] BOZARSLAN, *ibidem*

Contrairement à ce constat de l'éditeur, qui était également l'opinion publique de l'époque il y avait un certain nombre d'auteurs qui étaient appelés « théoriciens de complot », qui à partir de la montée au pouvoir de l'AKP, avaient prévu que l'idéologie du gouvernement civil se propagerait au sein des Forces armées turques. En réalité, à partir des années 2010, ces théories du complot sur l'islamisation des armées ont commencé à se concrétiser (A). Ce constat atteignant son apogée en 2014, dans diverses affaires traitées devant le Cour constitutionnel, qui n'a pas alerté suffisamment et par conséquent n'a pas empêché la tentative de coup d'Etat. A lieu d'apprendre du passé pour mieux bâtir l'avenir, cette influence d'idéologie de l'AKP se renforce même après 2016 dans les procédures de recrutement et d'avancement des militaires (B).

A- La concrétisation des théories de complot sur la phase de recrutement des militaires

En général, les théories du complot ne sont jamais prises aux sérieux par les juristes académiques jusqu'à ce que celles-ci deviennent réalité sous forme de lois. Le travail d'un juriste sur la concrétisation des théories du complot reste « au point et à la limite journalistique[522] » d'une part par manque de sources officielles et d'autre part en raison de la peur qu'on les censure ou qu'on les mette en prison. Pour cette raison, cette partie de notre travail se base sur les travaux de sociologues et de journalistes qui ont effectué des travaux sur le personnel militaire avant et après la tentative de coup d'Etat en 2016.

Afin de suivre un ordre chronologique, parmi les premiers indices, on peut citer M. Özalp[523], dans son ouvrage AK-ASKER[524], qui précise que lors de la cérémonie du 86ème anniversaire de la République en 2009, le Professeur Türköne, éditeur du journal ZAMAN[525],

[522] Terme utilisé par GÜRCAN Metin, 15 Temmuz ile YSK'nin Kurumsal Donusum konusundaki istahi kacti, https://vicdaniret.org/15-temmuz-ile-tsknin-kurumsal-donusum-konusundaki-istahi-kacti-metin-gurcan/ et Gürcan Metin in « Bir Daha Asla ! Ama Nasil ? 15 Temmuz sonrasi Turkiye'de Devlet ve Ordu », Istanbul Policy Center, Avril 2017, https://ipc.sabanciuniv.edu/Content/Images/Document/bir-daha-asla-ama-nasil-15-temmuz-sonrasi-turkiyede-devlet-ve-ordu-37febc/bir-daha-asla-ama-nasil-15-temmuz-sonrasi-turkiyede-devlet-ve-ordu-37febc.pdf consulté le 21 juillet 2017

[523] OZALP Hüseyin, AK ASKER, Bir ABD, AKP ve Cemaat Projesi, Editions Tanyeli, Février 2011, Istanbul, p.600

[524] Le titre de l'ouvrage AK-ASKER est un jeu de mots : en effet, AK, qui se réfère à la couleur blanche dans la langue turque est aussi l'abréviation d'AKP souvent abrégé en *AK Parti*.

[525] *Zaman*, est l'organe de presse des groupes islamistes appartenant à FETO et considéré comme une organisation infiltrée dans les forces des armées turques selon le Conseil d'Etat en 2013 dans l'affaire Sencer Basat et les autres, req.n°2013/7800 du 18 juin 2014, §29

avait prévu que la Turquie avait besoin d'une nouvelle armée pour mettre fin à cette organisation institutionnalisée et d'en faire une armée de *Nizam-i Cedit*[526]. Cette tendance, un des premiers signes d'un renouveau, était approuvée par les académiciens étrangers[527] : il s'agirait de de voir si l'AKP réussirait à transformer l'armée turque, institution k*émaliste* en *guleniste*. Bien que l'existence des membres *gulenistes* au sein de l'armée date d'avant la prise de pouvoir de l'AKP[528], il était bien évident que leurs appuis au pouvoir civil étaient important pour eux.

En second lieu, à partir de 2010, le Conseil de l'Enseignement supérieur, *Yükseköğretim Kurulu Başkanlığı, ci-après YÖK*[529], généralise et paramètre le calcul des notes de suivi pour l'accès aux enseignements supérieurs pour tous les lycées professionnels, y compris les écoles *imam-hatip*[530], par une simple modification de coefficient. Cette décision, qui est considérée comme un acte administratif a ouvert la possibilité d'intégrer des élèves des écoles *imam-hatip*, qui sont censés à priori former des hommes religieux de carrière. Cette décision, par conséquent, qui n'est certainement pas la seule, a facilité l'intégration de ces étudiants au sein des Écoles de Guerres.

En dernier lieu, il est intéressant de se pencher sur les recherches de M. Gürcan, qui lors de sa préparation de thèse de doctorat et par ses observations au sein de l'armée en tant que militaire de carrière, a apporté des précisions sur l'écart entre les tendances religieuses

[526] *Nizam-i Cedid* signifie en langue ottomane (turc ancien) une nouvelle organisation qui souligne l'idée de changement dans l'armée ottomane vers fin du 16ème siècle, qui suite à la dégradations des janissaires a secondé ce dernier par une nouvelle armée par le Sultan Selim le III. https://www.osmanlidevletigen.net/nizam-i-cedit-ordusu-1807/ consulté le 26 juillet 2023

[527] Cité par OZALP, *op.cit*, p.603

[528] Décision de la Cour de cassation, 20017/956 E. ; 2017/370 K., §22 et suites

[529] Créé en 1981, le *YÖK* est la seule autorité administrative autonome responsable de l'organisation, de la planification, de la reconnaissance et de la supervision de tous les établissements d'enseignement supérieur (universités, académies rattachées au ministère de l'éducation nationale, grandes écoles, conservatoires, instituts...). Il propose, au gouvernement et au parlement, les budgets qui seront accordés aux universités. Il suggère au gouvernement d'éventuelles créations d'universités, de facultés, d'écoles ou d'instituts et la création de postes d'enseignants.
https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/TURQUIE_fiche_Curie_enseignement_superieur_=uniquement=___21_novembre_2014___cle43c214.pdf consulté le 26 août 2023

[530] *Déf.* Les écoles *imam hatip*, sont des écoles professionnelles pour des formations des imams des mosquées.

des militaires de carrière parmi les officiers : les officiers supérieurs[531] sont le type idéal d' officier, ils accordent de l' importance à l'obéissance absolue, ils sont sensibles au sujet de la laïcité, dont les idées politiques sont de centre gauche tandis que les jeunes officiers[532]qui dont la plupart sont des officiers sous-contrat, *voir infra*[533], moins sensibles à la notion de laïcité, font primer leur carrière personnelle sur les valeurs collectives , et dont les idées politiques sont de centre droit. A la lumière de ces explications, il faut une lecture des chiffres avant et après la tentative de coup d'Etat : du mai 2016 au mois de janvier 2017, il s'agit d'une baisse de 43% des effectifs pour les généraux et amiraux ; et ce taux est de 33% pour les officiers[534], ce qui implique une expulsion des officiers supérieurs à caractère laïque et dont les idées ne sont pas compatibles avec le gouvernement civil. Suite à cette expulsion, les jeunes officiers et les officiers sous-contrat vont monter dans la hiérarchie afin de combler les lacunes chez les hauts gradés. L'exemple concret, se trouve dans le cas du général de l'armée, Musa Aysever, qui s'est présenté devant les journalistes en adressant ses remerciements au président Erdoğan et en lui donnant une accolade, en précisant qu'il lui était reconnaissant pour sa carrière[535].

B- Le renforcement de l'idéologie islamiste durant les phases de recrutement et d'avancement des militaires

Parmi les diverses raisons citées pour expliquer l'échec de la tentative de coup d'Etat qui a été déjouée[536], on peut mentionner la loyauté de nombreux officiers kémalistes envers les institutions et l'Etat turc[537], ce qui a empêché la réussite de la tentative, et c'est cette

[531] Ce que GÜRCAN appelle les officiers supérieurs, ce sont les généraux, les colonels et les lieutenants-colonels, ne sont pas les mêmes que le système français prévoit: en France, les grades des officiers supérieurs sont le commandant, le lieutenant-colonel et le colonel, *op.cit.,* p.12

[532] Ce que GÜRCAN appelle les jeunes officiers, ce sont le commandant, le capitaine, le lieutenant et sous-lieutenant

[533] Section 2, §2.

[534] Chiffres cités par KAYA, *op.cit.,* p.23

[535]Halk TV, Erdogan'in Omzunda Aglayan Komutana Tepki Yagdi ! Yaziklar Olsun… https://halktv.com.tr/gundem/erdoganin-omzunda-aglayan-komutana-tepki-yagdi-yaziklar-olsun-761363h consulté le 26 août 2023

[536] *Cf*, MOYEUVRE Patrice, Turquie : Echec d'un coup d'Etat mal préparé, publié sur IRIS - Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, Juillet 2016, https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/09/Article-PM-Obs-Turquie-25-juillet-1.pdf, consulté le 26 aout 2023

[537] KAYA Sumbul, Comment M. Erdogan a maté l'armée turque, Le Monde Diplomatique, Octobre 2016, p.7, https://www.monde-diplomatique.fr/2016/10/KAYA/56453, consulté le 26 août 2023

loyauté qui est restée dans les mémoires. Dans un premier temps, au lendemain de la tentative de coup d'Etat, certains militaires haut-gradés[538] qui ont déjà subi des peines d'emprisonnement variant de 3 à ans lors des affaires *Balyoz* et *Ergenekon* ont été appelés en urgence pour remplir diverses missions. Par conséquent, il existe un écart dans l'armée : une partie qui prévoit de garder les valeurs kémalistes et la laïcité au centre des nouvelles logiques de recrutement tandis que au sein de l'autre partie de l'AKP, il y a toujours des partisans de garder les cadres islamistes qui ne font pas courir le risque de mener un coup d'Etat[539]. L'époque où les cadres ont été remplis par les Gulenistes, à qui les gouvernements d'Erdoğan se fiaient à cause de leur approche islamiste, s'est terminée par un échec retentissant. Les photos du CEMA, à l'époque le Général AKAR, publiées suite à la tentative de coup d'Etat[540], avec l'un des membres le plus connus de la congrégation *Ismailağa Cemaati*, Ahmet Mahmut Ünlü, connu sous le nom de Cübbeli Ahmet Hoca, ont montré dès le début le risque d'intégrer de nouveau des militaires appartenant à cette confrérie. Le journaliste Hikmet Çiçek[541], dans sa publication précise qu'il est notable qu'une autre congrégation, *Menzil Cemaati*, commençait également à se structurer dans la bureaucratie administrative suite à la disparition des membres *Gulenistes*. Il est ainsi regrettable qu'advienne ce qu'Atatürk avait prévu à son époque : « La République Turque ne doit pas être un pays de cheikhs, de derviches, et de sectes religieuses »[542].

[538]NTV, Balyoz magduru subaylara « acil gorev emri », https://www.ntv.com.tr/turkiye/balyoz-magduruna-acil-gorev-emri,Cuk1ZYBR3UigXy-mGW1K4Q ,consulté le 26 août 2023

[539] Il s'agit de 10 militaires dans un premier temps, GURCAN Metin, *TSK'da buyuk tasfiye,* publié le 1er août 2016, https://www.al-monitor.com/tr/contents/articles/originals/2016/08/turkey-coup-attempt-major-purge-of-armed-force.html#ixzz8BLuqP1RS ,consulté le 26 août 2023

[540]Cumhuriyet, *Akar ve Mahmut Unlu sosyal medyanin gundeminde*, https://www.cumhuriyet.com.tr/galeri/akar-ve-mahmut-unlu-sosyal-medyanin-gundeminde-cuppeli-demokrasi-581391 ,consulté le 26 août 2023

[541] ÇiÇEK Hikmet, *TSK icinde hangi tarikatler nasil orgutleniyor ?* https://www.odatv4.com/yasam/tsk-icinde-hangi-tarikatlar-nasil-orgutleniyor-166571 ,consulté le 26 août 2023

[542] ATATÜRK Mustafa Kemal, lors de son discours à Kastamonu, Turquie le 1er septembre 1925, Efendiler ve ey millet, iyi biliniz ki, Türkiye Cumhuriyeti şeyhler, dervişler, müritler, meczuplar memleketi olamaz. En doğru, en gerçek yol, medeniyet yoludur traduit par nos soins, https://www.atam.gov.tr/ataturkun-soylev-ve-demecleri/kastamonuda-ikinci-konusma , consulté le 26 août 2023

Section 2- Une politique de méfiance face au risque de perdre le contrôle sur m'armée

Le recrutement pour les armées est à la base d'une réorganisation militaire. Cette réorganisation reflète la méfiance du pouvoir civil en cours contre le pouvoir militaire dans une ambition de domination de ce dernier. Bien qu'il soit encore trop tôt pour voir concrètement les changements, les orientations en ont fait la preuve. L'enquête de sécurité qui était une des conditions dans la phase de recrutement pour la fonction publique civile et militaire a été révisée par l'intermédiaire des décrets lois suite à la tentative de coup d'Etat : elle s'est transformée de plus en plus en étape marquée par la paranoïa (§1), tandis que le choix de recruter du personnel militaire contractuel est en hausse, pour des raisons suspectes (§2).

§1- L'enquête de sécurité, une étape de nature quasi paranoïaque au sein de la fonction publique

Suite à la tentative de coup d'Etat de 2016, le pouvoir civil a décrété l'état d'urgence. Cette décision a été prise le 20 juillet 2016 par la décision du Conseil des ministres pour une durée de 90 jours jusqu'au 19 juillet. Les procédures concernant la déclaration de l'état d'urgence[543] sont règlementées dans les articles 119 à 122[544] de la Constitution, qui accordent au Conseil des ministres réunis en présence du président de la République, le droit d'édicter des décrets-lois sur des sujets nécessaires lors de l'état d'urgence[545]. Cette période qui a duré 2 années, a été marquée par divers décrets lois qui ont apporté des changements dans le milieu juridique auxquels l'organisation des recrutements dans la fonction publique civile et militaire n'a pas échappé. Le 27 juillet 2016, 11 jours après la tentative, via le décret-loi n°668[546] les premières purges au sein de la fonction publique militaire ont été conduites. Pour combler le manque de personnel, les annonces de nouveaux recrutements ont débuté sous l'effet du décret-loi n°676[547] dont l'article 74[548] qui ajoute la condition d'une enquête de sécurité, gü*venlik*

[543] *Cf.*, KABOĞLU, MONCEAU, AYDIN *op.cit.*, sur les vices de procédures de la déclaration de l'état d'urgence

[544] Les articles 120, 121 et 122 ont été abrogés par la loi n°6771/16 du 16 avril 2017

[545] L'article 121§3 de la Constitution

[546] Décret-loi n°668 du 27 juillet 2010, publié sur le JO n°29783-2

[547] Décret-loi n°676 du 3 octobre 2016, publié sur le JO n°29872

soruşturması, et/ou une recherche d'antécédents judiciaires *arşiv araştırması* en phase de recrutement des fonctionnaires. Avant l'application de ce décret-loi, la pratique juridique turque possédait déjà une réglementation semblable qui faisait depuis longtemps couler de l'encre dans le milieu juridique (A). Suite à cette période transitoire, la GANT a adopté une nouvelle loi en 2021 (B) dont l'application reste vague, malgré toutes les contestations qui ont aussi influencé la fonction publique militaire.

A- L'enquête de sécurité et la recherche d'antécédents judiciaires discutées pour leur légalité

L'enquête de sécurité et la recherche d'antécédents sont deux notions bien distinctes et servent des fins différentes mais complémentaires. Par définition, la recherche d'antécédents judiciaires consiste pour l'intéressé à déterminer l'existence d'un mandat d'arrêt ou de perquisition en cours, sa relation avec les forces de l'ordre (police judiciaire), son casier judiciaire et le contrôle de la jouissance de ses droits civiques[549]. Il s'agit de recueillir et de rechercher des documents officiels archivés officiellement pour en faire une collecte des détails. L'enquête de sécurité, est un document plus détaillé qui est un prolongement de l'investigation judiciaire qui consiste à déterminer et à évaluer les actions visant à diviser ou à nuire à l'unité de la patrie, son état moral, ses relations avec les étrangers et la capacité de garder un secret et si nécessaire sur place (au domicile et dans le voisinage de l'individu concerné[550]. Il s'agit d'une évaluation de certaines aptitudes de la personne concernée, qui prétend occuper des postes sensibles du point de vue de la sécurité. En effet contrairement à l'investigation des antécédents judiciaires, l'enquête de sécurité possède des éléments additionnels, qui sont assez subjectifs et afin d'enrayer cette subjectivité, la loi avait prévu la création des commissions d'évaluation qui censées rendre ces investigations les plus objectives possible[551].

[548] L'article 74 précité entraîne un changement de l'article 48 de la loi n°657 sur le personnel, concernant les conditions de recrutement au sein de la fonction publique

[549] Définition citée dans le règlement du 14 février 2000 n°2000/284 publié au JO le 12 avril 2000, traduit par nos soins

[550] *Idem*

[551] KILINÇ Durmuş, Security Investigation and Archive Research, Ankara Barosu Dergisi, n°2019/2, p.3-38

La pratique effectuée avant l'année 2016 se basait sur la loi n°4045 du 3 novembre 1994[552], complétée par le règlement du 14 février précité. L'article pour le fondement de ces actions d'investigation était l'article 1er de la loi, qui prévoyait que « l'enquête de sécurité et la recherche d'antécédents judiciaires s'effectuent sur les fonctionnaires qui vont travailler au sein des institutions publiques (et ou dans l' administration) dans lesquelles la confidentialité est requise(…) : le EMA, le Ministère de la Défense, la gendarmerie, les forces de police, les garde côte, des bureaux de renseignement et dans les centres pénitentiaires ». Suite à la modification de la loi n°652, les personnes dont la candidature a été impactée par cette application, ont porté l'affaire devant la Cour Constitutionnelle, qui par ses décisions consécutives a marqué la suite des événements (1) juste après que le législateur est intervenu pour restituer par une nouvelle loi les articles annulées par la Cour Constitutionnelle (2).

1- Les décisions consécutives de la Cour Constitutionnelle

Par sa jurisprudence constante on observe que la Cour Constitutionnelle a exercé les compétences nécessaires pour effectuer un contrôle de constitutionnalité des décrets lois, et décider de leur annulation jusqu'à l'arrêt qui a marqué un revirement de jurisprudence[553] qui a ouvert un chemin assez dangereux : les décrets-lois se transformant dans ce cas en lois susceptibles de persister dans l'arsenal juridique bien plus longtemps que prévu[554]. Cette application a nui à la confiance envers le système juridique. Les changements effectués via les décrets lois, qui en l'espèce concernent la pratique de l'enquête de sécurité et de recherche d'antécédents judiciaires risquaient par conséquent de constituer des violations des droits de l'homme.

Plus concrètement en 2021, la Cour Constitutionnelle a marqué par sa décision[555] la pratique sur les enquêtes de sécurité et des antécédents judiciaires : La Cour a précisé qu'il était de nature pour certaines institutions administratives d'imposer certaines conditions concernant le recrutement de leur personnel, et qu'il appartenait au législateur d'en déterminer et de

[552] Loi n°4045 portant sur l'enquête de sécurité, l'expulsion des fonctionnaires pour diverses raisons et non acceptées par la fonction publique et la loi n°1402 à propos de changements sur l'état de siège.

[553] Affaire précitée du 12 octobre 2016, 2016/167 E., 2016/160K.

[554] KILIÇ, *ibid.,* p.19

[555] Cour Constitutionnelle, décision du 3 juin 2021, 2020/24 E., 2021/39 K. https://normkararlarbilgibankasi.anayasa.gov.tr/Dosyalar/Kararlar/KararPDF/2021-39-nrm.pdf consulté le 21 juillet 2021

prévoir les conditions[556] pour une légalité absolue conforme à l'état de droit. Or suite à l'article 1er de la loi précitée pour laquelle a été présentée une demande d'annulation, et dans ses articles suivants, l'organisation de ces enquêtes serait à déterminer par les règlements sans précision sur la protection des données ce qui violait l'article 13 et 20 de la Constitution[557] et annulait partiellement l'article 1er de la loi n°4045[558].

2- L'intervention du législateur pour le restituer avec une nouvelle loi

Cette décision de la Cour Constitutionnelle n'est pas un hasard : en effet, le législateur était intervenu la même année, quelques mois avant la décision, en adoptant la nouvelle loi n°7315 du 7 avril 2021 portant sur l'enquête de sécurité et de recherche d'antécédents judiciaires. La Cour dans sa décision, précisait que bien que le législateur ait promulgué ladite loi, et que cette loi ne prévoyait pas d'article spécifique concernant la rétroactivité de la loi n°4045, et que cette loi était celle qui était appliquée dans les dossiers qu'elle examinait, elle se voyait compétente[559] pour en décider l'annulation[560].

B- L'application vague de l'enquête de sécurité et l'examen du casier judiciaire pour les militaires

Il faut savoir également que le contenu, le degré de recherche et les informations collectées lors de ces investigations peuvent varier d'un pays à l'autre, suite à la politique actuelle des pays. L'enquête de sécurité peut être effectuée avant, pendant et après le recrutement du personnel militaire des diverses organisations déterminées par la loi. La Turquie a révisé ses lois sur l'enquête de sécurité depuis la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016.

---

[556] §40 da la décision *précitée*

[557] L'article 13 de la Constitution concerne les limitations des droits et des libertés fondamentales et prévoit ceux qui ne pourraient être limités que par les lois. L'article 20 concernant le secret de la vie privée, précise dans son paragraphe 3, que toute personne a le droit d'exiger le respect de ses données personnelles et que ces données personnelles ne peuvent être traitées que dans les cas prévus par les lois.

[558] Cour Constitutionnelle saisie par 3 requérants demandant l'annulation de l'article, dont la candidature était rejetée par Le ministère de la Défense, la gendarmerie et les institutions pénitentiaires, la Cour a pris la décision d'annulation concernant ces trois institutions.

[559] §38 *ibid.*

[560] Suite à cette décision de la Cour Constitutionnelle, le Conseil d'Etat saisi par un requérant militaire dont on avait abrogé le contrat de travail suite à son enquête de sécurité, rejette la demande précisant que l'administration peut à tout moment effectuer une nouvelle enquête de sécurité suites aux nécessités de la nouvelle loi n°7315

En France, l'enquête de la sécurité pour les militaires est menée par la Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense[561] (DRSD). Les témoignages que nous avons pu consulter dans ce domaine nous montrent que la DRSD effectue cette enquête suivant la typologie des missions envisageables -selon le profil des candidats et le degré d'intensité de l'investigation n'est pas la même pour toutes les candidatures.

Cette politique nous paraît beaucoup plus compréhensible comparée au système en Turquie, qui présente des anomalies à la limite de la paranoïa après la tentative de coup d'Etat.

Lors de cette période d'ambiguïté pour la fonction publique civile de trouver une base juridique pour les enquêtes de sécurité et recherche d'antécédents judiciaires, les décrets-lois ont aussi influencé les recherches les enquêtes en cours qui à effectuer dans la fonction publique militaire.

Par ordre chronologique, les décrets lois n° 694[562] et n°696[563] ont précisé que les enquêtes de sécurité et de recherche d'antécédents judiciaires concernant les dossiers du personnel du Ministère de la Défense et de des forces de l'armée turque seraient effectués par l'Organisation Nationale de Renseignement*, Milli Istihbarat Teskilati*, ci-après *MIT,* suivant un règlement spécifique[564], que les cadets militaires des écoles de guerres et d'autres candidats recrutés ne seraient pas assujettis aux remboursements des frais scolaires dans le cas où ils seraient renvoyés pour non-conformité de leur profil aux conclusions des enquêtes menées.

Le casier judiciaire est un relevé des condamnations prononcées contre une personne, et ses modalités d'organisation et son contenu peuvent varier d'un pays à l'autre. Pourtant le casier judiciaire reste un des moyens d'examiner l'histoire juridique du candidat.[565]. En Tur-

[561] En application de l'article 117 de la loi du 3 juin 2016 relative à la sécurité des traitements de données à caractère personnel

[562] Le décret-loi n°694 du 15 août 2017 par son article 41

[563] Le décret-loi n°696 du 20 novembre 2017 par ses articles 29,30 et 127

[564] Le règlement publié le 3 juin 2022 au JO n°31855 suite à la décision du président de la République du 2 juin 2022 n°5649

[565] En France, il existe 3 types de bulletins, dont le contenu varie selon la gravité des sanctions. Seul le bulletin n°3, qui comprend les sanctions les plus graves, peut être délivré à la personne concernée. Le bulletin n°2 est réservé à certains employeurs et le n°1 est réservé à la justice. En Turquie, le casier judiciaire comporte deux titres différents : il s'agit du document nommé « le casier judiciaire » et « le casier judiciaire archivé ». Ce

quie, le casier judiciaire vide n'est pas une condition *sine qua non* pour être recruté comme militaire.

Pourtant le législateur dans le cadre de différentes lois[566] concernant les militaires de carrière ou les militaires contractuels, énumère-la liste exhaustive des sanctions et délits qui empêchent une carrière militaire au sein de l'armée : il s'agit des délits et des crimes contre l'Etat, le détournement des fonds, l'extorsion, la diffamation, la corruption, le cambriolage, la fraude, l'abus de confiance, le faux témoignage, le parjure, crimes ou délits d'ordre sexuel, le harcèlement, l'encouragement à la prostitution, la sodomie, la banqueroute frauduleuse, et la contrebande.

L'examen du casier judiciaire est complété par une enquête de sécurité pour la fonction publique militaire. L'enquête de sécurité peut être conçue dans le sens propre du terme pour mener une investigation sur le candidat afin de déterminer si ce dernier est nuisible en général ou pour la mission qu'il occupe et surtout certaines missions spécifiques au sein de l'armée.

Bien que le règlement ne précise pas les informations à collecter sur l'individu, nos recherches avec des témoins nous montrent que cette enquête collecte des informations non seulement sur le candidat et sa famille proche (la grande mère, le grand père, la mère, le père, les frères et les sœurs) mais il s'agit d'investiguer presque tous les membres de la famille sur divers points[567]. Ces recherches qui sont parfois effectuées sur place, plus exactement dans le quartier où l'intéressé vit ou travaille, cette incertitude reliée aux conclusions de ces investigations sont assez floues. L'enquête ou la collecte des informations risquent de se transformer en véritable fichage des candidats, et ce terme n'est pas excessif si l'on considère que le pouvoir civil avait expulsé des milliers de fonctionnaires dans un délai assez court juste après la tentative de coup d'Etat.

---

dernier document permet en quelque sorte d'archiver les anciennes condamnations de l'intéressé sous certaines conditions même si elles sont retirées du casier judiciaire actuel https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14710 , consulté le 26 août 2023

[566] L'article 6 du règlement concernant les officiers et les sous-officiers sous contrat du 27 avril 2002 n°24738, l'article 6/1 du règlement concernant les caporaux spécialistes du 20 septembre 2005, l'article 3 alinéa d/1 de la loi n°6191 du 10 mars 2011 sur les militaires du rang contractuels.

[567] Il s'agit de se pencher sur la scolarité des membres de la famille : être diplômé d'une école appartenant à FETO fait courir le risque au candidat d'être éliminé tout comme posséder un compte bancaire dans certaines banques de FETO considérées comme nuisibles à l'Etat

§2- L'augmentation du taux des militaires contractuels pour des raisons incertaines

À la fin de la guerre froide on assiste à une de professionnalisation des armées dans le monde à laquelle n'échappe pas l'armée turque : contrairement au premier pas de la professionnalisation des armées en Europe, dont l'idée essentielle et le but définitif étaient de remplacer le service militaire national par la création de cadres spécifiques et professionnels. Dans la situation actuelle, la pratique ne nous montre pas de signe de la professionnalisation de l'armée turque, liée au renoncement à la conscription[568]. De nos jours, la question se pose encore dans le milieu juridique, puisque l'armée turque est qualifiée d'armée *de masse*, c'est-à-dire composée à la fois de militaires professionnels et d'appelés ou « en voie de professionnalisation » et non pas « professionnelle ». Bien que les premiers pas de la professionnalisation des armées turques aient commencé en 1986, le mouvement ne s'est pas élargi dans le sens de la suppression ou de la suspension du service national militaire ce qui n'a d'ailleurs pas été le sujet d'une recherche officielle approfondie[569]. A partir de la création des différents statuts, les militaires contractuels étaient le levier de la professionnalisation des forces des armées turques (A), et ce jusqu'en 2016, quand les militaires contractuels ont comblé les places laissées vacantes suite aux nombreuses purges consécutives à la tentative de coup d'Etat (B).

A- Les militaires contractuels pour la professionnalisation de l'armée turque

A la date d'une réorganisation de l'armée turque sous l'influence de la professionnalisation, l'organisation révèle une coexistence des militaires de carrières, des militaires sous contrat et des conscrits. Cette organisation est toujours maintenue avec une diversification des militaires contractuels à des fins différentes (1). Le recours aux personnels autres que les militaires de carrière n'est pas un phénomène ancien pour l'organisation de l'armée turque qui

[568] Le plan de professionnalisation des armées turques annoncé par le ministre de la Défense, le 9 mars 2019, précise que la politique c'est de maintenir le service national militaire, qui sera uniforme pour tout homme possédant la nationalité turque.

[569] *Cf.* dans ce sens, AKYÜREK Salih, « Zorunlu Askerlik ve Profesyonel Ordu » Edition Bilgesam, rapport n°24 Ankara,2010

conçoit chaque compatriote comme un militaire et considère le fait d'être un soldat comme une caractéristique commune qui fait de chaque homme un guerrier si nécessaire[570]. Bien que cette idée soit la motivation principale de la gestion du personnel de l'armée turque en Turquie qui *a priori*, n'aurait aucune difficulté à trouver du personnel militaire soit de carrière soit contractuel, elle s'est révélée être un échec pour trouver facilement du personnel et on peut souligner qu'il s'agit d'une pratique peu appréciée à son entrée en vigueur (2).

1- La diversification par grade des militaires sous contrat en Turquie

L'armée turque possède actuellement trois catégories de militaires contractuels, organisées par grade. Cette organisation nous semble plus parlante tandis que certains auteurs prévoient que l'augmentation des statuts et des catégories militaires rend l'organisation de l'armée turque, beaucoup plus complexe[571].

Il s'agit par ordre chronologique de la création du statut des caporaux spécialistes (sous contrat) *uzman erbaş* (a), nécessitant une spécialisation et une professionnalisation. Cette étape est suivie par la création du statut des officiers et des sous-officiers contractuels, *sözleşmeli subay ve astsubay,* (b) afin de permettre le recrutement des officiers et des sous-officiers de grade inférieurs et intermédiaire, qui remplaceraient dans le temps des officiers de réserve. La dernière étape de la professionnalisation se complète par la création d'une autre catégorie : les militaires du rang contractuels[572] (c).

[570] ERENDOR Metin, Türk Ordusu Tarihi, Ötüken'den Ankara'ya, « L'histoire de l'armée Turque, de Otuken à Ankara » Edition Bilgeoguz, Istanbul p.57,

[571] Le point de vue de SAYAN Ipek Ozkal, ÖZGÜR Erdem, Turkiye'de Yeni Askeri Personnel Istihdami, « Le recrutement d'un « nouveau » militaire en Turquie, 1.Uluslararasi Egitim ve Sosyal Bilimlerde Yeni Ufuk Kongresi Bildiriler Kitabi, 9-11 avril 2018 Istanbul

[572] Loi n° 6191 du 10 mars 2011 sur les militaires du rang spécialistes contractuel publié au JORF le 22 juin 2011- *SÖZLEŞMELİ ERBAŞ VE ER KANUNU*

a- Les caporaux spécialistes (sous contrat)

La première apparition de la législation concernant la professionnalisation a eu lieu dans les années 1980 avec la loi n° 3269 [573] sur les caporaux spécialistes. Bien que le terme utilisé dans la loi ne fasse pas allusion à un recrutement sous contrat, les caporaux spécialistes, *uzman erbaş*, restent une catégorie de l'armée turque recrutée sous contrat sans mention spéciale de son statut contractuel dans la loi.

Les discussions lors des travaux parlementaires nous éclairent sur la raison principale de la création du statut caporaux spécialistes professionnels : Les changements technologiques nécessitant la modernisation des effectifs de l'armée qui coûtent assez cher, exigent une aptitude spéciale pour le personnel de l'armée[574]. De plus, le personnel technique de l'armée est souvent recruté par le secteur privé avec de meilleures conditions salariales et cette situation nécessite la création de cette catégorie de caporaux professionnels. La loi exige une scolarisation au niveau lycée pour le grade de sergent dans les recrutements externes, et un niveau scolaire de primaire ou secondaire[575] pour un grade de caporal[576].

b- Des officiers et de sous-officiers contractuels

La deuxième étape sur la voie de professionnalisation des armées en Turquie se fait en 2001 avec la création d'une catégorie des officiers et des sous-officiers sous contrat par la loi n° 4678 sur les officiers et sous-officiers contractuels[577]. Prévue initialement pour le remplacement des officiers de réserves, la création de cette catégorie avait pour but d'augmenter le taux de des officiers et des sous-officiers de grades inférieurs, et

[573] Loi n° 3269 du 18 mars 1986 sur les caporaux spécialistes (sous contrat), et le règlement des caporaux spécialistes, publié au JORF le 20 septembre 2005

[574] Le discours de M.Ismet TAVGAC, député de MDP lors des travaux parlementaires le 18 mars 1986, TBMM, b/80, O :1

[575] L'instruction en Turquie est obligatoire pour tous les enfants de 6 à 18 ans. L'enseignement primaire dure 8 années et l'enseignement secondaire 4 années.

[576] La loi à sa promulgation exigeait un diplôme d'études de niveau deuxième cycle, modifié par la loi n°5085/1 du 10 février 2000

[577] Loi n° 4678 du 13 juin 2001 sur les officiers et sous-officiers contractuels publié au JO le 21 juin 2001- *SÖZLEŞMELİ SUBAY ve ASTSUBAY KANUNU*

d'empêcher le cumul des officiers ou des sous-officiers dans les grades supérieurs [578] en remplaçant le manque d'officiers ou de sous-officiers les moins gradés.

c- Les militaires du rang contractuels

La dernière catégorie des militaires sous contrat en Turquie est créée en 2011 par la loi n° 6191 sur les militaires du rang (soldat et caporal) contractuels. [579] Il s'agit d'une création de catégorie composé des militaires du rang qui se composent des soldats (*er*) et des caporaux (*erbaş*) afin de résoudre les problèmes de la pratique causée par la loi n° 3269 sur les caporaux spécialistes et d'augmenter le taux des soldats au sein de l'armée turque[580].

2-Une pratique décevante depuis son entrée en vigueur

Le système de recrutement basé sur la professionnalisation des armées, n'a pas donné les fruits qu'on en attendait. En 2012, pour la première fois, le recrutement par voie de contrat a fait l'objet d'une publication sur le site officiel et sur la chaîne vidéo *YouTube* avec le slogan « Travaille honorablement, atteins tes rêves », *Onurunla Çalış, hayaline ula*ş *!* M. Gürcan précise dans son article publié en 2016, que suite à des recherches menées auprès des jeunes, le taux de recrutement par voie contractuelle reste en dessous du seuil attendu pour deux raisons : la première tient au manque d'expérience en matière de propagande dans le but de recrutement, ce qui empêche l'institution militaire de présenter les diversifications des moyens de recrutement. La deuxième raison tient au fait qu'il n'était pas possible d'accéder aux facilités militaires[581]. Ces facilités spécifiques à la fonction publique miliaire sont par exemple l'accès aux logements dans les régiments et les quartiers réservés *Askeri Lojmanlar*, les magasins militaires, *Kantin* et les centres de vacances*, Askeri Kamp.* L'institution militaire cherche à contrecarrer les difficultés imposées par la mobilité et propose des prestations importantes et

[578] Travaux parlementaires, Député M. Sait Deger, publié le 13 juin 2001 dans Meclis Tutanak Dergisi, B/116 p.134

[579] Loi n° 6191 du 10 mars 2011 sur les militaires du rang contractuels, publié au JO le 22 mars 2011-*SÖZLEŞMELİ ERBAŞ VE ER KANUNU*

[580] Travaux parlementaires, Député M. X, publié le 10 mars 2011 dans Meclis Tutanak Dergisi, B/76 p.33

[581] GÜRCAN Metin, TSK'nin sozlesmeli askerlik sistemine neden talep olmadi, https://indigodergisi.com/2016/03/tsk-sozlesmeli-askerlik-talep-olmadi/amp/ consulté le 25 août 2023

efficaces qui ne touchent pas seulement les hauts gradés mais les rangs inférieurs comme les officiers subalternes, les sous-officiers et leurs familles [582].

Le tableau ci-dessous reflète les chiffres du personnel professionnel au sein des forces des armées[583]. L'armée turque appelle le personnel professionnel[584] « les officiers généraux, des officiers, des sous-officiers, des caporaux professionnels et les militaires de rang professionnel ». Cette définition ne fait pas de distinction entre les officiers sous contrat ou des officiers de carrière, ce qui ne nous permet pas de déterminer le taux des officiers et de sous-officiers sous contrat comblant la lacune causée par les purges suite à la tentative de coup d'Etat. Par contre les chiffres communiqués par le ministère de la Défense, n'ont qu'une explication, puisque on voit qu'en 2017, le nombre de personnels professionnels est multiplié par quatre.

Année	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Effectifs professionnels	152.719	159.049	155.199	415.783	440.779	390.691	456.064	390.960

Tableau 2- Evolution des effectifs professionnels des années de 2014 à 2021

Les chiffres globaux ne permettant pas de faire apparaître l'examen de recrutement par grade, parmi les effectifs professionnels, la partie suivante de notre travail consiste à mieux cerner les taux des militaires contractuels et leur augmentation progressive suite à la tentative de coup d'Etat.

[582] ÜNSALDI Levent, *Le militaire et la politique en Turquie*, L'Harmattan,2005, p.190,

[583] Informations collectées par le Rapport d'activité des forces de l'armée turque par le ministre de la Défense, MSB Faaliyet Raporlari, https://www.msb.gov.tr et https://www.msb.gov.tr/Genel/icerik/bilgi-edinme

[584] La notion de personnel professionnel apparaît dans le rapport d'activité de l'armée turque pour la période de l'an 2017.

B-Les militaires contractuels en appui aux places laissées vacantes suite à la tentative de coup d'Etat de 2016

La tentative de coup d'Etat de 2016 a en fin de compte mis fin à diverses vagues d'expulsion de nombreux militaires limogés, dont on arrive à déterminer les grades et les corps mais ces données ne nous permettent pas de déterminer s'ils sont contractuels ou pas pour certaines catégories dont le contrat a été interrompu.

Pour M. Özgen[585], en vertu des 5 décrets-lois[586], 160 généraux (dont 2 restitutions), 3.556 officiers (dont 15 restitutions), 1.752 sous-officiers (dont 22 restitutions), 274 caporaux professionnels, et 17 militaires du rang sous contrat ont été limogés, ce qui fait, 5.703 militaires de divers grades et de statuts qui ont été limogés.

Les tableaux des effectifs que nous avons constitués par diverses sources nous montrent que le recrutement des contractuels au sein des armées a d'une part été une pratique à l'appui de la remodélisation de l'armée (1) mais qui risque d'influencer le rapport entre la qualité et la quantité au sein de l'armée (2).

1-Une pratique à l'appui de la remodélisation des armées

Le tableau ci-dessus montre les chiffres du personnel militaire des principaux grades portant sur les effectifs avant et après la tentative du juillet 2016.

Notre choix des années n'est pas le fruit au hasard : en effet, il s'agit d'examiner la période qui précède le coup d'Etat et celle qui se situe juste après, afin d'éliminer et de démontrer que les chiffres après la date de la tentative n'est pas sous l'influence des militaires de carrière, qui sont diplômés des écoles de guerres, lesquelles sont réorganisées au cours de la même période. Les étudiants et les diplômés de l'année 2016, ont été expulsés du milieu militaire, en perdant leur statut de cadets militaires et ceux qui ont accompli leur enseignement militaire cette année ont été privés de leur diplôme conformément aux dispositions des décrets-lois précités.

---

[585] ÖZGEN Cenk, *Turk Silahli Kuvvetleri'nde Yeniden Yapilanma Tartismalari, I. Demokrasi Sempozyumu*, GÜ İİBF ve KARASAM, Giresun, 15-17 Décembre 2016, p.625-636.

[586] Décret lois n° 668, 669, 670, 672, 677 *précités*

Il est notable que les chiffres concernant les généraux, après leur diminution suite à la tentative de coup d'Etat, sont restés stables, ce qui est un choix politique de la part du *YA*Ş.

Considérant que les purges ont été nombreuses au grade d'officier, il s'agit d'un écart assez radical au niveau des officiers qui poursuit sa diminution au début de février 2017 avant une montée moyennement élevée 7 mois après, en septembre 2017. Ainsi, les sous-officiers non plus ne connaissent pas d'augmentation considérable suite à leur diminution à partir de 2016.

Année/ Date	**2011 novembre**	**2016 juillet**	**2016 novembre**	**2017 février**	**2017 septembre**
Généraux *Generaller*	365	358	201	203	206
Officiers *Subaylar*	39.975	39.287	28.805	26.768	29.949
Sous-officiers *Astsubaylar*	95.824	96.391	66.429	67.999	67.476

Tableau 3- Les chiffres du personnel militaire par grades sur les effectifs avant et après la tentative de coup d'Etat de juillet 2016. Le tableau ne prend pas en compte/ ne distingue pas entre les effectifs concernant les militaires sous-contrat et les militaires de carrières.

Le tableau 3 ci-dessous, consiste à résumer les effectifs des caporaux spécialistes, recrutés dans le cadre de la loi n°3269 pour les caporaux spécialistes et la loi n° 6191 des militaires du rang sous-contrat, pour faire un état des lieux, à partir de la date du 15-16 juillet 2016. Par rapport à cette date-là, les chiffres concernant les caporaux spéciaux ne montrent pas de grande différence au cours des années. Par contre concernant les militaires du rang sous-contrat, on voit que les chiffres doublent de 2015 à 2018 [587].

[587] Pour l'année 2015 http://www.hurriyet.com.tr/gundem/genelkurmay-personel-sayisini-acikladi-28336770 et https://www.ntv.com.tr/turkiye/tsk-asker-sayisini-acikladi,NAj4V8fQGUOutDSSv4q9MQ consulté le 25 aout 2023, Pour l'année 2017 https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/tsknin-personel-mevcudu-aciklandi/718727, Pour l'année 2018 https://www.memurlar.net/haber/622184/tsk-nin-personel-mevcudu-aciklandi.html,

DATE	ANNEE	N°3269 caporaux spécialistes Uzman Erbaş	N°6191 militaires du rang sous contrat Sözleşmeli Er/ Erbaş
02/10/2015	2015	47.006	5.940
07/12/2015		47.969	8.018
01/03/2016	2016	47.879	10.278
01/07/2016		48.854	13.088
08/09/2016		48.879	15.888
02/11/2016		49.186	15.699
02/01/2017	2017	47.570	16.149
27/07/2018	2018	49.186	15.699

Tableau 4*- Les effectifs contractuels de l'armée Turque*

En dernier lieu, il faut préciser que suite aux purges effectuées au sein de l'armée, divers rapports ont été publiés concernant une remodélisation des armées parmi lesquelles celui de SETA[588] connu pour sa proximité idéologique avec le pouvoir civil. Le rapport précise que pour combler les lacunes causées par les purges, il fallait en priorité rappeler les militaires retraités et ou faire appel à des sociétés privées pour venir en soutien. Parmi celles-ci, on fera en référence en particulier à *SADAT*, une société privée qui a été officiellement créée pour le « soutien à l'organisation des forces de sécurités, l'équipement en armes et en munitions, et divers moyens (…) de construire des bâtiments pour la formation et l'éducation des forces armées[589] ». Reste la question de savoir si *SADAT* voudrait être intégrée par un transfert de personnel, comme armée suppléante, aux Forces armées turques.

2-Risque de déséquilibre entre la qualité et la quantité

Les effectifs des contractuels ont augmenté suite à la tentative de coup d'Etat. Les raisons sont multiples. M. Gürcan précise qu'en 2016, il s'agit des cadres vides au sein des

[588] YEŞILTAŞ Murat, ASLAN Murat, Siyaset, Ekonomi ve Toplum Arastirma Vakiflari, TSK'nin 15 Temmuz Yolculugu ve Sonrasinda Muharebe Etkinligi, rapport n°210, juillet 2017

[589] Le registre commercial du 28 février 2012 publié par EROGLU Ersin, TASPINAR Caner, Golge Ordu, SADAT 'in sir perdesi aralaniyor , Edition Kirmizikedi, Janvier 2022, p.51

forces de l'armée de terre de 80 mille personnes[590]. Le seul et unique effet bénéfique de la tentative, s'il y en un, a été cette période à partir de juillet 2016, la montée de l'attention et de l'importance accordées aux militaires et au métier militaire. Le sentiment de fierté ressenti par les jeunes lors des opérations menées par les forces armées turques, *Fırat Kalkani et Zeytin-dağı Harekatı* , combinées avec les citations de bravoure des officiers décédés lors de la tentative comme Ö Ömer Halisdemir[591], et les séries télévisées portant sur les militaires[592] publiées sur les chaînes ont été un élément moteur d'une accélération des recrutements contractuels de militaires[593].

Une analyse portant sur le rapport entre qualité et de la quantité se pose naturellement sur deux axes : d'une part, les vices portant sur le contrat lui-même (a)et les risques portant sur la nature même du métier militaire (b).

a- Les imprécisions dans les contrats d'engagement

Malgré les imprécisions dans les lois portant sur le recrutement des contractuels, il est impossible de parler d'un contrat type pour les militaires sous contrat. Il s'agit des mêmes conditions générales de recrutement qui se trouvent éparpillés dans différentes lois qui prévoient la détermination des conditions aux règlements avec un renvoi spécial aux autres articles : « le candidat doit posséder des spécificités (ou caractéristiques) déterminés par les règlements pour le recrutement[594] ». Les contrats à durée déterminée permettent pour l'organisation des armées un recrutement des jeunes dans un cadre budgétaire beaucoup plus limité comparés aux militaires de carrières. Le système turc de la fonction

[590] GÜRCAN *idem*

[591] HALISDEMIR, sous-officier d'Etat abattu de deux balles dans la tête par un général putschiste lors de la tentative du coup d'Etat

[592] Les séries ont été diffusées suite à la tentative de coup d'Etat. Plus exactement par ordre chronologique il s'agit de *Isimsizler* (27 mars 2017 sur KanalD), *Soz* (3 avril 2017 sur Star TV), *Savasci* (9 avril 2017 sur Fox), *Mehmetcik : Kuttul Amare* (18 janvier 2018 sur TRT), *Boru* (28 février 2018 sur Netflix), *Alsancak* (19 janvier 2023 sur TRT)

[593] *Cf.*, SOYSAL Mete, https://ahvalnews.com/tr/askerlik/issiz-gencler-caresizlikten-sozlesmeli-asker-oluyor?amp, 30 avril 2018 consulté le 25 août 2023.

[594] Dans ce sens, art.14 de la loi n° 926 portant sur le personnel, du 27 juillet 1967 et art.4 de la loi n° 3269 sur les caporaux spécialistes qui fait un renvoi aux règlements concernés, art.4 de la loi n° 4678 du 13 juin 2001 sur les officiers et les sous-officiers contractuels et l'article 3 de la loi n°6191 du 10 mars 2011 sur les militaires du rang spécialistes contractuels qui énumère les conditions générales de recrutement

publique militaire préfère fixe la durée des contrats à savoir que préciser que le contrat ne peut pas être inférieur à un an pour les militaires de rangs contractuels[595], 3 ans pour les officiers et sous-officiers contractuels,[596] et 2 ans pour les caporaux professionnels[597]. La pratique nous montre qu'Il s'agit d'un avantage pour le militaire turc puisque la plupart du temps il s'agit d'un contrat de plus d'un an. La même loi précise que la durée plafond (maximum) pour la durée du contrat soit 5 ans pour les caporaux professionnels, 9 ans pour les sous-officiers et officiers contractuels et 4 ans pour les militaires de rang contractuels.

En revanche, la question du renouvellement du contrat reste un des problèmes des militaires sous contrat. La loi sur les contractuels prévoit une procédure qui est déclenchée par la demande de l'intéressé. Dans le cas où cette demande de renouvellement n'a pas été acceptée, le militaire, doit dans un premier temps contester la décision auprès de l'administration et par la suite mener un contentieux devant les tribunaux administratifs avant la suppression de la Haute Cour Administrative militaire (qui été supprimé par le décret-loi, qui avait dans sa jurisprudence que sa compétence se limitait l'existence d'une erreur manifeste d'appréciation dans la décision, et qu'il n'était pas compétent sur les décisions de recrutements.)

b- Les risques portant par la nature lui-même du métier militaire

Une préoccupation particulière porte sur les risques de la nature du métier et l'adaptation des militaires sous contrat aux spécificités des armées. Les militaires de carrières, qui commandent les militaires sous-contrat n'hésitent pas à déclarer l'insuffisance de la formation subie par les contractuels, surtout au niveau des militaires du rang sous contrat et les caporaux spécialistes, qui bénéficient d'un apprentissage de seulement 4 mois avant d'être envoyés dans les brigades à risque. La plupart du temps, ces militaires ne connaissent pas la région et ont des difficultés à s'adapter à ces conditions sur place. De plus, les jeunes militaires et les candidats en voie d'être recrutés comme contractuels se considèrent comme de

[595] Loi n° 6191 du 10 mars 2011 sur les militaires de rang contractuels, art. 4

[596] Loi n° 4678 du 13 juin 2001 sur les sous-officiers et officiers contractuels, art. 3/b

[597] Loi n° 3269 du 18 mars 1986 sur les caporaux professionnels, art. 5

futurs martyrs[598]et c'est une cause de leur découragement. Cette catégorie de personnel n'étant pas formée dans les écoles militaires et dans la discipline militaire, elle se considère comme sacrifiée, sans vraiment comprendre la logique militaire.

Par conséquent, bien qu'il soit trop tôt pour faire un bilan de l'efficacité et des effets plus concrets de la réorganisation des effectifs des Forces armées turques, les nouvelles logiques de recrutement doivent se baser sur les mérites et les compétences pour une armée efficace et doivent rester à l'écart des tendances politiques des pouvoirs civils si le but d'un renouveau est de dépolitiser l'armée.

[598]DEMIR Adem, entretien avec Ömer Doğan, président de l'Association des militaires spécialistes, TUZED, https://www.indyturk.com/node/412456/haber/çatışmalarda-çoğunlukla-sözleşmeli-askerler-yaşamını-yitiriyor-tuzed-başkanı-doğan consulté le 25 août 2023

Chapitre 2 – Le dévouement du service militaire obligatoire en Turquie

Le service militaire obligatoire est une forme de participation du citoyen à la défense de son pays. Bien qu'on observe des pratiques variables selon l'histoire et la culture de chaque pays[599], en France depuis la décision annoncée publiquement en 1996, le service est suspendu mais, il reste en Turquie un devoir à valeur constitutionnelle selon à l'article 72 de la Constitution : « le service patriotique est un droit et un devoir pour chaque Turc[600] ».

La pratique du service militaire date de l'Empire ottoman, et plus exactement du XX^e^ siècle suite à l'abolition du corps des Janissaires et ne concerne que la communauté musulmane[601]. Le service militaire est créé en 1826 à travers une armée spéciale, *Asakir-i Mansure-i Muhammediye*, « *les militaires victorieux de l'armée du prophète*[602] *Mahomet*». Ce n'est que lors de la première guerre mondiale, que l'obligation du service militaire apparait dans le système Ottoman par la loi n°296[603] *Mükellefiyet-i Askeriye Kanun-u Muvakkati* en 1914, qui est conçue comme la loi la plus efficace dans le domaine du recrutement en termes de procédure et d'applicabilité[604].

En 2019, la pratique du service militaire a été réorganisée par la promulgation de la nouvelle loi n°7179 du 25 juin 2019 sur le recrutement de militaires[605], *Askeralma Kanunu,*

[599] *Cf*, pour une approche comparative entre la France et la Turquie, GURBUZ Betul, MOYEUVRE Patrice, Le service militaire obligatoire : une approche différente entre la France et la Turquie, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, IRIS, Avril 2020. https://www.iris-france.org/notes/le-service-militaire-obligatoire-des-approches-differentes-en-france-et-en-turquie/ consulté le 8 avril 2022

[600] L'article 72 de la Constitution- Le service patriotique est un droit et un devoir pour chaque Turc. La loi détermine les modalités suivant lesquelles ce service sera effectué ou considéré comme effectué au sein des Forces armées ou dans le secteur public.

[601] MOREAU Odile, *L'Empire ottoman à l'âge des réformes : Les hommes et les idées du « Nouvel Ordre » militaire, 1826-1914*, Institut français d'études anatoliennes, Armand Colin, « Mnémosya », 2020, ISBN : 9782200614225. URL : https://www.cairn.info/l-empire-ottoman-au-xixe-siecle--9782200614225.html

[602] Pour l'historique des armées composés par les appelés, *cf*, AKYUREK Salih, Zorunlu Askerlik ve Profesyonel Ordu, Editions Bilgesam, rapport n°24, Ankara 2010, p.23

[603] Loi n° 296 du 12 mars 1914 portant sur le devoir du service militaire à titre transitoire

[604] AKYUREK, *ibidem*

[605] L'article 63 de la nouvelle loi qui abroge la loi n°1111

qui abrogea les lois n°1111 sur le service militaire[606] et n°1076 sur les officiers de réserve et fonctionnaires militaires[607] qui étaient en vigueur depuis 1927. La nouvelle loi ne remettant pas en cause le caractère obligatoire du service, reste comme un des moyens de recrutement au sein de l'armée.

En effet, le renouveau du service militaire était un besoin pour la Turquie eu égard aux développements et changements intervenus au niveau national et international, et la sensibilité des rapports de forces régionaux et mondiaux[608] dans la mesure où des risques encourus par chaque pays reste différent : l'Europe qui est plutôt en sécurité tandis que les voisins de frontière de la Turquie subissent de grands bouleversements. Par conséquent « la géopolitique de l'émotion »[609] est ressentie différemment dans la sphère politique des différents pays.

Malgré cette nécessité d'un renouveau, la nouvelle loi a quand même essuyé de nombreuses critiques de la part de la doctrine turque parmi lesquelles se trouvent celles des anciens militaires qui sont aussi les membres du haut commandement et ces critiques ne sont certainement pas dénuées de fondement. En 2013, la définition du militaire, et plutôt la définition de *la pratique militaire*[610], *askerlik,* avait changé[611], avec la même loi qui avait transformé le fameux article 35 de la loi n°926 portant sur les missions de l'armée turque[612]. Dans son ancienne version, la pratique militaire consistait en « l'art et l'apprentissage de guerre dans le but de protéger la patrie turque, l'indépendance et la République », tandis qu'elle est dès lors, « le devoir d'apprendre l'art de guerre et de l'exercer ».

[606] Loi n° 1111 du 21 juin 1927 portant sur le service militaire obligatoire, *Askerlik Kanunu*

[607] Loi n° 1076 du 16 juin 1927 portant sur les officiers de réserve et les fonctionnaires militaires, *Yedek Subaylar ve Yedek Askeri Memurlar Kanunu*

[608] L'exposé des motifs de la nouvelle loi n°7179 https://www.msb.gov.tr/Askeralma/icerik/7179-sayili-askeralma-kanunu-en-ve-askeralma-yonetmeligi-en consulté le 30 juillet 2019

[609] MOISI Dominique, La géopolitique de l'émotion, Edition Flammarion, 2015, p.79, terme de la « géopolitique de l'émotion « utilisé dans l'ouvrage MOISI qui précise que la cartographie des émotions du monde a évolué de manière très significative au cours des dernières années ; la peur s'est approfondie, étendue et diversifiée : on retrouve la peur désormais sur tous les continents.

[610] Quand on parle de « *askerlik* » en langue turque, le sens du mot comprend la pratique militaire, non seulement dans le sens de métier ou de militaire de carrière.

[611] Loi n° 6496 par son article 17 du 13 juillet 2023

[612] Partie I, Chapitre 2, Le changement des missions de l'armée

La nouvelle loi n°7179, suivant cette logique (dans le cadre) d'une révision du service militaire combinée avec les démarches concernant la professionnalisation des armées influencent aussi les logiques du service militaire, d'une part, sur le plan organisationnel puisqu'elle a non seulement ébranlé le système en général **(Section 1)** mais aussi, d'autre part, le principe d'égalité du service militaire **(Section 2)**.

Section 1- L'ébranlement de l'organisation générale du système du service militaire obligatoire

Depuis sa promulgation en 1927, la loi 1111 portant sur le service militaire obligatoire n'avait pas subi un grand changement quant à l'organisation du système de recrutement mais sa pratique était toujours d'actualité dans l'opinion publique en raison de la place géopolitique[613] de la Turquie. Bien qu'il s'agisse des diversifications des moyens de recrutement par la création de divers statuts, la source principale et la plus importante du recrutement de l'armée reste les effectifs intervenant par le moyen du service militaire obligatoire. Le système nécessitant un équilibre entre les stratégies, l'institution militaire n'avait pas penché pour un renouveau du système vu la complexité de la chose. La promulgation de la nouvelle loi a remis en question, d'une part, l'idéologie intouchable du service militaire obligatoire (§1) et, d'autre part, les mœurs et les coutumes liés à cette pratique (§2).

§1- La mise en question de l'idéologie « intouchable » du service militaire obligatoire

Le caractère intouchable du service militaire obligatoire provient des hésitations sur le statut juridique de son statut, puisqu'il s'agit d'un devoir et d'une obligation à valeur constitutionnelle. Ce renouveau du système, même s'il est considéré comme une période transitoire entre le système de l'armée de masse et de l'armée professionnelle, pose la question de la nature juridique du service militaire dans les constitutions. (A). De plus, les hésitations proviennent aussi des changements considérables sur les effectifs de l'armée, ce qui se concrétise par un manque de main d'œuvre au sein des forces des armées (B).

[613] La place géopolitique de la Turquie nécessite une sensibilité au carrefour de zones d'instabilité (Caucase, Moyen-Orient) ou d'instabilité potentielle (Balkans, Chypre). La Turquie partage en outre des frontières communes avec la Syrie, l'Irak et l'Iran qui sont aujourd'hui le théâtre de tensions et d'affrontements.

A- La nature juridique du service militaire dans les constitutions

La qualification du service militaire obligatoire évolue dans les différents constitutions (1) avec des formulations bien différentes tout en gardant certains principes constants (2).

1- Le service militaire obligatoire dans les différentes constitutions

Afin de pouvoir analyser les changements des articles concernant le service militaire obligatoire, il faut examiner les titres des constitutions et le contenu des articles qui subissent des changements dans le temps.

Constitution	**Constitution de 1961**	**Constitution de 1961 suite au changement de 1971**	**Constitution de 1982**
Titre de l'article	Art.60- Le droit et le devoir de défense nationale	Art.60- Service Patriotique	Art.72-Service Patriotique
L'article concernée	La participation à la défense de la Patrie est le droit et le devoir pour chaque Turc Ce devoir et l'obligation du service militaire sont réglementés par la loi	Le service patriotique un droit et un devoir pour chaque Turc. La loi détermine les modalités suivant lesquelles ce service sera effectué **au sein des Forces armées ou dans le secteur public**	Le service patriotique un droit et un devoir pour chaque Turc. La loi détermine les modalités suivant lesquelles ce service sera effectué **ou considéré comme effectué** au sein des Forces armées ou dans le secteur public

Tableau 1- Les articles portant sur le service militaire obligatoire dans les diverses constitutions turques

La Constitution de 1982, qui est la constitution actuelle de la Turquie, précise dans son article 72, sous le titre de « service patriotique », qu'il s'agit d'« un droit et un devoir pour chaque Turc[614]. La loi détermine les modalités suivant lesquelles ce service sera effectué ou considéré comme effectué au sein des Forces armées ou dans le secteur public [615]». L'article 60 de la Constitution de 1961 dans sa version initiale, prévoyait cette pratique sous le titre de » le droit et l'obligation de la défense nationale », et déterminait que « la participation de chaque Turc est un droit et devoir. Ce devoir et l'obligation du service militaire sont règle-

[614] En langue turque, le mot « Türk » signifie les hommes et les femmes sans distinction de sexe

[615] Toutes les traductions des articles des constitutions sont effectuées par nos soins

mentés par la loi » et enfin suite aux changements en 1971[616], l'article requalifie le service comme « service patriotique », qui constitue un droit et un devoir dont l'accomplissement au sein des Forces armées turques ou dans les services publics est déterminé par les lois.

Qualifié comme un « droit et devoir » sous différentes constitutions, cette mission est qualifiée dans un premier temps comme un droit et de devoir à la défense nationale, et dans un deuxième temps comme un service patriotique. Dans sa version de 1961, les travaux parlementaires nous montrent que ce choix du vocabulaire est vivement discuté dans la mesure où, bien que le devoir du service militaire puisse être considéré comme un sous élément de la défense de la patrie, il faudrait accentuer et mettre en relief le devoir du service militaire à part pour empêcher les gouvernements postérieurs de supprimer le service militaire obligatoire[617] qui était considéré comme un risque par le législateur de l'époque.

2-Les principes constants du service militaire

L'article portant sur le service militaire subit un changement par la loi n°1488 précitée, en 1971, ce qui ajoute un nouvel élément qui prévoit l'accomplissement du service patriotique au sein de l'armée ou dans le service public. Le fait qu'il existe la possibilité d'accomplir le service patriotique au sein du service public se transforme en « secteur public » dans la Constitution de 1982.

Bien que la Constitution mentionne cette ouverture d'une possibilité d'effectuer un service patriotique autre que le service militaire obligatoire depuis le changement de 1971, suites aux législations promulguées incluses la nouvelle loi, on voit concrètement que la pratique consiste en un service militaire qui reste obligatoire à de rares exceptions près. *(voir infra)*.

B- Une diminution des effectifs entraînant un manque de main d'œuvre

La loi n°7179 *précitée*, qui est entrée en vigueur à la suite de sa publication au journal officiel, le 26 juin 2019, prévoit dans son article éphémère 1 / 4, qu'à la date de promulgation

[616] La loi n°1488 du 20 septembre 1971 portant sur le changement des certains articles de la Constitution de 1961

[617] IŞIKLAR Celal, Dünya ve Türk Hukukunda Zorunlu Askerlik ve Vicdani Ret, Adalet Editions, Ankara 2011, p.91

de la loi, ceux qui effectuent le service militaire en tant que militaires du rang et qui terminaient leur service de 6 mois avait la possibilité de continuer à travailler au sein de l'armée en application de l'article 5[618] de ladite loi. Le même article, à son interprétation indirecte, permettaient ceux qui accomplissant leurs 6 mois de service de quitter l'armée en se libérant de leur obligation de servir sous les drapeaux.

Il s'ensuit par conséquent à cette date-là, une grande diminution ou presque une quasi-suppression du contingent des appelés au sein de l'armée turque [619] . Le danger de libérer un tiers des effectifs de l'armée turque a été vivement critiqué à tel point que ceci a fait renaitre le traumatisme du Traité de Sèvres[620], qui mettait fin à l'existence de l'Empire ottoman et qui était perçu comme un diktat par ce dernier[621].

L'année	**Le personnel professionnel**	**Les appelés**
2016	155,199	204,074
2017	156,180	259,603
2018	178,161	262,618
2019	194,317	196,374
2020	198,626	257,438
2021	216,044	174,916

Tableau 2- Les effectifs du personnel professionnel et les appelés entre les années 2016 à 2021.

Le tableau ci-dessus illustre les chiffres du personnel professionnel avec les appelés, et nous démontre l'importance du nombre d'appelés comparé au personnel professionnel.

[618] L'article 5 de la loi n°7179, prévoit dans son paragraphe 3, que les militaires du rang peuvent faire la demande pour continuer à effectuer le service durant encore 6 mois dans certaines conditions. Le but de cet article c'est d'intégrer les appelés, s'ils en font la demande, au sein de l'armée pour leur permettre à intégrer au sein du personnel professionnel.

[619] OZDAG Umit, ARMAGAN Dilek Cahit, 21.Yuzyil Turkiye Enstitusu, Askerlik Yasa tasarisi darbe-savar rejim insa surecinin parcasidir, mise en ligne le 12 juin 2019, :https://21yyte.org/tr/merkezler/islevsel-arastirma-merkezleri/milli-guvenlik-ve-dis-politika-arastirmalari-merkezi/askerlik-yasa-tasarisi-darbe-savar-rejim-insa-surecinin-parcasidir?fbclid=IwAR212DBkAZ8I7zWXWWeS5qCVJn2To-3NNFDEa831d3BDa8fhVYAXu7UjRgk (consulté le 13 juin 2019)

[620] Le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920 à la suite de la Première Guerre mondiale entre les Alliés et l'Empire Ottoman, suite à l'armistice de Moudros en 1918, mettant fin à l'existence de l'Empire Ottoman avec la libération de tous les soldats de l'Empire Ottoman.

[621] MOREAU Odile, L'Empire ottoman au XIX, Editions Armand Colin, 2020, p.262

L'année 2021 marque pour la première fois la supériorité du taux de personnel professionnel comparé à celui des appelés des années précédentes, qui connaît une diminution considérable. Le rapport d'activité de 2022 du ministère de la Défense, ne fournit aucun chiffre concernant le personnel, et les chiffres n'ont pas été communiqués officiellement.

Le problème de diminution des effectifs est réapparu et a été discuté en février 2023, à l'occasion du séisme qui a eu lieu dans le sud-est de la Turquie, à la frontière de la Syrie. L'armée d'aujourd'hui a été critiquée en raison de son intervention tardive sur les lieux de la catastrophe. En effet, l'armée, dans des circonstances similaires, lors du séisme de 1999, qui avait touché Gölcük dans la ville d'Izmit avait été plus active sur les lieux de la catastrophe. Certains spécialistes ont reproché au gouvernement civil et aux forces de l'armée d'une part leur intervention tardive suite à la suppression du protocole *EMASYA*[622], qui prévoyait une collaboration étroite entre la Police Nationale et l'armée et d'autre part les moyens insuffisants mis en œuvre compte-tenu des effectifs du de l'armée.

En effet, ces critiques ne sont pas bien fondés dans la mesure où, malgré la suppression du protocole *EMASYA* en 2010, sous prétexte qu'il était un appuie pour les coups d'états[623], la loi qui était à la base de ce protocole était toujours en vigueur. Par conséquent les critiques portant sur la suppression et relier cette idée à la non-intervention des militaires dans le meilleur délai est sans appui[624]. En revanche les critiques concernant les diminutions des effectifs, par le changement de l'organisation du service militaire restent toujours pertinentes dans ce cas d'espèce.

[622] Protocole EMASYA, est l'abréviation de *Emniyet ve Asayiş Protokolü* , protocole de la Police et de l'ordre public, est signé entre le ministère de l'intérieur et le CEMA le 7 juillet 1997, qui permettait une collaboration aux forces de l'armée d'intervenir à la demande du préfet de la région (art1.)en cas des événements de terroristes/ de terreur, ainsi qu'en cas de forces majeurs comme les catastrophes naturelles, tel que les séismes et les incendies. Ce protocole, issu de l'article 11/D de la loi n° 5442 du 10 juin 1949 portant sur la gestion des villes, *Il Idaresi Kanunu*, permettant une intervention rapide des militaires sous les responsabilités de leur supérieur hiérarchique militaire coordonnait les rapports des forces de commandement.

[623] IŞIK Muhittin, *Claims about the 28 february process and effort of the justice and development party for the transformation on the legal regulations of the proces*, *in,* Dicle University, Journal of Economics and Administrative Sciences, n°17, 2019, p.122-135

[624] *Cf*, dans ce sens, AKYOL Mustafa Ali, avec son reportage avec le journaliste BAYRAMOĞLU Ali, EMASYA, ROPORTAJ, https://serbestiyet.com/haberler/roportaj-emasya-protokolunun-kaldirilmasiyla-deprem-sonrasi-calismalarin-zaafa-ugradigi-iddiasi-buyuk-bir-safsata-118529/ consulté le 8 avril 2023

§2-La mise en question des mœurs et les coutumes liées à la pratique du service militaire obligatoire

Les mœurs et les coutumes liées à la pratique du service militaire obligatoire ne sont pas indépendantes de la sociologie de la société. On a coutume de dire que les avantages et les désavantages d'un système de service obligatoire constituent un ensemble qui a porté ses effets dans le fil des temps. Il s'agit de diverses habitudes qui découlent de cette réalité et qui y sont attachés se transmettant des anciennes générations aux autres qui affecteront, d'une part, l'individu lui-même et son entourage familial, (A) et, d'autre part, la transmission des valeurs des forces armées turques (B).

A- Les effets du service militaire obligatoire pour l'appelé du contingent

Les mœurs et les coutumes turques considèrent l'accomplissement du service militaire, en dehors de son caractère obligatoire, comme un moyen de démontrer leur amour pour leur patrie comme « une dette à la Nation, d'une preuve d'honneur et le plus important moyen d'être considéré comme un homme [625]», la pratique du service militaire obligatoire fait naitre ses propres mœurs et habitudes au sein de la société qui exerce son influence sur l'intéressé ainsi que la famille.

En premier, il s'agit d'une attribution spéciale, à la protection de la patrie, même en cas d'absence de guerre ou d' ennemi concret de considérer comme une mission sacrée dans la mesure où le fait de ne pas accomplir son service militaire constitue un obstacle au mariage, par l'adage populaire « on ne donne pas de fille ni de travail à celui qui n'a pas fait son service [626]». En effet dans la pratique, cette durée passée sous le drapeau est considérée comme un rite de passage d'un homme qui perdra son statut d'enfant[627], pour trouver sa place en tant que l'homme accepté au sein de la population. Ce statut est conféré du fait des difficultés ren-

[625] ÇETIN Nagihan, The Importance of Military Service in Turkish Custom and Changes That Took Place on the Perspective Towards Military Service in Turkey, in Halic Universitesi Sosyal Bilimler Dergisi, 2018 p.164

[626] Traduction de KAYA Sümbül dans, La fabrique du soldat-citoyen à travers la conscription en Turquie, in European Journal of Turkish Studies, §6, n°8, 2008 mise en ligne le 4 novembre 2009, https://doi.org/10.4000/ejts.2922 , consulté le 8 avril 2023

[627] KAYA, *ibidem*

contrées lors du service militaire combinées avec un l'apprentissage de la discipline et des comportements conformes avec les normes de la société.

De plus, cette idéalisation du service militaire et la valeur sacrée qu'on lui accorde, fait naitre un sentiment de mépris et de dépréciation de l'individu qui refuse d'accomplir la mission sacrée[628]. Ce point de vue, qui régnait jusqu'à la réorganisation du service militaire risque de s'effacer parmi les mœurs et les coutumes, avec la diversification des manières d'effectuer le service.

En deuxième lieu, l'importance de la nouvelle loi concerne la durée du service militaire, qui a un impact sur les individus. L'exposé des motifs de la loi n°7179explique que les longues durées passées sous les drapeaux sont incompatibles avec les nécessités de la vie moderne, dans la mesure où les hommes devraient décaler leur vie dans l'incertitude du déroulement de leur carrière. Les durées de service ont subi plusieurs changements au cours des années sous la pratique de la loi n°1111 : une fourchette de 12 mois à 24 mois pour les militaires du rang, qui changeait au cours des événements politiques nationaux et internationaux[629]. En effet la nouvelle loi concernant les durées ne prévoit aucun changement pour le statut des officiers de réserve mais fixe une durée de 6 mois, qui est susceptible de changer à la demande du président de la République[630] . Sous le règne de la loi n°7179, la durée du service militaire est fixée à 12 mois pour les officiers de réserve ayant un niveau scolaire égal à 4 années d'études universitaires. La notion de sous-officiers de réserve apparait, pour la première fois dans la pratique pour les diplômés de niveau égal à 2 années d'études universitaires, dont le service est fixé à 12 mois, comme les officiers de de réserve et 6 mois - service dit de courte durée - pour les diplômés ayant effectué 4 années ou plus d'études universitaires mais non volontaires pour devenir officier de réserve[631].

[628] *Cité par* IŞIKLAR Celal, The Problem to the Sustainability of Military Service system in Turkey and the Relation with The Nation State, Gazi Universitesi Hukuk Fakultesi Dergisi, N° 1-2, p.811

[629] L'ancien loi n°1111, prévoyait une durée du service des militaires du rang non universitaires était du 24 mois en 1963, 20 mois en 1970, et de retour en 18 mois par le changement du 6 janvier 1995 en raison de la reprise des affrontements entre le *PKK*, 15 mois en 2003 et 12 mois le 1er janvier 2014.

[630] Loi n°7179, article 5/2 sur les durées du service, traduit par nos soins

[631] Article 5, *ibidem*

B- **Les effets du service militaire obligatoire pour la transmission des valeurs des forces armées turques**

Le fait que le service militaire en Turquie soit obligatoire a des impacts sur la transmission de certaines valeurs auxquelles l'institution militaire accorde une importance spécifique. La diversité des personnes rassemblées sous le même drapeau dans le but de servir la patrie pour une certaine durée est à double enjeu : l'institution moteur de la modernisation en Turquie, a une mission d'éducation et de formation de la population[632], surtout dans le domaine de la transmission de certaines valeurs (1) ; elle est en même temps un moyen d'intégration sociale (2).

1-Le service militaire obligatoire, un moyen de transmission des valeurs

Le service militaire obligatoire, considéré comme un moyen de transmissions de diverses valeurs, perd de son influence par la pratique de la nouvelle loi.

En dehors de leur apprentissage de la guerre, les appelés du contingent, durant la période de leur service militaire, étaient censés suivre des formations à la citoyenneté et à l'histoire, conformes aux principes de la République. Or le point de vue de la politique civile en cours depuis 2003 , diffère concernant ces principes républicains.

Contrairement à l'idée, de Mme Kaya[633], qui considère que cet apprentissage du patriotisme reste dans les limites du nationalisme d'Atatürk, unificateur et intégrateur et qu'il s'agit d'« un nationalisme plastique », qui s'adapte aux politiques de l'AKP, afin de délégitimer les autres courants de pensée, nous pensons au contraire que l'apprentissage de la pensée d'Atatürk, imprégnée de patriotisme et de nationalisme, a été l'élément moteur de la création de la République basée sur 'un système laïque.

Cette opportunité de côtoyer des personnes de différentes cultures, qui était une chance pour ceux qui accomplissent le service militaire, a été une occasion manquée pour les appelés. Ces personnes n'ont et n'auront probablement jamais l'occasion de fréquenter des milieux différents du leur et seront limitées à une connaissance de leur milieu proche et étriquée car

[632] IŞIKLAR, *ibid,* p.802

[633] KAYA Sümbül, Conscription et sentiment patriotique : le cas de l'armée Turque, *in* Critique internationale, n°58, 2003, p.43

circonscrite à leur monde, surtout dans cette période où les institutions scolaires publiques pour leur part, restent sous l'influence politique du pouvoir civil.

2-Le service militaire obligatoire comme un moyen d'intégration sociale

Le fait que le service militaire ait été assoupli, a aussi impacté négativement la possibilité d' intégration sociale des appelés. En effet l'un des avantages du service militaire obligatoire était l'apprentissage de l'autre, de ce qui est différent de lui, que l'appelé dans sa vie civile n'aurait jamais croisé dans la routine de sa vie. Cette définition de l'altérité ne se limite pas aux autres appelés : il s'agit de la reconnaissance des autres parties du territoire et d'en reconnaitre les habitants, la diversité de leurs mœurs et de leurs coutumes, qui enrichira les connaissances des appelés pour leur meilleure intégration sociale. Il n'est pas rare dans la population que les appelés se marient avec des personnes issues de leur lieu d'affectation lors du service militaire.

De nos jours, il est clair que le peuple turc, se divise par des polarisations de différentes pensées politiques, religieuses, des mœurs et les coutumes, d'orientation sexuelle plus que jamais dans son histoire. Ce désarroi ne pourrait pas être résolu par le seul moyen du service militaire obligatoire mais pourrait être efficace pour une ouverture du dialogue social.

Section 2- L'ébranlement du principe d'égalité au sein de l'armée lors du service militaire

L'article 72 de la Constitution, qui prévoit l'accomplissement du service patriotique, permet au législateur de déterminer « les modalités suivant lesquelles ce service sera effectué ou considéré comme effectué au sein des Forces armées ou dans le secteur public »[634].

La loi n°7179, reprend certaines mesures éphémères de la loi n°111 *abrogée*, pour l'organisation des modalités des cas où le service patriotique serait considéré comme effectué et en élargit son application et le contenu. Ces moyens qu'on appellera de remplacement, nuit

[634] L'article 72 de la Constitution *précitée*

à l'idée stéréotypée concernant le service militaire obligatoire, devenu un adage, que *toute personne est égale dans l'armée*, *askerde herkes eşittir*[635].

Sur la période où la loi n° 111 a été en vigueur, le niveau scolaire de l'appelé était quasiment le seul critère qui était pris en compte pour définir la durée du passage sous les drapeaux. Bien que la nouvelle loi reprenne ces critères, avec des conditions et des moyens de remplacement largement élargis au point de nuire au principe d'égalité : la pratique du service militaire avec contrepartie, *bedelli askerlik*, devient constante (§1), et le président de la République se dote des pouvoir illimités pour les exonérations (§2).

§1- La primauté du service militaire en contrepartie

Le service militaire en contrepartie, *bedelli*, est une pratique existante déjà sous l'Empire ottoman, qui prévoyait une exemption du service contre le paiement d'une indemnisation à l'Etat. En 1846, la loi de tirage au sort, *Kanunname-i Askeri kur'a Kanunu*, qui prévoyait une service de 5 ans[636], donnait la possibilité d'un recrutement des appelés parmi les jeunes de 20 à 25 ans en cas de besoin et à partir de 1886, avec l'entrée en vigueur du service militaire obligatoire la notion de *bedelli* s'impose sous 4 formes différents : il s'agit d'une contrepartie qui pouvant être payée par l'argent, *bedelli nakdi*, une contrepartie sous la forme du remplacement d'une autre personne, *bedelli şahsi*, une contrepartie sous la forme d'un service de soins prodigués aux animaux, où l'appelé devrait pendant son temps de service, se chargeait de s'occuper d'animaux d'élevage, et dernièrement *bedelli askeriye*, qui était en vigueur pour le peuple non musulman, à l'exception des femmes, des enfants et des hommes religieux autre que musulman[637]. Cette pratique de l'héritage ottoman a pris sa place sous certaines conditions sous la loi n°1111 (A) et est devenue la pratique constante sous la loi n° 7179 (B).

A- Les pratiques occasionnelles du *bedelli* sous la loi n°1111

La pratique du *bedelli* a été mise en œuvre 5 fois pendant la période de la loi 1111, pour plusieurs raisons : les deux premières applications étaient dans le but de fournir de l'argent dans l'industrie de la défense tandis que le troisième qui date de 1999 avait pour but de re-

[635] Cette idée que tout homme est égal à l'armée est à double enjeu concernant tous les appelés, en cas de bon ou de mauvais traitement.

[636] *Cf* . GÜRBÜZ MOYEUVRE, *op.cit.* p.5

[637] ÖZGÜN Cenk, Analysis of Turkey's Military System in Historical Context, *in*, Üsküdar Üniversitesi, Sosyal Bilimler Dergisi, n°4, p.61

cueillir une aide financière afin de réparer les dégâts du séisme survenu dans la région de Marmara et les suivants pour soutenir le budget de l'industrie de la défense. Une pratique qui, occasionnellement a permis d'une part par un soutien financier à l'armée et d'autre part un moyen de diminuer le cumul, c'est à dire l'ensemble des personnes n'ayant pas accompli le service militaire.

M. Ozgun précise que le cas n'était pas rare de personnes qui voulaient renoncer à la nationalité turque afin de ne pas accomplir le service militaire pour diverses raisons[638]. De ce point de vue, le législateur, ou les gouvernements font un équilibre d'intérêts et a conduit les autorités politiques turques à adopter de nouvelles dispositions visant à favoriser les classes sociales les moins aisées qui pourraient s'acquitter du *bedelli.*

Cette pratique a été amenée plusieurs fois devant la Cour Constitutionnelle afin d'en contester la légalité. La Cour dans sa jurisprudence constante[639] rejette la demande précisant qu'étant donné que la Constitution permet au législateur de déterminer les conditions et les moyens d'accomplissement du service militaire et le service patriotique, une mise en cause de remplacement des services, suites aux besoins des forces de l'armée ne va pas à l'encontre du principe d'égalité dans la mesure où cela allait dans l'intérêt général. Cette jurisprudence n'a pas changé sous le règne de la nouvelle loi.

Contrairement à la jurisprudence de la Cour Constitutionnelle, il nous parait impossible de justifier la pratique du *bedelli*, en guise d'intérêt général puisque cette pratique reste inégalitaire entre les usagers sur deux raisons principales : la première consiste à accorder la primauté à des usagers riches, dans le sens où, la pratique constante de *bedelli*, risque d'ébranler la sacralisation ? du service. En deuxième lieu, si la pratique *bedelli*, apparait dans certaines opportunités trop souvent, comme un soutien financier à l'Etat il y aura un déséquilibre de la pratique entre ceux qui accomplissent leur service dans les conditions bien fixes et prédéterminées et ceux qui profitent des périodes qu'on appellera des *crises de l'Etat*.

[638] ÖZGÜN, *op.cit*, p.81

[639] Cour Constitutionnel, décisions du 5 juillet 2012, 2012/15 E. ; 2012/105 K., du 7 septembre 2016, 2016/5 E., 2016/152 K.

B- La pratique du « *bedelli* », au cœur du service militaire obligatoire de la loi n° 7179

Bien que la pratique *du bedelli* apparaisse occasionnellement dans l'Histoire elle est devenue la pratique constante avec la loi n°7179 qui à la suite de sa promulgation le 25 juin 2019 a subi des changements à partir de l'année 2020 dans ses articles portant sur la pratique du *bedelli* et le service militaire au moyen de devises étrangères, *dövizli askerlik*[640].

L'article 9 de la loi n°7179, prévoyant l'organisation de la pratique en contrepartie financière a été révisé en 2022,[641] suite à l'instabilité de l'inflation et de la parité des monnaies étrangères sur la livre turque. De plus, le système de tirage au sort est également parmi les procédures, dans le cas où les demandes pour la pratique du *bedelli*, dépasse-le quota prédéterminé par le ministère de la Défense[642].

Année	**1987**	**1992**	**1999**	**2011**	**2014**	**2018**	**2019-2022**
Chiffres	18,433	35,111	72,290	70,179	203,905	328,834	402,045

Tableau 3- Evolution des effectifs profitant de la pratique du *bedelli* au cours des années

Le tableau ci-dessus illustre[643] les diverses pratiques du *bedelli* du service militaire au cours des années. La pratique entre les années de 1987 à 1999 couvre la période avant la prise du pouvoir de l'AKP. L'année 2011, la première pratique sous les gouvernements de l'AKP, ne marque pas une grande différence comparée à l'année 1999. Les chiffres augmentent pendant les années 2014 à 2018. A partir de l'entrée en vigueur de la loi n°7179 où la pratique du *bedelli* devient un moyen constant, les chiffres restent en augmentation comparés à la période avant l'AKP, mais reste inférieurs pour les périodes de la pratique du *bedelli* sous le gouvernement de l'AKP. Les années 2018 à 2023 sont marquées par une crise économique en

[640] Prévu dans l'article 39 de la loi n°7179, le service militaire au moyen de devises, est une pratique destinée à une certaine partie des appelés ayant des doubles nationalités ou un titre de séjour en étranger, sous certaines conditions, d'accomplir une formation de base avec une possibilité de payer une somme déterminée par la loi.

[641] Loi n°7415 du 30 juin 2022 qui par son article 17 changent les critères du montant à payer.

[642] Article 2 de la n°7179

[643] Les chiffres consultés sur https://www.evrensel.net/haber/357591/turkiyede-gecmisten-gunumuze-bedelli-askerlik-uygulamalari consulté le 28 septembre 2023

Turquie suite à perte de valeur de la livre turque vis-à-vis de l'euro et du dollar, accélérée par la crise Covid 19, qui a eu un impact assez fort sur l'économie. Afin de contrer cette perte de valeur, la pratique *bedelli* devient l'un des moyens de venir au secours de l'économie de l'Etat.

§2- Le pouvoir illimité du président de la République concernant les exonérations

La notion d'ajournement et d'exonération est une spécificité de l'obligation du service militaire, trouve sa place dans la loi n°1111 abrogée et dans la loi n°7179[644]. La loi n°1111, prévoyait dans son article 10, paragraphe 11 qu'une demande d'exonération ou d'ajournement pour les volontaires envoyés en mission sur des champs (territoires spéciaux).

Une possibilité d'exonération et d'ajournement du service militaire était possible en temps de guerre et de paix, pour les volontaires n'ayant pas effectué leur service, envoyés en mission sur des champs (territoires spéciaux) dans des cas jugés nécessaire du CEMA approuvés par le conseil des ministres. Cette possibilité a subi un premier changement en 2018[645], le pouvoir du CEMA a été supprimé, la décision relève dès lors de la compétence du président de la République, à la place du conseil des ministres qui a été supprimé par le changement de régime via le plébiscite du 24 juin 2018. Le mécanisme de décision qui prévoyait un système de *filtration* à plusieurs étages, en intégrant plusieurs intervenants dans la prise de décision, relève désormais exclusivement de la décision du président de la République.

Le projet de loi publié avant la promulgation de la loi n°7179 prévoyait de reprendre l'article sans changement, la pratique où le président de la République est le seul mécanisme de décision. Suite à de nombreuses contestations[646], l'article subit un changement avant sa promulgation : le mécanisme de décision est cette fois partagé entre le MGK, le ministère de la Défense et le président de la République. Bien qu'il semble un partage de mission et des

[644] Des exemptions étaient prévues sous le règne de l'Empire ottoman pour tous les non-musulmans qui devraient s'acquitter de la taxe d'exemption afin de compenser leur dispense, *cf* dans ce sens, MOREAU Odile, L'Empire ottoman à l'âge des réformes, *op.cit.*, p.23

[645] Modification de l'article par e décret-loi n°700 du 2 juillet 2018, article 6

[646]SAYIN Ayse, Yeni askerlik yasasi: Muhalefet hangi duzenlemeleri elestiriyor?, https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-48428682 , consulté le 1 er septembre

filtres dans ce mécanisme de décisions, la question à se poser est la suivante : existe-t-il vraiment un partage de missions ?

Le service militaire qui à priori reste obligatoire en Turquie subit de réels changements dans son organisation. Cependant la montagne a accouché d'une souris : la doctrine et l'opinion publique s'accordaient sur la nécessité d'une réorganisation par la promulgation d'une nouvelle loi. Les problèmes concernant les cas des objecteurs de conscience, pour lesquels la Turquie est systématiquement sanctionnée par la Cour EDH[647], n'ont même pas été traités dans les projets de la loi comme le cas des homosexuels, qui sont considérés en Turquie comme des malades. Avec les articles et la pratique actuels la seule possibilité pour ces cas, semble la procédure du *bedelli*, où le choix de ne pas accomplir son service militaire sera compensé par le versement d'une somme d'argent.

[647] CrEDH, affaire Ercep c./ La Turquie du 22 novembre 2011, req. n° 43965/04, Fethi Demirtas c./ La Turquie du 17 janvier 2012, req. n° 5260/07, Buldu et autres c./ La Turquie du 3 juin 2014, req. n° 14017/08

Chapitre 3- *YAŞ* (Le Conseil supérieur militaire)

Le Conseil supérieur militaire[648], *Yüksek Askeri Şura (YAŞ)*, ci-après *YAŞ*, institution composée de militaires et de civils qu'on pourrait qualifier « d'élites[649] », est un conseil administratif ayant diverses missions dont la plus importante concerne les décisions qui touchent à la promotion et à l'avancement des militaires. Crée par la loi n°636 en 1925[650], le *YAŞ* a subi des changements depuis cette date[651].

Dans les rapports de progrès du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, publiés par la Commission européenne[652], ni la composition ni la mission de ce Conseil n'ont jamais été mises en cause jusqu'au rapport de 2010, année où les principes généraux du *YAŞ* ont subi des changements par l'intermédiaire du plébiscite du 12 septembre 2010 qui n'est pas une date choisie au hasard.

Le 2 août 2010, où devait se réunir le *YAŞ*, la Turquie a vécu l'une des sessions les plus critiques de son histoire. Présidé par Ilker Basbug, le CEMA de l'époque, le *YAŞ* se réunit en présence du président de la République Abdullah Gul, du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, et du ministre de la Défense Vecdi Gonul. Une situation tendue puisque le 23 juillet 2010, le tribunal chargé des affaires de *Balyoz et Ergenekon* avait émis un mandat d'amener

[648] Traduction officielle de la CrEDH, dans l'affaire Cevik c./ la Turquie du 9 juillet 2002 req.39443/98, pour autres traduction *cf*. « Le Conseil militaire suprême » *in* ARISTIDE Gabriel, L'armée turque a perdu de sa superbe, https://orientxxi.info/magazine/l-armee-turque-a-perdu-de-sa-superbe,5190 (consulté le 29 juin 2023), « Le Haut conseil militaire » et « le Conseil militaire suprême » in BOZDEMIR Michel, L'armée turque et la démocratie avant 2015, « Le Conseil militaire suprême » *in* YILDIRIM Galip Emre, Le rôle politique de l'armée turque : des coups d'Etats aux partenariats stratégiques avec le gouvernement » in Confluences Méditerranée, 2002/3 n° 122 p.47-63.

[649] Terme utilisé par BARBAK Ahmet, Democratic Control of Military in Turkey: A survey on assignment procedures of military Elites *in* Liberal Dusunce Dergisi, 2017, n°85, p.5

[650] La loi n°636 du 22 avril 1925 portant sur l'organisation et les missions du Haut Conseil Militaire, *Surayi Askeriyenin Teskilat ve Vezaifi hakkinda Kanun*

[651] Suite à la loi n°636 précitée, il s'agit également des lois n°1612 du 17 juillet 1972 portant le même nom, remplacées par décret présidentiel n°8 du président Erdoğan du 15 juillet 2018

[652] Commission européenne, Rapport de progrès du processus d'adhésion, Novembre 2010, p.12 https://www.ab.gov.tr/files/AB_Iliskileri/AdaylikSureci/IlerlemeRaporlari/turkiye_ilerleme_rap_2010.pdf consulté le 28 septembre 2023

pour les 102 militaires dont l'avancement était à l'ordre du jour de ce Conseil[653]. Selon les explications d'Ilker Basbug[654], lors de cette dernière réunion du 4 août 2010, le *YAŞ* avait désigné trois d'entre eux pour cette promotion. Cette décision n'avait pas été signée par le Premier Ministre Erdoğan ni par le ministre de la Défense Vecdi Gonul, puisqu'ils ne s'étaient pas présentés ce jour-là, ce qui semblait être une manifestation d'opposition du côté civil. Quelle que soit la valeur juridique de cette contestation (*voir infra*), on peut considérer que les dissidences entre le côté civil et le côté militaire ont vu le jour à cette occasion d'une façon assez remarquable. Par la suite, le gouvernement civil a déclenché une série de changements dans le *YAŞ.*

Nous allons procéder à une analyse en deux temps sur les missions et la nature juridique des décisions du *YAŞ* avec un examen chronologique qui nous permettra de mettre en exergue la différence, le parcours que le *YAŞ a* subi au cours des années et pour démontrer si cette tentative de civilianisation a atteint son but ou pas.

En effet, bien que les missions du *YAŞ* n'aient pas connu de changements notables, il s'agit d'une réorganisation de son fonctionnement (Section 1) et de changement illusoire du statut juridique de ses décisions (Section 2). Les changements intervenus au sein du YAŞ ont été instrumentalisés au nom de sa civilianisation.

Section 1- La réorganisation du fonctionnement du YAŞ

Bien que les missions du *YAŞ* n'aient pas subi beaucoup de changements au fil des années, il est indéniable que parmi ses missions, restent celles de conseil mais aussi d'autorité décisionnaire (§1) concernant la carrière des militaires. Lors de sa réorganisation au fil de ces années, le *YAŞ* a subi une évolution de façon à ce que les civils aient la primauté dans ce Conseil à l'autorité décisionnaire et sa composition en est la preuve (§2).

[653] Ce mandat d'amener a été annulé par le tribunal le 6 août 2010, soit 2 jours après la fin des réunions du YAS.

[654] BASBUG Ilker, Ergenekon'dan cikis, Edition Kirmizi Kedi, Istanbul, Février 2019, p.98

§1-Les missions de conseil et d'autorité décisionnaire sur les carrières des élites militaires

Depuis sa création en 1925, *le YAŞ* est régi selon 2 grands axes de missions : une mission de conseil pour les dirigeants civils et une autorité décisionnaire sur les carrières des élites militaires. Il s'agit de deux lois qui ont organisé le *YAŞ* jusqu'à l'année 2010 : une première qui est la loi fondatrice du *YAŞ*, suite à la proclamation de la République et dans le cadre de la réorganisation de l' Etat turc par Atatürk la loi n°636 du 22 avril 1925 précitée reste en vigueur et est considérée comme une loi d'adaptation pour la détermination du partage des missions entre civils et militaires au sein du *YAŞ* (A) avant d'être remplacée par la loi n°612 en 1972, confirmant *les missions numerus clausus* (B).

A- Période de la loi n° 636 : une tentative de détermination des liens entre les militaires et les civils

Le YA*Ş* a exercé ses missions depuis sa création en 1925 pendant la période de paix à Ankara, capitale du pays. Cette création spécifique du *YAŞ* en mission de conseil à l'époque est importante pour déterminer la relation entre la bureaucratie militaire avec la politique et les institutions civiles et de déterminer lui-même son organisation. Pour M. Celik, cette organisation permet au *YAŞ* de s'exclure de l'intervention du politique mais de se doter des moyens d'intervenir dans la politique civile[655].

Les missions du *YAŞ* à partir de 1925 étaient largement discutées puisque dans la même loi, le législateur prévoyait une mission d'examen et de résolution des problèmes militaires présentés par le ministre de la Défense et/ou le CEMA et de conseil sur des décisions concernant «la promotion et la récompense, la mutation et les retraites[656] ». Une autre mission permettait au *YAŞ* de « prendre des décisions » concernant des généraux au sujet de leur mutation, de leurs changements d'affectations ou de leur mise en retraite[657]. Cette mission de gestion des carrières des élites militaires est à valeur vitale : l'appréciation de l'expérience et des performances individuelles des membres du haut commandement aura d'une part son effet sur

[655] ÇELIK Seydi, Türkiye'de Askeri Güvenlik Bürokrasisinin Anayasal Sistem Içindeki Yeri, Thèse de doctorat, Istanbul, Université d'Istanbul, 2007, 766 p.

[656] L'article 1/A de la loi n°636 cité par CELIK, ibid

[657] L'article 3 de la loi n°1612 *précitée*

l'efficacité de l'armée et d'autre part sur l'intégrité de l'institution militaire par des récompenses décidées par des spécialistes dans le domaine.

Contrairement à l'idée de M. Celik qui interprète la mission du *YAŞ* comme étant équivalente au MGK, dont la mission essentielle porte sur les menaces intérieures et extérieures[658], à notre avis, bien qu'il y ait naturellement un lien entre cette gestion de carrière des élites militaires avec les principes portant sur la sécurité nationale du pays en général, il ne serait possible par le seul fait unique de décider de la promotion professionnelle des militaires de grade élevé d'empiéter sur d'autres missions des autres institutions civiles ou militaires. Pendant que cette loi est restée en vigueur jusqu'en 1972[659], l'histoire mondiale était sous l'influence de diverses menaces politiques et militaires comme la Deuxième Guerre Mondiale et une grande partie de la Guerre Froide qui s'ensuivit. Les politiques intérieures et surtout extérieure de la Turquie étaient basées sur ces menaces et étaient inséparables de la gestion des carrières des élites militaires.

B- Période de la loi n°1612 : des missions *numérus clausus* du *YAŞ*

La loi n°636 a été abrogée par la loi n° 1612 en 1972. A cette époque, la Turquie avait déjà subi son premier coup d'Etat militaire en 1960, et dans le mémorandum de 1971 du 12 mars - *12 Mart muhtirasi* – il est considéré par différents auteurs[660] comme un coup d'Etat à part entière bien que l'armée ne soit pas intervenue pour s'emparer du pouvoir civil comme dans les coups d'Etat de 1960 et de 1980. La demande d'une réorganisation du YA*Ş*, a été faite par la proposition de loi signée par M. Ferid Melen, qui était le Vice premier ministre de l'époque mais qui est devenu le Premier ministre du gouvernement suivant, le 13 mai 1972 afin d'affiner les missions du *YAŞ* suite à l'entrée en vigueur de la Constitution de 1961.

Les missions du *YAŞ* qui font référence à la compétence de ce dernier dans diverses lois restent les mêmes dans toutes les lois propres au *YAŞ. (1)* Dans la dernière version de la loi concernant les missions du *YAŞ,* les renvois ont bien été maintenus malgré les changements

[658] *Cf,* Première Partie, Titre 1er

[659] Bien que la loi n° 636 subissent des changements en 1949, *voir infra*, les articles portant sur la mission de YA*Ş* n'ont pas changé jusqu'à la suppression de la loi en 1972.

[660]BILLION Didier, L'affaiblissement graduel du rôle politique de l'Institution militaire en Turquie, *op.cit*, p.2, BENCHENANE, *op.cit,* p.109 , BOZ ACQUIN, *op.cit,* p.2,

effectués par les décrets lois promulgués à la suite de la tentative de coup d'Etat et par le décret présidentiel n°8 . Ces décrets ont en effet comme but une révision de la composition du *YAŞ* au nom de la civilianisation des institutions militaires qui jusqu'à la tentative de coup d'Etat était une forteresse du pouvoir militaire. Sauf qu'en 2013, les articles référents de la loi n°926 , qui prévoyaient la procédure de limogeage des militaires par manque de discipline ou pour défaut de moralité ont été supprimés (2).

1- La pratique habituelle des missions du YAŞ

La loi n°1612, dans ses articles 3/a à 3/d, énumère les missions du *YAŞ* et dans son article 3/e, précise que parmi ses missions figurent aussi « les missions prévues par d'autres lois » sans aucune autre précision. Cette allusion à diverses lois, bien qu'elle semble ouvrir un élan pour élargir les missions du *YAŞ*, dans la pratique on voit plus concrètement qu'il s'agit d'une diversification des lois portant sur le statut des militaires et des lois probables à venir poursuivant les mêmes buts.

Il s'agit plus concrètement de la loi n° 926 *précitée*, qui par divers articles stipule que le *YAŞ* est l'autorité décisive sur la promotion professionnelle des militaires. Ce renvoi est fait aux articles sur la détermination des cadres du service des officiers[661], sur la promotion des sous-lieutenants, des lieutenants, des capitaines, des commandants et lieutenants colonels[662], sur la promotion de grade[663], la promotion des généraux et des amiraux[664] et les procédures concernant les militaires qui vont quitter les forces de l'armée turque ou être expulsés pour diverses raisons[665].

[661] Article 41 de la loi n°926

[662] Article 44,*ibid*

[663] Article 45,*ibid*

[664] Article 49,*ibid*

[665] Article 50,*ibid*

2- Les articles abrogés de la loi n°926 relatifs à la procédure de limogeage des militaires pour manque de discipline ou pour défaut de moralité

La fonction publique militaire de la Turquie se dote d'une nouvelle loi[666] portant sur le régime spécial disciplinaire depuis 2013[667]. C'est par l'intermédiaire de cette loi que tout le régime disciplinaire dans le domaine de la fonction publique militaire a été rénové. Certains articles de cette loi ont abrogé d'autres articles qui étaient assez éparpillés dans d'autres textes juridiques, comme le code pénal militaire ou la loi n°926 portant sur le personnel des forces de l'armée. Cette partie de notre travail porte sur un changement sur la loi n°926, et plus exactement les articles 50/c et 94/b qui ont été abrogés par l'entrée en vigueur de la loi sur la discipline.

Les deux articles précités, se référaient aux missions du *YAŞ*, concernant respectivement les officiers et les sous-officiers[668]. Ces articles mentionnaient sa compétence à la demande du CEMA si nécessaire pour une éventuelle expulsion de l'intéressé pour indiscipline ou défaut de conduite morale. La compétence du *YAŞ* dans ce domaine a été intégrée en 1983[669] afin d'empêcher l'inégalité entre les conseils de discipline et d'unifier l'application dans la pratique[670]. Avec l'abrogation de ces articles[671], il s'agit d'un transfert de compétence du *YAŞ* aux conseils de discipline composé par le ministère de la Défense et les chefs d'états-majors selon le grade de l'intéressé ou à un conseil disciplinaire présidé par le CEMA si l'intéressé a le grade de général des armées.

---

[666] La loi n°6413 du 31 janvier 2013 portant sur la discipline dans les forces des armées turques

[667] Suite aux divers critiques de la doctrine et des centaines décisions de condamnation de la Turquie par la CrEDH

[668] L'article 50/c de la loi 926- (abrogée) Destitution à cause de manque de discipline et défaut de moralité Les officiers qui ne sont pas considérés aptes à faire partie des Forces armées à cause de manque de discipline ou de conduite morale inadaptée sont forcés à la retraite sans considération pour leur durée de service. Les procédures à suivre pour l'inspection du comportement, la rédaction du dossier sont indiquées dans les directives relatives aux dossiers des officiers.L'examen final est mené et la decision d'expulsion des officiers considérés inaptes par L'Etat major est prise par le YAŞ. Traduit par nos soins

[669] Loi n° 2870 du 29 juillet 1983 portant sur divers changements sur la loi n°926

[670] Les travaux préparatoires de la loi n°2870, et le projet de loi présenté par Bulend Uluslu, le Premier Ministre de l'époque consulté le 25 août 2023
https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/DM__/d02/c020/dm__02020135ss0499.pdf

[671] L'article 50/c pour les officiers et 94/b pour les sous-officiers ont été abrogés respectivement par les articles 45/6 et 45 par la loi n°6413 du 31 mars 2013 précitée

§2- La composition du YAŞ : une composition qui tend vers la primauté des civils

Le YAŞ, organe de décision sur les promotions et avancements des élites militaires est un Conseil dont la composition est en faveur des militaires jusqu'à l'entrée en vigueur de nouvelles lois en 2016. Sous le règne de la loi n°636 et la loi n° 1612 respectivement les militaires décident eux-mêmes de l'organisation de leurs carrières et pendant cette période, la présence des civils dans le Conseil reste accessoire (A). En 2016, suite à la tentative de coup d'Etat, le pouvoir civil, par la publication des décrets-lois a pris en main les conditions concernant tous leurs parcours de carrière et les militaires au sein du YAŞ a perdu de son pouvoir sur les carrières des élites militaires (B).

A- La présence accessoire des civils au sein du YAŞ

Le YAŞ depuis sa création, par la nature de ses missions était composé des représentants des civils et des militaires ; il a subi des changements au cours des années suite à divers événements politiques et historiques. En effet, lors de ces vents de changements les différents gouvernements qui ont régné n'ont pas effectué des changements considérables sur les missions du *YAŞ* et l'ont gardé comme une institution à part entière mais ont modifié l'équilibre entre représentants civils et militaires. Sous le règne de la loi n°636 il s'agit d'une tentative d'harmonisation de la composition entre les civils et militaires (1). Cette tentative d'harmonisation restant inopérante, la loi n°1612 en 1972 affirme la place croissante des militaires, et consolide la primauté du taux des militaires au sein du YAŞ (2).

1- Les tentatives d'harmonisation entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire dans la loi n°636 (1925- 1972)

Les effets des tentatives d'harmonisation entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire pendant cette période se concrétisent avec la révision de la loi n°636 de multiples fois suites aux changements politiques intervenus sur le plan national et international. L'intervention du législateur s'est faite en deux fois : la première consiste à remplir le vide juridique sur la présidence du Conseil et le cas du Premier ministre (a) et la deuxième porte sur la réorganisation des articles 2 et 3 de la même loi concernant la présidence et la composition du *YAŞ* (b).

a- *Le vide juridique concernant la présidence du YAŞ et le cas du Premier ministre*

Dans sa première version à la promulgation, les membres permanents du *YAŞ* étaient le ministre de la Défense, le ministre de la Marine, le CEMA, les inspecteurs des armées, le commandant de la flotte et 4 membres choisis parmi les commandants de l'armée et d'escadre missionnés pendant les périodes des guerres et de la paix[672]. Avec un simple calcul on voit la primauté des militaires au sein du *YAŞ* : 8 membres militaires et 3 civils. le Premier ministre et d'autres ministres pourrait être invité suite à la demande du président de la République si nécessaire. Dans cette période le Premier ministre n'était pas un membre permanent du conseil. Le président de la République était Atatürk tandis le premier ministre était Ismet Inönü.

L'article dans cette version ne prévoyait pas qui serait en charge de la présidence de la réunion en l'absence du président de la République et dans le cas où ce dernier n'aurait invité, ni le Premier ministre ni le ministre de la Défense. Le premier changement de l'article 2[673] fut l'occasion de régler le problème qui prévoyait la présidence du EMA en cas d'absence du président de la République et en cas d'absence d'invitation de ce dernier pour le Premier ministre et les autres ministres. Ce changement est pour nous une vraie preuve qu'à cette période, le législateur influencé par Atatürk a bien essayé d'éviter l'intégration du Premier ministre, bien qu'il s'agisse du Général Inönü qui était le chef du pouvoir exécutif.

c- *La réorganisation de la présidence et de la composition du YAŞ en 1949*

L'année 1949 fut une année importante au niveau de la réorganisation des institutions concernant la Défense. Suite à la Deuxième Guerre mondiale en 1945, on voit l'entrée en scène internationale de l'OTAN le 4 avril 1949 qui marquera l'histoire politique des pays et surtout celle de la Turquie jusqu'à nos jours. La Turquie fut intégrée à l'OTAN le 18 février 1952, et avant cette date la Turquie devait réorganiser ses institutions liées à l'armée et à son fonctionnement. Dans les faits réels de la Turquie, cette période était marquée par le décès d'Atatürk en 1938, auquel succéda Ismet Inönü à la présidence de la République. Parmi les

[672] Article 3 de la loi n°636, cité par Celik, *ibid. nbp 483*

[673] Loi n°870 de 1926 portant sur les changements des articles de la loi n°636

lois adoptées à la même date, il en existe 3 promulguées[674] le même jour parmi lesquelles se trouve *la loi n° 5400*[675] portant sur les changements au sein du *YAŞ.*

Ces changements sont d'une importance fondamentale. D'une part, Le Premier ministre dont la participation n'était prévue que sur l'invitation du président de la République devient le président du *YAŞ* et la mission d'invitation des autres ministres lui incombe. D'autre part, le nombre des membres de *YAŞ* augmente avec l'intégration du commandant de l'armée de l'Air[676] , les chefs des armées de Terre et de la Marine, le secrétaire général du Haut Conseil de la Défense Nationale et 6 membres choisis parmi les commandants de l'armée et de l'escadre missionnés pendant les périodes des guerres et de la paix, soit au total 15 personnes.

2- L'affirmation et la consolidation de la primauté des militaires au sein du YAŞ dans la loi n°1612 (1972-2016)

La loi n°1612 du 17 juillet 1972, était la loi qui organisait le *YAŞ* jusqu'à sa quasi-abrogation jusqu'à la tentative de coup d'Etat de 2016. Cette loi a été un moyen d'affirmation et la consolidation de la primauté des militaires qui étaient les décideurs de leurs propres carrières.

Les membres précisés dans sa première version de la publication de loi, le Premier ministre, le CEMA, le ministre de la Défense, les chefs d'Etat-major d'armées, les commandants d'armées, le secrétaire du *MGK* ; le commandant de l'escadre et les généraux d'armées de Terre et de la Marine et la présence de l'Etat-major de la gendarmerie est nécessaire si les affaires traitées concernent leurs missions. Le président du *YAŞ* est le premier ministre et en cas d'absence, le président du *YAŞ* est le CEMA. Il s'agit largement de la primauté des militaires sur des civils : 2 membres civils contre 15 membres militaires.

[674] Loi n° 5398 sur les missions du ministère de la Défense, n°5399 sur la création du Conseil Suprême de Défense du 30 mai 1949

[675] Loi n° 5400 portant sur les changements des articles 2 et 3 de la loi n°636 du 30 mai 1949

[676] L'intégration du commandant général de l'armée de l'air en 1945 par la loi n° 4764 du 3 juillet 1945

B- La disparition du pouvoir militaire du YAŞ sur la carrière des élites militaires

L'organisation du *YAŞ* tel qu'elle est prévue par la loi n°1612 a été maintenue jusqu'en 2016.Il s'agit dans un premier temps de changement essentiels par l'intermédiaire des décrets-lois (1) qui ont changé la composition du *YAŞ* avant d'être abrogés totalement le décret présidentiel (2) qui a pris une valeur juridique suite au changement de régime suite au référendum constitutionnel du 16 avril 2017, rentrée en vigueur le 9 juillet 2018.

1-La diminution brutale du taux des militaires au sein du YAŞ

Dix jours après la tentative de coup d'Etat, par les décrets-lois n° 668 et 669 du 25 juillet 2016, la composition du *YAŞ* a été modifiée.

Les membres du *YAŞ* sont dès lors le Premier ministre, le CEMA, les adjoints du Premier ministre, le ministre de la Justice, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Défense et les chefs d'Etat-major des armées. Par conséquent, sont exclus les commandants d'armées, le chef d'Etat-major de la gendarmerie, le chef de l'escadre, et les généraux d'armées[677], et est prévu par ledit décret-loi le secrétaire de *YAŞ* qui était le vice CEMA est « le service de secrétariat » sera à mener par le ministère de la Défense[678]. Cette fois le taux des militaires a fortement diminué, quatre militaires contre dix membres civils.

Ce changement radical du *YAŞ* a été suivi aussi par un article éphémère[679] qui prévoit que la réunion du *YAŞ* habituelle de l'année en cours aurait lieu au mois de juillet au lieu du mois d'août pour que le gouvernement puisse réorganiser le haut commandement de l'armée selon sa propre volonté après à la tentative de coup d'Etat.

2- La consolidation du pouvoir civil sur les militaires

Le pouvoir civil a consolidé sa présence sur les militaires au sein du *YAŞ,* par le décret présidentiel n°8 du 15 juillet 2018, soit 2 ans après la tentative de coup d'Etat. Afin de pouvoir augmenter le taux des militaires sur les civils, l'article 2 dudit décret prévoit que les nou-

[677] Article 2 de la loi n°1612, modifié par le décret-loi n°669/45

[678] Article 6*, de la loi n°669 précitée*

[679] Article 2 éphémère

veaux membres du *YAŞ* sont, les adjoints du président de la République, le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, le ministre des Affaires étrangères, le ministre du Trésor et des finances, le ministre de l'Education, le ministre de la Défense, le CEMA et les chefs d'Etats-majors des armées.

Avec cette organisation, *in fine*, le pouvoir militaire perd tout le contrôle des décisions concernant son pouvoir de décision sur les carrières des militaires, et plus spécifiquement, le CEMA perd le pouvoir de nommer les chefs d'état-major, de décider du nombre d'officiers généraux, de définir les dates de réunion ainsi que l'ordre du jour de déterminer qui sera promu au sein de la haute hiérarchie militaire. Il ne s'agit même pas d'un rôle prépondérant des civils Le pouvoir civil *supplante* le pouvoir militaire, mais le *YAŞ*, n'a qu'un rôle fantoche au sein de la vie politique de la Turquie.

Bien que le changement brusque de la composition du *YAŞ* soit un des moyens de diminuer la place des militaires au sein du mécanisme de décisions, le changement sur la nature des décisions du *YAŞ* ont aussi un impact sur sa dégradation.

Section 2- Le changement illusoire du statut juridique des décisions du YAŞ

L'attaque juridique de la partie civile du *YAŞ* s'est faite d'une part via des modifications sur l'ouverture de la voie de recours administratif et juridictionnel des décisions de YAŞ (§1) et d'autre part, par les changements de la mise en exécution de ses décisions (§2).

§1- L'ouverture de la voie de recours contre les décisions du YAŞ

Bien que l'intégration de la notion de décisions du *YAŞ* au sein de la Constitution l'ait été par le moyen de l'article 125 de la Constitution de 1982, tout recours contre les décisions du *YAŞ* était impossible suite à un changement de loi sur la Haute Cour Administrative militaire (*AYIM)*. Ce principe a été supprimé par une modification de l'article 125 de la Constitution en 2010 (A), et suivi par une modification spécifique sur la loi n°926 pour rendre presque caduques les décisions du *YAŞ* par l'administration (B).

A- Un changement de la Constitution portant sur les décisions du *YAŞ*

En effet bien que l'article 114 de la Constitution de 1961 prévoyait que contre tout acte de l'administration, des recours étaient possibles, la voie de recours contre les décisions du *YAŞ* était fermée avant cette date par la loi n° 2569[680] en 1981, qui a modifié l'article 21 de la loi n°1602 portant la Haute Cour Administrative militaire. Suite à de nombreux changements sur la Constitution dans le cadre des exigences de l'Union Européenne, l'article 125/2 de la Constitution a été modifié en 2010[681] qui prévoit « … Les décisions du *YAŞ* sont soumises au contrôle sauf décision prise par ce dernier concernant les promotions et les mises en retraite par absence de poste ».

Ce principe est complété par le paragraphe suivant dudit article , « La compétence du juge administratif est limitée par le contrôle de la légalité des actes et décisions administratifs et elle ne peut en aucun cas être utilisée comme contrôle d'opportunité. On ne peut pas prendre une décision juridictionnelle qui serait de nature à limiter l'exercice de la fonction exécutive si celle-ci s'exerce conformément aux principes et procédures indiqués dans les lois, ou qui aurait elle-même le caractère d'un acte ou d'une décision administrative ou encore aurait pour effet d'annuler le pouvoir d'appréciation de l'administration ».

Plus concrètement, la lecture de l'article 125 de la Constitution après la modification et la révision constitutionnelle, visant la possibilité de recours contre les décisions semble être conforme à la nécessité d'une ouverture démocratique et semblent ouvrir la voie de recours contre les décisions. Toutefois, les exceptions restent au cœur des missions du *YAŞ :* les décisions portant sur les promotions et les décisions de mise en retraite par absence de poste. En effet, même les partisans de cette idée, critiquent la reformulation de l'article ainsi faite, précisant que toutes les décisions du *YAŞ* devraient être assujetties à une voie de recours[682].

[680] Loi n°2568 du 26 décembre 1981

[681] Modification de l'article 125 de la Constitution par la loi n°5982 du 13 mai 2010 publiée au Journal Officiel n°27580

[682] Yuksek Askeri Sura ve Hukumet- TSK iliskileri : Tesbit ve Oneriler, publié par Stratejik Dusunce Enstitusu, dir, ODABASI Serhat, 1er juin 2017 p.11

B- L'article éphémère spécifique à la loi n°926 pour annulation des anciennes décisions du *YAŞ*

Le changement de la Constitution concernant les décisions du *YAŞ* a été suivi par une autre modification de la loi n°926 portant sur le personnel militaire. Cet article éphémère ajoutée en 2011[683] , prévoit que les décisions du *YAŞ*, qui étaient fermées au recours depuis la date de sa fermeture, plus exactement depuis 12 mars 1971, et les militaires expulsés de l'armée par ces décisions du *YAŞ*, ont la possibilité de formuler une demande au ministère de la Défense, dans un délai de 60 jours à partir de la publication de cette loi pour un examen de leur dossier[684]. En cas de rejet de cette demande[685] par le ministère de la Défense l'intéressé aurait la possibilité de former un recours devant le tribunal administratif suprême[686], toujours à compter de 60 jours à compter du rejet de la décision par le ministère.

Cette disposition en effet a valeur de grâce et non pas de droit accordé pour s'opposer à des décisions. Le fait que l'examen des dossiers soit accompli par l'administration risque également de favoriser certains dossiers par favoritisme et en négligent d'autres. La révision des dossiers des demandeurs serait à juger par l'administration, qui est dans ce cas le ministère de la Défense, et l'intéressé n'aurait droit à un recours devant un juge ou un tribunal sauf en cas de décision de rejet par le ministère. Dans ce cas, le législateur accepte implicitement l'appréciation d'un juge et ou d'un tribunal comme inopérante.

D'après les chiffres fournis par l'article de Maître Ozkar[687] dans son article portant sur le rapport n°6191, il s'agit de 4606 demandes auprès du ministère de la Défense, dont celles de 1542 personnes ont été acceptées et celles de 3064 personnes rejetées. Concernant ces personnes, bien qu'il ne s'agisse en aucun cas de leur intégration dans l'armée, ils auront le droit à demander certains droits comme des militaires retraités (une pension de retraite, primes de santé etc.), pour ceux qui n'ont pas atteint l'âge de retraite, ils seront recrutés au sein de la fonction publique civile jusqu'à leur âge de retraite.

---

[683] Article éphémère ajouté par la loi n° 6191 du 23 mars 2011

[684] Traduit par nos soins

[685] Le paragraphe i de l'article *précité*

[686] A cette époque, la Haute Cour Administrative militaire n'était pas supprimée dans le milieu juridique de la Turquie. La disparition de cette instance a été décidée suite au référendum du 16 avril 2017.

[687] Maitre OZKAR Selim, (militaire- sous-lieutenant retraité), 6191 sayili kanun hakkinda rapor, sur https://www.yeniyaklasimlar.org/?d=2346, consulté le 9 mars 2012

Cette disposition, est loin d'être une restitution des droits au personnel. Les critiques faites au *YAŞ* à l'époque, le fait de prendre des décisions sans mérite, sont dès lors reprochables au pouvoir civil, qui par les changements des lois ont aussi eu le risque d'essuyer la même critique.

§2- L'incertitude de la mise en exécution des décisions du YAŞ

La mise en exécution des décisions du YAŞ n'a jamais fait l'objet d'une discussion spécifique jusqu'à sa réunion en août 2010. Ce jour-là, le Premier ministre de l'époque et le ministre de la Défense n'ayant pas participé à cette réunion, les décisions prises par le YAŞ étaient pourtant signées en particulier la décision finale qui inclut aussi les promotions concernant les militaires, le décret collectif, *müşterek kararname*, qui *a priori* devrait être signé par le CEMA, le ministre de la Défense et le Premier ministre n'ayant pas été signé ; un des militaires qui été promu lors de la réunion en grade de général de corps d'armée, a mené l'affaire devant la Haute Cour Administrative militaire[688](A), la décision devenant emblématique, le législateur est intervenu en 2013 pour changer les principes posés par cette dernière (B).

A- L'arrêt de principe de la Haute Cour Administrative militaire sur la mise en exécution des décisions du YAŞ

Le mois d'août 2010 a été marqué par les décisions de mise aux arrêts de certains militaires suites aux affaires de *Ergenekon* et *Balyoz* lors desquelles certains militaires étaient soupçonnés de préparer un coup d'Etat contre le gouvernement civil[689]. La Cour précise dans sa décision que le décret collectif étant comme un acte administratif complémentaire à la décision du YAŞ, le fait de ne pas signer ce document constitue un abus de pouvoir. Il s'agit de deux étapes dans le raisonnement juridique de la Cour : la première consiste à savoir si les décisions du YAŞ étaient de nature directement exécutoire (1), et la seconde à savoir si la loi accordait aux autorités du décret collectif en question une marge d'appréciation (2).

[688] Décision AYIM DK, du 24 décembre 2010, E.2010/47, K.2010/56, publiée sur de recueil des décisions d'AYIM, n°26, publié en 2011 p.434

[689] Le requérant dans cette affaire était un des militaires pour qui le tribunal avait émis un mandat d'amener dans le cadre des affaires de Balyoz et Ergenekon. Ce cas spécifique est également traité par la décision du AYIM, qui a précisé qu'étant donné qu'il ne s'agissait pas d'une condamnation, en présence de l'article 65/e de la loi n°926, le seul fait qu'il existe un mandat d'arrêt ne faisait pas obstacle à la promotion du requérant.

1- La nature directement exécutoire du YAŞ

L'article 54 de la loi n°926 portant sur les promotions des colonels et des officiers généraux (de l'armée de la terre et de la marine), précise certains critères à prendre en compte par l'autorité qui en est compétente, le YAŞ, et la promotion s'affectera par la décision de ce dernier.

La Cour en déduit à la lecture de l'article concerné et via un principe constitutionnel en vigueur, que les décisions concernant les promotions du YAŞ sont fermées aux recours : elles ont une valeur directement exécutoire. Dans « le cas contraire le législateur n'aurait pas limité la voie de recours contre les décisions du YAŞ concernant les promotions, si ce n'était qu'un Conseil dans le sens juridique du mot comme son nom l'indique[690]» et que depuis sa création » les décisions du YAŞ sont directement signées et appliquées par les autorités concernées malgré la présence des avis dissidents de certains membres [691]» lors de ces réunions.

2-La marge d'appréciation des autorités chargées de signer le décret collectif

À la suite de la première partie de sa décision sur la nature directement exécutoire du YAŞ, concernant la marge d'appréciation des autorités chargés de signer le décret collectif, La Cour précise que les avis dissidents du YAŞ, même s'il y en a lors de la réunion -puisque dans le cas concret il n'y en avait pas- et que « la décision finale est prise malgré ces avis dissidents, il ne s'agit pas d'une marge d'appréciation des autorités [692]». En effet cet acte que la Cour qualifierait de « complémentaire » constitue un abus de pouvoir dans la mesure où les autorités refusent de le signer pour empêcher son exécution et « annule la décision de non-signature des décisions de promotions [693]».

[690] Décision précitée, p.436

[691] I*dem*

[692] *Ibid,* p.441

[693] *Ibid,* p.442

B- L'intervention du législateur pour modifier l'arrêt de principe

Le législateur intervient sur ce sujet en 2013, en ajoutant un article sur la loi n°1612[694], un paragraphe ajouté à l'article 5 de la loi qui prévoit « Les décisions du YAŞ -entrent en vigueur- suite à l'approbation du président de la République ». En effet, le terme utilisé en langue turque, *tekemmul etmek*, ont plutôt un sens de maturation ou et de perfection et dans le dictionnaire juridique[695], le définit comme compléter et mûrir. On peut se demander la raison pour laquelle le législateur n 'a pas précisé, comme dans notre traduction une qualification beaucoup plus précise, mais a conservé g l'ambiguïté de la procédure mais ajoute quand même un article spécifique pour préciser l'intervention du président de la République. De tout de façon, la nouvelle composition du YAŞ avec le taux des membres civils liés au président de la République, il est clair qu'aucune décision du YAŞ ne serait prise contre la volonté présidentielle.

Par conséquent, bien que le YAŞ garde sa compétence exclusive sur les décisions concernant les élites militaires, par sa composition et sa réorganisation, les élites militaires ne sont pas décideurs de leur propre destin ni de leur carrière.

[694] Loi n°6496 du 13 juillet 2013, par son article 24

[695] Dictionnaire Du ministère de la Justice en Turquie, https://sozluk.adalet.gov.tr/tekemmül consulté le 17 juillet 2023

CONCLUSION DU TITRE 2

Les nouvelles logiques de professionnalisation changent avec l'adoption de la nouvelle législation concernant le recrutement des militaires. Bien que cette diversité semble être à l'avantage, les incertitudes et l'égalité de traitement des candidats sont une des problèmes.

L'intégration des diplômés des écoles religieuses, au sein de l'armée était une question fondamentale avant la tentative de coup d'Etat de 2016. L'interdiction d'accès aux écoles militaires pour ces diplômés persistait jusqu' à l'année de 2012. L'armée turque, le représentant de l'idéologie laïque et kémaliste, se confrontait sur la difficulté d'intégrer des diplômés des écoles religieuses, qui étaient créés dans le but d'enseigner les imams. Le profil des cadets militaires avait donc déjà subi un changement brutal. De plus avec la fermeture des lycées militaires, le recrutement des cadets militaires l'âge moyen de recrutement a augmenté (12 ans pour lycées et 18 ans et plus pour les écoles militaires). D'où la difficulté d'une éducation efficace pour l'éducation de l'art de guerre.

Le renouveau du service militaire, ébranle son organisation habituelle et met en question les mœurs et les coutumes liés à sa pratique et le principe d'égalité entre les citoyens. Le service militaire obligatoire est dès lors centré sur les moyens financiers des citoyens. En revanche, ce renouveau ne prend pas en compte le cas des objecteurs de conscience malgré de diverses affaires devant la CrEDH.

Dernièrement, de la Haute Conseil militaire, chargé des avancements des militaires, dont la composition change suite aux tendances politiques, se déguise en conseil présidentiel. La marge de manœuvre des militaires est limitée et perd de son pouvoir sous le règne d'Erdoğan.

CONCLUSION GENERALE

L'évolution et la réforme juridique des pays ne sont pas indépendantes de leur histoire et de leur culture. La Turquie, est un pays dont l'armée marque l' histoire depuis la période de déclin et de chute de l'Empire Ottoman. Le rapport de force entre le pouvoir civil politique et le pouvoir militaire a toujours été jusqu'à présent en faveur des militaires.

L'ambition d'intégrer à l'Union Européenne, a accéléré les réformes sur la gouvernance de la Turquie. Le but « ultime » de diminuer l'influence de l'armée sur le politique, serait sa banalisation, ce qui constitue en soi un point tout à fait positif de prime abord. Pour autant, il apparaît que les dernières réformes entreprises en termes d'institutions militaires tendent aujourd'hui à conforter le pouvoir personnel du président Erdoğan et un régime politique en pleine évolution constitutionnelle ce qui traduit à l'évidence une déviance certaine du processus.

La première manifestation réside par conséquent dans la civilianisation de l'institution militaire : écarter le Conseil de Sécurité Nationale, en le transformant au regard des critères européens. Pour autant, le remplacement des membres militaires par les civils n'a servi qu'à fortifier le pouvoir du président Erdoğan. De plus, la mission de l'armée a été restreinte dans le but de cantonner les militaires à leurs casernes et de limiter leur usage aux seules OPEX ou, sur le territoire national, uniquement sur demande expresse du président. A la restriction de liberté d'association, s'ajoutent les atteintes à la liberté d'expression et d'opinion. Sur le plan de la laïcité, les comportements calqués sur les mœurs et coutumes du culte musulman (pour les hommes et les femmes militaires) sont désormais tolérés tandis que les autres religions sont négligées au sein de l'armée turque.

La deuxième manifestation réside aujourd'hui dans l'instrumentalisation de la fonction publique militaire dans une logique « autoritaire » suite au référendum pour le changement de constitution en 2017. L'Etat-major général placé sous l'autorité civile (ministère de la Défense) a perdu sa quasi-autonomie. Les modifications du système d'éducation des militaires et la suppression des juridictions spécifiques, ces deux logiques constituant le squelette de

l'armée, traduisent les ingérences des civils dans le système militaire. Les dispositifs de la fonction publique militaire en ont été profondément affectés : l'armée de la nation semble se convertir à l'idée de devenir l'armée du pouvoir politique en place, du fait d'incertitudes liées à la notion de loyalisme et d'obéissance qui sont remises en cause juste après la tentative de coup d'Etat.

Les efforts pour la civilianisation de l'armée détournée de son objectif initial d'atteindre les standards européens, ont paradoxalement abouti à politiser l'armée turque et à fragiliser la spécificité militaire face à la politique. A cause de l'autorité que détient le président pour l'avancement et l'assignement des militaires de haut commandement, ces derniers se voient dans l'obligation de prendre son parti perdant ainsi leur impartialité. Bien que le but de ce mouvement de civilianisation ait été de limiter l'ingérence des militaires dans la politique, les principes juridiques définissant la spécificité militaire ont été transformés pour faire de l'armée un instrument au service du pouvoir en place.

Par conséquent, parmi tous les événements qui ont impacté la fonction publique militaire en Turquie, le vrai coup d'Etat n'a pas été effectué par les militaires. La spécificité de l'armée turque, qui se manifestait comme un contrepouvoir vis-à-vis des gouvernements civils a disparu pendant les mandats de M. Erdoğan, qui est en train de mener une politique de gouvernement de plus en plus autoritaire, surtout à la suite de la tentative de coup d'Etat du juillet 2016. Cette tentative par ses conséquences s'est transformée en un vrai coup d'Etat effectué par le pouvoir civil du président Erdoğan, dans le cadre d'un théâtre et d'un scénario bien mené.

Annexes

Annexe 1
Textes juridiques applicables en droit turc (par ordre chronologique)

Loi ou règlement	Thématique- Contenu	En vigueur ou abrogée
Loi n° 429 du 3 mars 1924	Portant sur la suppression du ministère de la Guerre *Seriye ve Evkaf ve erkani harniyeyi umumiye vekaletlerinin ilgasina dair kanun*	Abrogée
Loi n° 431 du 3 mars 1924	Portant sur l'abolition de califat en Turquie	En vigueur
Loi **n° 636** du 22 avril 1925	Sur la création du Conseil Suprême Militaire (ancien YAŞ) *Şûrayı Askerî'nin Teşkilatı ve Vezaifi Hakkında Kanun*	Abrogée par le décret présidentiel n°8 du **15 juillet 2018**
Loi **n° 1111** du 21 juin 1927	Sur le service national militaire *Askerlik Kanunu*	Abrogée et remplacé par la loi n° 7179 du **25 juin 2019**
Loi **n°1632** du 22 mai 1930	Code pénal militaire turc *Askeri Ceza Kanunu*	En vigueur
Loi **n°2771** du 18 juin 1935	Sur le service intérieur des forces de l'armée turque *Ordu Dahili Hizmet Kanunu*	Abrogée et remplacé par la loi n° 211 du 4 janvier 1961
Loi n° **5398** du 30 mai 1949	Sur la création du ministère de la Défense *Milli Savunma Bakanliginin kurulus ve gorevlerine dair Kanun*	
Loi **n°5434** du 8 juin 1949	Portant sur le régime spécifique de retraites des militaires *Türkiye Cumhuriyeti Emekli Sandığı Kanunu*	En vigueur
Loi **n° 211** du 4 janvier 1961	Sur le service intérieur des	En vigueur

	forces de l'armée turque *Türk Silahlı Kuvvetleri İç Hizmet Kanunu*	
Loi **n°334** du 9 juillet 1961	La Constitution de 1961	Abrogée
Loi **n° 657** du 14 juillet 1965	Sur les fonctionnaires civils Le statut général des fonctionnaires civils *Devlet Memurları Kanunu*	En vigueur
Loi **n° 926** du 27 juillet 1967	Sur le personnel des forces de l'armée Turque *Türk Silahlı Kuvvetleri Personnel Kanunu*	En vigueur
Loi **n° 1324** du 31 juillet 1970	Portant sur les missions et les pouvoirs du CEMA *Genelkurmay Baskaninin Gorev ve Yetkilerine ait Kanun*	Abrogée par le décret-loi n°703 du 2 juillet 2018
Loi **n° 1325** du 31 juillet 1970	Portant sur les missions et les pouvoirs du ministère de la Défense *Milli Savunma Bakanligi Gorev ve Teskilati hakkinda Kanun*	Abrogé partiellement, par le décret-loi n°703 du 2 juillet 2018, renommé, Portant sur les Ecoles militaires, les cadets, et diverses législations *Askeri Okullar, Askeri ogrenciler ve bazi duzenlemeler hakkinda Kanun*
Loi **n° 1612** du 17 juillet 1972	Sur la création (et le renouveau) et les missions du Conseil Suprême Militaire (YAŞ) *Yüksek Askeri Şura'nın Kuruluş ve Görevleri hakkında Kanun*	Abrogée par le décret présidentiel n°8 du **15 juillet 2018**
Règlement **n° 1303** du 25 octobre 1983	Portant sur les costumes obligatoires portées par les fonctionnaires de l'Etat	En vigueur

Loi n° **2330** du 3 novembre 1980	Portant l'indemnisation des préjudices, et l'attribution des salaires mansuels pour les mİlitaires *Nakdi Tazminat ve Aylik Baglanmasi hakkinda Kanun*	En vigueur
Loi **n° 3269** du 18 mars 1986	Sur le statut des caporaux professionnels *Uzman Erbaş Kanunu*	En vigueur
Loi **n°3563** du 24 mai 1989	Sur les académies de Guerre *Harp Akademileri Kanunu*	Abrogée
Loi **n° 3713** du 12 avril 1991	Sur la lutte contre le terrorisme *Terörle Mücadele Kanunu*	En vigueur
Loi **n°4566** du 11 mai 2000	Sur les Ecoles de Guerres *Harp Okullari Kanunu*	En vigueur
Loi **n° 5502** du 20 mai 2006	Sur l'assurance maladie et les caisses de retraites sécurité sociale *Sosyal Sigortalar Kurumu Kanunu*	En vigueur
Loi **n°5510** du 16 juin 2006	Sur la sécurité sociale et l'assurance général *Sosyal Sigortalar ve Genel Saglik Sigortasi Kanunu*	En vigueur
Loi **n° 6191** du 10 mars 2011	Sur les militaires de rang contractuels *Sözleşmeli Erbaş ve Er Kanunu*	En vigueur
Loi n° **4678** du 13 juin 2011	Sur le recrutement des officiers et de sous-officiers contractuels *Türk Silahlı Kuvvetlerinde İstihdam Edilecek Sözleşmeli Subay ve Astsubay hakkında kanun*	En vigueur
Loi **n°6413** du 31 janvier 2013	Portant sur la discipline des forces de l'armée turque *Türk Silahlı Kuvvetleri Disiplin Kanunu*	En vigueur

Annexe 2

Articles de diverses lois traduits par nos soins

Constitutions

Préambule de la constitution de 1982 loi n°2709 du 18 octobre 1982, dans sa version avant la révision par la loi n°4121, art1 du 23 juillet 1995

« La Nation turque a accompli une révolution contre un gouvernement qui a perdu sa légitimité ».

Articles 1 à 3 de la Constitution de 1982

I.Forme de l'État

Article premier

L'Etat turc est une République

Il. Caractéristiques de la République

Article 2- La République de Turquie est un Etat de droit démocratique, laïque et social, respectueux des droits de l'homme dans un esprit de paix sociale, de solidarité nationale et de justice, attaché au nationalisme d'Atatürk et s'appuyant sur les principes fondamentaux exprimés dans le préambule.

III. Intégrité de I'Etat, langue officielle, drapeau, hymne national et capitale

Article 3- L'Etat turc forme avec son territoire et sa nation une entité indivisible. Sa langue officielle est le turc.

Son emblème, dont la forme est définie par la loi, est un drapeau de couleur rouge sur lequel il y a une étoile et un croissant blancs.

Son hymne national est la « Marche de l'Indépendance ».

Sa capitale est Ankara.

Article 61 -*Personnes que l'Etat doit spécialement protéger au niveau de la sécurité nationale*

L'Etat protège les veuves et les enfants des martyrs morts à la guerre et en mission ainsi que les anciens combattants et les invalides de guerre et leur assure une vie décente.

Article 72 -Service Patriotique - Le service patriotique un droit et un devoir pour chaque Turc. La loi détermine les modalités suivant lesquelles ce service sera effectué ou considéré comme effectué au sein des Forces armées ou dans le secteur public

Constitution de 1961 Loi n°334 du 9 juillet 1962

Article 60 - Le droit et le devoir de défense nationale - La participation à la défense de la Patrie est le droit et le devoir pour chaque Turc

Ce devoir et l'obligation du service militaire sont réglementés par la loi

suite au changement de 1971

Art.60- Service Patriotique- Le service patriotique un droit et un devoir pour chaque Turc. La loi détermine les modalités suivant lesquelles ce service sera effectué au sein des Forces armées ou dans le secteur public

Article 111-– « Le Conseil de sécurité nationale est constitué des ministres indiqués par la loi, le chef des états-majors et les représentants des états-majors.

Le *MGK* est présidé par le président de la République ou, en cas d'absence par le Premier ministre.

Le *MGK* informe le Conseil des ministres, pour l'assister, à propos des décisions fondamentales concernant la sécurité nationale et pour en assurer la coordination. »

Article 111 de la Constitution de 1961, suite à son amendement par la Loi 1448 du 20 septembre 1971

« Le Conseil de sécurité nationale (MGK) est constitué du Premier ministre, du chef des états-majors, des ministres indiqués par la loi et les commandants des états-majors.

Le MGK est présidé par le président de la République ou, en cas d'absence par le Premier ministre.

Le MGK informe le Conseil des ministres à propos des décisions fondamentales concernant la sécurité nationale et pour en assurer la coordination. » (Traduit par nos soins)

L'article 125 de la Constitution de 1962 et **l'article 137** de la Constitution de 1982

Ces articles sont rédigés de la même façon :

« Tout agent public, quels que soient son rang et sa fonction, considérant que l'ordre qu'il a reçu de son supérieur n'est pas conforme au règlement, au décret présidentiel, à la loi ou à la constitution ne doit pas exécuter cet ordre et doit en informer son supérieur. Dans le cas où le supérieur insiste pour l'accomplissement et renouvelle l'ordre par écrit, l'ordre est accompli et dans ce cas celui qui l'exécute n'est pas tenu pour responsable.

Un ordre qui porte sur un crime n'est en aucun cas accompli et celui qui l'accomplit n'est pas délivré de sa responsabilité.

Sont exclues les missions d'ordre militaire, les exceptions indiquées par la loi portant sur l'urgence, la protection de l'ordre public et de la sécurité publique ».

Loi 211 du 4 janvier 1961 portant sur le service intérieur des forces de l'armée

Article 8- « L'ordre c'est l'expression écrite ou orale d'une demande ou d'une interdiction concernant le service de l'armée ».

Article 13 - « La discipline est définie comme l'obéissance absolue du subordonné aux lois, aux règlements et aux ordres du supérieur

Article 14- Les missions du subordonné- « Le subordonné doit respecter ses supérieurs en toute conformité avec les coutumes générales et les usages militaires, avec une obéissance absolue comme indiquée dans les lois et les règlements. Le subordonné doit accomplir à temps l'ordre reçu sans le modifier et sans dépasser les limites fixées.

Article 35- ancienne version- « La mission des forces armées : la protection et la sauvegarde[696] de la Patrie et la République de Turquie déterminée par la Constitution. »

Article 35 -nouvelle version « La mission des forces armées est de protéger la Patrie turque contre les menaces et dangers venant de l'étranger, de permettre la conservation et le

[696] Parmi plusieurs traductions possibles de l'article 35 de la loi n°211, notre choix s'est porté sur le mot de « sauvegarde » plutôt que « surveiller » ou « superviser ». Ce choix de traduction est dans la section 1er §1-B de notre travail.

renforcement de la puissance militaire afin d'être dissuasive, de remplir les missions à l'étranger décidées par la GANT et de contribuer à la paix internationale ».

Article 37- Chaque soldat qui se joint aux Forces Armées doit prêter serment comme suit : « Je jure sur l'honneur que je servirai ma nation et ma république en toute loyauté et amour, j'obéirai au service, aux lois , aux règlements et à mes supérieurs, je considérerai l'honneur militaire et la célébrité de l'étendard turc plus saints que ma vie et en cas de besoin je sacrifierai ma vie pour la patrie, la république et le devoir ; en période de paix ou de guerre, sur la terre , sur la mer ou dans les airs ».

Article 39- « Dans les Forces Armées, parallèlement à l'éducation militaire on attribue un grand soin à élever l'éthique et la morale et à fortifier les sentiments nationalistes. Loyauté à la République, amour de la patrie, bonne morale, obéissance au supérieur, persévérance, effort, courage et hardiesse, mépris de sa propre vie si nécessaire, comportement en harmonie avec ses camarades d'arme, solidarité, ordre et bonne tenue, méfiance vis-à-vis de ce qui est interdit, protection de sa santé et des secrets dont il est dépositaire sont les devoirs de chaque soldat ».

Article 43- « Les membres des forces de l'Armée turque ne peuvent pas se mêler à des activités politiques. Pour cette raison, il est interdit à tout membre des forces de l'Armée turque d'être membre d'un parti ou d'une association politique, d'avoir des relations politiques, de participer à des manifestations et réunions politiques, de faire des déclarations ou d'écrire des articles ».

Règlement du service intérieur Publié au journal officiel les 6-7-8 septembre 1961.

Article 5 -« Chaque subordonné doit s'assurer que ses supérieurs sont plus expérimentés, qu'ils ont davantage servi le pays, qu'ils sont bienveillants et qu'ils vont le protéger. Ce sont les bases de l'esprit d'obéissance ».

Article 86-b-« Le fondement de la hiérarchie militaire est l'obéissance absolue. L'obéissance est définie comme accomplissement par le subordonné de l'ordre qu'il a reçu de son supérieur, sans la moindre hésitation, mais avec ténacité, sans violer les lois et les règle-

ments et en se méfiant de commettre les actes qui sont interdits. Une obéissance complète et cordiale est assurée par la confiance et la dévotion que le supérieur impose ».

Loi n°2945 du 9 novembre 1983 portant sur MGK

Article 4 (Dans sa version modifiée du 30 juillet 2003-4963/24)- Le MGK informe le Conseil des ministres de la politique à suivre, des décisions à mettre en pratique, des mesures concernant la sécurité nationale et pour en assurer la coordination, dans le cadre de la sécurité nationale et des définitions de la politique de l'Etat. Les recommandations du MGK sont transmises par le Premier ministre pour être soumises à la considération du Conseil des Ministres. Par consentement, un conseiller du Premier ministre peut être assigné pour la coordination et le contrôle de la mise en œuvre des décisions.»

Loi n° 6413 du 31 janvier 2013, sur la discipline des armées

Article 15/A- « Sur un ordre conformément donné, objecter ou critiquer ouvertement son supérieur sous prétexte que l'ordre ne serait pas conforme, incorrect ou irréalisable nécessite une sanction d'avertissement ».

Article 17- « Les violations de discipline méritant la sanction de suspension temporaire de la fonction sont les suivantes :

d- Le non-respect de la discrétion : révélation d'une information relative à la fonction, non confidentielle mais non convenable à déclarer, de façon à ce que les personnes non-concernées puissent apprendre cette information. « .

Article 20- Les violations de discipline méritant le licenciement des cadres des Forces armées turques

(1) Les violations de discipline méritant le licenciement des cadres des Forces armées turques sont les suivantes :

c) Commettre des actes de nature à empêcher le déroulement du service : Etre dans une tenue ou commettre des actes de nature à nuire à la dignité / réputation de l'Etat ou des Forces armées, ou commettre un crime ou une grave violation de la discipline,

ç) Divulguer des informations secrètes : donner, envoyer ou déclarer publiquement des informations secrètes concernant la sécurité de l'Etat et ses intérêts politiques, à des personnes ou à des institutions sans autorisation.

d) Participer à des activités idéologiques ou politiques : se joindre aux partis politiques, participer aux activités idéologiques ou politiques, se comporter ou adopter une attitude de nature à compromettre la discipline à des fins idéologiques ou politiques.

Code pénal militaire turc n° 1632 du 22 mai 1930

Article 95 paragraphe 3

3. Toute personne ayant fait une déclaration, rédigeant un article ou donnant une explication quelconque sur un procès, une organisation, une opération, une installation ou une disposition militaire, et qui aurait eu accès à ces informations du fait de de sa fonction ou de sa position, sans qu'il en soit autorisé, sera puni de six mois à trois années de prison à moins que son acte ne soit passible d'une punition plus sévère.

« Dans le cas où un ordre relatif au service de l'armée constitue un crime, celui qui a donné l'ordre en est responsable. « et « le subordonné ne sera puni de complicité que s'il a dépassé les limites de l'ordre reçu et s'il est conscient que l'ordre donné par son supérieur est assimilable à un acte criminel ».

Mais le subordonné doit exécuter l'ordre même s'il ne le considère pas compatible avec les lois et les règlements (sauf les cas précisés par le paragraphe b de l'article 41 du code pénal militaire), avant de présenter une réclamation.

Si l'ordre entre dans le champ d'application de l'article 41 précité, l'ordre ne devrait pas être accompli et le supérieur hiérarchique doit en être informé dans les meilleurs délais. Dans ce cas, toutes les conséquences dues à l'accomplissement de cet ordre appartiennent au subordonné. »

Article 41

1- Dans le cas de complicité dans des crimes et délits militaires, on applique les articles 64 à 67 du Code Pénal Turc.

2- Dans le cas où un ordre relatif au service constitue un crime, celui qui a donné l'ordre en est responsable.

3- Dans les cas ci-dessous mentionnés l'agent sera puni de complicité :

A – Si l'agent a dépassé/franchi les limites de l'ordre reçu.

B – S'il est conscient que l'ordre donné par son supérieur entraîne un acte criminel

Loi n°657 du 14 juillet 1965 sur les fonctionnaires civils

Article 6 - « Les fonctionnaires de l'Etat, doivent être loyaux à la Constitution de la République et les lois au service de la Nation. ».

Article 10- « Le supérieur ne peut pas donner des ordres en contradiction avec les lois et les décrets présidentiels »

Article 11-« Les fonctionnaires sont tenus responsables vis-à-vis de leur supérieur de se comporter selon les principes déterminés par les lois et les règlements et d'accomplir leur mission comme il le faut. Dans le cas où le fonctionnaire se rend compte que l'ordre donné par son supérieur n'est pas conforme au règlement, au décret présidentiel, à la loi ou à la constitution, il n'accomplira pas cet ordre et en informera son supérieur. Dans le cas où le supérieur insiste pour l'accomplissement et renouvelle l'ordre en écrit, l'ordre est exécuté et dans ce cas celui qui l'exécute n'est pas tenu responsable ».

Annexe 3
Les grades des armées en France et en Turquie

(Armée de terre- *Kara Kuvvetleri*)

	GRADES EN TURQUIE		EQUIVALENTS EN FRANCE
Er- Erbaşlar **(militaires du rang appelés du contingent)**	Er	Pas d'insigne de grade	Soldat (Soldat appelé du contingent)
	Onbaşı		Caporal (Caporal appelé du contingent)
	Çavuş		Sergent (Sergent appelé du contingent)
Uzman Erbaşlar **(militaires du rang sous contrat)**	Sözleşmeli Er	Pas d'insigne de grade	Soldat (Soldat sous contrat)
	Uzman Onbaşı		Caporal (Caporal sous

			contrat)
	Uzman Çavuş		Sergent (Sergent sous contrat)

Astsubaylar (sous-officiers)	Yedek Astsubay		Sous-officier de réserve
	Astsubay Çavuş		Sergent (Sergent de carrière)
	Astsubay Kıdemli Çavuş		Sergent (Sergent de carrière ancien)
	Astsubay Üstçavuş		Sergent-chef
	Astsubay Kıdemli Üstçavuş		Sergent-chef (Sergent-chef ancien)
	Astsubay Başcavuş		Adjudant
	Astsubay Kıdemli Başcavuş		Adjudant-chef
	Pas d'équivalent en Turquie		Major

	Teğmen		Sous-lieutenant
	Üsteğmen		Lieutenant

	Yüzbaşı		Capitaine
	Binbaşı		Commandant
	Yarbay		Lieutenant-colonel
	Albay		Colonel

Generaller **(officiers généraux)**	Tuğgeneral		Général de brigade
	Tümgeneral		Général de division
	Korgeneral		Général de corps d'armée
	Orgeneral		Général d'armée

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ARMSTRONG Karen, *A History of God, Ballantine Books*, New York 1993

AKIN Rıdvan, Türk Siyasal Tarihi 1908 – 2000, Edition Onikilevha , Istanbul, Octobre 2019

BAUDE Florent, VALLEE Fabien, *Droit de la défense*, Edition Ellipses, Paris 2012

BAŞBUĞ Ilker

- Ergenekon'dan Çıkış, Edition Kırmızı Kedi, Istanbul, Février 2019
- 15 Temmuz Oncesi ve Sonrası, 2016 Edition Kırmızı Kedi, Istanbul

Christian, BOETSCH Gilles, CHAMPEAUX Antoine, DEROO Eric (*dir*.), *Le sacrifice du soldat,* Paris, CNRS Editions, 2009

BILLION Didier, La Turquie un partenaire incontournable, Edition Eyrolles, 2021

BOZARSLAN Hamit, Histoire de la Turquie contemporaine, La Découvert, 3ème Edition, 2016

COCHET François, Expérience combattante XIXè- XXIè siècle, Obéir et commander au feu, tome II, Riveneuve Editions, 2011

CORDONNIER Le Général, L'obéissance aux Armées, Edition Charles-Lavauzelle, 1924, Paris

COUTANT Pierre, la Fonction Publique Militaire, Le statut général des militaires de carrière ou engagés ou effectuant le service militaire, Edition Lavauzelle,Paris-Limoges, 1976

ÇELEN Orhan

-Türk Silahlı Kuvvetleri Personel Kanunu, Ankara, Aout 2001

- Iç Hizmet Kanunu, Askeri Ceza Kanunu, Disiplin Kanunu, Personel Kanunu Ankara 2016

DEGIRMENCI Olgun, TANRIVERDI Battalgazi, Türk Silahlı Kuvvetleri Disiplin Kanunu şerhi , Edition Seçkin, Ankara , Juillet 2017

DEMIRDAG Fahrettin,

- Türk Ceza Kanunu'nun Genel Hükümleri Işığında Askeri Ceza Kanunu Edition Seçkin, Ankara, Mars, 2016, Ankara
- Gerekçeli ve Açıklamalı Türk Silahlı Kuvvetleri Disiplin Kanunu ile Askeri Ceza Kanunu ve Iç Hizmet Kanunu, Edition Adalet, Ankara 2014

DORD Olivier, Droit de la fonction publique, Thémis droit Edition PUF 2ème édition

EKEN Hurigül, Rol Etkileşimi Bağlamında Kadın Subaylar, Edition Palet, Şubat 2010

ERENDOR Metin, Turk Ordusu Tarihi, Otuken'den Ankara'ya, Edition Bilgeoguz, Istanbul 2019

ERGUNTEKIN Idris, Askeri Ceza Hukukunda Emre Itaatsizlik Fiilleri, Edition Seçkin, Ankara Septembre 2016

EROĞLU Ersin, TASPINAR Caner, Gölge Ordu, SADAT 'in Sır Perdesi Aralanıyor , Edition Kırmızı Kedi, Janvier 2022

FERRARI Sébastien, HOURSON Sébastien (*dir*), La Loyauté en droit public, Institut Universitaire Varenne, 2018

GRESLE François *(dir.),* Sociologie du milieu militaire : les conséquences de la professionnalisation sur les armées et l'identité militaire, Paris, L'Harmattan, 2005

IŞIKLAR Celal, Dünya ve Türk Hukukunda Zorunlu Askerlik ve Vicdani Ret, Adalet Editions, Ankara 2011

JUIN Alphonse, Trois siècles d'obéissance militaire (1650-1963), Edition L'esprit du Livre, Collection Stratégie et Défense, 2009

KARDES Selahattin, Günlük Türkçe ve Ozgün metinleriyle Atatürk dönemi anayasaları ve devrim kanunları, Edition Onikilevha, Istanbul ,Avril 2022

KABOĞLU Ibrahim, 15 Temmuz Anayasası, Edition Tekin, Mai 2017

KABOĞLU Ibrahim, SALES, Eric Darbe ve Demokrasi Sarkacında Türk Anayasa Hukuku, Legal Kitabevi, Istanbul, 2018

KAHRAMAN Emrah, Asker Kişilere Uygulanan Disiplin Yaptırımlarının Hukuki Rejimi, Edition Seçkin, Janvier 2016, Ankara

KOÇ Cihan ,Türk Silahlı Kuvvetleri Iç Hizmet Kanunu ve Yönetmeliği, Askeri Ceza Kanunu, TSK Disiplin Kanunu Yüksek Disiplin Kurulları Yönetmeliği ve Oğrenci Disiplin Yönetmeliği, Türk Silahlı Kuvvetleri Personel kanunu ve ilgili mevzuat, Ankara, Mayıs 2015

MOISI Dominique, La géopolitique de l'émotion, Edition Flammarion, 2015

MOREAU Odile, L'Empire ottoman au XIX, Editions Armand Colin, 2020

ÖZALP Hüseyin, AK ASKER, Bir ABD, AKP ve Cemaat Projesi, Editions Tanyeli, Février 2011, Istanbul, p.600

ÖZTURK Saygi, YURTERI Kelam, Dünden bugüne Milli Güvenlik Kurulu ,Editions Doğan Egmont, 2011, Istanbul

POLATCAN İsmet, Notlu Askeri Kanunlar ve Yönetmelikler, Edition Hümanist, Novembre 2017

RADIONOFF Loris Marius, Désobéir en guerre d'Algérie, La crise de l'autorité dans l'armée française, Edition Seuil, 2023.

ROMER Jean Christophe, HENNIGER Laurent (dir.), Armées privées, Armées d'Etat, Mercenaires et auxiliaires d'hier et d'aujourd'hui, IRSEM, 2008

TANÖR Bülent, Osmanlı-Türk Anayasal Gelişmeleri , Yapı Kredi Editions, 2001, Istanbul

THOMAS-TUAL Béatrice, Le droit de la fonction militaire, Edition Ellipses, Collection Mise au point, Paris 2004

UNSALDI Levent, Le militaire et la politique en Turquie, édition l'Harmattan, Paris 2005

YAMAN Derya, YAMAN Murat, Uyuşmazlık Mahkemesi ve Askeri Yargıtay kararları ışığında askeri yargı ve adli yargı arasındaki görev sorunları, Edition Seçkin Ağustos 2001, Ankara

YUZBASIOGLU Necmi, Anayasa Hukukunun Temel Metinleri, Edition Beta, Octobre 2003 Istanbul

RAPPORTS

Rapports publiés en France

- *Assemblée Nationale (la France)*

Le compte rendu n°21 du 12 novembre 2014 portant sur la commission de la défense nationale https://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cdef/14-15/c1415021.asp

- *Conseil Economique et Social*

Place des femmes dans la professionnalisation des armées, présentée par Michèle MONRIQUE, Notes d'IENA, n°184, 2004

- *Commission européenne*

Rapport de progrès du processus d'adhésion, Novembre 2010, https://www.ab.gov.tr/files/AB_Iliskileri/AdaylikSureci/IlerlemeRaporlari/turkiye_ilerleme_rap_2010.pdf

- Ministère des armées en France

L'exercice du commandement dans l'armée de terre, dossier sur la loyauté, https://www.defense.gouv.fr/terre/mediatheque/documentations/l-exercice-du-commandement-dans-l-armee-de-terre/l-exercice-du-commandement-dans-l-armee-de-terre

- Le Haut Comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM),

13*ème* *Rapport thématique sur la mort, les blessures, la maladie*, Juillet 2019

16ème rapport, Revue annuelle de la condition militaire, Décembre 2022

Rapports publiés en Turquie

- Conseil d'Etat Turc

Danıştay ve Idari Yargı Günü, 149.yil Sempozyumu, Colloque du 149ème anniversaire du Conseil d'Etat Turc et de la juridiction administrative, n° 93, 11 mai 2017

- Rapport Gouvernemental, Publication du Cabinet du Premier Ministre

Suleyman Demirel, portant sur le projet de loi de révision des missions et des compétences du 17 janvier 1970
https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/MM__/d03/c006/mm__03006104ss0132.pdf

- **Rapport des groupes de réflexion (*Think tanks*)**

AKYÜREK Salih, « Zorunlu Askerlik ve Profesyonel Ordu » Edition Bilgesam, rapport n°24 Ankara,2010

CEREMS ,Centre d'études et de recherche de l'enseignement militaire supérieur Le concept de « zéro mort » , en septembre 2005

YEŞILTAŞ Murat, ASLAN Murat, Siyaset, Ekonomi ve Toplum Arastirma Vakiflari, TSK'nin 15 Temmuz Yolculugu ve Sonrasinda Muharebe Etkinligi, rapport n°210, juillet 2017

Yüksek Askeri Şura ve Hükümet- TSK Ilişkileri : Tesbit ve Öneriler, Stratejik Düşünce Enstitüsü, *dir*, ODABASI Serhat, 1er juin 2017

Rapports des institutions internationales

Rapport CrEDH

- Rapport Annuel de la Cour Européenne des droits de l'homme, 2021
- Rapport bilan : en faits & chiffres 2021

COLLOQUES

Assises Nationales de la Recherche Stratégique (VIII èmes, Paris 2017), *Entre Instabilité et Chaos*, actes du colloque organisé par CSFRS en collaboration avec l'IHEDN et l'INHESJ, 30 novembre 2017

Conseil d'Etat Turc, Danıştay ve Idari Yargı Günü, 149.yil Sempozyumu, Colloque du 149ème anniversaire du Conseil d'Etat Turc et de la juridiction administrative, n° 93, 11 mai 2017, Ankara.
https://www.danistay.gov.tr/assets/pdf/yayinlar/sempozyum/08_02_2019_015819.pdf

SAYAN Ipek Ozkal, ÖZGÜR Erdem, Turkiye'de Yeni Askeri Personnel Istihdami, « Le recrutement d'un « nouveau » militaire en Turquie, 1.Uluslararasi Egitim ve Sosyal Bilimlerde Yeni Ufuk Kongresi Bildiriler Kitabi, 9-11 avril 2018 Istanbul

ÖZGEN Cenk, Turk Silahli Kuvvetleri'nde Yeniden Yapilanma Tartismalari, I. Demokrasi Sempozyumu, GÜ İİBF ve KARASAM, Giresun, 15-17 Décembre 2016,

SITES OFFICIELS

Cour Constitutionnelle

https://www.anayasa.gov.tr/tr/mahkeme/tarihi/1/

CrEDH

Rapport Annuel de la Cour Européenne des droits de l'homme, 2021, p.198
https://www.echr.coe.int/Documents/Annual_report_2021_FRA.pdf (consulté le 8 mai 2022)

Forces des Armées Turques

La liste des CEMA https://www.tsk.tr/Sayfalar?viewName=GenelkurmayBaskanlari (consulté le 5 juillet 2022)

GANT

La proposition de changement de loi portant sur la révision de certains articles de la loi n°211 sur
https://www5.tbmm.gov.tr/develop/owa/tasari_teklif_gd.sorgu_sonuc?taksim_no=0&kullanic

i_id=20173108&sonuc_sira=320&bulunan_kayit=1959&metin_arama=&icerik_arama= (consulté le 18 avril 2022)

La décision de caducité de la proposition de la loi sur https://www5.tbmm.gov.tr/develop/owa/tasari_teklif_gd.onerge_bilgileri?kanunlar_sira_no=85698 (consulté le 18 avril 2022)

Rapport d Premier Ministre Suleyman Demirel, portant sur le projet de loi de révision des missions et des compétences du 17 janvier 1970, p.1
https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/MM__/d03/c006/mm__03006104ss0132.pdf (consulté le 5 juillet 2022)

Rapport de Ozgur Selahattin, Membre du CUN présenté à la Présidence le 9 décembre 1960, (consulté le 07 juillet 2022) sur
https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/MBK_/d00/c004/b058/mbk_000040580027.pdf

Les travaux préparatoires de la loi n°2870, et le projet de loi présenté par Bulend Uluslu, le Premier Ministre de l'époque,
https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/DM__/d02/c020/dm__02020135ss0499.pdf consulté le 25 août 2023

Milli Güvenlik Kurulu

Historique- https://www.mgk.gov.tr/index.php/kurumsal/hakkimizda , (consulté le 20/01/2022)

Ministère de la Défense Turque

Présentation de l'armée turque sur le site du ministère de la Défense consulté sur https://www.kkk.tsk.tr/tarihce.aspx (consulté le 30 avril 2023)

Ministère de l'Extérieur

Chypre- Convention de Garantie signée en Zurich le 11 février 1959 https://www.mfa.gov.tr/garanti-antlasmasi-_zurich_11-subat-1959_.tr.mfa

Union Européen- https://www.mfa.gov.tr/helsinki-zirvesi-10-11-aralik-1999.tr.mfa

- Les rapports de progrès concernant la Turquie, publié par la Commission européenne sur https://www.ab.gov.tr/ilerleme-raporlari_46224.html (consulté le 7 mars 2022)

- La Commission européenne, le rapport d'avancement concernant la Turquie pour l'année 2001,

https://www.ab.gov.tr/files/AB_Iliskileri/AdaylikSureci/IlerlemeRaporlari/Turkiye_Ilerleme_Rap_2001.pdf, consulté le 7 mars 2022

Préfecture de Bilecik- Le site officiel - http://www.bilecik.gov.tr/osmanli-tarihi

Présidence des Affaires Religieuses en Turquie, https://www.diyanet.gov.tr/fr-FR/Institutionnel/d%C3%A9tail//1/institution-et-une-br%C3%A8ve-histoire consulté le 8 mai 2022

THESES

ÇELIK Seydi, Türkiye'de Askeri Güvenlik Bürokrasisinin Anayasal Sistem Içindeki Yeri, Thèse de doctorat, Istanbul, Université d'Istanbul, 2007

QUAGLIARINI Bertrand, Le militaire : entre citoyen, agent public et soldat, thèse de doctorat, Avignon, Université d'Avignon, 2017

SUNAL Aysegul, Representation of Female Soldiers in Media in the Context of Gender, Mémoire de master, Antalya, Université d'Akdeniz, 2019

ARTICLES

AÇARAY Deniz, National Securty Council as a Constitutional Institution, Ankara Universitesi Hukuk Fakultesi Dergisi n°63-3, 2020

AKKAYA YARALI Aysun, An assessment on Sabiha Gokcen as the Female Military Symbol of Turkish Modernization, International Journal of Society Researches n°18, v.11, juin 2019

AKYILMAZ Bahtiyar, L'obligation de loyauté des fonctionnaires envers l'Etat en droit turc, Rapport du Conseil d'Etat , *in* Rapport du Conseil d'Etat Turc n° 93, 11 mai 2017, Ankara, p.15

ALTUNOK Hatice, GEDIKKAYA Fatma Gul, Turkiye'de darbeler ve Askeri Yargi Kurumlari, in International Periodical for the Languages, Literature and History of Turkish or Turkic, Vol 12/16, p.65-82, Ankara

AYDIN Erdal, The Source and the Process of Making New Rank Names Derived in the Republic Period, BSEU Journal pf Social Sciences
https://doi.org/10.33905/bseusbed.1032465

AYNES Laurent, L'obligation de loyauté, Archives de philosophie du droit, n° 44, 2000

BALANS Jean-Louis, Armée et politique en Turquie ou la démocratie hypothéquée, Pouvoirs, n°115, 2008

BALCI Bayram,

- Islam et politique en Turquie : alliance et rupture entre le mouvement de Fetullah Gulen et le Parti de la justice et du développement de Recep Tayyip Erdoğan, in, Revue Internationale de politique comparée, 2021/1 Vol.28 p.135 à 156.

- Les écoles de la mouvance Gulen en Afrique : Quel avenir après le coup d'Etat avorté en Turquie, 2016, https://www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr/odr/les-ecoles-de-la-mouvance-guelen-en-afrique-quel-avenir-apres-le-coup-d-etat-avorte-en-turquie.html consulté le 22 décembre 2016
-

BARBAK Ahmet, Democratic Control of Military in Turkey: A survey on assignment procedures of military Elites *in* Liberal Dusunce Dergisi, 2017, n°85

BEDUSCHI-ORTIZ Ana, La notion de loyauté en droit administratif, AJDA n°17, 2011,

BENCHENANE Mustapha, Turquie :Erdoğan ou la revanche sur Ataturk, in Revue de Défense Nationale, 2017/9 n°804, p.104-110

BENHAIM Yohanan, KAYA Ugur, YANKAYA Dilek, « La Turquie post-coup d'Etat ; une présidentialisation autoritaire', in Confluences Méditerranée, L'Harmattan, 2018/4 n°107 p.9-14

BERNARD Maximilien, les 30 ans du diocèse aux Armées françaises, https://www.riposte-catholique.fr/archives/132760

BOUISSON Stéphane, L'agent public entre l'allégeance et la tentation d'Antigone : la soumission à l'Etat, AJFP 2003

BOUTINAUD Philippe, *Vers la banalisation du sacrifice du soldat* , Tribune du Cid n° 2014

BOZ-ACQUIN Elise, La réforme des institutions militaires en Turquie, Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), septembre 2018

BOZKURT Argun, BOZKURT Hatice, Askeri Ceza Yasamizin Bir Incelemesi TBB Dergisi, v6, 1989

BILLION Didier,

- L'affaiblissement graduel du rôle politique de l'institution militaire en Turquie, 20 Novembre 2013
- France- Turquie : entre tensions et normalisations… De la difficulté de parvenir à une relation apaisée, *in* Confluences Méditerranée BOZDEMIR Michel, l'armée turque et la démocratie avant 2015, https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2017-3-page-63.htm
- Un an après le putsch raté, où va la Turquie, IRIS Analyses, mis en ligne 18 juillet 2017, https://www.iris-france.org/97274-un-an-apres-le-putsch-rate-ou-va-la-turquie/

BRYON-PORTET Céline, L'essor de la communication interne dans les armées et ses limites : du commandement au management,
https://communicationorganisation.revues.org/645

COHEN Samy, « Le pouvoir politique et l'armée », Pouvoirs, 2008/2 (n° 125), p. 19-28. DOI : 10.3917/pouv.125.0019. https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2008-2-page-19.htm

COUVENHES Jean- Christophe « Mercenaires et soldats-citoyens dans le monde grec à l'époque hellénistique » in ROMER Jean Christophe, HENNIGER Laurent (dir.), Armées privées, Armées d'Etat, Mercenaires et auxiliaires d'hier et d'aujourd'hui, IRSEM, 2008

COSKUN Vahap, Askeri Sivil Yargi, in Turkiye Siyasetinde Ordunun rolu, Heinrich Boll Stiftung, Istanbul 2010, p.47 consulté sur www.boell-tr.org

ÇETIN Nagihan, The Importance of Military Service in Turkish Custom and Changes That Took Place on the Perspective Towards Military Service in Turkey, in Halic Universitesi Sosyal Bilimler Dergisi, 2018 p.164

D'ANDURAIN Juile, Les généraux de la Grande Guerre, entre obéissance et désobéissance, in COCHET Francois, Expérience combattante XIXè- XXIè siècle, Obéir et commander au feu, tome II, Riveneuve Editions

DAYAN Maurice, Zéro mort, guerre infinie, Editions Eres, in Le Coq-héron, 2003/4 n°175

De SAINT-VICTOR Jacques, GAYRAUD Jean-François, Les hybrides : la nouvelle perspective stratégique, in, Entre Instabilité et Chaos, Les cahiers de la Revue Défense Nationale

DEMOULIN André, Le « zéro-mort » : entre le slogan et le concept, Edition Armand Colin, Revue internationale et stratégique, 2001/4 n°44

DEĞIRMENCI Olgun, Turk Ceza Hukukunda kusurlulugu kaldiran neden olarak amirin emrini ifa, The Execution of Superoor's Order as an excuse in Turkish Criminal Law, TAAD, Année 3, n°10- Juillet 2012

DEMIRDAĞ Fahrettin, Anayasal Bir Kurum olarak Askeri yargi ve Anayasa Onerileri, Turkiye Barolar Birligi Dergisi, n°75, 2008, p.210-266, Ankara, p.211

DUFOULON Serge, L'armée comme lieu de promotion sociale ? Le cas des nouvelles catégories d'officiers issus des filières universitaires, in François GRESLE (dir.), Sociologie du milieu militaire : les conséquences de la professionnalisation sur les armées et l'identité militaire, Paris, L'Harmattan, 2005

DOARE Ronan, Ordre légal, ordre illégal, in François LECOINTRE (dir.), Le soldat XX-XXIe siècle, Gallimard, 2018 p.120-134.

DOLASLAN Mehmet Général, GATA Mutlak Ihtiyac, in Birlik Dergisi, n°214, octobre-décembre 2016, p.40

DUMAN Mehmet Zeki, Relation between Army and Politics in Turkey and Ideological Origins of Military Coups, publié par Insan&Insan, n°20, 2019, p.145-164

DURSUN, D. (2005). Türk demokrasisinde kurumsallaşma sorunu ve krizleri çözme yöntemi olarak askerî . Muhafazakar Düşünce Dergisi , 1 (3) , 175-196

DUTHU Julien, « Militaire : un métier comme un autre » in Revue de Défense Nationale n°727 février 2010, p.104-108

DORRONSORO Gilles, GOURISSE Benjamin, L'armée turque en politique, autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises, in Revue française de science politique, 20154, Vol 65 p.609-631

ERBLAND Brice, *Baïonnette au bâillon, MM de BERGERAC*, in La revue Inflexions, Europe contre la Guerre, Inflexions civiles et militaire, Pouvoir dire, n°33, Paris.

ERDEM Fazil Husnu, COSKUN Vahap, Askeri Yargi ve Askeri Vesayet, Siyaset, Ekonomi ve Toplum Arastirmalari Vakfi, Juillet 2019
http://file.setav.org/Files/Pdf/askeri-yargi-ve-askeri-vesayet.pdf
ERDEM Tevfik, M'histoire des interventions et les coups d'Etats en Turquie, Institute of Strategic Thinking, 2019

GÖLGE Nilüfer, La laïcité républicaine et l'islam public, in Pouvoirs n°155, 2005 p.76

GUNAL Yilmaz, Amirin Emrini Icrada, Emrin Mesruiyetini Kontrol Meselesi, Ankara Universitesi Siyasal Bilimler Fakultesi Yayinlari -AUSBF-, 1965 Ankara

GUNES Faruk, Genelkurmay Başkanının Türk Silahlı Kuvvetlerinin Komutanı Olarak Hukukî Konumu . Liberal Düşünce Dergisi , n°83 p.131-152 2016, p.134

GURBUZ Betul, MOYEUVRE Patrice, Le service militaire obligatoire : une approche différente entre la France et la Turquie, Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique, IRIS, Avril 2020. https://www.iris-france.org/notes/le-service-militaire-obligatoire-des-approches-differentes-en-france-et-en-turquie/

GÜRBÜZ Yaşar, « L'armée turque et le laïcisme », *in* Cahier d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien (CEMOTI), n° 19, 1999 p.231

GÜRCAN Metin,

- Never Again ! But How ? State and the military in Turkey after July 15, Istanbul Policy Center at Sabanci University
https://ipc.sabanciuniv.edu/Content/Images/Document/never-again-but-how-state-and-the-military-in-turkey-after-july-15-fbdf9a/never-again-but-how-state-and-the-military-in-turkey-after-july-15-fbdf9a.pdf

- 15 Temmuz ile YSK'nin Kurumsal Donusum konusundaki istahi kacti, https://vicdaniret.org/15-temmuz-ile-tsknin-kurumsal-donusum-konusundaki-istahi-kacti-metin-gurcan/
- TSK'nin sozlesmeli askerlik sistemine neden talep olmadi, https://indigodergisi.com/2016/03/tsk-sozlesmeli-askerlik-talep-olmadi/amp/

GÜRPINAR Bulut, Milli Guvenlik ve Dis politika, *in* Uluslararasi Iliskiler, n°10/39

GÖZLER Kemal, « Yururlukte olmayan bir kanu yururlukten kaldirilabilir mi ? 23 Haziran 2020 tarih ve 7248 sayili kanun hakkinda elestiriler », Turk Anayasa Hukuku Sitesi, https://www.anayasa.gen.tr/7248-sayili-kanun.htm

IŞIK Muhittin, Claims about the 28 february process and effort of the justice and development party for the transformation on the legal regulations of the proces, in, Dicle University, Journal of Economics and Administrative Sciences, n°17, 2019, p.122-135

IŞIKLAR Celal, The Problem to the Sustainability of Military Service system in Turkey and the Relation with The Nation State, Gazi Universitesi Hukuk Fakultesi Dergisi, N° 1-2, p.811

Le DRIAN Jean-Yves, Jean-Yves Le drian marque les dix ans de l'aumônerie musulmane aux armées, https://www.saphirnews.com/Jean-Yves-Le-Drian-marque-les-dix-ans-de-l-aumonerie-musulmane-aux-armees_a20559.html

LE GAL Patrick, L'esprit de sacrifice dans l'armée professionnelle aujourd'hui, *in* Christian BENOIT, Gilles BOETSCH, Antoine CHAMPEAUX, Eric DEROO (dir.), Le sacrifice du soldat, Paris, CNRS Editions 2009

KABOĞLU Ibrahim, Suppression du régime parlementaire sous l'état d'urgence : Remarques sur la modification constitutionnelle « approuvée » par le referendum du 16 avril 2017, La Revue des droits de l'homme, Actualités Droits-Libertés, https://journals.openedition.org/revdh/3168

KARAKARTAL BENER Essaie de détermination des variables : le cas turc, Istanbul Universitesi Hukuk fakultesi Mecmuasi, 37/1-4,1977

KAYA Sumbul,
- Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, in La Découverte, Mouvements, 2017 n°90 p.19 à 29
- Le retour des conscrits, vecteur de construction d'un régime de sécurité nationale en Turquie, in Nathalie Duclos, L'adieu aux armes, 2010,
- Comment M. Erdoğan a maté l'armée turque, Le Monde Diplomatique, Octobre 2016, p.7, https://www.monde-diplomatique.fr/2016/10/KAYA/56453, consulté le 26 août 2023

- La fabrique du soldat-citoyen à travers la conscription en Turquie, in European Journal of Turkish Studies, §6, n°8, 2008 mise en ligne le 4 novembre 2009, https://doi.org/10.4000/ejts.2922 , consulté le 8 avril 2023

KILINÇ Durmuş, Security Investigation and Archive Research, Ankara Barosu Dergisi, n°2019/2, p.3-38

KORKMAZ Erdal, The Status of Woman in the Turkish Army an Evaluation from a Historical Perspective", Guvenlik Stratejileri Dergisi n°18-43, 2022, p.665-682

KEYMAN E.Fuat, GÜRCAN Metin, 15 Temmuz'dan On Bes Ay sonra : Ordunun Reformu, devletin Donusumu, Istanbul Policy Center, Sabanci University, Novembre 2017

LA MAISONNEUVE Eric, *Le métier de soldat*, Edition Economica, Paris, 2002

ÖZGÜN Cenk, Analysis of Turkey's Military System in Historical Context, *in*, Üsküdar Üniversitesi, Sosyal Bilimler Dergisi, n°4

ÖZTÜRK Saygi, YURTERI Kemal, « MGK, Dunu ve Bugunuyle Milli Guvenlik Kurulu » Dogan Egmont Yayincilik, Novembre 2011, Istanbul

MARCOU Jean, « Turquie : la constitutionnalisation inachevée », Égypte/Monde arabe, 2 / 2005 http://journals.openedition.org/ema/ 1054 ; DOI : https://doi.org/10.4000/ema.105

MATELLY Jean-Hugues, *in*, « *Je refuse* ! » : le subordonné face à l'ordre illégal, Les champs de Mars, 2000/2 N°8, La Documentation française

MONCEAU Nicolas, KABOĞLU Ibrahim, AYDIN Abdullah « Turquie : quelles conséquences après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 ? », Constitutions. Revue de droit constitutionnel appliqué, 4, octobre-décembre 2016, p. 575-585.

MONGOIN David, Rapport introductif, *in* FERRARI Sébastien, HOURSON Sébastien (dir), *La Loyauté en droit public,* Institut Universitaire Varenne, 2018

MOREAU Odile, L'Empire ottoman à l'âge des réformes : Les hommes et les idées du « Nouvel Ordre » militaire, 1826-1914, Institut français d'études anatoliennes, Armand Colin, « Mnémosya », 2020, ISBN : 9782200614225. URL : https://www.cairn.info/l-empire-ottoman-au-xixe-siecle--9782200614225.htm

MOYEUVRE Patrice, Turquie, échec d'un coup d'Etat mal préparé, 25 juillet 2016, https://www.iris-france.org/notes/turquie-echec-dun-coup-detat-mal-prepare/

ÖZER Sevilay, "Reflections of giving right to elect and be elected to women on Turkish public opinion," Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi n° XXIX 2013 p. 131-168

PECH Laurent, La liberté d'expression des agents publics, Juris classeur Fonctions publiques, Fasc.115

ŞAHIN Hakan, Democracy Course into the Curricula Proposals, The Authenticity of Political Socialization in Military Schools in Turkey, Education Science Society Journal, v.14 n°53, 2016, p.46-67

SARISMAN Sadik, "Birinci Ordu, Birinci Kadın Işçi Taburu" Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi n°8, 1997, p.695-723

SEREN Merve, La discussion des fermetures des lycées militaires en Turquie , http://www.aljazeera.com.tr/gorus/askeri-liseler-tartismasi

SERVANTIE Alain *Quelle Europe pour les Turcs* ? *in* confluence Méditerranée, l''Harmattan 2012/ 4 n°83, p.31 à 42

SEYDI Çelik, TSK Iç Hizmet Kanunu 35.Maddesi ve Ordunun Koruma ve Kollama Vazifesinin Serencami, *in*, Journal of Current Researches on spcial Sciences, volume 9-4, 2019, p.203-222

SOURBIER-PINTER LINE, Obéir et se faire obéir, Armée de terre, Edition Inflexions, 2006/1, n°2, https://www.cairn.info/revue-inflexions-2006-1-page-139.htm

ULUCAKAR Mustafa, Civil-Military Relations in Turkey : A Critical Evaluation, Guvenlik Stratejileri, N°28, 2018, p.187-227

UNSAL Ahmet Faruk et ARIMAN Serife Gul, (dir), . Evrensel Hukuk olceginde askeri yargi sorunu ve cozum onerileri, Insan Haklari ve Mazlumlar icin Dayanisma Dernegi, 2013, https://www.raporlar.org/wp-content/uploads/2020/04/EVRENSEL-HUKUK%C3%96L%C3%87E%C4%9E%C4%B0NDE.pdf

ÜNSALDI Levent- Du rôle politique de l'armée en Turquie, in Revue Tiers Monde 2008/2 N° 194, p.261-279

VERHAEGEN Jacques, Le refus d'obéissance aux ordres manifestement criminels-pour une procédure accessible aux subordonnés, RICR Mars, Vol.84 N°845, 2002

VERNIER Bernard, L'armée turque et la république néo-kémaliste, *in* Politique étrangère, n°3, 1965, p.259-279

VINOT Francois, « L'armée, laïcité et démocratie en Turquie » in Cahier d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien (CEMOTI), n° 27, 1999 p.80

WEBER Clause, Réflexions sur les formes d'autorité et l'obéissance à un ordre illégal, in COCHET Francois, Expérience combattante XIXè- XXIè siècle, Obéir et commander au feu, tome II, Riveneuve Editions

YAMAN Ahmet Emin, Baskomutanlik Kanunu, in Ataturk Yolu Dergisi, Ankara Universitesi, Turk Inkilap Tarihi Enstitusu , n° 3/9, p.58-100, 1992, p.96

YILDIRIM Galip Emre, Le rôle politique de l'armée turque : des coups d'Etats aux partenariats stratégiques avec le gouvernement » in Confluences Méditerranée, 2002/3 n° 122 p.47-63.

DICTIONNAIRES

REY Alain, Le Petit Robert Micro, Edition le Robert, 2012.

CORNU Gérard, Vocabulaire juridique, Edition PUF 2011

Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL) https://www.cnrtl.fr

BISSARDON Sébastien, Guide du langage juridique, Edition Lexis Nexis, 4ème édition, 2013

Institut de la langue turque (TDK) www.tdk.gov.tr

La Langue Française, https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire

YEGIN Abdullah, Islami, Ilmi, Edebi, Felsefi Yeni Lugat, Hizmet Vakfi Yayinlari, Istanbul, 2004

ENCYCLOPEDIES

Genelkurmay Baskanligi

- Ataturk donemindeki Kurulusu, teskilat Yapisi ve Gorevleriyle ilgili Gelismeler https://ataturkansiklopedisi.gov.tr/bilgi/genelkurmay-baskanligi-ataturk-donemindeki-kurulusu-teskilat-yapisi-ve-gorevleriyle-ilgili-gelismeler/

Ataturk kultur, Dil ve Tarih Yuksek Kurumu, Ataturk Ansiklopedisi

- Mustafa Kemal ATATURK, la présence du CEMA au sein du Conseil des Ministres https://www.atam.gov.tr/ataturkun-soylev-ve-demecleri/genelkurmay-baskaninin-da-bakanlar-kurulunda-bulunmasi-hakkinda

- Sur l'influence de Compte Boneval, rebaptisé Humbaraci Ahmet Pacha, https://ataturkansiklopedisi.gov.tr/bilgi/erkan-i-harbiye-mektebi/?pdf=3678

WEBOGRAPHIE

AKYOL Mustafa Ali, avec son reportage avec le journaliste BAYRAMOĞLU Ali, EMASYA, ROPORTAJ, https://serbestiyet.com/haberler/roportaj-emasya-protokolunun-kaldirilmasiyla-deprem-sonrasi-calismalarin-zaafa-ugradigi-iddiasi-buyuk-bir-safsata-118529/ consulté le 8 avril 2023

ANDLAUER Anne, Le Temps, « En Turquie, Superdogan inaugure son régime présidentiel »,https://www.letemps.ch/monde/turquie-superdogan-inaugure-regime-presidentiel, consulté le 30 octobre 2021

AJANS 09 , https://ajans09.net/iyi-partili-lutfu-turkkan-in-sorusuna-bakin-ne-cevap-geldi/1568/, consulté le 5 août 2022

ARISTIDE Gabriel, L'armée turque a perdu de sa superbe, https://orientxxi.info/magazine/l-armee-turque-a-perdu-de-sa-superbe,5190 consulté le 29 juin 2023

BFMTV- Attentats meurtriers à la voiture piégée à Reyhanli, https://www.bfmtv.com/international/attentats-meurtriers-a-la-voiture-piegee-a-reyhanli-en-turquie_AN-201305110047.html, consulté le 2 mai 2023

CUMHURIYET, TAKSIM DIRENIYOR! https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/taksim-direniyor-424994, consulté le 18 avril 2022

CUMHURIYET, Akar ve Mahmut Unlu sosyal medyanin gundeminde, https://www.cumhuriyet.com.tr/galeri/akar-ve-mahmut-unlu-sosyal-medyanin-gundeminde-cuppeli-demokrasi-581391 ,consulté le 26 août 2023

ÇiÇEK Hikmet, TSK icinde hangi tarikatler nasil orgutleniyor *?* https://www.odatv4.com/yasam/tsk-icinde-hangi-tarikatlar-nasil-orgutleniyor-166571 ,consulté le 26 août 2023

DEMIR Adem, entretien avec Ömer Doğan, président de l'Association des militaires spécialistes, TUZED, https://www.indyturk.com/node/412456/haber/çatışmalarda-çoğunlukla-sözleşmeli-askerler-yaşamını-yitiriyor-tuzed-başkanı-doğan consulté le 25 août 2023

Evrensel, Gecmisten Gunumuze Bedelli Askerlik, https://www.evrensel.net/haber/357591/turkiyede-gecmisten-gunumuze-bedelli-askerlik-uygulamalari consulté le 28 septembre 2023

GAZETEM, Protokol siralamasi degisti, https://www.e-gazetem.com/protokol-siralamasi-degisti/14772/ consulté le 8 aout 2022

GERCEK GUNDEM, Ozgur Ozel'den Bahceli'ye Jet Yanit https://www.gercekgundem.com/siyaset/59506/ozgur-ozelden-bahceliye-jet-yanit-hulusi-akara-da-mesaj, consulté le 5 août 2022

HALK TV, Polis intiharlarındaki artış Meclis gündeminde https://halktv.com.tr/gundem/halktv-com-tr-gundeme-getirmisti-polis-intiharlarindaki-artis-meclis-gundeminde-464315h, consulté le 5 aout 2022

HALK TV, Erdoğan'in Omzunda Aglayan Komutana Tepki Yagdi ! Yaziklar Olsun… https://halktv.com.tr/gundem/erdoganin-omzunda-aglayan-komutana-tepki-yagdi-yaziklar-olsun-761363h consulté le 26 août 2023

HURRIYET, Gayrimüslim şehitlerimiz https://www.hurriyet.com.tr/gundem/gayrimuslim-sehitlerimiz-4102588, consulté le 9 aout 2020

HURRIYET, Çanakkale'de 70 bin Suriyeli şehit iddiasına İlber Hoca'dan yanıt, https://www.hurriyet.com.tr/gundem/canakkalede-70-bin-suriyeli-sehit-iddiasi-40140107 consulté le 30 avril 2023.

TV24- TV24- Polisin gaz siktigi direniscilere asker yardimi, https://t24.com.tr/haber/gezi-parki-eyleminde-asker-toz-maskesi-dagitti,231070 consulté le 18 avril 2022

NTV, TSK'da Kurmaylik Sistemi degisti, https://www.ntv.com.tr/turkiye/tskda-kurmaylik-sistemi-degisti,TOYbeYPKiU6WabkhNdDCEw ,consulté le 5 août 2022

NTV, Balyoz magduru subaylara « acil gorev emri », https://www.ntv.com.tr/turkiye/balyoz-magduruna-acil-gorev-emri,Cuk1ZYBR3UigXy-mGW1K4Q ,consulté le 26 août 2023

HABERTURK, SENGOR Celal, https://www.haberturk.com/prof-celal-sengor-den-onemli-aciklamalar-1729416, consulté le 5 aout 2022

SAYIN Ayse, Yeni askerlik yasasi: Muhalefet hangi duzenlemeleri elestiriyor?, https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-48428682 , consulté le 1 er septembre

SEREN Merve, dans son article sur la discussion des fermetures des lycées militaires, http://www.aljazeera.com.tr/gorus/askeri-liseler-tartismasi, consulté le 5 août 2022

SOLORGTR, Genelkurmay, 'devlet cenazesi camide olur' deyip cemevine gelmiyor!, https://haber.sol.org.tr/toplum/genelkurmay-devlet-cenazesi-camide-olur-deyip-cemevine-gelmiyor-127647

SONDAKIKA, Danistay'in, kamu gorevlilerinin sadakat yukumlulugu paneli https://www.sondakika.com/haber/haber-danistayin-kamu-gorevlilerinin-sadakat-yukumlulugu-10975227/, consulté le 11/01/2021

SOZCU- Cemevinde şehide askeri tören yapıldı https://www.sozcu.com.tr/2015/gundem/cemevinde-askeri-toren-1006750/, consulté le 30 avril 2023

SOYSAL Mete, https://ahvalnews.com/tr/askerlik/issiz-gencler-caresizlikten-sozlesmeli-asker-oluyor?amp, 30 avril 2018 consulté le 25 août 2023.

ODA TV- Hüseyin Çelik: Birkaç Mehmet şehit oldu diye Meclis'i toplayamayız, https://www.odatv4.com/siyaset/birkac-mehmet-sehit-oldu-diye-meclisi-toplayamayiz-1308121200-25360,consulté le 30 avril 2023

OZDAG Umit, ARMAGAN Dilek Cahit, 21.Yuzyil Turkiye Enstitusu, Askerlik Yasa tasarisi darbe-savar rejim insa surecinin parcasidir, mise en ligne le 12 juin 2019, :https://21yyte.org/tr/merkezler/islevsel-arastirma-merkezleri/milli-guvenlik-ve-dis-politika-arastirmalari-merkezi/askerlik-yasa-tasarisi-darbe-savar-rejim-insa-surecinin-parcasidir?fbclid=IwAR212DBkAZ8I7zWXWWeS5qCVJn2To-3NNFDEa831d3BDa8fhVYAXu7UjRgk (consulté le 13 juin 2019)

OZKAR Selim, (militaire- sous-lieutenant retraité), 6191 sayili kanun hakkinda rapor, sur https://www.yeniyaklasimlar.org/?d=2346, consulté le 9 mars 2012

YILMAZ Ozlem, Vatani icin olen gayrimuslim askerlere sehit denir mi ?, Haberturk https://www.haberturk.com/polemik/haber/775086-vatani-icin-olen-gayrimuslim-askerlere-sehit-denir-mi, consulté le 9 aout 2020

Table des matières

..... - 1 -

LA FONCTION PUBLIQUE MILITAIRE EN DROIT TURC..... - 1 -

A L'AUNE DES DERNIERES EVOLUTIONS..... - 1 -

POLITIQUES DES XX^{E} ET XXI^{E} SIECLES..... - 1 -

SIGLES ET ABREVIATIONS..... - 3 -

INTRODUCTION..... - 9 -

CHAPITRE LIMINAIRE..... - 19 -

Section 1-Le rôle spécifique de l'armée en Turquie ..... - 19 -

§1-Le rôle de fondateur de la nouvelle République sous le commandement de Mustafa Kemal Atatürk suite à la chute de l'Empire Ottoman..... - 19 -

§2-Le rôle prépondérant de l'armée : l'héritière protectrice de « la restitution de la démocratie » et « gardienne du principe de laïcité »..... - 21 -

Section 2- Les évolutions politiques qui ont impacté la fonction publique militaire des années 2000 - 22 -

§1-La politique de l'AKP- parti politique de Recep Tayyip Erdoğan- ..... - 22 -

§2-Les évènements de Gezi (2013)..... - 24 -

§3-La tentative avortée du Coup d'Etat du 15 juillet 2016 :..... - 25 -

PREMIERE PARTIE: LES EFFORTS DE CIVILIANISATION DE L'INSTITUTION MILITAIRE ..... - 29 -

TITRE 1- LA DIMINUTION ET LA RESTRICTION DU ROLE POLITIQUE DE L'INSTITUTION MILITAIRE.... - 29 -

CHAPITRE 1 – LA RESTRICTION DES POUVOIRS DU CONSEIL DE SECURITE NATIONALE (MGK) ..... - 31 -

Section 1 – Le MGK : une influence variable en fonction de la tendance politique ..... - 32 -

§1- Un conseil politico-militaire de composition mixte ..... - 32 -

A- La genèse de l'institution d'un Conseil sur la sécurité nationale ..... - 33 -

B- Le Conseil, objet de diverses critiques, à cause du ratio civils - militaires..... - 35 -

§2- Les missions élargies et délicates du MGK ..... - 36 -

A- Un vocabulaire choisi minutieusement pour décrire les missions du MGK face au pouvoir politique..... - 36 -

1-Sous la Constitution de 1961 : « suggérer et conseiller » au lieu « d'informer et notifier » ..... - 37 -

2- Sous la Constitution de 1980 avant les changements législatifs de 2001 : un condensé de tous les pouvoirs des précédents MGK..... - 38 -

B- La valeur politique plutôt que juridique des décisions de MGK suites aux missions flagrantes autour des principes de sécurité nationale et de défense nationale ..... - 39 -

1-Le statut des avis du MGK..... - 39 -

2- Les domaines d'interventions du MGK au fil des années ..... - 40 -
Section 2- Le renouveau du MGK sous l'influence de l'UE et de l'AKP ..... - 41 -
§1- La nécessité d'une révision de l'organisation du MGK suite à la prise en compte des critères de l'Union européenne ..... - 42 -
A- La « civilianisation » : l'exigence d'une présence accrue des civils ..... - 42 -
B-Une restriction des domaines d'intervention du MGK ..... - 42 -
§2- Vers une dissolution déguisée du MGK suite à la tentative de coup d'Etat ? ..... - 43 -
A- Les changements constitutionnels du MGK pour une harmonisation de la loi avec le nouveau régime. - 43 -
B-Le cas incertain du MGK face à la nouvelle règlementation ..... - 44 -
C-La nouvelle création d'un conseil par le président Erdoğan : le Conseil de sécurité et de politique extérieure (Güvenlik ve Dış Politikalar Kurulu) ..... - 45 -
CHAPITRE 2 – LA LIMITATION DE LA MISSION DE L'ARMEE TURQUE ET SA REDEFINITION HORS TERRITOIRE NATIONAL .. - 46 -
Section 1 – La mauvaise réputation de l'article 35 de la loi n° 211 ..... - 47 -
§1- La genèse de la définition des missions de l'armée ..... - 48 -
A- Une mission de « protection et de sauvegarde » de l'armée ..... - 48 -
B- La manipulation des missions de l'armée suite aux coups d'Etat ..... - 50 -
§2- Les critiques politiques et juridiques des missions des forces armées turques. ..... - 53 -
A- Les critiques sur les tentatives de légitimer et de justifier les interventions ..... - 53 -
B- Les coups d'Etat comme un moyen de résolution des crises ..... - 54 -
Section 2- La redéfinition des missions de l'armée ..... - 56 -
§1- La condition essentielle qui mène à la révision de l'article 35 : les événements de Gezi ..... - 56 -
§2- Les missions redéfinies des forces de armées turques ..... - 58 -
A- La démilitarisation du régime politique sur le territoire national ..... - 58 -
1-La suppression des références à la mission de sauvegarde, à la constitution et à la République - 58 -
2-Une limitation des menaces et des dangers extérieurs au territoire national ..... - 58 -
B- La réorganisation de la mission de l'armée pour l'appui de la diplomatie internationale ..... - 59 -
CHAPITRE 3- LES ATTEINTES PORTEES AU DROIT A LA LIBERTE D'OPINION ET D'EXPRESSION DES MILITAIRES ..... - 61 -
Section 1- L'impact de la politique sur la liberté d'opinion des militaires ..... - 62 -
§1- L'important attachement de l'armée turque au principe de laïcité ..... - 63 -
§2- L'impact des politiques anti- laïques du gouvernement de l'AKP sur les militaires ..... - 64 -
A- La violation du principe de laïcité en faveur de l'islam ..... - 65 -
B- Le retour de l'institution des aumôneries musulmanes des armées ..... - 67 -
Section 2- Les limites de la liberté d'expression des militaires en matière de politique ..... - 69 -
§1-La liberté d'expression des militaires- une spécificité délicate pour les militaires en France et en Turquie ..... - 70 -
A- La spécificité commune des militaires des deux pays ..... - 70 -
B- Des sanctions semblables mais dépassant les limites de la liberté d'expression des militaires pour le système turc ..... - 72 -
§2-La jurisprudence spécifique sur les critiques de la politique ..... - 73 -
A- La liberté d'expression des militaires devant la CrEDH ..... - 73 -

B- Une jurisprudence marquant la liberté incertaine des militaires en Turquie ..... - 75 -
1-Une jurisprudence dure face à la critique de la politique ..... - 75 -
2-Les affaires des militaires critiquant la politique des gouvernements en cours ..... - 76 -
CONCLUSION DU TITRE 1 ..... - 78 -

TITRE 2 – AUGMENTATION DU CONTROLE DU POUVOIR CIVIL SUR LES SYSTEMES DE L'INSTITUTION MILITAIRE ..... - 79 -

CHAPITRE 1 - LE PLACEMENT DE L'ETAT-MAJOR SOUS L'AUTORITE DU MINISTERE DE LA DEFENSE ..... - 80 -
Section 1- L'EMA : un acteur politico-militaire imposant ..... - 81 -
§1- Une institution indépendante dont Atatürk a évité la politisation ..... - 81 -
A- L'organisation de guerre d'indépendance à deux niveaux ministériels ..... - 82 -
B- Le statut autonome de l'EMA ..... - 82 -
§2- Le rôle politique flagrant de l'EMA **à partir des années 40** ..... - 84 -
A- Le rattachement instable du CEMA selon les tendances politiques à partir des années 1940 .. - 85 -
B- Le statut spécifique en 1970 accordé au CEMA ..... - 85 -
1- L'organisation du CEMA au niveau constitutionnel ..... - 86 -
2- Le renouveau du CEMA « responsable » envers le Premier Ministre mais indépendant quant à ses missions - 86 -
Section 2- La restructuration pour la refonte du CEMA ..... - 87 -
§1- La restructuration du statut du CEMA ..... - 88 -
A- La place hiérarchique du CEMA ..... - 88 -
1- Le rôle d'influence du CEMA en déclin au sein des forces de l'armée turque ..... - 88 -
2- Une nomination via de nouvelles normes ..... - 89 -
B- La refonte du statut symbolique du CEMA ..... - 89 -
§2-Le transfert des compétences du CEMA au ministère de la Défense ..... - 89 -
CHAPITRE 2- LA CIVILIANISATION DU SYSTEME D'EDUCATION MILITAIRE ..... - 91 -
Section 1- Une réorganisation de fond en comble du système d'éducation militaire ..... - 91 -
§1- Le renouveau dans l'organisation des institutions de l'éducation militaire ..... - 92 -
A- La fermeture définitive des académies de Guerre et les lycées militaires ..... - 92 -
1-Spécificité de Kurmay (BEMS), banalisé pour les militaires de carrières par la fermeture des académies de Guerre ..... - 93 -
2-La disparition de l'éducation militaire précoce avec la fermeture des lycées militaires ..... - 94 -
B-La création de l'Université de Défense Nationale ..... - 96 -
§2- La Civilianisation de l'administration des institutions d'éducation militaire ..... - 97 -
A- L'accroissement du rôle du ministère de la Défense sur le système d'éducation militaire ..... - 97 -
B- La primauté des civils dans le système d'éducation militaire ..... - 98 -
Section 2- La civilianisation du système d'éducation militaire exigée par les décrets-lois ..... - 98 -
§1- La civilianisation dans le cadre d'état d'urgence ..... - 99 -
A- Un système révisé par les décrets-lois d'état d'urgence ..... - 99 -
B- Le revirement de jurisprudence politique de la Cour Constitutionnelle ..... - 101 -
§2- Le cas spécifique des cadets expulsés par des décrets-lois du milieu militaire ..... - 102 -
CHAPITRE 3 - LA SUPPRESSION DE LA JURIDICTION SPECIFIQUE DES MILITAIRES ..... - 104 -

Section 1- La spécificité de la juridiction militaire, dans le système judiciaire de la Turquie ..... - 104 -

§1- L'attribution d'une valeur constitutionnelle aux juridictions militaires ..... - 105 -

A- L'organisation des juridictions militaires dans le système juridique de la Turquie ..... - 105 -

1- La justice administrative militaire ..... - 105 -

2- La justice judiciaire militaire ..... - 106 -

B- Les missions des juridictions militaires ..... - 107 -

1- La compétence des juridictions militaires de prendre des décisions à l'égard des civils .... - 108 -

2- Le risque de dissimulation des crimes par ces juridictions spécifiques militaires ..... - 109 -

§2- La violation des principes démocratiques par l'existence des juridictions militaires ..... - 110 -

A- La qualification des juges militaires ..... - 110 -

B- L'impartialité et l'indépendance des juges militaires ..... - 110 -

Section 2- Les reformes réalisés autours de la juridiction militaires pour sa civilianisation ..... - 111 -

§1- La diminution du rôle des militaires dans les juridictions avant la tentative de coup d'Etat en 2016- 111 -

A- La diminution de la compétence des juridictions militaires. ..... - 112 -

1- La réduction de la compétence des juridictions militaires ..... - 112 -

2- Les changements effectués concernant les justiciables ..... - 112 -

B - La recréation d'un système disciplinaire pour les militaires ..... - 113 -

1-Le développement et l'historique du règlement disciplinaire en Turquie ..... - 113 -

2-La réorganisation du système militaire disciplinaire de la Turquie est sous l'influence des critiques doctrinales et de la CrEDH ..... - 114 -

a-Le problème des arrêts en droit turc ..... - 114 -

b-L'apparition récente des conseils de discipline militaire en Turquie ..... - 115 -

§2- La civilianisation des instances de juridiction militaires par leur suppression quasi-totale ..... - 115 -

A- Le maintien possible omise de la juridiction militaire ..... - 116 -

B- La disparition d'une jurisprudence spécifique de l'état militaire ..... - 117 -

CONCLUSION DU TITRE 2 ..... - 118 -

DEUXIEME PARTIE : LES EFFETS DE L'INGERENCE CIVILE SUR LA FONCTION PUBLIQUE MILITAIRE. - 119 -

TITRE 1 – LES NOUVELLES LECTURES ET APPROCHES DES PRINCIPES GENERAUX DU METIER MILITAIRE.- 119 -

CHAPITRE 1- LE LOYALISME MILITAIRE ..... - 121 -

Section 1- Le principe de loyalisme une notion à géométrie variable ..... - 121 -

§1- Le loyalisme, principe sine qua non de la culture militaire ..... - 122 -

A- Le loyalisme et la loyauté : des obligations bien distinctes mais complémentaires ..... - 122 -

B- Le loyalisme comme lien de fidélité dont l'objet varie selon les gouvernements ..... - 125 -

§2- La coexistence de la notion de loyalisme et de loyauté dans le corpus juridique turc ..... - 126 -

A- Une volonté politique d'origine de la période d'Atatürk nécessitant la coexistence du loyalisme et de la loyauté pour les militaires ..... - 126 -

1- L'obligation de loyalisme et de loyauté bien déterminé pour les militaires sous le règne d'Atatürk - 126 -

2- La reprise du loyalisme et de loyauté par le législateur constituant du coup d'Etat de 1960. ..... - 127 -
B-Des obligations de loyalisme et de loyauté apparues avec le premier coup d'Etat ..... - 128 -
1-Loyauté et loyalisme dans la fonction publique militaire ..... - 129 -
2-Loyauté et loyalisme dans la fonction publique civile ..... - 129 -
Section 2- Le principe de loyalisme à l'épreuve de l'histoire politique à partir des années de 2000 ... - 131 -
§1- Le loyalisme et la loyauté instrumentalisés pour justifier les coups d'Etat ..... - 131 -
A- Une relecture idéologique et politique du devoir de loyalisme par les militaires ..... - 132 -
1- La revendication des militaires sur les gouvernements civils de non-loyauté ..... - 132 -
a- Une tentative de justification des putschistes de 1960 via le principe de manque de loyauté .... - 132 -
b- Une accusation indirecte de défaut de loyalisme des putschistes de 1980 ..... - 133 -
2- La revanche d'Erdoğan sur les militaires putschistes dans les années 2000 ..... - 133 -
a- Une décision politique des putschistes du coup d'Etat de 1960 ..... - 134 -
b- Un règlement de comptes symbolique avec les putschistes du coup d'Etat de 1980 ..... - 134 -
C- La relecture politique non questionnée lors les affaires des coups d'Etats ..... - 134 -
§2- Transformation du loyalisme et de la loyauté pour un avenir incertain ..... - 135 -
A- L'obligation de loyauté et de loyalisme sont-ils impactés par les affaires concernant les militaires ?.. - 135 -
B- Le rapport du Conseil d'Etat Turc « rappelant » l'obligation de loyauté et de loyalisme suite à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 ..... - 136 -
CHAPITRE 2- L'OBEISSANCE MILITAIRE ..... - 138 -
Section 1- La version classique de l'obéissance en droit de la fonction publique militaire turque - 139 -
§1- La version classique de l'obéissance : l'obéissance absolue ..... - 140 -
A- L'obéissance est un devoir à valeur constitutionnelle en Turquie ..... - 141 -
B- Un corpus juridique ambigu sur l'obéissance absolue pour les militaires turcs ..... - 142 -
§2- La sensibilité du pouvoir de commandement ..... - 143 -
A- Le commandement : un rapport de force inégal basé sur la notion de père bienveillant ..... - 144 -
B- Le commandement et le lien de confiance ..... - 145 -
Section 2- Obéissance souhaitée : la responsabilisation du militaire ..... - 146 -
§1- Le militaire acteur du système ..... - 147 -
A- Les raisons de la responsabilisation d'une obéissance active ..... - 147 -
B- Les critiques et les problèmes concrets du système de responsabilisation du militaire ..... - 148 -
§2-Notion d'ordre illégal en droit militaire ..... - 149 -
A-Un contrôle limité à deux phases de l'ordre illégal pour le militaire turc ..... - 150 -
1- La notion d'ordre en droit de la fonction publique militaire ..... - 150 -
2- Sur la notion de la légalité de l'ordre ..... - 150 -
B- La sanction disciplinaire prévue pour le militaire turc ..... - 152 -
CHAPITRE 3- LE SACRIFICE MILITAIRE ..... - 154 -

Section 1 – Le sacrifice du militaire et ses relations avec le culte musulman ..... - 156 -

§1- La désignation du sacrifice militaire par des termes appartenant à l'islam ..... - 156 -

A- Les termes religieux désignant le sacrifice militaire ..... - 157 -

B- Les subtilités juridiques de l'interprétation des termes islamiques..... - 157 -

1- L'attribution des statuts par décisions de justice..... - 158 -

2- Les cérémonies d'enterrement des militaires..... - 159 -

§2- Les références textuelles juridiques oscillant entre laïcité et islam ..... - 160 -

A- Le sacrifice militaire comme une obligation dans la fonction publique militaire ..... - 161 -

B- Le statut comme une reconnaissance du sacrifice militaire ..... - 162 -

Section 2 – Vers une banalisation du sacrifice militaire ?..... - 164 -

§1- Le changement de la perception de la réalité du sacrifice militaire : l'exemple du cas français..... - 164 -

A- Une perception liée aux valeurs défendues par les militaires : le sacrifice dans les OPEX..... - 166 -

B- L'idéologie du « zéro mort » ..... - 167 -

§2- Le sacrifice instrumentalisé et banalisé autour de la politique en cours du président Erdoğan ..... - 168 -

A- La civilianisation du système sanitaire militaire..... - 169 -

C- L'attribution des statuts spécifiques aux civils ..... - 170 -

CONCLUSION DU TITRE 1er..... - 172 -

TITRE 2 – LES NOUVELLES LOGIQUES DE PROFESSIONNALISATION ..... - 173 -

CHAPITRE 1 – LA DIVERSIFICATION DE MOYENS DE RECRUTEMENT ..... - 174 -

Section 1- Des moyens de recrutement conformes à l'idéologie du pouvoir civil actuel ..... - 174 -

§1- Les femmes militaires dans l'armée turque ..... - 175 -

A- Le port du voile chez les femmes militaires au sein de l'armée turque ..... - 176 -

B- La diminution de la proportion de femmes dans l'armée turque ..... - 178 -

§2- La diversification des diplômes acceptés au sein des forces de l'armée..... - 182 -

A- La concrétisation des théories de complot sur la phase de recrutement des militaires ..... - 183 -

B- Le renforcement de l'idéologie islamiste durant les phases de recrutement et d'avancement des militaires - 185 -

Section 2- Une politique de méfiance face au risque de perdre le contrôle sur m'armée..... - 187 -

§1- L'enquête de sécurité, une étape de nature quasi paranoïaque au sein de la fonction publique ... - 187 -

A- L'enquête de sécurité et la recherche d'antécédents judiciaires discutées pour leur légalité. - 188 -

1- Les décisions consécutives de la Cour Constitutionnelle..... - 189 -

2- L'intervention du législateur pour le restituer avec une nouvelle loi ..... - 190 -

B- L'application vague de l'enquête de sécurité et l'examen du casier judiciaire pour les militaires.... - 190 -

§2- L'augmentation du taux des militaires contractuels pour des raisons incertaines ..... - 193 -

A- Les militaires contractuels pour la professionnalisation de l'armée turque..... - 193 -

1- La diversification par grade des militaires sous contrat en Turquie ..... - 194 -

a- Les caporaux spécialistes (sous contrat) ..... - 195 -

b- Des officiers et de sous-officiers contractuels..... - 195 -

c- Les militaires du rang contractuels..... - 196 -

2- Une pratique décevante depuis son entrée en vigueur ..... - 196 -

B-Les militaires contractuels en appui aux places laissées vacantes suite à la tentative de coup d'Etat de 2016 ..... - 198 -
1-Une pratique à l'appui de la remodélisation des armées ..... - 198 -
2-Risque de déséquilibre entre la qualité et la quantité ..... - 200 -
a- Les imprécisions dans les contrats d'engagement ..... - 201 -
b- Les risques portant par la nature lui-même du métier militaire ..... - 202 -
CHAPITRE 2 – LE DEVOUEMENT DU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE EN TURQUIE ..... - 204 -
Section 1- L'ébranlement de l'organisation générale du système du service militaire obligatoire..... - 206 -
§1- La mise en question de l'idéologie « intouchable » du service militaire obligatoire ..... - 206 -
A- La nature juridique du service militaire dans les constitutions ..... - 207 -
1- Le service militaire obligatoire dans les différentes constitutions ..... - 207 -
2-Les principes constants du service militaire ..... - 208 -
B- Une diminution des effectifs entraînant un manque de main d'œuvre ..... - 208 -
§2-La mise en question des mœurs et les coutumes liées à la pratique du service militaire obligatoire - 211 -
A- Les effets du service militaire obligatoire pour l'appelé du contingent ..... - 211 -
B- Les effets du service militaire obligatoire pour la transmission des valeurs des forces armées turques ..... - 213 -
1-Le service militaire obligatoire, un moyen de transmission des valeurs ..... - 213 -
2-Le service militaire obligatoire comme un moyen d'intégration sociale ..... - 214 -
Section 2- L'ébranlement du principe d'égalité au sein de l'armée lors du service militaire ..... - 214 -
§1- La primauté du service militaire en contrepartie ..... - 215 -
A- Les pratiques occasionnelles du *bedelli* sous la loi n°1111 ..... - 215 -
B- La pratique du « *bedelli* », au cœur du service militaire obligatoire de la loi n° 7179 ..... - 217 -
§2- Le pouvoir illimité du président de la République concernant les exonérations ..... - 218 -
CHAPITRE 3- *YAŞ* (LE CONSEIL SUPERIEUR MILITAIRE) ..... - 220 -
Section 1- La réorganisation du fonctionnement du YAŞ..... - 221 -
§1-Les missions de conseil et d'autorité décisionnaire sur les carrières des élites militaires ..... - 222 -
A- Période de la loi n° 636 : une tentative de détermination des liens entre les militaires et les civils ..... - 222 -
B- Période de la loi n°1612 : des missions *numérus clausus* du *YAŞ* ..... - 223 -
1- La pratique habituelle des missions du YAŞ ..... - 224 -
2- Les articles abrogés de la loi n°926 relatifs à la procédure de limogeage des militaires pour manque de discipline ou pour défaut de moralité ..... - 225 -
§2- La composition du YAŞ : une composition qui tend vers la primauté des civils ..... - 226 -
A- La présence accessoire des civils au sein du YAŞ ..... - 226 -
1- Les tentatives d'harmonisation entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire dans la loi n°636 (1925- 1972) ..... - 226 -
a- Le vide juridique concernant la présidence du YAŞ et le cas du Premier ministre ..... - 227 -
c- La réorganisation de la présidence et de la composition du YAŞ en 1949 ..... - 227 -

2- L'affirmation et la consolidation de la primauté des militaires au sein du YAŞ dans la loi n°1612 (1972-2016) ..... - 228 -
B- La disparition du pouvoir militaire du YAŞ sur la carrière des élites militaires ..... - 229 -
1-La diminution brutale du taux des militaires au sein du YAŞ ..... - 229 -
2- La consolidation du pouvoir civil sur les militaires ..... - 229 -
Section 2- Le changement illusoire du statut juridique des décisions du YAŞ ..... - 230 -
§1- L'ouverture de la voie de recours contre les décisions du YAŞ ..... - 230 -
A- Un changement de la Constitution portant sur les décisions du *YAŞ* ..... - 231 -
B- L'article éphémère spécifique à la loi n°926 pour annulation des anciennes décisions du *YAŞ* ... - 232 -
§2- L'incertitude de la mise en exécution des décisions du YAŞ ..... - 233 -
A- L'arrêt de principe de la Haute Cour Administrative militaire sur la mise en exécution des décisions du YAŞ ..... - 233 -
1- La nature directement exécutoire du YAŞ ..... - 234 -
2-La marge d'appréciation des autorités chargées de signer le décret collectif ..... - 234 -
B- L'intervention du législateur pour modifier l'arrêt de principe ..... - 235 -
CONCLUSION DU TITRE 2 ..... - 236 -

CONCLUSION GENERALE ..... - 237 -

ANNEXE 1 ..... - 241 -
TEXTES JURIDIQUES APPLICABLES EN DROIT TURC (PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE) ..... - 241 -
ANNEXE 2 ..... - 245 -
ARTICLES DE DIVERSES LOIS TRADUITS ..... - 245 -
PAR NOS SOINS ..... - 245 -
Constitutions ..... - 245 -
Loi 211 du 4 janvier 1961 portant sur le service intérieur des forces de l'armée ..... - 247 -
Règlement du service intérieur Publié au journal officiel les 6-7-8 septembre 1961. ..... - 248 -
Loi n°2945 du 9 novembre 1983 portant sur MGK ..... - 249 -
Loi n° 6413 du 31 janvier 2013, sur la discipline des armées ..... - 249 -
Code pénal militaire turc n° 1632 du 22 mai 1930 ..... - 250 -
Loi n°657 du 14 juillet 1965 sur les fonctionnaires civils ..... - 251 -
ANNEXE 3 ..... - 252 -
LES GRADES DES ARMEES EN FRANCE ET EN TURQUIE ..... - 252 -

BIBLIOGRAPHIE ..... - 255 -

OUVRAGES ..... - 255 -
RAPPORTS ..... - 259 -
COLLOQUES ..... - 261 -
SITES OFFICIELS ..... - 261 -
THESES ..... - 263 -
ARTICLES ..... - 264 -

DICTIONNAIRES ..... - 271 -
ENCYCLOPEDIES ..... - 271 -
WEBOGRAPHIE ..... - 272 -
TABLE DES MATIERES ..... - 275 -